

Le génocide du peuple palestinien

CIJ - Afrique du Sud c. Israel

Mesures conservatoires

Ordonnance du 26 janvier 2024

**LE REFUS D'ISRAEL DE RESPECTER
L'ORDONNANCE DU 26 JANVIER 2024**

DOSSIER DE PREUVES

Fait à Tunis, le 25 février 2024

L'étude des preuves provenant des grandes administrations de l'ONU, des témoignages directs et de la presse démontre, sans le moindre doute qu'Israël n'a respecté aucune des mesures arrêtées par l'Ordonnance du 26 janvier 2024.

1 - LES VICTIMES	p. 6
2 - LES TRANSFERTS DE POPULATION	p. 69
3 - LES BIENS CIVILS	p. 80
4 - L'UNRWA	p. 95
5 - LA SANTE PUBLIQUE	p. 126
6 - LA MATERNITE ET L'ENFANCE	p. 175
7 - L'EAU	p. 189
8 - L'ELECTRICITE ET LES TELECOMMUNICATIONS	p. 188
9 - LES BOULANGERIES	p. 190
10 - L'AIDE HUMANITAIRE	p. 192
11 - LA FAMINE	p. 219
12 - LA DIGNITE	p. 241
13 - LES PRISONNIERS	p. 251
14 - LES CIMETIERES	p. 265
15 - LES ARMES	p. 289
16 - LA VIE SOCIALE	p. 306

26 JANUARY 2024

ORDER

APPLICATION OF THE CONVENTION ON THE PREVENTION AND PUNISHMENT
OF THE CRIME OF GENOCIDE IN THE GAZA STRIP (SOUTH AFRICA v. ISRAEL)

[...]

86. For these reasons, THE COURT, Indicates the following provisional measures:

(1) By fifteen votes to two, The State of Israel shall, in accordance with its obligations under the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide, in relation to Palestinians in Gaza, take all measures within its power to prevent the commission of all acts within the scope of Article II of this Convention, in particular:

(a) killing members of the group;

(b) causing serious bodily or mental harm to members of the group;

(c) deliberately inflicting on the group conditions of life calculated to bring about its physical destruction in whole or in part;

and (d) imposing measures intended to prevent births within the group;

IN FAVOUR: President Donoghue; Vice-President Gevorgian; Judges Tomka, Abraham, Bennouna, Yusuf, Xue, Bhandari, Robinson, Salam, Iwasawa, Nolte, Charlesworth, Brant; Judge ad hoc Moseneke;

AGAINST: Judge Sebutinde; Judge ad hoc Barak;

(2) By fifteen votes to two, The State of Israel shall ensure with immediate effect that its military does not commit any acts described in point 1 above;

IN FAVOUR: President Donoghue; Vice-President Gevorgian; Judges Tomka, Abraham, Bennouna, Yusuf, Xue, Bhandari, Robinson, Salam, Iwasawa, Nolte, Charlesworth, Brant; Judge ad hoc Moseneke;

AGAINST: Judge Sebutinde; Judge ad hoc Barak;

(3) By sixteen votes to one, The State of Israel shall take all measures within its power to prevent and punish the direct and public incitement to commit genocide in relation to members of the Palestinian group in the Gaza Strip;

IN FAVOUR: President Donoghue; Vice-President Gevorgian; Judges Tomka, Abraham, Bennouna, Yusuf, Xue, Bhandari, Robinson, Salam, Iwasawa, Nolte, Charlesworth, Brant; Judges ad hoc Barak, Moseneke;

AGAINST: Judge Sebutinde;

(4) By sixteen votes to one, The State of Israel shall take immediate and effective measures to enable the provision of urgently needed basic services and humanitarian assistance to address the adverse conditions of life faced by Palestinians in the Gaza Strip;

IN FAVOUR: President Donoghue; Vice-President Gevorgian; Judges Tomka, Abraham, Bennouna, Yusuf, Xue, Bhandari, Robinson, Salam, Iwasawa, Nolte, Charlesworth, Brant; Judges ad hoc Barak, Moseneke;

AGAINST: Judge Sebutinde; - 26 -

(5) By fifteen votes to two, The State of Israel shall take effective measures to prevent the destruction and ensure the preservation of evidence related to allegations of acts within the scope of Article II and Article III of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide against members of the Palestinian group in the Gaza Strip;

IN FAVOUR: President Donoghue; Vice-President Gevorgian; Judges Tomka, Abraham, Bennouna, Yusuf, Xue, Bhandari, Robinson, Salam, Iwasawa, Nolte, Charlesworth, Brant; Judge ad hoc Moseneke;

AGAINST: Judge Sebutinde; Judge ad hoc Barak;

(6) By fifteen votes to two, The State of Israel shall submit a report to the Court on all measures taken to give effect to this Order within one month as from the date of this Order.

IN FAVOUR: President Donoghue; Vice-President Gevorgian; Judges Tomka, Abraham, Bennouna, Yusuf, Xue, Bhandari, Robinson, Salam, Iwasawa, Nolte, Charlesworth, Brant; Judge ad hoc Moseneke;

AGAINST: Judge Sebutinde; Judge ad hoc Barak.

1

LES VICTIMES

JANVIER 2024

Le 23 janvier, les bombardements aériens, terrestres et maritimes intenses israéliens se sont poursuivis dans une grande partie de la bande de Gaza, entraînant de nouvelles victimes civiles, des déplacements de population et des destructions. Des opérations terrestres et des combats entre les forces israéliennes et les groupes armés palestiniens ont également été signalés dans une grande partie de Gaza. Les hostilités ont été particulièrement intenses à Khan Younis, les forces israéliennes ayant apparemment encerclé et lancé une opération à grande échelle dans la ville¹.

Entre les après-midi du 22 et du 23 janvier, 195 Palestiniens ont été tués et 354 ont été blessés².

Le 22 janvier, dix Palestiniens ont été tués après qu'une explosion ait été signalée à l'école Al Mawasi, dans la région d'Al Mawasi³.

Le 22 janvier, dans la nuit, sept Palestiniens ont été tués et 15 autres blessés après l'attaque d'un immeuble résidentiel dans la ville de Jabalya, au nord de Gaza⁴.

Le 23 janvier, le Secrétaire général de l'ONU, dans un discours prononcé devant le Conseil de sécurité sur la situation au Moyen-Orient, a déclaré⁵ :

« The past 100 days have been heartbreaking and catastrophic for Palestinian civilians in Gaza.

More than 25,000 people, mainly women and children, have reportedly been killed in operations launched by Israeli forces. More than 60,000 others have been reportedly injured.

In recent days, the military offensive has intensified in Khan Yunis with many additional casualties.

The entire population of Gaza is enduring destruction at a scale and speed without parallel in recent history.

Nothing can justify the collective punishment of the Palestinian people ».

Le 24 janvier, Les bombardements aériens, terrestres et maritimes intenses israéliens se sont poursuivis dans une grande partie de la bande de Gaza, entraînant de nouvelles victimes civiles, des déplacements de population et des destructions. Des opérations terrestres et des combats entre les forces israéliennes et les groupes armés palestiniens ont également été signalés dans une grande partie de Gaza. Les hostilités ont été particulièrement intenses à Khan Younis, les forces israéliennes

¹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-100>

² <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-100>

³ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-101>

⁴ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-101>

⁵ <https://www.ochaopt.org/content/secretary-generals-remarks-security-council-middle-east-23-Jan-2024> ;
<https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-100>

ayant apparemment encerclé et lancé une opération à grande échelle dans la ville. De violents combats sont signalés à proximité des hôpitaux de Khan Younis, notamment à Al Aqsa, Nasser et Al Amal, et des informations font état de Palestiniens tentant de fuir vers la ville méridionale de Rafah. Le quartier d'Al Mawasi, à Khan Younis, aurait fait l'objet de violentes attaques⁶.

Entre les après-midi du 23 et du 24 janvier, 210 Palestiniens ont été tués et 386 ont été blessés⁷.

Le 23 janvier, vers 16 h 50, quatre Palestiniens déplacés ont été tués et d'autres blessés, dont des enfants, après l'attaque d'un immeuble résidentiel dans le quartier d'Al Hassanyah, à Deir al Balah⁸.

Le 23 janvier, vers 12 h 50, quatre Palestiniens ont été tués après qu'une voiture ait été heurtée à Rafah, dans le sud de Gaza⁹.

Le 23 janvier, vers 14 heures, quatre Palestiniens, dont un enfant, ont été tués alors qu'un groupe de personnes aurait été frappé dans la région d'Al Mawasi¹⁰.

Entre les après-midi du 24 et du 25 janvier, 200 Palestiniens ont été tués et 370 blessés¹¹.

Le 24 janvier, l'entrée du quartier général du PRCS a été frappée, tuant au moins trois Palestiniens : le 23 janvier, un autre Palestinien aurait été tué à l'entrée de l'hôpital en raison de bombardements survenus au cours d'intenses combats autour de l'hôpital¹².

Le 24 janvier, vers 15 h 50, cinq Palestiniens, dont deux enfants, auraient été tués et des dizaines d'autres blessés après la frappe de bâtiments résidentiels à Rafah¹³.

Le 25 janvier, les bombardements aériens, terrestres et maritimes intenses israéliens se sont poursuivis dans une grande partie de la bande de Gaza le 25 janvier, entraînant de nouvelles victimes civiles, des déplacements et des destructions. Des opérations terrestres et des combats entre les forces israéliennes et les groupes armés palestiniens ont également été signalés dans une grande partie de Gaza. Les hostilités ont été particulièrement intenses à Khan Younis, avec de violents combats signalés à proximité des hôpitaux d'Al Aqsa, Nasser, Al Amal et Al Kheir. Des informations font état de Palestiniens qui tentent de fuir vers la ville méridionale de Rafah, qui est déjà surpeuplée, malgré l'absence de passage sûr. Le quartier d'Al Mawasi, à Khan Younis, aurait fait l'objet de violentes attaques¹⁴.

Le 25 janvier, vers 12 h 30, un groupe de Palestiniens qui attendaient l'arrivée de l'aide humanitaire au rond-point Al Koweït, dans la ville de Gaza, a été la cible de tirs de l'armée israélienne. Au moins 20 Palestiniens ont été tués et environ 150 autres blessés, dont beaucoup grièvement, et les blessés

⁶ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-101>

⁷ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-101>

⁸ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-101>

⁹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-101>

¹⁰ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-101>

¹¹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-102>

¹² <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-102>

¹³ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-102>

¹⁴ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-102>

ont été transférés aux hôpitaux d'Al Shifaa et d'Al Ahli. L'armée israélienne aurait ouvert une enquête sur cet incident¹⁵.

Entre les après-midi du 25 et du 26 janvier, 183 Palestiniens ont été tués et 377 blessés¹⁶.

Le 25 janvier, vers midi, deux Palestiniens auraient été tués et plusieurs autres blessés lors d'une frappe à Al Bureij, Deir al Balah¹⁷.

Le 25 janvier, vers 15 heures, trois Palestiniens auraient été tués et plusieurs autres blessés lors d'une frappe à Al-Dahra, Khan Younis¹⁸.

Le 25 janvier, deux frères palestiniens, dont un enfant, ont été abattus à balles réelles alors qu'ils évacuaient leur domicile du quartier d'Al Amal, à l'ouest de Khan Younis, à la suite de l'ordre d'évacuation émis par l'armée israélienne. L'enfant aurait été abattu de trois balles alors qu'il portait un drapeau blanc, et son frère aurait été abattu alors qu'il tentait de le secourir¹⁹.

Le 25 janvier, vers 16 h 25, les forces israéliennes auraient fait exploser tout un quartier résidentiel du quartier d'Al-Nimsawi, à Khan Younis. Aucune victime n'a été signalée²⁰.

Le 25 janvier, vers 20 heures, trois Palestiniens, dont un enfant, auraient été tués et plusieurs autres blessés après l'attaque d'un immeuble résidentiel à Deir al Balah²¹.

Le 25 janvier, vers 20 heures, 11 Palestiniens, parmi lesquels un journaliste et des enfants, auraient été tués après l'attaque d'un immeuble résidentiel à Deir al Balah²².

Le 25 janvier, vers 21 heures, au moins dix Palestiniens, dont quatre enfants, auraient été tués et des dizaines d'autres blessés après la frappe d'une place résidentielle dans le camp de réfugiés de Nuseirat, au centre de Gaza²³.

Le 26 janvier, les bombardements israéliens intenses depuis l'air, la terre et la mer se sont poursuivis dans une grande partie de la bande de Gaza, entraînant de nouvelles victimes civiles, des déplacements et des destructions. Les tirs de roquettes depuis Gaza vers le sud d'Israël ont également repris. Des opérations terrestres et des combats entre les forces israéliennes et les groupes armés palestiniens ont également été signalés dans une grande partie de Gaza. Les hostilités ont été particulièrement intenses à Khan Younis, avec de violents combats signalés²⁴.

¹⁵ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-102>

¹⁶ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-103>

¹⁷ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-103>

¹⁸ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-103>

¹⁹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-103>

²⁰ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-103>

²¹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-103>

²² <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-103>

²³ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-102>

²⁴ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-104>

Le 26 janvier, au moins 10 Palestiniens ont été tués et plusieurs autres blessés après l'attaque d'un immeuble résidentiel à Deir al Balah²⁵.

Le 26 janvier, vers 13 heures, au moins six Palestiniens ont été tués et plusieurs autres blessés après l'attaque d'un immeuble résidentiel dans le camp de réfugiés d'An Nuseirat.

Le 26 janvier, vers 14 heures, au moins trois Palestiniens ont été tués et plusieurs autres blessés lors d'une frappe dans l'est de Rafah²⁶.

Entre les après-midi du 26 et du 28 janvier, selon le ministère de la Santé de Gaza, 339 Palestiniens ont été tués (165 personnes le 28 janvier, 174 personnes le 27 janvier) et 600 Palestiniens ont été blessés (290 le 28 janvier et 310 le 27 janvier)²⁷.

Les 27 et 28 janvier, les bombardements aériens, terrestres et maritimes intenses israéliens se sont poursuivis dans une grande partie de la bande de Gaza, entraînant de nouvelles victimes civiles, déplacements et destructions. Les hostilités ont été particulièrement intenses à Khan Younis, avec de violents combats signalés à proximité des hôpitaux Nasser et Al Amal, et des informations faisant état de Palestiniens fuyant vers la ville méridionale de Rafah, qui est déjà surpeuplée, malgré l'absence de passage sûr. Les tirs de roquettes depuis Gaza vers le sud d'Israël se sont également poursuivis. Des opérations terrestres et des combats entre les forces israéliennes et les groupes armés palestiniens ont également été signalés dans une grande partie de Gaza. Les hostilités ont été particulièrement intenses à Khan Younis, avec de violents combats signalés²⁸.

Le 28 janvier, vers 9 heures, huit Palestiniens ont été tués dans la ville de Gaza après l'attaque d'un immeuble résidentiel²⁹.

Le 28 janvier, vers 17 h 30, quatre Palestiniens ont été tués et d'autres blessés après l'attaque d'un immeuble résidentiel dans le camp de réfugiés d'An Nuseirat, dans la zone centrale.

Le 28 janvier, vers 19 heures, au moins 10 Palestiniens ont été tués après qu'un immeuble résidentiel du camp de réfugiés d'Ash Shati, dans la ville de Gaza, ait été frappé.

Le 28 janvier, vers 21 h 40, 23 Palestiniens ont été tués après l'attaque d'un immeuble résidentiel dans le camp de réfugiés d'An Nuseirat, dans la zone centrale.

Les 28 et 29 janvier, les bombardements aériens, terrestres et maritimes intenses israéliens se sont poursuivis dans une grande partie de la bande de Gaza entraînant de nouvelles victimes civiles, des déplacements et des destructions. Les hostilités ont été particulièrement intenses à Khan Younis, avec de violents combats signalés près des hôpitaux Nasser et Al Amal, et des informations faisant état de Palestiniens fuyant vers la ville méridionale de Rafah, qui est déjà surpeuplée, malgré l'absence de passage sûr. Les tirs de roquettes depuis Gaza vers Israël se sont également poursuivis. Des

²⁵ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-104>

²⁶ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-104>

²⁷ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-104>

²⁸ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-104>

²⁹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-104>

opérations terrestres et des combats entre les forces israéliennes et les groupes armés palestiniens ont également été signalés dans une grande partie de Gaza³⁰.

Entre les après-midi du 28 et du 29 janvier, 215 Palestiniens ont été tués et 300 blessés³¹.

Le 29 janvier vers 18 heures, six Palestiniens, dont quatre enfants, ont été tués par balle alors qu'ils conduisaient leur véhicule à Khan Younis, selon le PRCS. Une fillette de six ans a survécu, mais les services médicaux d'urgence n'ont pas pu la rejoindre pendant trois heures en raison des combats³².

Le 29 janvier, au moins 20 Palestiniens ont été tués et d'autres blessés lorsqu'un immeuble résidentiel a été frappé dans la ville de Gaza, selon les médias palestiniens³³.

Le 29 janvier, 25 Palestiniens ont été tués et d'autres blessés lorsqu'un immeuble résidentiel a été frappé à l'est de la ville de Gaza, selon les médias palestiniens³⁴.

Le 29 janvier, deux Palestiniens ont été tués et d'autres blessés après l'attaque d'un immeuble résidentiel dans le camp de réfugiés de Nuseirat, à Deir al Balah, selon les médias palestiniens³⁵.

Entre les après-midi du 29 et du 30 janvier, 114 Palestiniens ont été tués et 249 blessés³⁶.

Le 29 janvier vers 18 heures, six Palestiniens, dont quatre enfants, ont été tués par balle alors qu'ils conduisaient leur véhicule dans la ville de Gaza, selon le PRCS.

Le 29 janvier, vers 15 heures, 25 Palestiniens ont été tués et des dizaines d'autres blessés après qu'un immeuble résidentiel du quartier d'At Tuffah, dans la ville de Gaza, ait été frappé³⁷.

Le 29 janvier, vers 19 h 30, 20 Palestiniens ont été tués et des dizaines d'autres blessés après qu'un immeuble résidentiel du quartier d'As Sabra, dans la ville de Gaza, ait été frappé³⁸.

Le 29 janvier, selon l'UNRWA, 10 personnes déplacées ont été tuées et plusieurs autres blessées à la suite d'une frappe de missile israélien dans une salle de classe d'une école de la ville de Gaza³⁹. Au moins 372 personnes déplacées hébergées dans les abris de l'UNRWA ont été tuées et 1 335 blessées depuis le 7 octobre⁴⁰.

Le 30 janvier, les bombardements aériens, terrestres et maritimes intenses israéliens se sont poursuivis dans une grande partie de la bande de Gaza, entraînant de nouvelles victimes civiles, des

³⁰ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-105>

³¹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-105>

³² <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-105>

³³ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-105>

³⁴ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-105>

³⁵ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-105>

³⁶ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-106>

³⁷ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-106>

³⁸ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-106>

³⁹ <https://mailchi.mp/unrwa/unrwa-situation-report-71-on-the-gaza-strip-and-west-bank-including-east-jerusalem-12675941?e=eacfc6d62b>

⁴⁰ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-106>

déplacements et des destructions. Les hostilités ont été particulièrement intenses à Khan Younis, avec de violents combats signalés près des hôpitaux Nasser et Al Amal, et des informations faisant état de Palestiniens fuyant vers la ville méridionale de Rafah, qui est déjà surpeuplée, malgré l'absence de passage sûr. Des opérations terrestres et des combats entre les forces israéliennes et les groupes armés palestiniens ont également été signalés dans une grande partie de Gaza⁴¹.

Entre les après-midi du 30 et du 31 janvier, 150 Palestiniens auraient été tués et 313 blessés⁴².

Le 30 janvier, des Palestiniens auraient découvert 30 cadavres enterrés dans des sacs noirs sous le sable dans une école de l'UNRWA à Beit Lahiya, au nord de Gaza. Les résidents n'avaient plus accès à l'école depuis le 10 décembre environ, lorsqu'un incendie s'est déclaré, causant d'importants dégâts et qui aurait forcé les personnes déplacées qui s'étaient réfugiées sur place à fuir. Le 7 décembre, les installations auraient été assiégées et des victimes auraient été signalées⁴³.

Le 30 janvier, vers 13 h 40, les corps de cinq Palestiniens ont été retrouvés à l'école Ad Durrah à Qaizan An Najjar, Khan Younis, après qu'elle ait été frappée le 8 janvier⁴⁴.

Le 30 janvier, vers 14 heures, selon la Défense civile de Gaza, les forces israéliennes ont détruit des blocs résidentiels entiers à Tal Al Hawa et dans les zones occidentales de la ville de Gaza, sans faire de victimes⁴⁵.

Le 30 janvier, vers 16 heures, des civils palestiniens auraient été blessés par balle au rond-point Al Koweït, dans la ville de Gaza, alors qu'ils se rassemblaient en prévision de recevoir une aide humanitaire. Il s'agit du quatrième incident signalé dans lequel des Palestiniens sont la cible de tirs alors qu'ils se rassemblaient pour se ravitailler en nourriture⁴⁶.

Le 30 janvier, vers 18 h 45, au moins 11 Palestiniens, dont des femmes et deux enfants, ont été tués et d'autres blessés après l'attaque d'un immeuble résidentiel dans le sud-est de Deir al Balah⁴⁷.

Le 30 janvier, vers 21 heures, dix personnes déplacées à l'intérieur du pays ont été blessées lorsque les environs de l'école Al Ourouba, au nord-ouest du camp d'An Nuseirat, à Deir al Balah, ont été frappés⁴⁸.

Le 31 janvier, les bombardements aériens, terrestres et maritimes intenses israéliens se sont poursuivis dans une grande partie de la bande de Gaza le 31 janvier, entraînant de nouvelles victimes civiles, des déplacements et des destructions. Les hostilités ont été particulièrement intenses à Khan Younis, avec de violents combats signalés près des hôpitaux Nasser et Al Amal, et des informations faisant état de Palestiniens fuyant vers la ville méridionale de Rafah, qui est déjà surpeuplée, malgré

⁴¹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-106>

⁴² <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-107>

⁴³ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-107>

⁴⁴ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-107>

⁴⁵ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-107>

⁴⁶ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-107>

⁴⁷ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-107>

⁴⁸ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-107>

l'absence de passage sûr. Des opérations terrestres et des combats entre les forces israéliennes et les groupes armés palestiniens ont également été signalés dans une grande partie de Gaza⁴⁹.

Le 31 janvier, vers 9 h 50, quatre Palestiniens ont été tués et d'autres blessés lorsqu'un endroit proche de la ville de Hadam, à Khan Younis, a été frappé⁵⁰.

Le 31 janvier, vers 15 h 10, plusieurs Palestiniens auraient été tués et d'autres blessés lorsqu'un immeuble résidentiel dans l'est de la ville de Jabalya a été frappé⁵¹.

Le 31 janvier, vers 17 heures, trois Palestiniens auraient été tués lorsqu'un groupe à An Nuseirat, dans le gouvernorat de Deir al Balah, aurait été visé par une frappe de drone⁵².

Le 31 janvier, vers 12 h 30, cinq Palestiniens auraient été tués lorsqu'un groupe de personnes a été frappé dans la ville occidentale de Khan Younis⁵³.

Le 31 janvier, vers 15 h 50, quatre Palestiniens, dont un enfant, auraient été tués et d'autres blessés lorsqu'une voiture et une charrette auraient été heurtées dans une zone située entre Khan Younis et Rafah⁵⁴.

Le 31 janvier, vers 18 h 55, quatre Palestiniens, dont une femme, son fils et sa fille, auraient été tués lorsqu'un immeuble résidentiel à l'ouest du point de passage de Rafah aurait été touché⁵⁵.

Le 31 janvier, six personnes déplacées ont été blessées dans une école de Khan Younis où elles s'abritaient, selon l'UNRWA⁵⁶.

Le 31 janvier, deux incidents ont eu lieu au cours desquels des personnes déplacées qui s'abritaient dans le centre de formation de Gaza et dans le bureau de l'UNRWA, dans la ville de Gaza, ont été tuées par des tirs de drones⁵⁷.

Entre les après-midi du 31 janvier et du 1er février, selon le ministère de la Santé de Gaza, 118 Palestiniens ont été tués et 190 ont été blessés⁵⁸.

FEVRIER 2024

Le 1^{er} février, d'intenses bombardements israéliens aériens, terrestres et maritimes continuent d'être signalés dans une grande partie de la bande de Gaza le 1er février, entraînant de nouvelles victimes civiles, des déplacements et des destructions. Des opérations terrestres et des combats entre les forces

⁴⁹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-107>

⁵⁰ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-107>

⁵¹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-109>

⁵² <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-109>

⁵³ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-109>

⁵⁴ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-109>

⁵⁵ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-109>

⁵⁶ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-109>

⁵⁷ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-109>

⁵⁸ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-108>

israéliennes et les groupes armés palestiniens continuent également d'être signalés dans une grande partie de Gaza⁵⁹.

Entre les après-midi du 1er et du 2 février, selon le ministère de la Santé de Gaza, 112 Palestiniens ont été tués et 148 blessés⁶⁰.

Le 1er février, vers 18 h 15, au moins quatre Palestiniens ont été tués et plusieurs autres blessés lorsqu'une maison du quartier d'An Nasser, à l'est de Rafah, aurait été touchée⁶¹.

Le 1er février, le PRCS aurait récupéré six cadavres palestiniens dans la zone nord d'Al Bureij, à Deir al Balah, et les aurait transférés à l'hôpital Al Aqsa, également à Deir al Balah. Aucun rapport n'a été publié sur la date ou le lieu du meurtre des six Palestiniens⁶².

Le 2 février, d'intenses bombardements israéliens aériens, terrestres et maritimes continuent d'être signalés dans une grande partie de la bande de Gaza, entraînant de nouvelles victimes civiles, des déplacements et la destruction d'infrastructures civiles. Des opérations terrestres et des combats entre les forces israéliennes et les groupes armés palestiniens continuent également d'être signalés dans une grande partie de Gaza⁶³.

Le 2 février, 12 cadavres palestiniens appartenant à une même famille élargie auraient été retrouvés sous les décombres de leur maison, qui avait été touchée quelques semaines auparavant, dans la rue As Sikka, au centre de Khan Younis⁶⁴.

Le 2 février, la Société du Croissant-Rouge palestinien (PRCS) a signalé que le directeur du département de la jeunesse et des volontaires du PRCS avait été tué par balle à son siège à Khan Younis. Le même jour, selon le PRCS, le sort de deux membres de l'équipe d'ambulances envoyées le 29 janvier pour secourir une fillette de six ans dans la ville de Gaza restait inconnu⁶⁵.

Entre le 3 et le 4 février, d'intenses bombardements israéliens aériens, terrestres et maritimes continuent d'être signalés dans une grande partie de la bande de Gaza entraînant de nouvelles victimes civiles, des déplacements et la destruction d'infrastructures civiles. Des opérations terrestres et des combats entre les forces israéliennes et les groupes armés palestiniens continuent également d'être signalés dans une grande partie de Gaza⁶⁶.

Entre les après-midi du 2 et du 4 février, selon le ministère de la Santé de Gaza, 234 Palestiniens ont été tués - soit 107 personnes le 3 février et 127 personnes le 4 février - et 343 Palestiniens ont été blessés - 165 personnes le 3 février et 178 personnes le 4 février⁶⁷.

⁵⁹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-108>

⁶⁰ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-109>

⁶¹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-109>

⁶² <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-109>

⁶³ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-109>

⁶⁴ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-109>

⁶⁵ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-109>

⁶⁶ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-110>

⁶⁷ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-110>

Le 2 février, vers 14 heures, huit Palestiniens auraient été tués après que des tirs sur des immeubles résidentiels de l'ouest de Khan Younis ont été tirés⁶⁸.

Le 2 février, vers 14 h 20, quatre Palestiniens auraient été tués à An Nemsawi, dans le sud de Khan Younis, après que des obus de char auraient été tirés sur un groupe de personnes⁶⁹.

Le 2 février, la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) a exprimé sa consternation face au récent assassinat de trois membres de la Société du Croissant-Rouge palestinien (PRCS) à Gaza⁷⁰ :

The International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies (IFRC) is shocked and deeply saddened by the killing of three members of the Palestine Red Crescent Society (PRCS) in the Gaza Strip - one staff member and one volunteer on 31 January 2024 and one staff member on 2 February 2024.

In the first incident, two colleagues, Naeem Hasan Al-Jabali and Khalid Kulab, were both near the gate of the PRCS Al-Amal Hospital in Khan Younis when they were killed. Today, Hedaya Hamad was killed at the PRCS headquarters, which is in the same compound as the Al-Amal hospital.

These deaths came after several days of shelling and fighting around the hospital which hindered access to the premises and created panic and distress among patients and thousands of displaced people.

The IFRC sends its deepest condolences to the families of those killed and to their friends and colleagues at the Palestine Red Crescent Society.

Under International Humanitarian Law, hospitals, ambulances, healthcare workers, and their patients must be respected and protected in every situation.

Any attack on healthcare workers, ambulances, and medical facilities is unacceptable.

We strongly reiterate our call for unwavering respect for the Red Cross, Red Crescent and Red Crystal emblems and the crucial humanitarian services they represent.

The IFRC stands with the PRCS, urging protection for all medical facilities and workers.

We commend the dedication of PRCS volunteers and paramedics, many of whom have lost family members or been affected yet continue to respond.

⁶⁸ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-110>

⁶⁹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-110>

⁷⁰ <https://reliefweb.int/report/occupied-palestinian-territory/ifrc-three-palestine-red-crescent-members-killed-unacceptable>

Since the beginning of the conflict, the IFRC network has lost 14 members. Eleven PRCS staff and volunteers have been killed, and three from Israel's Magen David Adom. This is unacceptable.

Le 3 février, vers 1 h 15, quatre Palestiniens auraient été tués après l'attaque d'un immeuble résidentiel à l'est de Rafah⁷¹.

Le 3 février, vers 16 h 20, un immeuble résidentiel à Bani Suheila, à l'est de Khan Younis, a été frappé. Plus de 20 Palestiniens resteraient sous les décombres, les ambulances et les équipes de la défense civile étant incapables de les atteindre en raison des combats en cours⁷².

Le 3 février, vers 16 h 45, cinq Palestiniens, dont un enfant, auraient été tués et 13 autres blessés après l'attaque d'un immeuble résidentiel à l'est de la ville de Rafah⁷³.

Le 3 février, vers minuit 10, au moins 11 Palestiniens auraient été tués et 27 autres blessés, dont des femmes, des enfants et des personnes âgées, après qu'un immeuble résidentiel près de l'hôpital An Najjar, dans l'est de Rafah, ait été frappé⁷⁴.

Entre les après-midi du 4 et du 5 février, 113 Palestiniens ont été tués et 205 Palestiniens ont été blessés⁷⁵.

Le 4 février, vers 13 h 45, 14 Palestiniens auraient été tués et 70 autres blessés, dont des enfants, lorsque deux immeubles résidentiels à Deir al Balah ont été frappés.

Le 4 février, vers 19 h 30, 14 Palestiniens auraient été tués et plusieurs autres blessés lorsqu'un immeuble résidentiel à Deir al Balah ont été frappé.

Le 5 février, d'intenses bombardements israéliens aériens, terrestres et maritimes continuent d'être signalés dans une grande partie de la bande de Gaza, entraînant de nouvelles victimes civiles, des déplacements et la destruction d'infrastructures civiles. Des opérations terrestres et des combats entre les forces israéliennes et les groupes armés palestiniens continuent également d'être signalés dans une grande partie de Gaza⁷⁶.

Le 5 février, vers 11 h 30, sept Palestiniens auraient été tués et plusieurs autres blessés lorsqu'une maison du quartier d'Az Zawayda, à Deir Al Balah, a été frappée.

Le 5 février, vers 13 h 40, une jeune femme a été tuée lorsqu'un groupe de Palestiniens a été abattu près de la boulangerie Al Awda à Bani Suheila, dans l'est de Khan Younis⁷⁷.

⁷¹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-110>

⁷² <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-110>

⁷³ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-110>

⁷⁴ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-110>

⁷⁵ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-111>

⁷⁶ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-111>

⁷⁷ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-112>

Le 5 février, vers 16 h 20, quatre Palestiniens, dont deux enfants, ont été tués et d'autres blessés lorsqu'un immeuble résidentiel à l'est de Rafah aurait été frappé⁷⁸.

Le 5 février, vers 18 heures, les corps de 15 Palestiniens, qui ont été tués lorsque plusieurs immeubles résidentiels ont été frappés à Deir al Balah, ont été transférés à l'hôpital des martyrs d'Al Aqsa⁷⁹.

Entre les après-midi du 5 et du 6 février, selon le ministère de la Santé de Gaza, 107 Palestiniens ont été tués et 143 Palestiniens ont été blessés⁸⁰.

Le 6 février, vers 14 heures, six Palestiniens ont été tués et d'autres blessés lorsqu'un immeuble résidentiel au nord-ouest de Khan Younis a été frappé⁸¹.

Le 6 février, vers 10 h 40, les corps de quatre Palestiniens ont été retrouvés sous les décombres dans la ville du sud de Gaza, après qu'un immeuble résidentiel ait été frappé le 5 février⁸².



Le 6 février, vers 16 h 20, six policiers palestiniens auraient été tués lorsqu'un véhicule de police qui gardait prétendument un camion humanitaire dans la zone de Khirbet Al Adas, à l'est de Rafah, a été heurté.

Le 6 février, vers 17 heures, dix Palestiniens auraient été tués et dix autres blessés lorsqu'un immeuble résidentiel à l'est du camp de Jabalya, au nord de Gaza, a été touché⁸³.

Le 6 février, trois Palestiniens, dont un journaliste, sa mère et sa sœur, auraient été tués et plusieurs autres blessés lors d'une frappe contre une maison à l'ouest de Rafah⁸⁴.

⁷⁸ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-112>

⁷⁹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-112>

⁸⁰ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-112>

⁸¹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-112>

⁸² <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-112>

⁸³ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-113>

⁸⁴ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-113>

Le 6 février, d'intenses bombardements israéliens aériens, terrestres et maritimes continuent d'être signalés dans une grande partie de la bande de Gaza, en particulier dans et autour de Khan Younis, entraînant de nouvelles victimes civiles, des déplacements et la destruction d'infrastructures civiles. Des opérations terrestres et des combats entre les forces israéliennes et les groupes armés palestiniens continuent également d'être signalés dans une grande partie de Gaza⁸⁵.

Entre les après-midi du 6 et du 7 février, selon le ministère de la Santé de Gaza, 123 Palestiniens ont été tués et 169 Palestiniens ont été blessés. Entre le 7 octobre 2023 et le 7 février 2024 à 13h30, au moins 27 708 Palestiniens ont été tués à Gaza et 67 147 Palestiniens ont été blessés, selon le ministère de la Santé⁸⁶.

Les 6 et 10 février, neuf policiers auraient été tués à Rafah : respectivement six alors qu'ils gardaient un camion humanitaire et trois lorsqu'un véhicule de police avait été heurté⁸⁷.

Le 7 février, d'intenses bombardements israéliens aériens, terrestres et maritimes continuent d'être signalés dans une grande partie de la bande de Gaza, en particulier dans et autour de Khan Younis, entraînant de nouvelles victimes civiles, des déplacements et la destruction d'infrastructures civiles. Des opérations terrestres et des combats entre les forces israéliennes et les groupes armés palestiniens continuent également d'être signalés dans une grande partie de Gaza⁸⁸.

Le 7 février, un ambulancier du PRCS a été tué et d'autres ont été blessés lorsqu'une équipe d'ambulances, déployée depuis le sud de Gaza pour évacuer les Palestiniens blessés de la ville de Gaza, a été touchée entre l'hôpital baptiste Al Ahli et l'hôpital Shifa, selon le PRCS⁸⁹

Le 7 février, vers 9 h 30, quatre corps auraient été retrouvés à Jourat Al Lot, à Khan Younis, et transférés à l'hôpital européen de Gaza, également à Khan Younis⁹⁰.

Le 7 février, vers 17 h 40, deux Palestiniens (une mère et sa fille) auraient été tués lorsqu'un immeuble résidentiel du quartier d'Az Zuhur, au nord de Rafah, a été touché⁹¹.

Le 8 février, vers minuit, cinq Palestiniens, dont deux femmes, deux enfants et un homme, ont été tués lorsqu'une crèche a été touchée lors d'une frappe sur une place résidentielle du gouvernorat de Deir al Balah⁹².

Le 8 février, la Directrice générale de l'UNICEF, Catherine Russell, a appelé « les parties à s'abstenir de toute escalade militaire dans le gouvernorat de Rafah, à Gaza, où plus de 600 000 enfants et leurs familles ont été déplacés – pour la plupart à plusieurs reprises⁹³ :

⁸⁵ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-112>

⁸⁶ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-113>

⁸⁷ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-118>

⁸⁸ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-113>

⁸⁹ <https://twitter.com/PalestineRCS/status/1755284100284342325?s=20>

⁹⁰ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-113>

⁹¹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-113>

⁹² <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-116>

⁹³ <https://www.unicef.org/press-releases/statement-unicef-executive-director-catherine-russell-rafah-gaza>

« UNICEF is urgently calling on the parties to refrain from military escalation in Rafah Governorate in Gaza where over 600,000 children and their families have been displaced – many of them more than once.

An escalation of the fighting in Rafah, which is already straining under the extraordinary number of people who have been displaced from other parts of Gaza, will mark another devastating turn in a war that has reportedly killed over 27,000 people – most of them women and children.

Thousands more could die in the violence or by lack of essential services, and further disruption of humanitarian assistance. We need Gaza's last remaining hospitals, shelters, markets and water systems to stay functional. Without them, hunger and disease will skyrocket, taking more child lives.

I appeal to all parties to the conflict to adhere to their obligations under international humanitarian law. That includes taking the utmost care to spare civilians and civilian infrastructure, to meet civilians' essential needs and facilitate rapid, safe, and unimpeded humanitarian access. Military operations in densely populated residential areas can have indiscriminate effects.

We need an immediate humanitarian ceasefire in Gaza, and the safe and immediate release of all hostages – especially children – who have suffered so much.

A humanitarian ceasefire will save lives. It will allow for the expansion of the humanitarian response, and help provide the best protection for children whose lives and futures are hanging in the balance ».

Entre les après-midi du 8 et du 9 février, 107 Palestiniens ont été tués et 142 blessés⁹⁴.

Le 9 février 2023, le directeur des affaires de l'UNRWA à Gaza s'est dit préoccupé par la perspective d'une offensive militaire israélienne à Rafah, qui pourrait entraîner la fuite de centaines de milliers de personnes des combats, et a averti que l'Agence « ne sera pas en mesure de mener des opérations de manière efficace et sûre à partir d'une ville sous l'assaut de l'armée israélienne »⁹⁵ :

⁹⁴ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-115>

⁹⁵ <https://twitter.com/UNRWA/status/1755864707406209230> ; <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-115>



Le 9 février 2024, d'intenses bombardements israéliens et des combats entre les forces israéliennes et les groupes armés palestiniens continuent d'être signalés dans une grande partie de la bande de Gaza, entraînant de nouvelles victimes civiles, des déplacements et la destruction d'infrastructures civiles. L'intensification des frappes aériennes à Rafah a accru les craintes d'une escalade dans la ville la plus au sud de Gaza, où des centaines de milliers de Palestiniens ont cherché refuge⁹⁶.

Le 9 février, au moins 15 Palestiniens auraient été tués lorsque des immeubles résidentiels à Deir al Balah et Az Zawayda ont été frappés. Sept des victimes seraient des personnes déplacées, qui avaient été contraintes d'évacuer deux écoles du camp de Khan Younis⁹⁷.

Le 9 février, lors d'incidents distincts, sept Palestiniens déplacés auraient été abattus par des tireurs embusqués alors qu'ils tentaient de traverser la route reliant l'école de Qandila à d'autres zones de l'ouest de Khan Younis⁹⁸.

⁹⁶ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-115>

⁹⁷ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-115>

⁹⁸ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-115>

Le 9 février, vers 23 heures, six Palestiniens, dont deux femmes et trois enfants, ont été tués lorsqu'un immeuble résidentiel situé près des tours Awad, dans l'est de Rafah, aurait été frappé⁹⁹.

Entre l'après-midi du 9 février et 11 heures, le 12 février, selon le ministère de la Santé de Gaza, 393 Palestiniens ont été tués et 525 ont été blessés¹⁰⁰.

Le 10 février, vers 8 heures, un pêcheur palestinien a été tué au large de Deir al Balah. Il s'agit d'au moins le troisième incident de tir sur des pêcheurs à Gaza au cours de la semaine dernière, et le premier incident de ce type signalé à Deir al Balah¹⁰¹.

Le 10 février, l'armée israélienne a détruit le mur d'enceinte ouest d'une école de Khan Younis accueillant quelque 700 personnes déplacées et les aurait forcées à évacuer, selon l' UNRWA¹⁰².

Le 10 février, quatre personnes déplacées de l'hôpital Nasser ont été tuées par balle dans la cour de l'hôpital¹⁰³.

Le 10 février, vers 14 heures, quatre Palestiniens, dont un professeur d'université, son mari et leurs deux enfants, ont été tués lorsqu'un immeuble résidentiel au nord de Rafah a été frappé¹⁰⁴.

Le 10 février, vers 15 heures, 12 Palestiniens, dont des enfants, ont été tués et des dizaines d'autres blessés lorsqu'un immeuble résidentiel de la ville d'Ash Shoka, à l'est de Rafah, a été frappé¹⁰⁵.

Le 10 février, vers 15 h 30, trois policiers ont été tués et plusieurs autres blessés lorsqu'un véhicule de police aurait été heurté dans le quartier brésilien de Rafah¹⁰⁶.

Le 10 février, vers 16 heures, au moins quatre Palestiniens ont été tués et plusieurs autres blessés lorsqu'un immeuble résidentiel à Deir al Balah a été frappé¹⁰⁷.

Le 10 février, vers 17 heures, sept Palestiniens ont été tués et d'autres blessés lorsqu'un immeuble résidentiel du quartier d'An Naser, au nord de Rafah, a été frappé¹⁰⁸.

Le 10 février, vers minuit, au moins 11 Palestiniens ont été tués lorsqu'un immeuble résidentiel du quartier d'An Naser, au nord de Rafah, a été frappé¹⁰⁹.

⁹⁹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-116>

¹⁰⁰ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-116>

¹⁰¹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-116>

¹⁰² <https://www.unrwa.org/resources/reports/unrwa-situation-report-76-situation-gaza-strip-and-west-bank-including-east-jerusalem>

¹⁰³ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-116>

¹⁰⁴ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-116>

¹⁰⁵ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-116>

¹⁰⁶ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-116>

¹⁰⁷ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-116>

¹⁰⁸ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-116>

¹⁰⁹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-116>

Le 10 février, la Société du Croissant-Rouge palestinien (PRCS) a annoncé que les corps de deux membres d'une équipe d'ambulance avaient été découverts dans leur véhicule détruit, ce qu'elle attribue aux bombardements israéliens. Selon le PRCS, 14 membres d'équipage du PRCS ont été tués depuis le début des hostilités dans la bande de Gaza. L'équipage avait été dépêché le 29 janvier pour secourir une fillette de six ans dans la ville de Gaza, survivante d'une frappe contre son véhicule qui a tué cinq membres de sa famille. Le véhicule avec les corps de la famille, dont l'enfant, a été découvert après le retrait des forces israéliennes de la zone¹¹⁰ :



Le 10 février, quatre personnes déplacées de l'hôpital Nasser ont été tuées par balle dans la cour de l'hôpital¹¹¹.

¹¹⁰ <https://twitter.com/PalestineRCS/status/1756223629912613294>

¹¹¹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-116>

Le 11 février, deux Palestiniens ont été tués par balle devant la porte de l'hôpital Nasser. Entre-temps, des rapports indiquent que plusieurs morts gisaient sur le sol autour de l'hôpital depuis plusieurs jours et étaient inaccessibles en raison des attaques incessantes à proximité de l'hôpital¹¹².

Le 12 février, d'intenses bombardements israéliens aériens, terrestres et maritimes continuent d'être signalés dans une grande partie de la bande de Gaza, entraînant de nouvelles victimes civiles, des déplacements et la destruction d'infrastructures civiles. Des opérations terrestres et de violents combats entre les forces israéliennes et les groupes armés palestiniens continuent également d'être signalés, en particulier à Khan Younis et Rafah, avec des informations faisant état d'un retrait militaire israélien de la ville de Gaza. L'intensification des frappes aériennes à Rafah a accru les craintes d'une escalade dans la ville la plus au sud de Gaza, où des centaines de milliers de Palestiniens ont cherché refuge¹¹³.

Le 12 février, les combats intenses à Khan Younis, en particulier près des hôpitaux Nasser et Al Amal, continuent de compromettre la sécurité du personnel médical, des blessés et des malades ainsi que des personnes déplacées à l'intérieur du pays¹¹⁴.

Le 12 février, Médecins Sans Frontières a averti que « l'offensive terrestre déclarée par Israël sur Rafah serait catastrophique et ne devait pas avoir lieu »¹¹⁵ :



Le 12 février, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Volker Türk, a averti qu'une potentielle incursion militaire à part entière à Rafah – où quelque 1,5 million de

¹¹² <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-116>

¹¹³ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-116>

¹¹⁴ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-116>

¹¹⁵ <https://twitter.com/MSF/status/1756951702316400659> ; <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-116>

Palestiniens sont entassés contre la frontière égyptienne sans aucun autre endroit où fuir – est terrifiante, compte tenu de la situation¹¹⁶ :

« A potential full-fledged military incursion into Rafah – where some 1.5 million Palestinians are packed against the Egyptian border with nowhere further to flee – is terrifying, given the prospect that an extremely high number of civilians, again mostly children and women, will likely be killed and injured.

Not so long ago, I had flagged the unimaginable suffering faced by Palestinians in Gaza. Today, sadly, given the carnage wrought so far in Gaza it is wholly imaginable what would lie ahead in Rafah. Beyond the pain and suffering of the bombs and bullets, this incursion into Rafah may also mean the end of the meager humanitarian aid that has been entering and distributed with huge implications for all of Gaza, including the hundreds of thousands at grave risk of starvation and famine in the north. My Office has repeatedly warned against actions that violate the laws of war. The prospect of such an operation into Rafah, as circumstances stand, risks further atrocity crimes.

Israel must comply with the legally binding orders issued by the International Court of Justice, and with the full span of international humanitarian law. Those who defy international law have been put on notice. Accountability must follow.

The world must not allow this to happen. Those with influence must restrain rather than enable. There must be an immediate ceasefire. All remaining hostages must be released. And there must be renewed collective resolve to reach a political solution.

Entre le matin du 12 février et 10h30 le 13 février, 133 Palestiniens ont été tués et 162 blessés, principalement à Rafah et Khan Younis¹¹⁷.

Le 11 février, deux garçons palestiniens, dont un enfant de 12 ans, auraient été tués lorsque l'école de garçons Al Amal, dans l'ouest de Khan Younis, qui servait d'abri aux personnes déplacées, aurait été la cible de tirs¹¹⁸.

Le 12 février, le ministère de la Santé de Gaza a rapporté que sept Palestiniens avaient été tués et 14 autres blessés par des tirs de tireurs isolés dans la cour de l'hôpital Nasser¹¹⁹.

Le 12 février, la mosquée Al Huda à Rafah, qui abritait des personnes déplacées, a été détruite par l'armée de l'air israélienne, tuant cinq Palestiniens et en blessant plusieurs autres¹²⁰.

¹¹⁶ <https://www.ohchr.org/en/statements-and-speeches/2024/02/un-high-commissioner-human-rights-volker-turk-israeli-operation>

¹¹⁷ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-117>

¹¹⁸ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-117>

¹¹⁹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-117>

¹²⁰ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-117>

Le 12 février, vers 1 h 50, 11 Palestiniens ont été tués et des dizaines d'autres blessés lorsqu'un immeuble résidentiel dans le quartier de Yibna, au sud de Rafah, a été frappé¹²¹.

Le 12 février, vers 1 h 55, cinq Palestiniens ont été tués et dix autres blessés lorsqu'un immeuble résidentiel dans le quartier de Tal Asl Sultan, à l'ouest de Rafah, a été frappé¹²².

Le 12 février, vers 6 heures du matin, 15 Palestiniens, dont des enfants, ont été tués et plusieurs autres blessés lorsqu'un immeuble résidentiel dans le sud de Deir al Balah aurait été frappé¹²³.

Le 12 février, vers 13 heures, deux Palestiniens, dont un garçon et sa sœur de 21 ans, ont été tués lorsqu'un groupe de personnes aurait été frappé dans le camp de réfugiés de Bader, au nord-ouest de Rafah¹²⁴.

Le 12 février, vers 14 heures, sept Palestiniens ont été tués et des dizaines d'autres blessés lorsqu'un immeuble résidentiel près de la mosquée Al Falah, dans le nord de Rafah, a été frappé¹²⁵.

Le 12 février, vers 14 heures, cinq Palestiniens ont été tués et des dizaines d'autres blessés lorsqu'un immeuble résidentiel du quartier d'Al Adis, au nord-est de Rafah, a été frappé¹²⁶.

Le 12 février, vers 14 heures, cinq Palestiniens ont été tués et des dizaines d'autres blessés lorsqu'un immeuble résidentiel dans le quartier d'Ash Shouka, au sud de Rafah, a été frappé¹²⁷.

Le 12 février, vers 14 h 10, sept Palestiniens ont été tués et des dizaines d'autres blessés lorsqu'un immeuble résidentiel dans la région d'An Nasser, au sud de Rafah, a été frappé¹²⁸.

Le 12 février, vers 14 h 40, cinq Palestiniens ont été tués et des dizaines d'autres blessés lorsqu'un immeuble résidentiel du quartier d'Al Junina, au sud de Rafah, a été frappé¹²⁹.

Le 12 février, vers 14 h 45, dix Palestiniens auraient été tués et des dizaines d'autres blessés lorsqu'un immeuble résidentiel dans la région de Bader, au sud de Rafah, a été frappé.

Le 12 février, le ministère de la Santé de Gaza a rapporté que sept Palestiniens avaient été tués et 14 autres blessés par des tirs de tireurs isolés dans la cour de l'hôpital Nasser¹³⁰.

Le 13 février, d'intenses bombardements israéliens aériens, terrestres et maritimes continuent d'être signalés dans une grande partie de la bande de Gaza, entraînant de nouvelles victimes civiles, des déplacements et la destruction d'infrastructures civiles. Des opérations terrestres et de violents

¹²¹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-117>

¹²² <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-117>

¹²³ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-117>

¹²⁴ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-118>

¹²⁵ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-117>

¹²⁶ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-117>

¹²⁷ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-117>

¹²⁸ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-117>

¹²⁹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-117>

¹³⁰ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-117>

combats entre les forces israéliennes et les groupes armés palestiniens continuent également d'être signalés, notamment à Khan Younis et Rafah¹³¹.

Le 13 février 2024, selon Martin Griffiths, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, les opérations militaires à Rafah pourraient conduire à un massacre et mettre une opération humanitaire fragile aux portes de la mort¹³² :

« The scenario we have long dreaded is unraveling at alarming speed. More than half of Gaza's population – well over 1 million people – are crammed in Rafah, staring death in the face: They have little to eat, hardly any access to medical care, nowhere to sleep, nowhere safe to go. They, like the entire population of Gaza, are the victims of an assault that is unparalleled in its intensity, brutality and scope. More than 28,000 people – mostly women and children – have been killed across Gaza, according to the Ministry of Health. For more than four months, humanitarian workers have been doing the near-impossible to assist people in need, despite the risks they themselves were facing and the traumas they were enduring. But no amount of dedication and goodwill is enough to keep millions of people alive, fed and protected – while the bombs are falling and the aid is choked off. Add to this the widespread despair, the breakdown of law and order, and the defunding of UNRWA. The consequences are humanitarian workers who are shot at, held at gunpoint, attacked and killed. I have said for weeks now that our humanitarian response is in tatters. Today, I'm sounding the alarm once again: Military operations in Rafah could lead to a slaughter in Gaza. They could also leave an already fragile humanitarian operation at death's door. We lack the safety guarantees, the aid supplies and the staff capacity to keep this operation afloat. The international community has been warning against the dangerous consequences of any ground invasion in Rafah. The Government of Israel cannot continue to ignore these calls. History will not be kind. This war must end ».

Le 13 février, d'intenses bombardements israéliens aériens, terrestres et maritimes continuent d'être signalés dans une grande partie de la bande de Gaza, entraînant de nouvelles victimes civiles, des déplacements et la destruction d'infrastructures civiles. Des opérations terrestres et de violents

¹³¹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-117>

¹³² <https://www.ochaopt.org/content/military-operations-rafah-could-lead-slaughter-gaza-and-put-fragile-humanitarian-operation-death-s-door>

combats entre les forces israéliennes et les groupes armés palestiniens continuent également d'être signalés, notamment à Khan Younis, dans le sud de Gaza¹³³.

Le 13 février, vers 1 heure du matin, cinq Palestiniens, dont un journaliste ainsi que son fils et sa fille, ont été tués lorsqu'un immeuble résidentiel situé près de la mosquée Ash Shuhada à Deir al Balah a été frappé¹³⁴.

Le 13 février, les générateurs diesel de l'hôpital Nasser ont cessé de fonctionner, ce qui a entraîné la mort d'un enfant de 10 ans¹³⁵.

Le 13 février, vers 9 h 30, trois Palestiniens, dont une fille, ont été blessés lorsque le mur d'enceinte du hall extérieur du passage de Rafah a été bombardé¹³⁶.

Le 13 février, vers 13 heures, deux journalistes palestiniens ont été blessés lorsqu'un groupe de journalistes avait été touché dans la zone de Mirage, au nord de Rafah¹³⁷.

Le 13 février, vers 14 heures, six Palestiniens, dont un nombre indéterminé de femmes et d'enfants, ont été tués lorsqu'une voiture civile a été heurtée dans le quartier d'Ash Sheikh Radwan, au nord de la ville de Gaza¹³⁸.

Le 13 février, vers 14 h 45, au moins trois Palestiniens, dont une jeune fille et deux femmes, ont été tués lorsqu'un immeuble résidentiel dans le sud du camp de réfugiés d'An Nuseirat, à Deir al Balah, a été frappé¹³⁹.

Le 13 février, dans l'après-midi, trois personnes ont été tuées et 10 autres blessées à l'intérieur du complexe médical Nasser par des tirs de tireurs isolés israéliens¹⁴⁰.

Entre l'après-midi du 13 février et midi le 14 février, selon le ministère de la Santé de Gaza, 103 Palestiniens ont été tués et 145 Palestiniens blessés¹⁴¹.

Le 14 février, d'intenses bombardements israéliens aériens, terrestres et maritimes continuent d'être signalés dans une grande partie de la bande de Gaza, entraînant de nouvelles victimes civiles, des déplacements et la destruction d'infrastructures civiles. Des opérations terrestres et de violents combats entre les forces israéliennes et les groupes armés palestiniens continuent également d'être signalés, notamment à Khan Younis et à Deir al Balah¹⁴².

¹³³ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-118>

¹³⁴ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-118>

¹³⁵ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-118>

¹³⁶ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-119>

¹³⁷ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-119>

¹³⁸ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-119>

¹³⁹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-118>

¹⁴⁰ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-118>

¹⁴¹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-118>

¹⁴² <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-119>

Entre l'après-midi du 14 février et 13h30 le 15 février, 87 Palestiniens ont été tués et 104 blessés¹⁴³.

Le 14 février, l'intensification des frappes aériennes sur Rafah, où plus de la moitié de la population de Gaza est entassée sur moins de 20 pour cent de la bande de Gaza, et les déclarations des responsables israéliens auraient conduit à un déplacement de personnes du gouvernorat le plus au sud de Gaza vers Deir al Balah¹⁴⁴.

Le 14 février, vers 14 heures, trois Palestiniens ont été tués lorsqu'une voiture civile a été attaquée dans la ville de Gaza¹⁴⁵.

Le 14 février, vers 15 heures, 15 Palestiniens ont été tués lorsqu'un immeuble résidentiel du camp de réfugiés d'An Nuseirat, à Deir al Balah, a été touché¹⁴⁶.

Le 14 février, vers 16 heures, cinq Palestiniens ont été tués lorsqu'un groupe de personnes a été touché dans le quartier d'Az Zaytoun, dans la ville de Gaza¹⁴⁷.

Le 14 février, vers 16 heures, six Palestiniens ont été tués et 18 autres blessés lorsqu'une zone située derrière l'hôpital Al Aqsa, à Deir al Balah, a été touchée¹⁴⁸.

Le 14 février, vers 16 heures, six Palestiniens ont été tués et 10 autres blessés lorsqu'un immeuble résidentiel du camp de réfugiés d'An Nuseirat, à Deir al Balah, a été touché¹⁴⁹.

Le 14 février, vers 17 heures, trois Palestiniens, dont un journaliste, sa femme et son fils, ont été tués lorsqu'une voiture a été attaquée dans le quartier d'Ash Sheik Radwan, dans la ville de Gaza¹⁵⁰.

Le 14 février, vers 19 heures, un détenu palestinien menotté qui a été envoyé par les forces israéliennes pour transmettre un message aux personnes déplacées à l'hôpital Nasser afin qu'elles soient évacuées a été abattu par la suite¹⁵¹.

Le 15 février, d'intenses bombardements israéliens aériens, terrestres et maritimes continuent d'être signalés dans une grande partie de la bande de Gaza, entraînant de nouvelles victimes civiles, des déplacements et la destruction d'infrastructures civiles. Des opérations terrestres généralisées et de violents combats entre les forces israéliennes et les groupes armés palestiniens continuent également d'être signalés, notamment dans le centre de Khan Younis et à l'est de Deir al Balah¹⁵².

Le 15 février, l'intensification des frappes aériennes sur Rafah, où plus de la moitié de la population de Gaza est entassée sur moins de 20 pour cent de la bande de Gaza, et les déclarations des

¹⁴³ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-119>

¹⁴⁴ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-119>

¹⁴⁵ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-120>

¹⁴⁶ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-120>

¹⁴⁷ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-120>

¹⁴⁸ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-120>

¹⁴⁹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-120>

¹⁵⁰ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-120>

¹⁵¹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-119>

¹⁵² <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-120>

responsables israéliens concernant une opération terrestre à Gaza auraient conduit à un mouvement de population hors du gouvernorat le plus au sud de Gaza vers Deir al Balah¹⁵³.

Entre l'après-midi du 15 février et 11 heures le 16 février, 112 Palestiniens ont été tués et 157 Palestiniens blessés. Entre le 7 octobre 2023 et le 16 février 2024, au moins 28 775 Palestiniens ont été tués à Gaza et 68 552 ont été blessés¹⁵⁴.

Entre l'après-midi du 16 février et le 19 février à midi, 234 Palestiniens ont été tués et 350 blessés, dont 107 tués et 145 blessés au cours des dernières 24 heures¹⁵⁵.

Le 16 février, tôt dans la matinée, sept Palestiniens ont été tués et d'autres blessés lorsqu'un immeuble résidentiel du quartier d'An Naser, au nord de Rafah, aurait été touché¹⁵⁶.

Le 16 février, vers 20 heures, au moins dix Palestiniens ont été tués lorsqu'un immeuble résidentiel au nord de la ville de Gaza a été touché¹⁵⁷.

Le 17 février, vers 10 h 30, sept Palestiniens ont été tués lorsqu'un immeuble résidentiel du quartier d'Ash Sheikh Redwan, dans la ville de Gaza, a été frappé¹⁵⁸.

Le 17 février, vers 15 heures, 20 Palestiniens ont été tués lorsqu'un certain nombre de bâtiments résidentiels du camp d'An Nuseirat, à Deir al Balah, ont été touchés¹⁵⁹.

Le 17 février, vers 15 h 20, dix Palestiniens ont été tués lorsqu'un immeuble résidentiel à Deir al Balah a été touché¹⁶⁰.

Le 17 février, vers 19 heures, sept Palestiniens, dont deux enfants et une femme, ont été tués et d'autres blessés lorsqu'une résidence qui a abrité des personnes déplacées, dans l'est de Rafah, a été touchée¹⁶¹.

Le 18 février, vers 17 h 30, sept Palestiniens ont été tués lorsqu'un immeuble résidentiel à Az Zawayda, à Deir al Balah, a été touché. Quarante autres personnes seraient restées sous les décombres¹⁶².

Le 18 février, vers 16 heures, au moins un Palestinien aurait été tué et d'autres blessés lorsqu'un groupe qui attendait des secours au rond-point d'Al Nabulsi a essuyé des tirs¹⁶³.

¹⁵³ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-120>

¹⁵⁴ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-120>

¹⁵⁵ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-121>

¹⁵⁶ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-121>

¹⁵⁷ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-121>

¹⁵⁸ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-121>

¹⁵⁹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-121>

¹⁶⁰ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-121>

¹⁶¹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-121>

¹⁶² <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-121>

¹⁶³ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-122>

Le 18 février, sept Palestiniens ont été tués et d'autres blessés lors d'une attaque contre un immeuble résidentiel à Deir al Balah, dans le centre de Gaza.

Le 18 février, vers 13 heures, cinq Palestiniens ont été tués et d'autres blessés lorsqu'un immeuble résidentiel du quartier d'Ash Shuja'iyeh, à l'est de la ville de Gaza, a été frappé.

Le 18 février, vers 15 h 30, au moins cinq Palestiniens, dont trois femmes et deux filles, ont été tués et d'autres blessés lorsqu'un immeuble résidentiel à Beit Lahiya, au nord de Gaza, aurait été frappé.

Le 19 février, des incidents de ciblage de personnes alors qu'elles attendent des convois d'aide humanitaire continuent d'être signalés dans la ville de Gaza¹⁶⁴.

Le 19 février, vers 14 heures, cinq Palestiniens ont été tués et plusieurs autres blessés lorsque des personnes qui s'étaient rassemblées pour une éventuelle livraison d'aide humanitaire au rond-point d'Al Koweït ont été attaquées par des quadricoptères des Forces de défense israéliennes¹⁶⁵.

Entre les après-midi du 19 et du 20 février, 103 Palestiniens ont été tués et 142 blessés. Entre le 7 octobre 2023 et le 20 février 2024 à midi, au moins 29 195 Palestiniens ont été tués à Gaza et 69 170 Palestiniens ont été blessés, selon le ministère de la Santé de Gaza¹⁶⁶.

Le 20 février, d'intenses bombardements israéliens aériens, terrestres et maritimes continuent d'être signalés dans une grande partie de la bande de Gaza, entraînant de nouvelles victimes civiles, des déplacements et la destruction d'infrastructures civiles. Des opérations terrestres généralisées et de violents combats entre les forces israéliennes et les groupes armés palestiniens continuent également d'être signalés, notamment dans la ville de Gaza, à Khan Younis et à Deir al Balah¹⁶⁷.

Le 19 février 2024, d'intenses bombardements israéliens aériens, terrestres et maritimes continuent d'être signalés dans une grande partie de la bande de Gaza, entraînant de nouvelles victimes civiles, des déplacements et la destruction d'infrastructures civiles. Des opérations terrestres généralisées et de violents combats entre les forces israéliennes et les groupes armés palestiniens continuent également d'être signalés, notamment à Khan Younis et à Deir al Balah. Entre le 17 et le 19 février, des dizaines de roquettes auraient également été tirées par des Palestiniens armés vers Israël¹⁶⁸.

Depuis le 19 février, l'opération militaire israélienne dans le complexe de l'hôpital Nasser à Khan Younis se poursuit¹⁶⁹.

Le 19 février, vers 13 heures, cinq Palestiniens ont été tués et d'autres blessés lorsqu'un groupe de personnes aurait été frappé dans l'ouest de Khan Younis¹⁷⁰.

¹⁶⁴ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-122>

¹⁶⁵ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-122>

¹⁶⁶ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-122>

¹⁶⁷ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-122>

¹⁶⁸ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-121>

¹⁶⁹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-121>

¹⁷⁰ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-123>

Le 19 février, vers 20 heures, six Palestiniens ont été tués et d'autres blessés lorsqu'une maison du quartier d'Az Zaytoun, dans l'est de la ville de Gaza, a été frappée¹⁷¹.

Le 19 février, vers 20 h 30, quatre Palestiniens ont été tués et d'autres blessés lorsqu'une place résidentielle à l'ouest d'An Nuseirat, à Deir al Balah, a été touchée. D'autres corps seraient restés sous les décombres¹⁷².

Le 21 février, d'intenses bombardements israéliens aériens, terrestres et maritimes continuent d'être signalés dans une grande partie de la bande de Gaza, entraînant de nouvelles victimes civiles, des déplacements et la destruction d'infrastructures civiles. Des opérations terrestres et de violents combats entre les forces israéliennes et les groupes armés palestiniens continuent également d'être signalés, en particulier au sud de la ville de Gaza et dans la zone d'Al Mawasi, au nord-ouest de Khan Younis, où se trouvent actuellement des dizaines de milliers de personnes déplacées à l'intérieur du pays¹⁷³.

Entre les après-midi du 20 et du 21 février, selon le ministère de la Santé de Gaza, 118 Palestiniens ont été tués et 163 Palestiniens ont été blessés. Entre le 7 octobre 2023 et le 21 février 2024 à midi, au moins 29 313 Palestiniens ont été tués à Gaza et 69 333 Palestiniens ont été blessés, selon le ministère de la Santé de Gaza¹⁷⁴.

¹⁷¹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-123>

¹⁷² <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-123>

¹⁷³ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-123>

¹⁷⁴ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-123>

PRESSE

- January 31, 2024 – UJFP : « Comment le génocide à Gaza a brisé ma famille »
- February 9, 2024 – BBC : « Israel-Gaza war: US says it will not back unplanned Rafah offensive »
- February 17, 2024, NYT : « Netanyahu Says He Won't Bow to Pressure to Call Off Rafah Invasion »
- February 18, 2024, The Guardian : Gaza ceasefire hopes fade as Netanyahu rejects calls to halt Rafah offensive
- February 18, 2024, Haaretz : « The World Must Force Peace on Israel »
- February 19, UN SG : « Gaza : une offensive israélienne à Rafah aurait des conséquences humanitaires désastreuses »
- February 19, 2024, Committee to Protect Journalists : « Journalist casualties in the Israel-Gaza war »

- **January 31, 2024 – UJFP : « Comment le génocide à Gaza a brisé ma famille »**

<https://ujfp.org/comment-le-genocide-a-gaza-a-brise-ma-famille/>

Par Abrar Jnena 31 janvier 2024

J'ai perdu mon père, toute la famille de mon oncle et je connais beaucoup d'autres personnes qui ont été blessées. Je peux à peine imaginer le chagrin que je ressentirai lorsque l'attaque prendra fin et que nous pourrons faire le deuil de ces pertes, c'est-à-dire si nous avons la chance de survivre nous-mêmes.

Depuis le début de l'attaque, j'ai perdu tout sentiment de confort. J'ai peur depuis le premier bombardement, et chaque jour, je suis plus anxieuse et plus seule. Je me sens abandonnée et mise à l'écart du monde.

Je suis la seule femme d'une famille de neuf personnes, dont six frères. Mon père, qui est la personne la plus chère pour moi, j'étais sa fille choyée, a été tué le 7 novembre après qu'une frappe aérienne israélienne a rasé notre maison dans le quartier Al Shejaiya de la ville de Gaza. Mon frère, Ahmed, a également été blessé, dans un état critique, et se trouve toujours à l'hôpital.

Mon frère a été transporté à l'hôpital Al-Shifa' après avoir été sorti des décombres. Il se trouve maintenant à l'hôpital européen de Khan Younis, et il attend depuis d'être transféré en Égypte pour y être soigné, mais il n'y est pas parvenu. Il doit être opéré de la colonne vertébrale et du bras gauche.

Mon père est resté dans notre maison d'Al Shejaiya alors que ma mère, mes trois frères et moi-même sommes partis nous réfugier dans une école voisine. Mes deux autres frères vivaient et travaillaient au Koweït et en Turquie pour aider la famille. Ceux d'entre nous qui se trouvent à Gaza ont hésité à quitter leur maison. Il n'y a pas d'endroit sûr. Mon amie et voisine Aya, 13 ans, avait été tuée deux jours auparavant avec sa mère après leur évacuation vers le camp de réfugiés d'Al Nuseirat, au centre de la bande de Gaza. Israël a dit que nous serions plus en sécurité si nous allions là-bas, mais la mort les a suivis. C'était aussi l'argument de mon père, qui disait qu'il ne devait pas quitter la maison et qu'aucun endroit n'était sûr. Lorsque nous lui avons demandé d'évacuer, il nous a dit de regarder ce qui était arrivé à la famille d'Aya.

Le matin du 8 novembre, mon frère Anas, qui se trouve au Koweït, nous a appelés et nous a transmis la nouvelle. Ma mère a jeté le téléphone dès qu'elle l'a entendu. Elle était sous le choc. Elle s'est immédiatement effondrée et a pleuré.

Au début, je n'ai pas pu réagir à la nouvelle. Je n'ai pas pu pleurer pendant les quatre heures qui ont suivi la nouvelle. Puis j'ai éclaté en sanglots. Je ne pouvais parler à personne. J'avais l'impression d'avoir perdu une partie de mon âme. J'avais tellement peur et je pensais que je mourrais bientôt. Mon père était la personne la plus proche de moi. Il avait l'habitude de m'emmener faire des promenades et des courses. Il était très protecteur à mon égard. Mes frères se chamaillaient souvent à la maison, mais j'étais toujours leur signal d'alarme à cause de mon père. Mon père m'a toujours encouragé à lire et à écrire.

Ahmad, mon frère blessé, se met rarement en colère. Lui et moi avons une belle amitié. Il est calme la plupart du temps. Il avait l'habitude de payer mes séances de tutorat. C'est injuste qu'il souffre

autant. Il n'a rien à voir avec la politique, mon père non plus. Pourquoi devraient-ils subir un tel sort ?

Pourquoi devons-nous fuir nos maisons ? Et pourquoi avons-nous perdu notre maison ? Je me demande où ma famille et moi allons vivre après l'attaque. La ville de Gaza est aujourd'hui presque vide. La plupart des maisons ont été entièrement détruites. Par conséquent, les prix des loyers dans le sud, où de nombreuses maisons sont encore debout, ont grimpé en flèche, ce qui rend la location difficile. C'est pourquoi de nombreuses personnes doivent vivre dans des tentes dans le sud, à Rafah en particulier, où Israël prétend être plus en sécurité bien qu'il ait bombardé et bombarde encore parfois la région.

L'école dans laquelle nous étions réfugiés a été bombardée pendant que nous y étions, le 10 novembre. Nous avons dû fuir, laissant tout ce que nous avons derrière nous pendant que les bombes tombaient. Nous avons vu des roquettes briser des personnes dans l'école, mais nous ne pouvions pas voir clairement la source à cause de la fumée et des décombres qui tombaient. Nous savions très bien qui lançait les bombes. Nous étions en état de choc. Laisant derrière nous mon frère blessé et celui qui l'accompagnait, Ismaël, nous avons dû fuir à pied. Il était trois heures du matin quand nous n'avons eu d'autre choix que de fuir. Tout le monde répétait l'ordre d'évacuation d'Israël. Il y avait beaucoup de monde. Tout le monde était confus et effrayé. Nous avons vu des gens tomber morts les uns après les autres sous les balles des soldats israéliens. Il n'y avait pas de carburant ce jour-là, ni d'ambulances. Certains blessés chanceux ont été transportés dans des charrettes conduites par des ânes jusqu'aux hôpitaux. D'autres ont été laissés à l'abandon pour se décomposer.

À pied, le corps tremblant et le cœur terrifié, nous avons finalement réussi à atteindre le centre de Gaza. Lorsque la fumée s'est dissipée et que le jour s'est levé, nous avons vu les soldats israéliens. Nous les avons vus clairement, et ils nous ont vus aussi. Ils avaient des chars et des armes, et nous nous sentions impuissants face à eux, car certains d'entre nous s'étaient échappés sans même leurs chaussures. Nous n'avions pas d'armes du tout, rien que nos vêtements. Nous avons marché pendant près de douze heures, les soldats israéliens nous ordonnant parfois de nous arrêter et de ne pas faire de mouvements brusques. Finalement, nous avons atteint le camp d'Al Bureij dans la zone intermédiaire. Là, nous avons réussi à obtenir une voiture et à nous rendre à Khan Younis, dans la maison d'un ami de mon frère, où nous avons cherché un abri. Nous y sommes restés jusqu'à ce qu'Israël dise aux habitants de Khan Younis d'évacuer.

Nous nous sommes alors enfuis à nouveau vers Rafah, où nous avons dû nous abriter dans la maison d'une connaissance. Je n'étais jamais allé dans le sud de Gaza et je n'y connaissais personne. La situation est la même partout dans la bande de Gaza et j'ai l'impression d'être toujours menacée d'être tuée. Je suis toujours anxieux et vigilant. Que se passera-t-il ensuite ?

Après notre arrivée à Khan Younis, nous avons complètement perdu le contact avec mes frères à l'hôpital Al-Shifa. Ma mère a perdu la capacité de dormir et a lutté contre l'insomnie. Elle était extrêmement inquiète pour mes frères car les soldats de l'occupation israélienne venaient d'envahir l'hôpital Al-Shifa'. Au bout d'une semaine, mon frère a réussi à envoyer un message disant qu'ils allaient bien, puis nous avons de nouveau perdu le contact pendant près d'un mois.

Enfin, nous avons reçu un appel d'un ambulancier nous informant que notre frère avait été transféré dans un autre hôpital du sud, l'hôpital européen. Il pouvait à peine se déplacer, mais il a été transféré trois fois, deux fois dans des écoles qui avaient été transformées en hôpitaux temporaires pour les

blessés, et une fois à l'hôpital européen depuis l'hôpital Al-Shifa après qu'Israël a ordonné l'évacuation du personnel médical et des blessés.

Dès que nous avons reçu l'appel, nous nous sommes rendus directement à l'hôpital et avons enfin vu nos frères. Ma mère a versé de grosses larmes de réconfort en constatant qu'Ahmad et Ismaël étaient toujours en vie. Nous avons contacté nos deux frères à l'étranger, Malik en Turquie et Anas au Koweït, et les avons rassurés. Aujourd'hui, nous pouvons rendre visite à Ahmad et Ismaël chaque fois que nous le souhaitons.

Le problème que nous rencontrons aujourd'hui, c'est que notre famille est brisée. Mes frères Ismaël et Ahmad sont à l'hôpital, et plus tard, mon frère Baraa les a rejoints pour les accompagner et les aider. Mes deux autres frères sont à l'étranger. Mon père a été tué. Mais ce n'est pas notre plus grand combat, qui est la longue attente de mon frère Ahmad pour obtenir une autorisation de se rendre en Égypte afin d'y subir une intervention chirurgicale et d'y recevoir un traitement adéquat. Imaginez, il attend ce permis depuis qu'il a été blessé le 7 novembre. Nous ne savons pas comment mon frère Ahmad pourra continuer à vivre avec une telle blessure et quel sera son avenir, mais nous espérons qu'il retrouvera la santé.

Au cours de l'attaque, j'ai perdu mon père, toute la famille de mon oncle (huit personnes) et beaucoup d'autres personnes ont été blessées. Tous nos voisins ont perdu des membres de leur famille à cause des bombardements israéliens sur notre quartier. Notre quartier a été anéanti et je peux à peine imaginer le chagrin que nous ressentirons lorsque l'attaque prendra fin et que nous pourrons faire le deuil de nos pertes, c'est-à-dire si nous avons la chance de survivre nous-mêmes.

(traduction J et D)

- **February 9, 2024 – BBC : « Israel-Gaza war: US says it will not back unplanned Rafah offensive »**

<https://www.bbc.com/news/world-middle-east-68247050>

By State Department correspondent Tom Bateman, Kathryn Armstrong and Patrick Jackson

The US has warned Israel that staging a military offensive into Gaza's southern city of Rafah without proper planning would be a "disaster".

Some 1.5 million Palestinians are surviving in the city bordering Egypt in dire humanitarian conditions.

The White House said it would not support major operations without due consideration for the refugees there. The comments come days after Israel's leader said the military had been told to prepare to operate in Rafah.

Speaking on Thursday evening, and without referring to Rafah, US President Joe Biden said Israel's actions in Gaza had been "over the top".

Reported Israeli air strikes on Gaza on Friday killed at least 15 people including eight in Rafah, officials from the Hamas-run health ministry said. Israel did not immediately comment.

Salem El-Rayyes, a freelance journalist living at a camp for displaced people in Rafah, said children were among those killed when an air strike hit a house nearby. Bodies of the victims "flew from the third floor", he told Reuters. Most of the people in Rafah have been displaced by fighting from other parts of Gaza and are living in tents.

Garda al-Kour, a mother-of-two who said she had been displaced six times during the war, said she was expecting an Israeli assault but hoped there would be a ceasefire agreement before it happened. "If they come to Rafah, it will be the end for us, like we are waiting for death. We have no other place to go," she told the BBC from a relative's house in Rafah where she was living with 20 other people.

The head of the Norwegian Refugee Council, Jan Egeland, told the BBC that such an operation in Rafah - which he called "the world's biggest displacement camp" - would be a catastrophe. "There are people on their flimsy plastic sheeting. They are fighting for food. There is no drinking water. There is epidemic disease and then they [the IDF] want to bring a war to this place. You can't make it up really," he said.

Much of northern and central Gaza has been reduced to ruins by sustained Israeli bombardment since the war began on 7 October.

Earlier, US National Security Council spokesman John Kirby said the Israeli military had a "special obligation as they conduct operations there or anywhere else to make sure that they're factoring in protection for innocent civilian life".

"Military operations right now would be a disaster for those people and it's not something that we would support," he said, adding that the US had not seen anything to suggest Israel was going to launch a major operation in Rafah imminently.

Deputy State Department spokesperson Vedant Patel echoed Mr Kirby's comments, saying: "We [the US] would not support the undertaking of something like this without serious and credible planning."

Asked by the BBC where refugees in Rafah should go in the event of an operation, Mr Patel said these were "legitimate questions that we believe the Israelis should answer".

Speaking in the Israeli city of Tel Aviv, Secretary of State Antony Blinken said any "military operation that Israel undertakes needs to put civilians first and foremost... and that's especially true in the case of Rafah".

It is rare for the US, a key ally and military backer of Israel, to talk about any forthcoming stages of the country's military offensive in Gaza - but this was a clear warning.

Washington sends around \$3.8bn (£3bn) in military aid to Israel each year, making the country the world's biggest recipient of such funding.

Around 1,300 people were killed during the Hamas attacks on southern Israel on 7 October, according to Israeli officials.

More than 27,800 Palestinians have been killed and at least 67,000 injured by the war launched by Israel in response, according to the Hamas-run health ministry.

"They are living in overcrowded makeshift shelters, in unsanitary conditions, without running water, electricity and adequate food supplies," was the stark assessment of the situation by UN chief António Guterres on Thursday.

"We were clear in condemning the horrific acts of Hamas. We are also clear in condemning the violations of international humanitarian law in Gaza."

On Tuesday, Israeli Prime Minister Benjamin Netanyahu said he had ordered troops to "prepare to operate" in Rafah and that "total victory" by Israel over Hamas was just months away.

- **February 17, 2024, NYT : « Netanyahu Says He Won't Bow to Pressure to Call Off Rafah Invasion »**

<https://www.nytimes.com/2024/02/17/world/middleeast/israel-rafah-international-court-gaza-strip.html>The Israeli leader has come under international pressure to drop a threatened incursion into the city where more than a million Palestinians are gathered, seeking

By Adam Rasgon and Aaron Boxerman

Reporting from Jerusalem

Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel insisted on Saturday that Israel would not bow to international pressure to call off its plan for a ground invasion of Rafah, the southernmost city in Gaza that is now packed with more than a million Palestinians.

Many of the people now in Rafah are displaced and living in schools, tents or the homes of friends and relatives, part of a desperate search for any safe refuge from Israel's military campaign, which has dragged on for more than four months. Their lives are a daily struggle to find enough food and water to survive.

"Those who want to prevent us from operating in Rafah are basically telling us: Lose the war," Mr. Netanyahu said at a news conference in Jerusalem on Saturday evening. "It's true that there's a lot of opposition abroad, but this is exactly the moment that we need to say that we won't be doing a half or a third of the job."

About the same time as Mr. Netanyahu addressed the news conference, thousands of anti-government protesters filled a central thoroughfare in Tel Aviv — the largest protest against the prime minister in months. They filled the same street where mass protests against Mr. Netanyahu's efforts to weaken the country's judiciary riled the nation before the start of the Israel-Hamas war.

Calls for an immediate election rose above a din of air horns. Protesters lit a red flare in the middle of a drum circle while others wielding flags stared down half a dozen police officers on horseback.

"The people need to rise up, and the government needs to go," said one protester, Yuval Lerner, 57. Mr. Lerner said that even before the war, he lost confidence that the government has the nation's best interest at heart, but "Oct. 7 proved it," he said.

Mr. Netanyahu's comments also came as world leaders and international organizations were raising alarms that an invasion of Rafah would only compound the humanitarian disaster for displaced Palestinians.

Josep Borrell, the European Union's top diplomat, reiterated on Saturday his appeal to Israel to refrain from launching a military operation in Rafah "that would worsen an already catastrophic humanitarian situation."

Mr. Netanyahu, however, said Palestinians would be permitted to leave Rafah and contended that there was "a lot of space" north of the city where civilians could resettle.

The Israeli leader played down the chances of a quick breakthrough in indirect talks with Hamas on a cease-fire in exchange for a hostage release. He said that Hamas — the armed group that long controlled Gaza and which led the Oct. 7 attack on Israel that started the war — was making “ludicrous” demands in those negotiations.

Explaining his decision to stop Israeli officials from participating in follow-up negotiations in Cairo earlier this week, the prime minister went on to say Hamas had not compromised on its demands “one nanometer.”

“There’s nothing to do until we see a change,” he added.

Earlier on Saturday, Ismail Haniyeh, the leader of Hamas’s political wing, issued a statement accusing Israel of “procrastinating” in addressing Hamas’s demands. Hamas has been calling for a comprehensive cease-fire, the reconstruction of Gaza, the end of Israel’s blockade of the territory and the release of Palestinian prisoners held by Israel.

President Biden told a news conference on Friday that he didn’t expect Israel to invade Rafah while efforts to free the hostages were ongoing.

South Africa this week asked the International Court of Justice, the United Nations’ top judicial body, to intervene to stop Israel’s planned advance into Rafah. But on Friday, the court declined to issue new constraints aimed at preventing such an incursion.

Instead, it said the “perilous situation” in Gaza, including in Rafah, required Israel to abide by its previous ruling last month, which included taking “all measures within its power” to prevent the crime of genocide by its forces.

Mr. Netanyahu has called the charge that Israel has engaged in genocide “false” and “outrageous.”

Israeli officials have insisted that an incursion into Rafah is needed to destroy tunnels between Egypt and Gaza and to try to root out Palestinian militants there. But the Israelis have not yet presented a plan to evacuate civilians as the U.S., Israel’s closest ally, has demanded.

Many civilians sheltering in Rafah have already moved multiple times as Israel’s military campaign has pushed farther south, and some have said their homes north of the city have been destroyed and they have grown tired of repeatedly relocating.

“If they want to come here — amid all these people — there will be massacres,” said Khalil el-Halabi, 70, one of the many displaced Palestinians from northern Gaza who have sought shelter in Rafah.

Some displaced Palestinians have now moved back north toward Deir al Balah in central Gaza, according to the U.N.’s humanitarian coordinator.

People in Rafah have grown so desperate for food that they are stopping aid trucks and eating what they manage to get on the spot, according to the United Nations.

Ahmad al-Ghazaly, 26, another displaced Palestinian in Rafah, said he was sheltering in a tent with his parents, both of whom he said had chronic illnesses. He said that he hoped to get permits for both of them to leave for Egypt via the Rafah border crossing, but that the process had become even more difficult and costly in recent weeks.

“It’s been four months in which we’ve barely slept, eaten, showered, and there’s constant bombardment,” Mr. al-Ghazaly said. “We’re living in conditions, I’m sorry to say, that are barely better than those of animals.”

As the Israeli invasion of Rafah looms, neighboring Egypt has grown increasingly concerned that an Israeli operation in the city could send Palestinian refugees streaming into its territory. Egypt has warned Israel of “dire consequences” should Israeli forces embark on a ground operation in Rafah.

But Israel’s defense minister, Yoav Gallant, tried to assuage those concerns on Friday, saying Israel had “no intention of evacuating Palestinian civilians to Egypt.”

Israel and Egypt have had a decades-long peace treaty that is a cornerstone of stability in the Middle East.

In recent weeks, Egypt has reinforced the border with Gaza in what some analysts have seen as a response to fears of an influx of Palestinians pouring in. A contractor and an engineer told *The New York Times* recently that they had received a government commission to build a concrete wall five meters high (about 16 feet) to close off a five-kilometer-square plot of land on the Egyptian side of the Gaza border in Rafah.

Speaking at the Munich Security Conference, Foreign Minister Sameh Shoukry of Egypt said his country strongly opposed any attempt to expel Palestinians to Egyptian territory and did not intend to provide “safe areas” for Palestinian refugees. But if such a situation arose, he added, the Egyptian authorities would act with “the humanity that is necessary” and provide “support to innocent civilians.”

- **February 18, 2024, The Guardian : Gaza ceasefire hopes fade as Netanyahu rejects calls to halt Rafah offensive**

: <https://www.theguardian.com/world/2024/feb/18/gaza-ceasefire-hopes-fade-netanyahu-rejects-calls-halt-rafah-offensive-israel>

Diplomatic efforts stall amid Israeli opposition to what it calls ‘unilateral recognition’ of a Palestinian state

Bethan McKernan *in Jerusalem*

Hopes of a ceasefire in the war in Gaza are fading amid Benjamin Netanyahu’s repeated rejection of calls to hold off on a Rafah ground offensive, and a vote by his cabinet that Israel will formally oppose international efforts at what it called the “unilateral recognition” of a Palestinian state.

Diplomatic efforts led by Egypt, Qatar and the US are also stalling: on Sunday, Qatari officials acknowledged that indirect talks in Cairo between Israel and the Palestinian militant group Hamas, which restarted last week, had “hit an impasse”. Washington has also signalled it will veto this week’s expected new push for a UN security council resolution on a ceasefire.

The diplomatic impasse was met with dismay by the 2.3 million inhabitants of the Gaza Strip, where almost 29,000 people have been killed, 85% of the population displaced from their homes and one in four are starving, according to the UN.

The four-month-old war was triggered by Hamas’s attack on Israel on 7 October last year, when 1,200 people were killed and 250 taken hostage. Of the remaining 130 hostages still in Gaza, about 30 are presumed dead, according to Israeli officials.

Airstrikes on Gaza City, Khan Younis and the strip’s southernmost border town of Rafah – Gaza’s last place of relative safety – killed at least 18 people overnight, according to local officials, including a family of seven, a relative, Sayed al-Afifi, told the Associated Press. The Israeli military blames Hamas for civilian casualties, saying it uses Gaza’s population as human shields.

Israel’s ground offensive continues to target the central town of Khan Younis, where Nasser hospital, previously the territory’s largest functioning healthcare facility, has gone offline after Israeli ground forces launched a raid on the premises on Thursday.

Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, the head of the World Health Organization, said in a tweet on X on Sunday that a WHO team had not been allowed to enter the medical complex on Friday or Saturday to deliver fuel for generators. Seven patients on ventilators had died due to the lack of electricity, the health ministry in the Hamas-run territory said on Saturday.

About 200 patients remained trapped in the hospital without food and water, including 20 who needed urgent referrals, Ghebreyesus added. A spokesperson for Gaza’s health ministry said only 25 staff remained to care for the sick and injured.

Israeli attacks on struggling healthcare facilities across Gaza, which also became de facto shelters for civilians who have fled their homes, have been widely criticised as war crimes. The Israel Defense

Forces say Hamas's use of medical sites to hide out or use as bases for launching operations makes them legitimate targets.

On Sunday, the IDF said it had arrested more than 100 suspected Hamas militants in the Nasser hospital compound. Gaza's health ministry said 70 medical personnel were among those detained, as well as patients in hospital beds.

The Israeli offensive shows no sign of slowing or stopping despite mounting international pressure to hold back from a ground push on Rafah, on the Egyptian border, where more than half of Gaza's population has sought shelter.

In his weekly press conference on Saturday night, Netanyahu pushed back at international criticism, saying those who were against a Rafah offensive were effectively telling the country to "lose the war" against Hamas.

The prime minister also indicated that troops would go in as part of Israel's hunt for the Hamas leadership regardless of whether a hostage release was agreed. "Even if we achieve it, we will enter Rafah," he said.

While the US, Israel's most important ally, has provided crucial military support and diplomatic cover for the Israeli war effort, relations between Joe Biden and Netanyahu have reached a nadir over the colossal, and growing, death toll in Gaza.

On Sunday, Netanyahu forcefully dismissed Washington's proposal for after the war, which could include the creation of an independent Palestinian state in return for normalisation between Israel and Saudi Arabia.

The Israeli leader's cabinet adopted a declaration on Sunday saying Israel "categorically rejects international edicts on a permanent arrangement with the Palestinians" and would "continue to oppose unilateral recognition of a Palestinian state".

"Such recognition, following the October 7 massacre, will award an immense and unprecedented prize to terrorism, and prevent any future peace agreement," a government statement said.

Egypt, Qatar and the US have spent weeks trying to broker a ceasefire and hostage release in hopes of stabilising Gaza and dampening the escalating violence the war has triggered around the Middle East.

However, large gaps remain between the parties on the number and identity of Palestinian prisoners who could be released from Israeli jails in return for the remaining Israeli hostages held in Gaza.

Hamas's exiled leadership in Qatar has said it will not release hostages without a full Israeli withdrawal from the Gaza Strip, demands Netanyahu has called "delusional". Yahya Sinwar, the group's leader in Gaza, is believed to have been incommunicado for at least 10 days, further complicating ceasefire efforts.

Netanyahu said on Saturday night that while he had sent a delegation to ceasefire talks in Cairo last week at Biden's request, he did not see what would be gained by sending them again. His comments were met with fury by protesters at what is now a weekly rally in Tel Aviv on Saturday night, where

family members of the hostages accused the prime minister of putting his political interests ahead of the fate of their loved ones.

It is widely believed that Netanyahu is slow-walking the ceasefire talks because he is likely to be ousted from office in new elections when the war ends. The longtime leader faces several corruption trials.

Thousands of anti-government protesters marched in Tel Aviv on Saturday night to demand early elections, where some demonstrators scuffled with police, set off fireworks, and attempted to block roads.

At the United Nations, the security council is to discuss a draft resolution circulated by Algeria demanding an immediate ceasefire and unhindered humanitarian access to Gaza, which on Saturday was rejected by the US ambassador to the international body, Linda Thomas-Greenfield. Washington has used its security council veto on similar widely supported previous resolutions.

- **February 18, 2024, Haaretz : « The World Must Force Peace on Israel »**

Gideon Levy

<https://www.haaretz.com/opinion/2024-02-18/ty-article-opinion/.premium/now-peace-by-force/0000018d-b862-dd5e-a59d-fdf2034d0000>

Now is the time for the United States, and in its wake the international community, to make a decision: Will the endless cycle of violence between Israel and the Palestinians continue, or are we going to try to put a stop to it? Will the United States continue to arm Israel and then bemoan the excessive use of these armaments, or is it finally prepared to take real steps, for the first time in its history, to change reality? And above all, will the cruelest Israeli attack on Gaza become the most pointless of all, or will the opportunity that came in its aftermath not be missed, for a change?

There is no point in appealing to Israel. The current government, and the one that is likely to replace it, does not and never will have the intention, courage or ability to generate change. When the prime minister responds to American talks about establishing a Palestinian state with words indicating that he "objects to coerced moves," or that "an agreement will only be reached through negotiations," all one can do is both laugh and cry.

Laugh, because over the years Prime Minister Benjamin Netanyahu has done all he can to foil negotiations; cry, because Israel is the one employing coercion – the nature of its policy toward the Palestinians is coercion carried out in one big unilateral, violent, aggressive and arrogant move. All of a sudden, Israel is against acts of coercion? Irony hides its head in shame.

It is therefore pointless to expect the current Israeli government to change its character. To expect a government led by Benny Gantz, Gadi Eisenkot or Yair Lapid to do so is also painfully futile. None of them believe in the existence of a Palestinian state that is equal in its sovereign status and rights to Israel. The three of them together and each one separately will at most, on a really good day, agree to the establishment of a Bantustan on part of the land. A genuine solution will not be found here. It's best to leave Israel to wallow in its refusal.

But the world cannot afford to let this opportunity pass. This is the world that will soon have to reconstruct, with its funds, the ruins of the Gaza Strip, until the next time Israel demolishes it. It is the world whose stability is undermined as long as the occupation persists, and is further undermined every time Israel embarks on another war. This is the world that agrees that the occupation is bad for it, but has never lifted a finger to bring it to an end. Now, an opportunity to do so has cropped up. Israel's weakness and dependence following this war must be exploited, for Israel's benefit as well.

Enough with words. Enough with the futile rounds of talks held by U.S. Secretary of State Antony Blinken and the barbed words uttered by President Joe Biden. They lead nowhere. The last Zionist president, perhaps the last one to care about what is happening in the world, must take action. One could, as a prelude, learn something from the amazingly simple and true words of European Union foreign policy chief Josep Borrell, who said: "Well, if you believe that too many people are being killed, maybe you should provide less arms [to Israel]."

However, the issue is not just ending the war, but mainly, what will happen when it's over. If it depended on Israel, under any government, we would return to the warm bosom of apartheid and to living by the sword. The world cannot accept this any longer and cannot leave the choice to Israel. Israel has spoken: No. The time has come for a Dayton Accords-like solution. It was a forced and imperfect agreement reached in Bosnia-Herzegovina that put an end to one of the cruelest wars, and in contrast to all predictions, it has held for 29 years. The agreement was imposed by coercion.

A Palestinian state may no longer be a viable solution because of the hundreds of thousands of settlers who ruined the chances for establishing one. But a world determined to find a solution must pose a clear choice for Israel: sanctions, or an end to the occupation; territories or weapons; settlements or international support; a democratic state or a Jewish one; apartheid, or an end to Zionism. When the world stands firm, posing these options in such a manner, Israel will have to decide. Now is the time to force Israel to make the most fateful decision of its life.

- **February 19, UN SG : « Gaza : une offensive israélienne à Rafah aurait des conséquences humanitaires désastreuses »**

<https://news.un.org/fr/story/2024/02/1143272>

Une opération militaire israélienne à grande échelle à Rafah, dans le sud de Gaza, où plus d'un million de Palestiniens déplacés ont été forcés de s'abriter, aurait des « conséquences humanitaires désastreuses », a déclaré lundi la Coordinatrice humanitaire principale des Nations Unies pour Gaza.

Sigrid Kaag a réitéré la préoccupation du Secrétaire général António Guterres selon laquelle une telle opération à l'heure actuelle serait potentiellement désastreuse pour les civils.

« Il y a plus d'un million de personnes entassées à Rafah. La ville n'est pas destinée à accueillir un million de personnes dans des abris, dans des constructions précaires recouvertes de bâches en plastique. Les conditions sanitaires sont très préoccupantes », a-t-elle dit aux journalistes à Bruxelles après un exposé devant les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne.

Elle a également exprimé sa profonde inquiétude quant à l'acheminement de l'aide dans la bande de Gaza et à sa distribution à ceux qui en ont besoin.

« Nous devons reconnaître le fait que les conditions de sécurité, distinctes des opérations militaires, en raison de ce que l'on appelle l'autodistribution par des civils désespérés, mais aussi les pillages et la criminalisation, entravent les efforts de la communauté humanitaire... pour fournir une assistance aux personnes qui en ont vraiment besoin », a-t-elle souligné.

Effondrement de l'ordre public

Lundi, le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, Tor Wennesland, s'est rendu dans la bande de Gaza. Il s'est entretenu avec des familles déplacées. Il a rencontré le personnel des Nations Unies et des ONG et a passé en revue les défis opérationnels et sécuritaires, y compris l'effondrement de l'ordre public, qui entrave l'entrée et la distribution des biens humanitaires.

M. Wennesland a qualifié la situation à Gaza de désastreuse, affirmant que l'on peut voir le désespoir et la peur auxquels est confrontée la population. Il a averti qu'une opération militaire israélienne à grande échelle à Rafah pourrait conduire à un énorme désastre.

Gaza attend toujours plus d'aide humanitaire

Alors que l'intensification des frappes aériennes à Rafah risque d'entraver davantage les opérations humanitaires, seuls quelques camions ont pu amener du ravitaillement ces derniers jours, cette aide restant largement en-dessous des besoins de la population, a alerté lundi l'Agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens.

Selon l'UNRWA, le nombre de camions entrant dans la bande de Gaza reste bien inférieur à l'objectif de 500 par jour. Une façon de rappeler les difficultés rencontrées par les différentes agences humanitaires pour acheminer des fournitures par Karem Abu Salem (Kerem Shalom) et Rafah.

« Le groupe sectoriel de la sécurité alimentaire a indiqué que les fréquentes fermetures de frontières continuaient d'entraver l'approvisionnement régulier en nourriture de l'ensemble de la population », a indiqué l'UNRWA dans son dernier rapport de situation.

Selon le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), la moitié des missions prévues par l'UNRWA et les partenaires humanitaires pour fournir de l'aide au nord de Gaza se sont vu refuser l'accès par les autorités israéliennes, depuis le début de l'année 2024 jusqu'au 12 février.

Des vêtements chauds sont fournis aux enfants déplacés à Rafah par l'UNICEF et l'Union européenne.

Insécurité alimentaire au nord de Gaza

A ce sujet, le groupe sectoriel de la sécurité alimentaire note que l'insécurité alimentaire au nord de Gaza a atteint « un état extrêmement critique, compte tenu des restrictions importantes imposées à l'acheminement de l'aide humanitaire ». Cette alerte de l'UNRWA intervient alors que les agences humanitaires redoutent les conséquences d'une intensification des combats à Rafah où vivent près de 1,5 million de personnes, soit six fois plus qu'avant le 7 octobre.

Par ailleurs, l'hôpital Nasser de Khan Younis continue d'être assiégé par les chars israéliens. Il y aurait 10.000 personnes déplacées dans l'enceinte de l'hôpital, dont 300 membres du personnel médical.

De plus, les « combats intenses » qui se déroulent depuis quatre semaines à Khan Younis (au sud-ouest de Gaza) et dans ses environs causent des pertes en vies humaines et des dommages aux infrastructures civiles, notamment au plus grand centre d'hébergement de l'UNRWA dans la zone sud, le Khan Younis Training Centre (KYTC). Cela oblige des milliers de Palestiniens à fuir plus au sud vers Rafah, qui est gravement surpeuplé.

Dans le même temps, des mouvements de population hors de Rafah et vers les camps de réfugiés de Deir Al Balah et Nuseirat dans la zone intermédiaire ont été signalés, suite à l'intensification des frappes aériennes sur Rafah. Depuis le 17 février, jusqu'à 1,7 million de personnes (plus de 75% de la population) ont été déplacées dans la bande de Gaza, parfois à plusieurs reprises.

La CIJ examine une demande d'avis

A La Haye, aux Pays-Bas, la Cour internationale de Justice (CIJ) a entamé lundi une audience concernant un avis consultatif sur les conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est.

L'avis consultatif et non contraignant sur l'occupation a été demandé par l'Assemblée générale en décembre 2022.

L'audience se tiendra du 19 au 26 février et plus de 50 pays, groupes et l'État de Palestine devraient s'exprimer.

Agressions sexuelles

De leur côté, des experts des Nations Unies ont exprimé lundi leur inquiétude face aux allégations crédibles de violations flagrantes des droits humains dont les femmes et les filles palestiniennes continuent d'être victimes dans la bande de Gaza et en Cisjordanie. Ils se sont dits particulièrement « choqués » par les informations selon lesquelles des femmes et des filles palestiniennes détenues ont été soumises à de multiples formes d'agression sexuelle.

Parmi ces allégations d'abus figurent le sort des femmes déshabillées et fouillées par des officiers masculins de l'armée israélienne. « Au moins deux détenues palestiniennes auraient été violées et d'autres auraient été menacées de viol et de violence sexuelle, ont déclaré dans un communiqué ces experts dont ceux du Groupe de travail sur la discrimination à l'égard des femmes, Francesca Albanese, Rapporteuse spéciale sur les droits de l'homme en Palestine, et Reem Alsalem, Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes.

Les experts ont fait état de photos de détenues prises « dans des conditions dégradantes et mises en ligne par l'armée israélienne ».

Les experts ont exprimé leur vive inquiétude face à la détention arbitraire de centaines de défenseurs des droits de l'homme, de journalistes et des travailleurs humanitaires, à Gaza et en Cisjordanie depuis le 7 octobre. Nombre d'entre eux auraient été soumis à des traitements inhumains et dégradants, et sévèrement battus. « À une occasion au moins, des femmes palestiniennes détenues à Gaza auraient été enfermées dans une cage sous la pluie et dans le froid, sans nourriture ».

Crimes graves

Selon les informations reçues, des femmes et des filles palestiniennes auraient été exécutées arbitrairement à Gaza, souvent avec des membres de leur famille, y compris leurs enfants. « Nous sommes choqués par les informations faisant état du ciblage délibéré et de l'exécution extrajudiciaire de femmes et d'enfants palestiniens dans des lieux où ils ont cherché refuge ou alors qu'ils fuyaient », ont affirmé les experts, relevant que certains d'entre eux auraient tenu des morceaux de tissu blanc lorsqu'ils ont été tués par l'armée israélienne.

Les experts se sont dits préoccupés par le fait qu'un nombre indéterminé de femmes auraient disparu après avoir été en contact avec l'armée israélienne à Gaza. « Des rapports inquiétants font état d'au moins un bébé de sexe féminin transféré de force par l'armée israélienne en Israël, et d'enfants séparés de leurs parents, dont on ne sait pas où ils se trouvent ».

« Pris dans leur ensemble, ces actes présumés peuvent constituer de graves violations des droits de l'homme et du droit humanitaire international, et équivalent à des crimes graves au regard du droit pénal international qui pourraient faire l'objet de poursuites en vertu du Statut de Rome », ont averti les experts, insistant sur la reddition des comptes.

- **February 19, 2024, Committee to Protect Journalists : « Journalist casualties in the Israel-Gaza war »**

The Israel-Gaza war has taken a severe toll on journalists since Hamas launched its unprecedented attack against Israel on October 7 and Israel declared war on the militant Palestinian group, launching strikes on the blockaded Gaza Strip.

CPJ is investigating all reports of journalists and media workers killed, injured, or missing in the war, which has led to the deadliest period for journalists since CPJ began gathering data in 1992.

As of February 19, 2024, CPJ's preliminary investigations showed at least 88 journalists and media workers were among the more than 29,000 killed since the war began on October 7—with more than 28,000 Palestinian deaths in Gaza and the West Bank and 1,200 deaths in Israel.

The Israel Defense Forces (IDF) told Reuters and Agence France Press news agencies in October that it could not guarantee the safety of their journalists operating in the Gaza Strip, after they had sought assurances that their journalists would not be targeted by Israeli strikes, according to a Reuters report.

Journalists in Gaza face particularly high risks as they try to cover the conflict during the Israeli ground assault, including devastating Israeli airstrikes, disrupted communications, supply shortages, and extensive power outages.

As of February 19

:

- 88 journalists and media workers were confirmed dead: 83 Palestinian, 2 Israeli, and 3 Lebanese.
- 16 journalists were reported injured.
- 4 journalists were reported missing.
- 25 journalists were reported arrested.
- Multiple assaults, threats, cyberattacks, censorship, and killings of family members.

CPJ is also investigating numerous unconfirmed reports of other journalists being killed, missing, detained, hurt, or threatened, and of damage to media offices and journalists' homes.

“CPJ emphasizes that journalists are civilians doing important work during times of crisis and must not be targeted by warring parties,” said Sherif Mansour, CPJ’s Middle East and North Africa program coordinator. “Journalists across the region are making great sacrifices to cover this heart-breaking conflict. Those in Gaza, in particular, have paid, and continue to pay, an unprecedented toll and face exponential threats. Many have lost colleagues, families, and media facilities, and have fled seeking safety when there is no safe haven or exit.”

The list published here includes names based on information obtained from CPJ’s sources in the region and media reports. It includes all journalists* involved in news-gathering activity. It is unclear whether all of these journalists were covering the conflict at the time of their deaths, but CPJ has included them in our count as we investigate their circumstances. The list is being updated on a regular basis.

Journalists and media workers reported killed, missing, or injured:

KILLED

February 12, 2024

Alaa Al-Hams

Al-Hams, a 35-year-old Palestinian journalist for the local Palestinian News Agency SND succumbed to her injuries after being seriously wounded in an Israeli airstrike on her family house in Rafah city, southern Gaza Strip, which resulted in the tragic loss of ten members of her family on December 2, 2023, according to Palestine Chronicle, the Palestinian Journalists’ Syndicate (PJS), and the Cairo-Based Ahram online.

Angam Ahmad Edwan

Edwan, a Palestinian journalist who worked for the Libyan TV channel February, was killed in an Israeli airstrike on her home in Jabalia city, northern Gaza Strip, according to her channel, the Cairo-based Ahram online, the Turkish state-owned Anadolu Agency, and Palestine Chronicle.

February 8, 2024

Nafez Abdel Jawad

Abdel Jawad, a Palestinian director for the official Palestine Television station, Palestine TV, was killed along with his son in an Israeli missile strike on the house they were staying in Deir al-Balah in the central Gaza Strip. Additionally, the missile killed 14 people, including 5 children, according to CNN, the Palestinian Journalists' Syndicate (PJS), and the Turkish state-owned Anadolu Agency. Responding to an inquiry from CNN on the killing of Abdel Jawad, the Israel Defense Forces (IDF) stated that it "takes all operationally feasible measures to mitigate harm to civilians, including journalists. The IDF has never, and will never, deliberately target journalists." They added that they are not aware of any strikes at these coordinates.

January 29, 2024

Mohammed Atallah

Atallah, a 24-year-old Palestinian editor for the local Al-Resalah news website and a writer for the regional independent website Raseef22, was killed in an Israeli airstrike on Beach refugee camp in northern Gaza City, along with an unidentified number of family members, according to a tweet by Raseef22 that included his last voice message, the local news agency Safa, the Palestinian Journalists' Syndicate, and the International Federation of Journalists.

Ayman Sharrouf, Raseef22's political editor, told CPJ that Atallah "wrote for Raseef22 under his name and another pseudonym. He was particularly interested in the daily life stories of the Gazans, despite the siege on Gaza, the corruption, and the narrow political interests in the strip. When the war started, we started collaborating, and he wrote 3 pieces, but he lived in the north where there was intense bombing, and one of the Israeli airstrikes hit his parents' house, which killed one of his brothers and all of his family members."

Sharrouf told CPJ that "Atallah evacuated after surviving a lot of near-death situations. In his last correspondence with us, he told me that he's safe and he wants to resume working soon, but I later learned about his death from the news." Sharrouf added, "Mohammed was a very professional journalist. He wanted to relay the voices of the people. He worked hard on his pieces and was very keen on factual reporting of the daily life of Gaza's people, despite all the challenges that a journalist like him faces. Unfortunately, he was killed before he got to do what he wanted in journalism; and the most horrific heartbreaking part was that he thought he would survive."

January 25, 2024

Iyad El-Ruwagh

El-Ruwagh, a Palestinian journalist who worked as a host for the Hamas-affiliated Al-Aqsa Voice Radio, was killed in an Israeli airstrike on Nuseirat camp in northern Gaza, along with four of his children, according to multiple media reports, a tweet by his outlet, the Palestinian Journalists' Syndicate, and the Beirut-based press freedom group SKeyes.

El-Ruwagh was buried on January 26, according to Al-Jazeera. Prior to his death, he posted on Facebook about his family's dire conditions, asking for someone who was leaving Gaza to take his toddler to his wife, who fled to Sinai, Egypt, with his son Mohamed following a previous airstrike that severely injured him. After El-Ruwagh's death, his wife published Facebook posts about him and her slain children: Loay, Nada, Yazan, and the toddler, Ahmed.

January 14, 2024

Yazan al-Zuweidi

Al-Zuweidi, a Palestinian journalist and camera operator for the privately owned Cairo-based broadcaster Al-Ghad, was killed, along with his brother and cousin, in an Israeli airstrike on Beit Hanoun in northern Gaza while on his way to see what had happened to his home in the aftermath of heavy bombing, according to his employer, the Beirut-based press freedom group SKeyes, The New Arab, and the Palestinian Journalists' Syndicate.

Al-Zuweidi, 27, had been working with Al-Ghad for six years, and covered the war and various other events in Gaza, according to the broadcaster. Al-Ghad said that Al-Zuweidi didn't stop reporting on the ongoing war; he kept filming from northern Gaza and sending footage to the channel after it was impossible for him to evacuate south to Rafah.

January 11, 2024

Mohamed Jamal Sobhi Al-Thalathini

Al-Thalathini, a Palestinian journalist who worked for the Hamas-affiliated Al-Quds Al-Youm broadcaster, was killed in an Israeli airstrike on his home in south Gaza, according to the Hamas-affiliated Al-Aqsa Voice Radio, the Palestinian Authority-run broadcaster Palestine Today, and the Qatari-funded newspaper Al-Araby Al-Jadeed.

January 10, 2024

Ahmed Bdeir

Bdeir, a Palestinian journalist working for the local news website Bawabat al-Hadaf, was killed in an Israeli airstrike in Khan Yunis, close to the Aqsa Martyrs hospital. Bdeir was standing in front of the journalists' tent at the hospital gate and died when a shrapnel hit him, according to Al-Jazeera, The

New Arab, and the Beirut-based press freedom group SKeyes. His outlet said that he worked relentlessly during the war to cover the news. Bawabat al-Hadaf was affiliated with The Popular Front for the Liberation of Palestine.

January 7, 2024

Hamza Al Dahdouh

Al Dahdouh, a Palestinian journalist and camera operator for Al-Jazeera, and the son of Al-Jazeera Gaza bureau chief Wael Al Dahdouh, was killed in an Israeli drone strike along with freelance journalist Mustafa Thuraya, according to Al-Jazeera Arabic. They were driving to an assignment in southern Gaza when the strike occurred, according to Al-Jazeera and the BBC.

Mustafa Thuraya

Thuraya, a Palestinian freelance videographer working for Agence France-Presse (AFP), was killed in an Israeli drone strike along with Al-Jazeera journalist Hamza Al Dahdouh, according to Al-Jazeera Arabic. They were driving to an assignment in southern Gaza when the strike occurred, according to Al-Jazeera, BBC, and AFP.

January 5, 2024

Akram ElShafie

ElShafie, a Palestinian journalist working as a reporter and editor for the Palestinian press agency Safa died after sustaining injuries months before on October 30, from an Israeli bullet, according to his outlet Safa, the Palestinian Journalists' Syndicate (PJS), and Al-Jazeera. PJS said in a statement that ElShafie required medical attention after sustaining the life-threatening injury, and that it submitted a request to evacuate the journalists from Gaza for that purpose, but it was declined by Israel, according to the syndicate. The syndicate also stated that 25 journalists in Gaza are injured and require immediate medical attention.

Safa said that ElShafie, 53, was injured badly by Israeli bullets when he was on his way to check up on his house, and that he spent the last two months in hospitals. It added that ElShafie started working with Safa in 2019, and that the last report he wrote was about the cooperation and solidarity between Gazan refugees in the war.

December 29, 2023

Jabr Abu Hadrous

Abu Hadrous, a Palestinian journalist and a reporter for the Hamas-affiliated Quds Al-Youm broadcaster, was killed in an Israeli airstrike on his home in Nuseirat refugee camp, northern Gaza,

along with seven members of his family, according to Al-Jazeera, Hezbollah-affiliated Al-Mayadeen, and the privately owned government-affiliated Al-Ghad newspaper in Jordan.

December 28, 2023

Ahmed Khaireddine

Khaireddine, a Palestinian journalist and a cameraman for the Hamas-affiliated Quds Al-Youm TV, and a reporter for the Hamas-affiliated Quds feed, was killed in an Israeli airstrike on his family home in Beit Lahiya, northern Gaza, along with 12 family members, including his uncle Mohamed Khaireddine, according to the Palestinian Authority-run broadcaster Palestine Today, the Palestinian Journalists' Syndicate, and Al-Jazeera.

Khaireddine's brother, Basil, who was a reporter for the Palestine Today broadcaster, spoke about his brother's killing to the channel, in a video that spread virally. Basil said that Ahmed wanted to take a day off work for the first time in 82 days and didn't want to leave the house to report when Basil asked him to go with him, adding: "He wanted to rest, but apparently his rest was forever."

December 24, 2023

Mohamad Al-Iff

Al-Iff, a Palestinian journalist and photographer for the Hamas government-owned local newspaper and news agency Al-Rai, was killed in Israeli airstrikes on Gaza City, northern Gaza, along with an unspecified number of family members, according to the Beirut-based press freedom group SKeyes, the Qatar-funded London-based pan Arab newspaper Al-Araby Al-Jadeed, and the Hamas-affiliated Quds Network. Al-Iff's cousin, journalist Mohamed Azzaytouniyah, was killed in the same strikes, according to a tweet by Al-Iff's cousin Hammam.

Mohamed Azzaytouniyah

Azzaytouniyah, a Palestinian media worker and a sound engineer for the Hamas government-owned local radio Al-Rai was killed in Israeli airstrikes on Gaza City, northern Gaza, along with unspecified number of family members including his father, according to a tweet by his brother Hammam, the outlet, the Qatar-funded London-based pan Arab newspaper Al-Araby Al-Jadeed, and the Hamas-affiliated Quds Network. His cousin, journalist Mohamad Al-Iff, was killed in the same strikes.

Ahmad Jamal Al Madhoun

Al Madhoun, a Palestinian journalist and deputy director of the Hamas government-owned local newspaper and news agency Al-Rai and the director of visual content at the agency, was killed in an Israeli airstrike on northern Gaza, according to the Hamas-affiliated Quds Network, the Qatar-funded London-based pan Arab newspaper Al-Araby Al-Jadeed, and Anadolu Agency.

December 23, 2023

Mohamed Naser Abu Huwaidi

Abu Huwaidi, a 29-year-old Palestinian journalist working for the privately owned Al-Istiklal newspaper, was killed in an Israeli airstrike on the Shajaiah area in northern Gaza while covering the aftermath of the airstrikes, according to the Palestinian Journalists' Syndicate, the Qatar-funded London-based pan Arab newspaper Al-Araby Al-Jadeed, the Beirut-based press freedom group SKeyes, and the Cairo-based independent website Daaarb.

December 22, 2023

Mohamed Khalifeh

Khalifeh, a media worker and director at the Hamas-affiliated Al-Aqsa TV channel was killed in an Israeli airstrike on his home in Nuseirat refugee camp in central Gaza, along with his wife and three of his children, according to his outlet, Anadolu Agency, the Lebanese Hezbollah-affiliated Al-Mayadeen TV, and the privately owned news channel Al-Ghad TV.

December 19, 2023

Adel Zorob

Zorob, a Palestinian freelance journalist who worked with multiple media outlets, including the Hamas-affiliated Al-Aqsa Voice Radio, was killed in an Israeli airstrike on his home in Rafah, southern Gaza, along with 25 family members, according to the Palestinian Journalists' Syndicate, the Middle East Eye, the Palestinian Authority-run news agency Wafa, and the independent Wattan news agency.

Zorob posted Gaza war news on his Facebook page and on WhatsApp news groups. The last news message was sent directly before his death, according to a WhatsApp screenshot CPJ viewed. The Zorob family were among the few Palestinians in Gaza who remained in their own homes in a war that has displaced some 1.9 million people – more than 80% of the territory's population, according to the Associated Press.

December 18, 2023

Abdallah Alwan

Alwan, a Palestinian media worker and voice-over specialist who contributed to multiple media outlets including the Al-Jazeera owned platform Midan, Mugtama magazine, and Al-Jazeera, and was a radio host for the Islamic University's Holy Quran Radio, was killed in an Israeli airstrike on his home in Jabalia, according to his outlet Midan, the Hamas-affiliated Al-Aqsa Radio, the local Palestinian newspaper Al-Hadath, and Amman-based Roya TV. In his last Facebook post on

December 17, Alwan wrote that “On every morning, we say that last night was the worst night in the war... All days are worse than each other. This briefly describes the war.” On November 30, Alwan posted photos of damage to his home by Israeli bombing, saying two of his nieces were killed in the strikes.

December 17, 2023

Assem Kamal Moussa

Moussa, a Palestinian journalist who produced visual and written news reports for the local privately owned news website Palestine Now, was killed in an Israeli airstrike on Khan Yunis, southern Gaza, according to his outlet, Lebanon’s Hezbollah-affiliated broadcaster Al-Mayadeen, and the Hamas-affiliated Al-Aqsa radio channel.

Haneen Kashtan

Kashtan, a Palestinian journalist who contributed to multiple media outlets including the local Fatah-affiliated Al-Kofiya TV and the local privately owned Baladna TV, was killed in an Israeli airstrike on Nuseirat refugee camp in northern Gaza, along with other family members, according to the Palestinian Journalists’ Syndicate, Al-Jazeera, and the Cairo-based Youm7.

December 15, 2023

Samer Abu Daqqa

Abu Daqqa, a camera operator for Al-Jazeera Arabic, was killed by a drone strike while covering the aftermath of nightly Israeli strikes on a United Nations school sheltering displaced people in the center of Khan Yunis, southern Gaza, according to Al-Jazeera and Reuters news agency. He was trapped with other injured people in the school, which was surrounded by Israeli forces, and was unable to be evacuated for treatment. His colleague, Al-Jazeera bureau chief Wael Al Dahdouh, was injured in the same strike.

December 9, 2023

Duaa Jabbour

Jabbour, a Palestinian freelance journalist who worked with the local website Eyes Media Network, was killed in an Israeli airstrike on her home along with her husband and children in Khan Yunis, southern Gaza, according to the Palestinian Journalists’ Syndicate, the Beirut-based press freedom group SKeyes, Anadolu Agency, and the Qatar-funded London-based Al-Araby Al-Jadeed. In her last Facebook post, Jabbour wrote: “To survive everyday is exhausting.”

Ola Atallah

Atallah, a Palestinian freelance journalist who contributed to multiple media outlets, was killed in an Israeli airstrike on the house in which she and her family were taking refuge, in the El-Daraj area of Gaza City, northern Gaza, according to Arabi 21, Anadolu Agency, and the Palestinian Journalists' Syndicate. Those sources said that Atallah was killed with nine members of her family, including her brother and her uncles.

On November 27, Atallah wrote an article for the Al-Morasef website about life in Gaza during the war, describing the destruction and damage to her neighborhood and city. Atallah worked as a reporter for Anadolu Agency until 2017. Atallah was well-known on social media, and her last tweet on December 8 asked, "How many more nights of terror and death does Gaza have to count?"

December 3, 2023

Hassan Farajallah

Farajallah, who held a senior position with the Hamas-affiliated Al-Quds TV, was killed by Israeli bombardment in the Gaza Strip, according to the Palestinian Journalists' Syndicate and the International Federation of Journalists.

Shaima El-Gazzar

A Palestinian journalist for Al-Majedat network, El-Gazzar was killed along with her family members in an Israeli airstrike on Rafah city, southern Gaza, according to the Beirut-based press freedom group SKeyes and the Cairo-based media outlet Darb.

December 1, 2023

Abdullah Darwish

A Palestinian cameraman for the Hamas-affiliated Al-Aqsa TV, Darwish was killed in an Israeli airstrike in the Gaza Strip, according to the Amman-based news outlet Roya News, the Palestinian Journalists' Syndicate, and the International Federation of Journalists.

Montaser Al-Sawaf

Al-Sawaf, a Palestinian cameraman for Turkey's Anadolu Agency, was killed in Israeli airstrikes in the Gaza Strip, according to Anadolu Agency, Middle East Monitor, and the International Federation of Journalists.

Adham Hassouna

Hassouna, a Palestinian freelance journalist and media professor at Gaza and Al-Aqsa universities, was killed, along with several family members in an Israeli airstrike in Gaza City, according to the

Ramallah-based Palestinian news network SHF, the Beirut-based press freedom group SKeyes, and the Palestinian Journalists' Syndicate.

November 24, 2023

Mostafa Bakeer

Bakeer, a Palestinian journalist and cameraperson for the Hamas-affiliated Al-Aqsa TV, was killed in an Israeli airstrike in Rafah, southern Gaza, according to the Hamas-affiliated Al-Aqsa radio, the Palestinian Journalists' Syndicate, and the International Federation of Journalists.

November 23, 2023

Mohamed Mouin Ayyash

Ayyash, a Palestinian journalist and a freelance photographer, was killed in an Israeli airstrike on his home in Nuseirat refugee camp in central Gaza, along with 20 members of his family, according to the Amman-based news outlet Roya News, the Palestinian Journalists' Syndicate, and the Palestinian Authority's official news agency Wafa.

November 22, 2023

Assem Al-Barsh

Al-Barsh, a sound engineer working for the Gaza's Hamas government owned Al-Rai radio and freelancing for other local radio stations, was shot dead by Israeli sniper fire when he was on his way home on November 22, 2023, in the Al-Saftawi area north of Gaza City, according to news reports and the Palestinian Journalists' Syndicate.

According to a news report by Radio An-Naja7, Al-Barsh helped Radio An-Naja7 develop a podcast entitled "The Identity Podcast" that focuses on the values of dialogue and cultural and religious diversity in the Arab world. In the days prior to Hamas' October 7 attack on Israel, Al-Barsh set up a small radio studio at his home, where he was a sound engineer for the podcast.

In 2021, Al-Barsh also hosted and produced the program "With You" for Radio Namaa, during which listeners could dedicate songs or send greetings to friends or loved ones.

Mohamed Nabil Al-Zaq

Al-Zaq, a Palestinian journalist and a social media manager for the Hamas-affiliated Al-Quds TV, was killed in an Israeli airstrike on Shejaiya in northern Gaza, according to the Amman-based news outlet Roya News, the Ramallah-based news website Wattan TV, the Palestinian Journalists' Syndicate, and the International Federation of Journalists.

November 21, 2023

Jamal Mohamed Haniyeh

Haniyeh, a reporter for the sports news website Amwaj, was killed along with other family members and in-laws in an Israeli airstrike on his home in Gaza City, according to news reports and the Palestinian Journalists' Syndicate.

According to the same reports, Haniyeh was the grandson of Hamas leader Ismael Haniyeh and also worked as a radio engineer. Haniyeh covered the football league in Gaza, as well as other stories, including the visit by Abdel Salam Haniyeh, the assistant secretary of the Supreme Council for Youth and Sports, to the injured journalist Ashraf Abu Amra while he was receiving medical treatment in Turkey for injuries suffered in September 2023 while covering a Gaza border protest.

Farah Omar

Omar, a Lebanese reporter for the Hezbollah-affiliated Al-Mayadeen TV channel, was killed by an Israeli strike in the Tayr Harfa area in southern Lebanon, close to the border with Israel, according to Al-Mayadeen, Al-Jazeera, and the Beirut-based press freedom group SKeyes. She was reporting on escalating hostilities across the Lebanese-Israeli border and gave a live update an hour before her death.

Rabih Al Maamari

Al Maamari, a Lebanese cameraperson for the Hezbollah-affiliated Al-Mayadeen TV channel, was killed by an Israeli strike in the Tayr Harfa area in southern Lebanon, close to the border with Israel, along with his colleague Farah Omar, according to Al-Mayadeen, Al-Jazeera, and the Beirut-based press freedom group SKeyes.

November 20, 2023

Ayat Khadoura

Khadoura, a Palestinian freelance journalist and podcast presenter, was killed along with an unknown number of family members in an Israeli airstrike on her home in Beit Lahya in northern Gaza, according to the Beirut-based press freedom group SKeyes, the news website Arabi 21, and London-based Al-Ghad TV. Khadoura shared videos on social media about the situation in Gaza, including a November 6 video, which she called "my last message to the world" where she said, "We had big dreams but our dream now is to be killed in one piece so they know who we are."

November 19, 2023

Bilal Jadallah

Jadallah, director of Press House-Palestine, a non-profit which supports the development of independent Palestinian media, was killed in his car in Gaza in an Israeli airstrike, according to the Palestinian Journalists' Syndicate, Al Qahera News, and the Cairo-based Youm7.

November 18, 2023

Abdelhalim Awad

A Palestinian media worker and driver for the Hamas-affiliated Al-Aqsa TV, Awad was killed in a strike on his home in the Gaza Strip, according to the London-based Al-Ghad TV, the Palestinian Journalists' Syndicate, and the Beirut-based press freedom group SKeyes. Awad had been working full-time since the beginning of the war in Khan Yunis and had left to visit his family last week, his colleague Ziad AlMokayyed told CPJ via messaging app.

Sari Mansour

Mansour, director of the Quds News Network, and his colleague and friend Hassouneh Salim were killed in an Israeli airstrike on the Bureij refugee camp in central Gaza, according to the Cairo-based Elwatan news, the Palestinian Journalists' Syndicate, Al-Jazeera, and Anadolu Agency.

Hassouneh Salim

Salim, a Palestinian freelance photojournalist, was killed in an Israeli airstrike on the Bureij refugee camp in central Gaza, along with his colleague and friend Sari Mansour, according to the Amman-based news outlet Roya News, Al-Jazeera, and the Palestinian Journalists' Syndicate.

Mostafa El Sawaf

El Sawaf, a Palestinian writer and analyst who contributed to the local news website MSDR News, was killed in an Israeli airstrike on his home along with his wife and two of his sons in Shawa Square, Gaza City, according to the Beirut-based press freedom group SKeyes, the Palestinian Journalists' Syndicate, and the Cairo-based Youm7.

Amro Salah Abu Hayah

A Palestinian media worker in the broadcast department of the Hamas-affiliated Al-Aqsa TV channel, Abu Hayah was killed in a strike in Gaza, according to the Amman-based news outlet Roya News and the Palestinian Journalists' Syndicate.

Mossab Ashour

Ashour, a Palestinian photographer, was killed during an attack on the Nuseirat refugee camp in the Gaza Strip but his death was not reported until November 18, soon after his body was discovered, according to the Palestinian Journalists' Syndicate, TRT Arabi, and Anadolu Agency.

November 13, 2023

Ahmed Fatima

A photographer for the Egypt-based Al Qahera News TV and a media worker with Press House-Palestine, Fatima was killed in a strike in Gaza, according to Al Qahera News TV, the Egypt-based Ahram Online, the Palestinians Journalists' Syndicate, and the Amman-based news outlet Roya News.

Yaacoub Al-Barsh

Al-Barsh, executive director of the local Namaa Radio, was killed after sustaining injuries on November 12 from an Israeli airstrike on his home in northern Gaza, according to the Beirut-based press freedom group SKeyes, the Ramallah-based Palestinian news network SHFA, and the Palestinian press freedom group MADA.

November 10, 2023

Ahmed Al-Qara

Al-Qara, a photojournalist who worked for Al-Aqsa University and was also a freelancer, was killed in a strike at the entrance of Khuza'a town, east of the southern city of Khan Yunis, according to the Palestinian Journalists' Syndicate and the Cairo-based Al-Dostor newspaper.

November 7, 2023

Yahya Abu Manih

A journalist with Hamas-affiliated Al-Aqsa radio channel, Abu Manih was killed in a strike in the Gaza strip, according to the Amman-based news outlet Roya News, Al-Jazeera, and the Beirut-based press freedom group SKeyes.

Mohamed Abu Hassira

Abu Hassira, a journalist for the Palestinian Authority-run Wafa news agency, was killed in a strike on his home in Gaza along with 42 family members, according to the Palestinian Authority's official news agency Wafa, the London-based news website The New Arab, and the Palestinian Journalists' Syndicate.

November 5, 2023

Mohamed Al Jaja

Al Jaja was a media worker and the organizational development consultant at Press House-Palestine, which owns Sawa news agency in Gaza and promotes press freedom and independent media. He was killed in a strike on his home along with his wife and two daughters in the Al-Naser neighborhood in northern Gaza, according to the London-based news website The New Arab, the Beirut-based press freedom group SKeyes, and the Palestinian Journalists' Syndicate.

November 2, 2023

Mohamad Al-Bayyari

Al-Bayyari, a Palestinian journalist with the Hamas affiliated Al-Aqsa TV channel, was killed in an Israeli airstrike on Gaza City, according to the Amman-based news outlet Roya News, the Palestinian Authority's official news agency Wafa, the Palestinian Journalists' Syndicate, and the International Federation of Journalists.

Mohammed Abu Hatab

A journalist and correspondent for the Palestinian Authority-funded broadcaster Palestine TV, Abu Hatab was killed along with 11 members of his family in an Israeli airstrike on their home in Khan Yunis, southern Gaza Strip, according to the Palestinian Authority's official news agency Wafa and the Amman-based news outlet Roya News.

November 1, 2023

Majd Fadl Arandas

A member of the Palestinian Journalists' Syndicate who worked for the news website Al-Jamaheer, Arandas was killed in an Israeli airstrike in the Nuseirat refugee camp in the Gaza Strip, according to the Palestinian Journalists' Syndicate and the Beirut-based press freedom group SKeyes.

Iyad Matar

Matar, a journalist working for the Hamas-affiliated Al-Aqsa TV, was killed along with his mother in an Israeli airstrike in the Gaza Strip, according to the Amman-based news outlet Roya News and the local channel Palestine Today.

October 31, 2023

Imad Al-Wahidi

A media worker and administrator for the Palestinian Authority-run Palestine TV channel, Al-Wahidi was killed with his family members in an Israeli airstrike in the Gaza Strip, according to a statement issued by the channel, the Palestinian Authority's official news agency Wafa, and the Palestinian Journalists' Syndicate.

Majed Kashko

Kashko, a media worker and the office director of the Palestinian Authority-run Palestine TV channel, was killed with his family members in an Israeli airstrike in the Gaza Strip, according to a statement issued by the channel, the Palestinian Authority's official news agency Wafa, and the Palestinian Journalists' Syndicate.

October 30, 2023

Nazmi Al-Nadim

Al-Nadim, a deputy director of finance and administration for Palestine TV, was killed with members of his family in a strike on his home in Zeitoun area, eastern Gaza, according to the Palestinian Authority's official news agency Wafa and Egypt's state-run Middle East News Agency.

October 27, 2023

Yasser Abu Namous

Palestinian journalist Yasser Abu Namous of Al-Sahel media organization was killed in a strike on his family home in Khan Yunis, Gaza, according to the Palestinian Authority's official news agency Wafa, Al-Jazeera, and the Hamas-affiliated Al-Quds network.

October 26, 2023

Duaa Sharaf

Palestinian journalist Sharaf, host for the Hamas-affiliated Radio Al-Aqsa, was killed with her child in a strike on her home in the Yarmouk neighborhood in Gaza, according to Anadolu Agency and Middle East Monitor.

October 25, 2023

Jamal Al-Faqaawi

Al-Faqaawi, a Palestinian journalist for the Islamic Jihad-affiliated Mithaq Media Foundation, was killed in an Israeli airstrike on his home in Khan Yunis in southern Gaza, according to Al-Jazeera, the Palestinian Journalists' Syndicate, the Palestinian News Network, and the International Federation of Journalists.

Saed Al-Halabi

Al-Halabi, a journalist for the Hamas-affiliated Al-Aqsa TV, was killed in an Israeli airstrike in the Jabalia refugee camp in the northern Gaza Strip, according to the Palestinian Journalists' Syndicate, the Palestinian press freedom group MADA, and Al-Jazeera.

Ahmed Abu Mhadi

A journalist for the Hamas-affiliated Al-Aqsa TV, Mhadi was killed in an Israeli airstrike in the Gaza Strip, according to the Palestinian Journalists' Syndicate and Youm7.

Salma Mkhaimer

Mkhaimer, a freelance journalist, was killed alongside her child in an Israeli airstrike in Rafah city in the southern Gaza Strip, according to the Palestinian Journalists' Syndicate and the independent Egyptian online newspaper Mada Masr.

October 24, 2023

Ibrahim Marzouq

Ibrahim Marzouq, a Palestinian media worker for the logistics department of the Gaza Bureau of the Palestinian Authority-run broadcaster Palestine Today TV, was killed along with his family in an Israeli airstrike on his home in Gaza City's Al-Tuffah neighborhood on October 24, 2023, according to his employer, and a report by the Beirut-based think tank Institute for Palestine Studies.

After Israeli warplanes bombed his home, he remained under the rubble until noon when medical teams were able to extract his body, according to the Institute for Palestine Studies. Marzouq had decided to stay at his home rather than leave for southern Gaza with his family as advised by the Israeli Army, the institute report said.

October 23, 2023

Mohammed Imad Labad

A journalist for the Al Resalah news website, Labad was killed in an Israeli airstrike on the Sheikh Radwan neighborhood in Gaza City, according to RT Arabic and the Palestinian Authority's official news agency Wafa.

October 22, 2023

Roshdi Sarraj

A journalist and co-founder of Ain Media, a Palestinian company specializing in professional media services, Sarraj was killed in an Israeli airstrike in the Gaza Strip, according to the Palestinian Authority's official news agency Wafa and Sky News.

October 20, 2023

Roe Idan

On October 20, Israeli journalist Idan was declared dead after his body was recovered, according to The Times of Israel and the International Federation of Journalists. Idan, a photographer for the Israeli newspaper Ynet, was initially reported missing when his wife and daughter were killed in a Hamas attack on October 7 on Kibbutz Kfar Aza. CPJ confirmed that he was working on the day of the attack.

Mohammed Ali

A journalist from Al-Shabab Radio (Youth Radio), Ali was killed in an Israeli airstrike in the northern Gaza Strip, according to the Palestinian Journalists' Syndicate and the Cairo-based Al-Dostor newspaper.

October 19, 2023

Khalil Abu Aathra

A videographer for the Hamas-affiliated Al-Aqsa TV, Abu Aathra was killed along with his brother in an Israeli airstrike in Rafah in the southern Gaza Strip, as reported by the Palestinian Journalists' Syndicate and the Amman-based news outlet Roya News.

October 18, 2023

Sameeh Al-Nady

A journalist and director for the Hamas-affiliated Al-Aqsa TV, Al-Nady was killed in an Israeli airstrike in the Gaza Strip, according to the Palestinian Journalists' Syndicate and the Palestinian press agency Safa.

October 17, 2023

Mohammad Balousha

Balousha, a journalist and the administrative and financial manager of the local media channel "Palestine Today" office in Gaza, was killed in an Israeli airstrike on the Al-Saftawi neighborhood in northern Gaza, reported Anadolu Agency and The Guardian.

Issam Bhar

Bhar, a journalist for the Hamas-affiliated Al-Aqsa TV, was killed in an Israeli airstrike in the northern Gaza Strip, according to TRT Arabia and the Cairo-based Arabic newspaper Shorouk News.

October 16, 2023

Abdulhadi Habib

A journalist who worked for Al-Manara News Agency and HQ News Agency, Habib was killed along with several of his family members when a missile strike hit his house near the Zeitoun neighborhood, south of Gaza City, according to the Palestinian Journalists' Syndicate and the independent Palestinian news organization International Middle East Media Center.

October 14, 2023

Yousef Maher Dawas

Dawas, a contributing writer for Palestine Chronicle and a writer for We Are Not Numbers (WANN), a youth-led Palestinian nonprofit project, was killed in an Israeli missile strike on his family's home in the northern Gaza Strip town of Beit Lahia, according to WANN and Palestine Chronicle.

October 13, 2023

Salam Mema

The death of Mema, a freelance journalist, was confirmed on this date. Mema held the position of head of the Women Journalists Committee at the Palestinian Media Assembly, an organization committed to advancing media work for Palestinian journalists. Her body was recovered from the rubble three days after her home in the Jabalia refugee camp, situated in the northern Gaza Strip, was hit by an Israeli airstrike on October 10, according to the Palestinian Journalists' Syndicate and the Palestinian Authority's official news agency Wafa.

Husam Mubarak

Mubarak, a journalist for the Hamas-affiliated Al Aqsa Radio, was killed in an Israeli airstrike in the northern Gaza Strip, according to the Beirut-based press freedom group Skeyes and the Palestinian Journalists' Syndicate.

Issam Abdallah

Abdallah, a Beirut-based videographer for the Reuters news agency, was killed near the Lebanon border by shelling coming from the direction of Israel. Abdallah and several other journalists

were covering the back-and-forth shelling near Alma Al-Shaab in southern Lebanon between Israeli forces and Lebanon's militant Hezbollah group.

October 12, 2023

Ahmed Shehab

A journalist for Sowt Al-Asra Radio (Radio Voice of the Prisoners), Shehab, along with his wife and three children, was killed in an Israeli airstrike on his house in Jabalia, in the northern Gaza Strip, according to the Palestinian Journalists' Syndicate, Palestinian press freedom group MADA, and the London-based news website The New Arab.

October 11, 2023

Mohamed Fayez Abu Matar

Abu Matar, a freelance photojournalist, was killed during an Israeli airstrike in Rafah city in the southern Gaza Strip, according to the Palestinian Journalists' Syndicate and the Palestinian Authority's official news agency Wafa.

October 10, 2023

Saeed al-Taweel

Al-Taweel, editor-in-chief of the Al-Khamsa News website, was killed when Israeli warplanes struck an area housing several media outlets in Gaza City's Rimal district, according to the U.K.-based newspaper, The Independent, Al Jazeera, and the Palestinian Authority's official news agency Wafa.

Mohammed Sobh

Sobh, a photographer from Khabar news agency, was killed when Israeli warplanes struck an area housing several media outlets in Gaza City's Rimal district, according to the U.K.-based newspaper The Independent, Al Jazeera, and the Palestinian Authority's official news agency Wafa.

Hisham Alnwajha

Alnwajha, a journalist with Khabar news agency, was injured when Israeli warplanes struck an area housing several media outlets in Gaza City's Rimal district, according to the U.K.-based newspaper The Independent, Al Jazeera, and the Palestinian Authority's official news agency Wafa.

He died of his injuries later that day, according to the Palestinian press freedom group MADA, the Palestinian Journalists' Syndicate, and Palestinian news website AlWatan Voice.

October 8, 2023

Assaad Shamlakh

Shamlakh, a freelance journalist, was killed along with nine members of his family in an Israeli airstrike on their home in Sheikh Ijlin, a neighborhood in the southern Gaza Strip, according to the Beirut-based advocacy group The Legal Agenda and BBC Arabic.

October 7, 2023

Yaniv Zohar

Zohar, an Israeli photographer working for the Hebrew-language daily newspaper Israel Hayom, was killed during a Hamas attack on Kibbutz Nahal Oz in southern Israel, along with his wife and two daughters, according to Israel Hayom and Israel National News. Israel Hayom's editor-in-chief Omer Lachmanovitch told CPJ that Zohar was working on that day.

Mohammad Al-Salhi

Al-Salhi, a photojournalist working for the Fourth Authority news agency, was shot dead near a Palestinian refugee camp in the central Gaza Strip, according to the Palestinian Authority's official news agency Wafa, and the Journalist Support Committee (JSC), a nonprofit which promotes the rights of the media in the Middle East.

Mohammad Jarghoun

Jarghoun, a journalist with Smart Media, was shot while reporting on the conflict in an area to the east of Rafah city in the southern Gaza Strip, according to the BBC and UNESCO.

Ibrahim Mohammad Lafi

Lafi, a photographer for Ain Media, was shot and killed at the Gaza Strip's Erez Crossing into Israel, according to the Palestinian press freedom group MADA, the Beirut-based press freedom group SKeyes, and Al-Jazeera.

2**LES TRANSFERTS DE POPULATION**

JANVIER 2024

Au 20 janvier, selon l'UNRWA, il y avait environ 1,7 million de personnes déplacées à Gaza. Beaucoup d'entre eux ont été déplacés à plusieurs reprises, leurs familles étant contraintes de déménager à plusieurs reprises en quête de sécurité. En raison de la poursuite des combats et des ordres d'évacuation, certains ménages ont quitté les abris dans lesquels ils étaient initialement enregistrés. Le gouvernorat de Rafah est le principal refuge des personnes déplacées, avec plus d'un million de personnes entassées dans un espace extrêmement surpeuplé, suite à l'intensification des hostilités à Khan Younis et à Deir al Balah et aux ordres d'évacuation de l'armée israélienne.

Le 22 janvier, les personnes déplacées résidant dans des abris d'urgence formels et informels manquent toujours d'articles non alimentaires de base (NFI), et des centaines de milliers d'entre elles ne disposent pas d'un abri convenable et adéquat¹⁷⁵.

Le 24 janvier, le HCDH a publié un communiqué l'intensification des opérations militaires à Khan Younis¹⁷⁶ :

« It appears that civilians are once more bearing the brunt of attacks in Khan Younis, with thousands forced to flee to Rafah, the southernmost governorate, which by now is hosting more than 50 per cent of Gaza's population.

On 21 January, Israeli Defence Minister Yoav Gallant reportedly announced the further expansion of operations in Khan Younis, stating that “the mushrooms of smoke will cover the skies of the Gaza Strip until we achieve our goals.” The intensified IDF operations have seriously endangered the civilian population, including for example, those sheltering at hospitals. Reported airstrikes and IDF tank shells struck the vicinity of Al Amal Hospital, which had already been besieged and hit repeatedly, which has resulted in casualties and trapped an estimated 13,000 people sheltering there. Similarly, ground fighting, including shelling, continued in the vicinity of Al Nasser Hospital, exposing those inside to considerable risk. On 22 January, IDF reportedly raided Al Kheir Hospital, detaining its medical staff. The intensification of fighting has also rendered the movement of ambulances extremely difficult, compounded by the ongoing communications blackout that was reinstated on 22 January ».

Les 23 et 25 janvier, l'armée israélienne a émis de nouveaux ordres d'évacuation via les réseaux sociaux aux Palestiniens dans plusieurs pâtés de maisons de Khan Younis. La zone touchée couvre environ quatre kilomètres carrés. Il y a environ 88 000 habitants dans la région, en plus d'environ 425 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays qui cherchent refuge dans 24 écoles et autres institutions. La zone touchée comprend l'hôpital Nasser (475 lits), l'hôpital Al Amal (100 lits) et l'hôpital jordanien (50 lits), ce qui représente près de 20 pour cent des hôpitaux partiellement fonctionnels restants dans la bande de Gaza. Trois dispensaires sont également situés dans la zone touchée. Quelque 18 000 personnes déplacées se trouveraient à l'hôpital Nasser, et un nombre

¹⁷⁵ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-102>

¹⁷⁶ <https://reliefweb.int/report/occupied-palestinian-territory/un-human-rights-office-opt-khan-younis-escalation-poses-risk-possible-spillover-rafah-enar>

indéterminé de personnes déplacées chercheraient refuge dans les autres établissements de santé. Le 25 janvier, l'armée israélienne a réédité les mêmes ordres d'évacuation via les réseaux sociaux¹⁷⁷.

Le 24 janvier, le Bureau des droits de l'homme des Nations Unies dans le territoire palestinien occupé a signalé que des milliers de civils avaient été contraints de fuir vers Rafah, qui abrite désormais plus de 50 pour cent de la population de Gaza¹⁷⁸ :

« Meanwhile, the IDF continues to shell areas that it has unilaterally designated as “safe” for evacuation, reinforcing that nowhere in Gaza is safe. For example, IDF indicated Al Mawasi in western Khan Younis as a safe zone in October 2023 but has nevertheless continued to strike the area, resulting in deaths and injuries. On 22 January, an explosion was reported at Al Mawasi School, killing 10 Palestinians. Another strike around midnight on 23 January reportedly hit tents of internally displaced people in Al Mawasi. Despite this, on 23 January, the IDF again urged the residents of certain areas of Khan Younis to move to what they continued to call the “humanitarian area” in Al Mawasi, in western Khan Younis »¹⁷⁹.

Le 26 janvier, Ajith Sunghay, chef du Bureau des droits de l'homme des Nations Unies pour le territoire palestinien occupé, a déclaré que les personnes déplacées qui ont atteint Rafah sont obligées de vivre dans la rue, avec les eaux usées qui coulent dans les rues et « des conditions de désespoir propices à un chaos total »¹⁸⁰.

Le 26 janvier, de fortes pluies ont aggravé la situation humanitaire dans les campements de tentes où les personnes déplacées ont cherché refuge. L'UNRWA a indiqué qu'un nombre indéterminé de tentes de personnes déplacées à Rafah ont été inondées et que « des milliers de familles dormant par terre sont désormais gelées et incapables de rester au sec »¹⁸¹.

Le 29 janvier, l'armée israélienne a ordonné aux quartiers d'An Nassar, Ash Sheikh Radwan, au camp de réfugiés d'Ash Shati, Rimal Ash Shamali et Al Janubi, Sabra, Ash Sheikh 'Ajlin et Tel Al Hawa, dans l'ouest de la ville de Gaza, d'évacuer vers le sud. Le nouvel ordre couvrait une superficie de 12,43 kilomètres carrés, ce qui représente 3,4 pour cent de la bande de Gaza. Cette zone abritait près de 300 000 Palestiniens avant le 7 octobre et, par la suite, 59 abris abritant environ 88 000 personnes déplacées. Le 14 octobre, l'armée israélienne a ordonné aux deux gouvernorats du nord de Gaza, qui abritaient alors 1 206 963 habitants (Bureau central palestinien des statistiques), d'évacuer vers le sud de Gaza¹⁸².

Entre le 1er décembre, lorsque l'armée israélienne a commencé à ordonner l'évacuation de zones spécifiques, et le 29 janvier, 158 kilomètres carrés, soit 41 pour cent de la bande de Gaza, ont été

¹⁷⁷ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-103>

¹⁷⁸ <https://reliefweb.int/report/occupied-palestinian-territory/un-human-rights-office-opt-khan-younis-escalation-poses-risk-possible-spillover-rafah-enar> ; <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-102>

¹⁷⁹ <https://twitter.com/AvichayAdraee/status/1749716786818281575>

¹⁸⁰ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-103>

¹⁸¹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-104>

¹⁸² <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-105>

soumis à ces ordres. Cette zone abritait 1,38 million de Palestiniens avant le 7 octobre et, par la suite, elle contenait 161 abris hébergeant environ 700 750 personnes déplacées à l'intérieur du pays¹⁸³.

Le 30 janvier, l'armée israélienne a réitéré les ordres d'évacuation des quartiers d'An Nassar, Ash Sheikh Radwan, du camp de réfugiés d'Ash Shati, Rimal Ash Shamali et Al Janubi, Sabra, Ash Sheikh 'Ajlin et Tel Al Hawa, dans l'ouest de la ville de Gaza. Depuis le 1er décembre, lorsque l'armée israélienne a commencé à ordonner à la population d'évacuer des zones spécifiques, 158 kilomètres carrés, soit 41 pour cent de la bande de Gaza, ont été placés sous de tels ordres. Cette zone abritait 1,38 million de Palestiniens avant le 7 octobre et, par la suite, elle contenait 161 abris hébergeant environ 700 750 personnes déplacées¹⁸⁴.

Le 29 janvier, il existe une forte pénurie de tous les articles non alimentaires essentiels pour les personnes déplacées à l'intérieur et à l'extérieur des abris. Cela comprend 50 000 tentes familiales hivernées, 200 000 ensembles de literie (1 200 000 matelas et couvertures), 200 000 kits de fermeture, 200 000 kits de vêtements d'hiver et du bois de construction pour aider les personnes déplacées à construire des abris auto-construits¹⁸⁵.

Le 29 janvier, l'un des défis auxquels sont confrontées les personnes déplacées est le manque d'outils manuels pour préparer l'emplacement de leurs tentes et les protéger de la pluie et des inondations – car les outils manuels ne sont actuellement pas autorisés à entrer à Gaza¹⁸⁶.

Le 29 janvier, les coupures récurrentes des télécommunications dans la bande de Gaza continuent d'empêcher les populations d'accéder à des informations vitales et entravent d'autres formes de réponse humanitaire¹⁸⁷.

Le 31 janvier, l'UNRWA a signalé que quelque 184 000 personnes s'étaient inscrites pour bénéficier d'une aide humanitaire dans la banlieue ouest de Khan Younis, après avoir été déplacées de la ville de Khan Younis ces derniers jours en raison des ordres d'évacuation et de la poursuite des hostilités¹⁸⁸ :

¹⁸³ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-105>

¹⁸⁴ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-106>

¹⁸⁵ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-106>

¹⁸⁶ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-106>

¹⁸⁷ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-106>

¹⁸⁸ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-108> ; <https://twitter.com/UNRWA/status/1752648739422937233>



Entre le 7 octobre et le 29 janvier 2024, 246 kilomètres carrés, soit 67 % de la bande de Gaza, ont été placés sous ordre d'évacuation. Cette zone abritait 1,78 million de Palestiniens avant le 7 octobre et, fin décembre 2023, elle contenait 210 abris hébergeant plus de 770 000 personnes déplacées. Cela comprend toutes les zones au nord, dont les habitants ont reçu l'ordre d'évacuer fin octobre, ainsi que des zones spécifiques au sud qui doivent être évacuées par l'armée israélienne depuis le 1er décembre¹⁸⁹.

FEVRIER 2024

Le 3 février, l'UNRWA estime qu'environ 75 pour cent des 2,3 millions d'habitants de Gaza, dont plus de la moitié sont des enfants, sont déplacés. Ils sont confrontés à de graves pénuries de nourriture, d'eau, d'abris et de médicaments. Les combats intenses autour de Khan Younis continuent de pousser des milliers de personnes vers la ville méridionale de Rafah. La plupart vivent dans des structures de fortune, des tentes ou à l'air libre, selon l'UNRWA.

¹⁸⁹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-109>

Le 5 février, l'armée israélienne a réannoncé les ordres d'évacuation qui avaient été émis pour la première fois les 23 et 29 janvier pour les résidents de zones spécifiques des gouvernorats de Khan Younis et de Gaza, respectivement¹⁹⁰.

Au 5 février, l'afflux de milliers de personnes déplacées à l'intérieur du pays à Rafah continue d'être signalé, notamment en raison des combats intenses à Khan Younis, combinés à des informations faisant état d'une augmentation des frappes à Rafah les 4 et 5 février. Outre l'insécurité, les personnes déplacées sont confrontées à de graves pénuries de nourriture, d'eau, d'abris et de médicaments¹⁹¹.

Le 5 février, Rafah abrite déjà plus de la moitié de la population de Gaza, soit cinq fois sa population avant le 7 octobre¹⁹².

Au 5 février, et ce depuis le 7 octobre 2023, 246 kilomètres carrés, soit 67 % de la bande de Gaza, ont été placés sous ordre d'évacuation. Cette zone abritait 1,78 million de Palestiniens avant le 7 octobre. Cela comprend toutes les zones au nord de la Bande de Gaza, dont les habitants ont reçu l'ordre d'évacuer fin octobre, ainsi que des zones spécifiques du sud qui doivent être évacuées. Les commandes qui se chevauchent sont prises en compte¹⁹³.

Le 7 février, les combats intenses autour de Khan Younis continuent de pousser des milliers de personnes vers la ville méridionale de Rafah, qui abrite déjà plus de la moitié de la population de Gaza. Le même jour, le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Martin Griffiths, s'est dit extrêmement préoccupé par la sécurité et le bien-être des familles qui « ont enduré l'impensable » en quête de sécurité et se retrouvent désormais confrontées à une perspective qui s'intensifie. Les hostilités s'étendront à Rafah. Il a prévenu : « De nouveaux combats à Rafah risquent de coûter la vie à encore plus de personnes. Cela risque également d'entraver davantage une opération humanitaire déjà limitée par l'insécurité, les infrastructures endommagées et les restrictions d'accès¹⁹⁴.

Le 13 février, des mouvements de population hors de Rafah vers Deir al Balah et le camp de réfugiés d'An Nuseirat ont été signalés, à la suite de l'intensification des frappes aériennes sur Rafah. Cela se produit dans le contexte d'une insécurité alimentaire croissante, de limitations de l'entrée de l'aide, de l'érosion des mécanismes d'adaptation et des perspectives d'une opération terrestre dans la région¹⁹⁵.

Le 13 février, la Société du Croissant-Rouge palestinien a annoncé avoir établi un hôpital de campagne à l'ouest de Rafah pour fournir des services médicaux aux blessés et aux malades malgré la pénurie de fournitures médicales¹⁹⁶ :

¹⁹⁰ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-111>

¹⁹¹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-111>

¹⁹² <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-111>

¹⁹³ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-111>

¹⁹⁴ <https://www.ochaopt.org/content/crisis-enters-fifth-month-further-fighting-rafah-risks-claiming-more-lives-and-exacerbating-humanitarian-needs> ; <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-113>

¹⁹⁵ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-118>

¹⁹⁶ <https://twitter.com/PalestineRCS/status/1757400933166641462?s=20>

← Poster

 **PRCS** 
@PalestineRCS 

 The Palestine Red Crescent teams have established the Al-Quds Field Hospital west of #Rafah Governorate to provide medical services to the wounded and patients despite the shortage of medical supplies.
[Traduire le post](#)



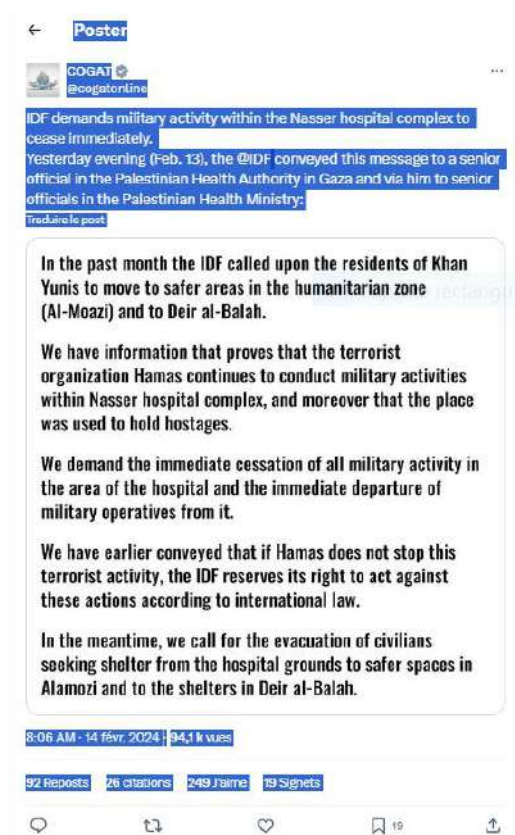
2:46 PM · 13 févr. 2024 · 12,3 k vues

296 Reposts 6 citations 485 J'aime 13 Signets

    13 

Les 13 et 14 février, l'armée israélienne a appelé à l'évacuation des civils cherchant refuge à l'hôpital Nasser, affirmant que des activités militaires étaient menées depuis l'enceinte de l'hôpital¹⁹⁷.

¹⁹⁷ <https://twitter.com/cogatonline/status/1757662477108568249?s=20>



Le 14 février, l'hôpital Nasser de Khan Younis continue d'être assiégé par les chars israéliens et des allégations de tirs de tireurs d'élite en direction de l'hôpital et de ses environs continuent de se produire, mettant en danger la vie de 300 membres du personnel médical, 450 blessés et quelque 10 000 personnes déplacées qui se seraient réfugiées dans l'hôpital. composé¹⁹⁸.

Le 14 février, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a souligné que le droit international humanitaire « protège tous les civils des effets des hostilités, y compris ceux qui pourraient ne pas être en mesure de quitter Rafah »¹⁹⁹ :

¹⁹⁸ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-118>

¹⁹⁹ <https://www.icrc.org/en/document/gaza-increased-armed-hostilities-rafah-pose-disastrous-risk-civilian-lives>

Gaza a enduré quatre mois de conflit de haute intensité. Pour échapper aux combats, de nombreuses personnes ont fui vers le sud de Gaza, où plus de 1,5 million de personnes vivent sur moins de 20 pour cent du territoire de Gaza (environ 60 kilomètres carrés). Aujourd'hui, Rafah est tellement surpeuplée que les personnes déplacées cherchent désespérément un espace libre pour y installer une tente rudimentaire.

La plupart des gens ne sont pas arrivés directement à Rafah, mais ont été déplacés deux, trois ou quatre fois. Il y a un manque de nourriture, d'eau potable, d'assainissement, de soins de santé et de sécurité. En plus d'un stress et d'une peur constants, et compte tenu des blessures, de l'âge et des handicaps, de nombreux résidents sont dans un état d'affaiblissement et courent un risque élevé de mourir d'infections ou de maladies courantes.

Cette réalité doit être gardée à l'esprit lors de la conception et du déploiement des prochaines étapes du conflit. Le droit international humanitaire (DIH) interdit certaines actions, parmi lesquelles les déplacements forcés, l'utilisation de boucliers humains et les attaques aveugles ou causant des morts, des blessés et des destructions disproportionnées parmi les civils.

Si les plans de guerre prévoient l'évacuation de la population avant de telles hostilités, il est essentiel qu'ils tiennent compte de la réalité d'un nombre massif de personnes se déplaçant sur des routes endommagées par les bombes, devant les décombres des bâtiments détruits et dans des zones contaminées par des armes non explosées. Les évacuations doivent garantir que les civils arrivent en toute sécurité et bénéficient de conditions satisfaisantes d'hygiène, de santé, de sécurité et de nutrition, et que les membres d'une même famille ne sont pas séparés. Ils doivent pouvoir regagner leurs foyers dès la fin des hostilités. Il est essentiel de répondre à l'avance à des questions telles que comment transporter en toute sécurité les personnes handicapées, les personnes âgées et les malades, et où une population aussi nombreuse peut se déplacer et résider en toute sécurité avec des besoins fondamentaux satisfaits. De plus, le DIH protège tous les civils des effets des hostilités, y compris ceux qui ne peuvent pas quitter Rafah.

Israël, en tant que puissance occupante, doit veiller à ce que les besoins fondamentaux de la population civile soient satisfaits. En outre, il est nécessaire - et encore plus urgent compte tenu de l'urgence humanitaire et de l'escalade des hostilités - que le filet de l'aide arrivant à Gaza devienne un flux constant et robuste : nourriture, eau potable, articles d'hygiène, médicaments et matériel. assurer l'assainissement de base et permettre un abri adéquat. Depuis fin octobre, une équipe médicale du CICR est stationnée à l'hôpital européen de Gaza et effectue plus d'une douzaine d'interventions chirurgicales urgentes par jour. Les équipes du CICR répondent aux besoins humanitaires, mais nous craignons que les opérations à plus grande échelle continuent d'être entravées par des problèmes d'accès et de sécurité, ainsi que par la contamination par les armes, qui mettent en danger les civils et les humanitaires. Les organisations humanitaires doivent disposer de garanties minimales pour pouvoir transporter l'aide en toute sécurité et atteindre rapidement les personnes dans le besoin.

Le 14 février, le Comité international de la Croix-Rouge a souligné que le droit international humanitaire « protège tous les civils des effets des hostilités, y compris ceux qui pourraient ne pas

être en mesure de quitter Rafah », et a ajouté : « Israël, en tant qu'occupant, pouvoir, doit veiller à ce que les besoins fondamentaux de la population civile soient satisfaits. En outre, il est nécessaire... que le filet de l'aide arrivant à Gaza devienne un flux constant et solide : de la nourriture, de l'eau potable, des articles d'hygiène, des médicaments et du matériel pour assurer l'assainissement de base et permettre un abri adéquat »²⁰⁰.

Au 17 février, jusqu'à 1,7 million de personnes ont été déplacées à travers la bande de Gaza, à plusieurs reprises, selon l'UNRWA²⁰¹. Suite aux intenses bombardements israéliens et aux combats à Khan Younis et Deir al Balah ces derniers jours, un nombre important de Palestiniens se sont installés à Rafah, où l'afflux de personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) a submergé les capacités en matière de santé et d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) pour répondre aux besoins de la population. Entre 150 et 155 installations de l'UNRWA continuent d'héberger des personnes déplacées dans des conditions extrêmement surpeuplées. Selon le Cluster Education, environ 92 pour cent de tous les bâtiments scolaires de Gaza sont utilisés comme abris pour les personnes déplacées et/ou ont subi divers niveaux de dégâts pendant le conflit. L'UNRWA estime qu'au moins 396 personnes déplacées hébergées dans ses abris ont été tuées et au moins 1 383 blessées depuis le 7 octobre et que 158 membres du personnel de l'UNRWA ont été tués au cours de cette période²⁰².

Au 17 février, jusqu'à 1,7 million de personnes ont été déplacées à travers la bande de Gaza, à plusieurs reprises, selon l'UNRWA²⁰³. Suite aux intenses bombardements israéliens et aux combats à Khan Younis et Deir al Balah, un nombre important de Palestiniens se sont installés à Rafah, où l'afflux de personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) a submergé la capacité des services de santé et d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH). pour répondre aux besoins de la population. Selon une récente évaluation des données satellitaires de l'UNOSAT, on estime que plus d'un million de personnes déplacées résident actuellement dans des abris de fortune, la majorité à Rafah²⁰⁴.

Le 20 février, l'armée israélienne a annoncé l'ordre d'évacuer les habitants de deux zones spécifiques de la ville de Gaza vers la zone d'Al Mawasi, à Khan Younis²⁰⁵.

Le 21 février, l'afflux de personnes déplacées migrant vers Rafah a dépassé la capacité en lits disponibles dans les hôpitaux. L'insécurité élevée et l'accès limité aux établissements de santé dans les gouvernorats du nord et du centre continuent de présenter des défis majeurs pour les activités de réponse des partenaires. Le siège persistant des hôpitaux entrave l'accès et la mise en œuvre des activités de réponse. La liste d'attente pour les transferts de patients en dehors de Gaza continue de s'allonger. Les opérations des partenaires continuent d'être affectées négativement par le déplacement du personnel, les tensions sociales et les problèmes de télécommunications. L'accès limité à des installations WASH appropriées entrave la prévention. Les résultats de l'analyse de la situation de vulnérabilité nutritionnelle à Gaza ont été publiés sur le site Web du Global Nutrition

²⁰⁰ <https://www.icrc.org/en/document/gaza-increased-armed-hostilities-rafah-pose-disastrous-risk-civilian-lives>

²⁰¹ <https://www.unrwa.org/resources/reports/unrwa-situation-report-79-situation-gaza-strip-and-west-bank-including-east-jerusalem>

²⁰² <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-121>

²⁰³ <https://www.unrwa.org/resources/reports/unrwa-situation-report-79-situation-gaza-strip-and-west-bank-including-east-jerusalem>

²⁰⁴ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-122>

²⁰⁵ <https://twitter.com/AvichayAdraee/status/175982595769774049?s=20>

Cluster (GNC) et partagés sur les plateformes de médias sociaux du GNC. Cette évaluation a été réalisée par le Groupe de travail NIS-E sous la direction du GNC et coprésidé par le PAM et l'UNICEF²⁰⁶.

Depuis le 7 octobre 2023, environ 67 pour cent de la bande de Gaza ont fait l'objet d'ordres d'évacuation²⁰⁷.

²⁰⁶ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-123>

²⁰⁷ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-122>

3

LES BIENS CIVILS

En décembre 2023, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a mené une évaluation géospatiale, à l'aide d'images satellite, pour analyser les dommages causés au secteur agricole dans la bande de Gaza. Des dégâts importants ont été enregistrés sur 27,5 pour cent de toutes les terres cultivées à Gaza et sur 20,5 pour cent des serres. Quelque 488 puits agricoles ont également été endommagés. Une autre évaluation géospatiale, menée par le Centre satellitaire des Nations Unies (UNOSAT), le 30 janvier 2024, a montré que 34 % des terres arables avaient été endommagées. La plupart des infrastructures du secteur agroalimentaire ont été endommagées, depuis les installations commerciales (fermes d'élevage, magasins de produits et d'intrants, etc.) jusqu'aux installations domestiques, telles que les granges et les refuges pour animaux. Le port de Gaza a été gravement endommagé et la plupart des bateaux de pêche ont été détruits. Vers 13 heures, huit Palestiniens, dont trois enfants et une femme, auraient été tués et 18 autres blessés lorsqu'un immeuble résidentiel situé dans le quartier de l'hôpital Al Koweït, au centre de Rafah, aurait été frappé²⁰⁸.

JANVIER 2024

Le 18 janvier, une attaque aérienne a frappé la maison d'hôtes des organisations à Al Mawasi, une zone désaffectée, comme cela a été expliqué dans un communiqué du 30 janvier²⁰⁹ :

« International Rescue Committee (IRC) and Medical Aid for Palestinians (MAP) can confirm further details of a near-fatal airstrike by the Israeli military on a residential compound housing our Emergency Medical Team (EMT) and members of MAP's local team and their family members in Al Mawasi – the alleged 'safe zone' – in Gaza **on 18 January**, which caused injuries to several team members, significant damage to the building, and required the withdrawal of the six international members of the EMT from Gaza.

Since then, an independent assessment by the UN has concluded that the damage was the result of an airstrike, most likely involving a GBU32 (MK83) missile package. The Israeli military is the only armed actor in Gaza with access to this weaponry. The compound had been submitted to the deconfliction process that is meant to provide added protection for humanitarian personnel. British Government personnel had also confirmed on 22 December that the compound was registered as a 'sensitive site'. The IRC and MAP condemn this unacceptable attack, which is one of many on health and related facilities. We need to know the facts as to why this airstrike took place and receive assurances of non-recurrence. We further demand that our colleagues in Gaza, their families and all civilians and humanitarian workers in Gaza be protected from further attack.

This incident comes in the context of more than 100 days of Israel's bombardment of Gaza, which has caused massive civilian death and injury. Hospitals, shelters, UN buildings and other protected sites have been repeatedly hit - specifically 300 attacks on healthcare facilities - and more than 26,000 people have been killed including more than 300 Palestinian health workers.

²⁰⁸ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-115>

²⁰⁹ <https://www.rescue.org/press-release/irc-and-map-condemn-israeli-airstrike-gaza-compound-housing-emergency-medical-team> ; <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-108>

The IRC and MAP repeat that it is the responsibility of all parties to the conflict to uphold the protection of civilians, as obligated by international humanitarian law. We remain committed to serve the humanitarian imperative according to principles of impartiality, neutrality, and independence by delivering essential life-saving services to civilians who continue to bear the brunt of the fighting. At the moment this is a losing battle, however, as no person or place is safe in Gaza.

As a result of the attack, the EMT – comprising MAP and IRC surgeons and other essential staff – was forced to suspend its life-saving medical work at Nasser Hospital in Khan Yunis. Nasser Hospital is one of the few remaining functioning hospitals in Gaza, and is currently encircled by the Israeli military; access for medical teams and wounded civilians is nearly impossible. We remain concerned for the continued safety of MAP's colleagues in Gaza, many of whom have been displaced again in recent days.

The IRC and MAP repeat our demand for an immediate and sustained ceasefire in Gaza to prevent further harm to civilians and to allow our teams to access and assist those in desperate need. International law prohibiting attacks on aid workers, civilians, and civilian infrastructure must also be upheld, and those responsible for violations held accountable ».

Au 22 janvier, on estime qu'environ 73 000 logements dans la bande de Gaza ont été détruits ou rendus inhabitables, que plus de 290 000 logements ont été endommagés et que plus de 650 000 personnes n'auront plus de logement où rentrer et que beaucoup d'autres ne pourront pas rentrer immédiatement, en raison de l'ampleur des dégâts causés aux infrastructures environnantes, ainsi que du risque posé par les restes explosifs de guerre²¹⁰.

Le 22 janvier, le quartier du centre de formation de Khan Yunis (KYTC) a été frappé. Ce jour-là, six personnes ont été tuées et 16 autres ont été blessées, comme l'a rapporté l'UNRWA, à cause de balles perdues et d'éclats d'obus tombant dans la zone adjacente à l'extérieur du KYTC²¹¹.

Le 24 janvier, un atelier de menuiserie situé à l'intérieur du centre de formation de Khan Yunis (KYTC) a été touché par deux obus de char, provoquant un incendie à l'intérieur de l'atelier, selon l'UNRWA. Le nombre de victimes n'est pas encore confirmé. On estime qu'environ 800 personnes déplacées se sont réfugiées à l'intérieur de l'atelier, tandis que des dizaines de milliers de personnes se seraient réfugiées dans le reste du centre de formation. Malgré l'absence de passage sûr, les personnes déplacées auraient fui le KYTC vers la route côtière en direction de Deir al Balah ou Rafah.

Le 31 janvier 2024, le bureau de l'organisation Humanité et Inclusion (HI) situé dans la ville de Gaza a été détruit lors d'une attaque²¹² :

« HI's office located in Rimal neighbourhood in Gaza City, has been destroyed in a bombing strike on 31 January 2024.

The building is completely destroyed. No HI staff were present, but we do not have information about potential other victims in the surrounding areas. No alert or warning was

²¹⁰ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-102>

²¹¹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-101>

²¹² <https://www.hi.org/en/news/hi-office-in-gaza-destroyed>

given to HI, even though the coordinates of the building were duly communicated to the notification system put in place by the United Nations and Israeli forces to avoid the inadvertent targeting of humanitarian premises.

The priority of our organization is ensuring the safety and well-being of our staff and volunteers in Gaza, as well as to be able to provide assistance to civilians affected by the conflict.

Since October 7, at least 26,751 Palestinians in Gaza have been killed and some 65,636 injured by the ongoing bombardment by Israeli forces. The Israeli retaliation follows the Hamas attacks on October 7, that killed 1,200 Israelis and took 240 Israelis and foreigners hostage.

We are calling on the parties to the conflict to respect International Humanitarian Law. They must ensure the protection of civilians or civilian objects. They must ensure the provision of rapid and unimpeded humanitarian assistance. Medical and humanitarian workers and infrastructure must be protected.

"We are deeply concerned about the pattern of the past months of destroying civilian buildings where NGOs have their offices, schools or civilian's houses. It's again the demonstration that nowhere in Gaza is safe. This must stop, and an immediate, long-lasting ceasefire is the only solution," says Federico Dessi, HI Regional Director in Middle East.

HI firmly and loudly asks to stop the use of explosive weapons in Gaza, as they have a systematic indiscriminate impact on civilians and threatens access to essential services for hundreds of thousands of people, including shelter, water, electricity, and humanitarian assistance. It also impedes the ability of humanitarian aid agencies to respond adequately and quickly to the vast and growing needs of civilians.

Le 31 janvier, un bureau de Handicap International situé dans le quartier de Rimal à Gaza City, a été entièrement détruit lors d'un bombardement²¹³.

« Le bâtiment est complètement détruit. Aucun membre du personnel de HI n'était présent, mais nous ne disposons pas d'informations sur d'éventuelles autres victimes dans les environs. Aucune alerte ou avertissement n'a été donné à HI, bien que les coordonnées du bâtiment aient été dûment communiquées au système de notification mis en place par les Nations Unies et les forces israéliennes pour éviter que des locaux humanitaires ne soient pris pour cible par inadvertance.

La priorité de notre organisation est d'assurer la sécurité et la santé de notre personnel et de nos bénévoles à Gaza, ainsi que de pouvoir fournir une assistance aux civils affectés par le conflit.

Nous appelons les parties au conflit à respecter le droit international humanitaire. Elles doivent assurer la protection des civils et des infrastructures civiles. Elles doivent assurer la

²¹³ <https://www.hi.org/fr/actualites/destruction-d-un-bureau-de-hi-a-gaza>

fourniture d'une aide humanitaire rapide et sans entrave. Le personnel médical et humanitaire ainsi que leurs infrastructures doivent être protégés.

« Nous sommes profondément préoccupés par le fait que ces derniers mois, de nombreux bâtiments civils où des ONG ont leurs bureaux, des écoles ou des habitations de civils ont été détruits. C'est, une fois de plus, la démonstration que nulle part à Gaza la population n'est en sécurité. Cela doit cesser, et pour cela un cessez-le-feu immédiat et durable est la seule solution », commente Federico Dessi, Directeur régional de HI au Moyen-Orient.

HI demande haut et fort de mettre fin à l'utilisation des armes explosives à Gaza, car elles ont un impact systématique et aveugle sur les civils et menacent l'accès aux services essentiels pour des centaines de milliers de personnes, notamment les abris, l'eau, l'électricité et l'aide humanitaire. Elles empêchent également les agences d'aide humanitaire de répondre de manière adéquate et rapide aux besoins considérables et croissants des civils ».

FEVRIER 2024

Le 2 février, la destruction de blocs résidentiels a été signalée dans le quartier d'Al Sabra, dans la ville de Gaza, ainsi que dans deux blocs du sud et de l'est de Khan Younis. Aucune victime n'est signalée²¹⁴.

Le 3 février, un immeuble résidentiel aurait été détruit dans le centre de Khan Younis. Aucune victime n'est signalée²¹⁵.

Le 4 février, des rapports font état de destructions importantes de blocs résidentiels à travers Gaza, en particulier à Khan Younis, par les forces israéliennes. Aucune victime n'est signalée.²¹⁶

Le 5 février, les rapports faisant état d'importantes destructions de blocs résidentiels et de tours à travers Gaza par les forces israéliennes, en particulier à Khan Younis, se sont poursuivis²¹⁷.

Le 5 février, des bombardements contre des places résidentielles, des immeubles et un immeuble résidentiel de grande hauteur ont été signalés dans le nord et le centre de Khan Younis, ainsi que le gratte-ciel résidentiel Hamad, dans l'ouest de la ville de Khan Younis. Une place résidentielle dans le quartier de Jourat Al Aqqad, à Khan Younis, aurait également été touchée, tandis que plusieurs bâtiments résidentiels auraient été touchés dans le camp de Khan Younis. Aucune victime n'a été signalée dans ces incidents²¹⁸.

Le 8 février, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Volker Türk, a déclaré que « les Forces de défense israéliennes (FDI) seraient en train de détruire tous les bâtiments de la bande de Gaza qui se trouvent à moins d'un kilomètre de la clôture Israël-Gaza, nettoyant ainsi la zone avec l'objectif de créer une « zone tampon ». Les destructions effectuées pour créer une « zone

²¹⁴ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-110>

²¹⁵ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-110>

²¹⁶ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-110>

²¹⁷ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-112>

²¹⁸ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-112>

tampon » à des fins de sécurité générale ne semblent pas compatibles avec l'exception étroite des « opérations militaires » énoncée dans le droit international humanitaire. Depuis fin octobre 2023, mon Bureau a enregistré des destructions et des démolitions généralisées par les FDI d'infrastructures civiles et autres, notamment de bâtiments résidentiels, d'écoles et d'universités dans des zones où les combats n'ont pas ou plus lieu. Israël n'a pas fourni de raisons convaincantes pour justifier une destruction aussi importante des infrastructures civiles. Une telle destruction d'habitations et d'autres infrastructures civiles essentielles renforce également le déplacement des communautés qui vivaient dans ces zones avant l'escalade des hostilités, et semble avoir pour objectif ou pour effet de rendre impossible le retour des civils dans ces zones. Je rappelle aux autorités que le transfert forcé de civils peut constituer un crime de guerre »²¹⁹.

Le 10 février, l'armée israélienne a détruit le mur d'enceinte ouest d'une école de Khan Younis accueillant quelque 700 personnes déplacées et les aurait forcées à évacuer, selon l' UNRWA²²⁰.

Le 10 février, le Cluster Education a publié une évaluation par satellite des dégâts causés aux écoles de la bande de Gaza afin de vérifier l'étendue des dégâts depuis le 7 octobre 2023 et jusqu'à fin janvier 2024. L'évaluation a révélé que 162 bâtiments scolaires ont été directement touchés, représentant près de 30 pour cent du total des 563 bâtiments scolaires à Gaza²²¹.

Le 10 février, l'armée israélienne a tiré sur une école abritant des personnes déplacées à Khan Younis, tuant un Palestinien, selon l'UNRWA²²². L'Agence estime qu'au moins 396 personnes déplacées hébergées dans ses abris ont été tuées et au moins 1 379 autres blessées depuis le 7 octobre²²³.

Le 12 février, la mosquée Al Huda à Rafah, qui abritait des personnes déplacées, a été détruite par l'armée de l'air israélienne, tuant cinq Palestiniens et en blessant plusieurs autres²²⁴.

Entre le 25 janvier et le 13 février, les combats intenses à Khan Younis ont causé des pertes en vies humaines et des dégâts aux infrastructures civiles, notamment au plus grand abri de l'UNRWA dans la zone sud, le Centre de formation de Khan Younis (KYTC). Cela contraint des milliers de Palestiniens à fuir plus au sud, vers Rafah, qui est gravement surpeuplé²²⁵.

Au 19 février, l'escalade des hostilités a considérablement endommagé les infrastructures essentielles, notamment les routes, l'électricité et les systèmes d'approvisionnement en eau, exacerbant ainsi les graves obstacles à la distribution efficace de la nourriture²²⁶.

²¹⁹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-115>

²²⁰ <https://www.unrwa.org/resources/reports/unrwa-situation-report-76-situation-gaza-strip-and-west-bank-including-east-jerusalem>

²²¹ <https://reliefweb.int/report/occupied-palestinian-territory/verification-damages-schools-based-proximity-damaged-sites-gaza-occupied-palestinian-territory-10-february-2024>

²²² <https://www.unrwa.org/resources/reports/unrwa-situation-report-76-situation-gaza-strip-and-west-bank-including-east-jerusalem>

²²³ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-117>

²²⁴ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-117>

²²⁵ <https://www.unrwa.org/resources/reports/unrwa-situation-report-76-situation-gaza-strip-and-west-bank-including-east-jerusalem>

²²⁶ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-121>

Le 21 février, Médecins sans Frontières a signalé qu'un refuge abritant le personnel de MSF et leurs familles dans la région d'Al Mawasi, à l'ouest de Khan Younis, avait été bombardé. En conséquence, au moins deux membres de la famille du personnel MSF ont été tués et six autres ont été blessés, dont deux enfants brûlés, tous évacués par les équipes médicales du Croissant-Rouge palestinien (PRCS) vers l'hôpital de campagne de l'International Medical Corps à Rafah, en coordination avec OCHA. Depuis le 7 octobre, 160 membres du personnel de l'ONU ont été tués à Gaza²²⁷.

²²⁷ <https://twitter.com/MSF/status/1760078090963677297>

PRESSE

- February 4, 2023 - Le Monde : En Belgique, vive polémique avec Israël après la destruction d'installations belges dans la bande de Gaza
- February 8, 2024 - UN : « L'ONU dénonce la destruction généralisée d'infrastructures civiles par l'armée israélienne à Gaza »
- February 12, 2024 – UJFP, « Témoignage poignant de Gaza : les gens cherchent à fuir les bombardements, mais ne savent pas où aller »

- **February 4, 2023 - Le Monde : En Belgique, vive polémique avec Israël après la destruction d'installations belges dans la bande de Gaza**

L'agence de développement Enabel, installée à Gaza, a vu ses bureaux s'effondrer après une frappe menée par l'Etat hébreu. Convoquée par la ministre des affaires étrangères à Bruxelles, l'ambassadrice israélienne a dit évoquer l'ouverture d'une enquête.

https://www.lemonde.fr/international/article/2024/02/04/en-belgique-vive-polemique-avec-israel-apres-la-destruction-d-installations-belges-detruites-a-gaza_6214735_3210.html

Par Jean-Pierre Stroobants (Bruxelles, correspondant)

La ministre des affaires étrangères belge, Hadja Lahbib, a convoqué, vendredi 2 février, l'ambassadrice israélienne en Belgique pour lui demander des explications et exprimer la « *ferme condamnation* » de la destruction, par l'armée israélienne, mercredi 31 janvier, des bureaux d'Enabel, une agence belge de développement installée à Gaza.

Les bureaux, évacués à temps par le personnel, étaient répartis sur deux niveaux dans un immeuble de six étages, dans le nord de la bande de Gaza. Le bâtiment abritait également les bureaux de l'ONG Handicap International.

« *La destruction des infrastructures civiles est absolument inacceptable et n'est pas conforme au droit international* », a vilipendé le ministère belge, en appelant à un cessez-le-feu immédiat de toutes les parties et à la reprise des négociations en vue d'une solution à deux Etats. Le gouvernement dit aussi vouloir consulter ses partenaires européens en vue d'obtenir l'indemnisation des infrastructures endommagées par Israël et financées par l'Union européenne et ses pays membres.

L'ambassadrice israélienne, Idit Rosenzweig-Abu, a affirmé que son gouvernement menait une enquête pour déterminer si les bureaux d'Enabel avaient été frappés par l'armée de son pays. « *Dès que nous aurons ces informations, nous les partagerons* [avec les autorités belges] », a-t-elle assuré.

« Plus qu'un pas de trop »

La ministre de la coopération belge, Caroline Gennez, une socialiste flamande qui avait prôné rapidement l'adoption de sanctions contre Israël lors du déclenchement de la guerre le 7 octobre 2023, a évoqué ce qui est, selon elle, « *plus qu'un pas de trop* » de la part de l'armée israélienne. Tout en se disant incapable de déterminer si la destruction des infrastructures d'Enabel était intentionnelle ou non. Des images du bombardement ne permettraient pas de trancher si le bâtiment était visé délibérément, ou détruit après une erreur de tir.

Les autorités israéliennes ne pouvaient en tout cas ignorer que le bâtiment abritait l'agence belge, active depuis 1997 et chargée notamment d'améliorer l'infrastructure scolaire et d'aider à la création d'entreprises. Enabel collaborait avec l'agence officielle israélienne responsable de la coordination des activités dans les territoires palestiniens.

Depuis le déclenchement du conflit, les relations entre la Belgique et Israël sont très tendues. M^{me} Rosenzweig-Abu avait suscité une première polémique avec les autorités de Bruxelles en

novembre 2023 quand elle avait critiqué le journal flamand *De Morgen*, qui avait publié un photomontage montrant côte à côte des otages israéliens libérés et des prisonniers palestiniens. Le quotidien avait titré : « *Israélien ou palestinien, c'est toujours le père ou l'enfant de quelqu'un.* »

Le nom de Marc Dutroux

M^{me} Rosenzweig-Abu avait réagi en évoquant, sur le réseau social X, le tueur pédophile Marc Dutroux, « *qui était aussi l'enfant de quelqu'un* ». « *Cela ne veut pas dire que c'est OK de le comparer à ses victimes* », jugeait la diplomate, avant de retirer son message. Se disant « *désolée* » d'avoir évoqué le criminel, elle avait remplacé ensuite son nom par celui de Salah Abdeslam, le seul survivant des commandos terroristes de l'Etat islamique qui ont frappé Paris en novembre 2015.

A l'époque, M^{me} Lahbib, une libérale francophone, n'avait pas convoqué l'ambassadrice, suscitant l'incompréhension de ses partenaires socialistes au sein du gouvernement fédéral. « *Jeter de l'huile de feu n'aidera en rien (...). C'est le message que mon cabinet a clairement fait passer à l'ambassadrice* », avait fait savoir la ministre, en disant avoir entendu les excuses de l'ambassadrice dans les médias.

Quelques jours plus tôt, l'ambassadeur de Belgique à Tel-Aviv avait, lui, été convoqué par le gouvernement israélien, très critique face à des déclarations du premier ministre Alexander De Croo. En déplacement dans la région avec son homologue espagnol, Pedro Sanchez, le chef du gouvernement belge avait déclaré fin novembre, à Rafah, que l'opération militaire israélienne devait respecter le droit humanitaire international. « *La mort de civils doit cesser maintenant. Trop de personnes ont péri. La destruction de Gaza est inacceptable* », avait-il déclaré.

Jean-Pierre Stroobants(Bruxelles, correspondant)

- **February 8, 2024 - UN : « L'ONU dénonce la destruction généralisée d'infrastructures civiles par l'armée israélienne à Gaza »**

<https://news.un.org/fr/story/2024/02/11429978> février 2024

L'armée israélienne serait en train de détruire tous les bâtiments de la bande de Gaza situés à moins d'un kilomètre de la barrière entre Israël et Gaza, nettoyant ainsi la zone dans le but de créer une « zone tampon », a dénoncé jeudi le chef des droits de l'homme de l'ONU, Volker Türk.

« Je souligne aux autorités israéliennes que l'article 53 de la Quatrième Convention de Genève interdit la destruction par la Puissance occupante des biens appartenant à des particuliers 'sauf lorsque cette destruction est rendue absolument nécessaire par des opérations militaires' », a-t-il dit dans une note à la presse.

Selon le Haut-Commissaire aux droits de l'homme, les destructions effectuées pour créer une « zone tampon » à des fins de sécurité générale « ne semblent pas compatibles avec l'exception étroite des 'opérations militaires' énoncée dans le droit international humanitaire ». « En outre, une destruction massive de biens, non justifiée par des nécessités militaires et effectuée illégalement et sans motif, équivaut à une grave violation de la Quatrième Convention de Genève et à un crime de guerre », a-t-il ajouté.

Depuis fin octobre 2023, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a enregistré des destructions et des démolitions généralisées par l'armée israélienne d'infrastructures civiles et autres, notamment de bâtiments résidentiels, d'écoles et d'universités dans des zones où les combats n'ont pas ou plus lieu. Ces démolitions ont également eu lieu à Beit Hanoun au nord de Gaza, à As Shujaiyeh dans la ville de Gaza et au camp An Nuseirat au centre de Gaza. Des démolitions ont aussi été signalées dans d'autres régions, la destruction de nombreux bâtiments et blocs résidentiels ayant eu lieu à Khan Younis ces dernières semaines.

« Israël n'a pas fourni de raisons convaincantes pour expliquer une destruction aussi importante d'infrastructures civiles », a dit M. Türk.

Cette destruction d'habitations et d'autres infrastructures civiles essentielles « renforce également le déplacement des communautés qui vivaient dans ces zones avant l'escalade des hostilités, et semble avoir pour objectif ou pour effet de rendre impossible le retour des civils dans ces zones », a-t-il ajouté, rappelant aux autorités que « le transfert forcé de civils peut constituer un crime de guerre ».

Des gens marchent au milieu d'immeubles détruits dans le centre de la ville de Gaza.

Soins de santé extrêmement précaires

Quatre mois après le début de l'escalade des hostilités dans l'enclave palestinienne, les agences humanitaires des Nations Unies alertent sur une préoccupante insécurité alimentaire et l'effondrement des services de santé à Gaza.

Tweet URL

Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), les soins de santé restent extrêmement précaires à Gaza, en raison de la poursuite des bombardements et des hostilités, du manque de fournitures et de personnel médical, des restrictions d'accès et de la détérioration rapide des conditions sanitaires. Outre les problèmes d'accès des missions de soutien aux hôpitaux et aux installations fournissant des services d'eau, d'hygiène et d'assainissement (WASH) dans les zones situées au nord de Gaza, il n'y a pas d'hôpital pleinement fonctionnel à Gaza, selon un décompte effectué le 7 février.

Dans le même temps, « 36% des hôpitaux et 17% des centres de soins de santé primaires ne sont que partiellement fonctionnels, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS) », a détaillé l'OCHA dans son rapport de situation humanitaire sur Gaza.

Cette alerte des agences humanitaires intervient alors que « d'intenses bombardements israéliens aériens, terrestres et maritimes continuent d'être signalés dans une grande partie de la bande de Gaza, en particulier à l'intérieur et autour de Khan Younis, entraînant de nouvelles victimes civiles, des déplacements et la destruction d'infrastructures civiles ». Des opérations au sol et des combats entre les forces israéliennes et les groupes armés palestiniens continuent également d'être signalés dans une grande partie de la bande de Gaza.

Violents combats près des hôpitaux de Khan Younis

Selon l'OCHA, ces violents combats près des hôpitaux Nasser et Al Amal à Khan Younis continuent de mettre en péril la sécurité du personnel médical, des blessés et des malades, ainsi que des personnes déplacées à l'intérieur du pays qui ont trouvé refuge dans ces hôpitaux. Le 7 février, le Croissant-Rouge palestinien a signalé que des véhicules militaires israéliens positionnés devant l'hôpital Al Amal avaient tiré directement sur le bâtiment, faisant deux blessés.

Le même jour, le Croissant-Rouge palestinien a également signalé qu'un patient de 77 ans était décédé en raison de la pénurie d'oxygène à l'hôpital Al Amal. Deux jours plus tôt, quelque 8.000 patients et personnes déplacées avaient évacué cet hôpital et le siège du Croissant-Rouge palestinien, après que l'armée israélienne a garanti un passage sûr vers la zone d'Al Mawasi à Khan Younis. « Cependant, une centaine de membres du personnel médical et de bénévoles, ainsi que des patients âgés et des personnes handicapées, qui ne pouvaient être déplacés, sont restés à l'hôpital », a précisé l'OCHA.

Sur un autre plan, les combats intenses autour de Khan Younis continuent de pousser des milliers de personnes vers la ville méridionale de Rafah, qui accueille déjà plus de la moitié de la population de Gaza.

« La poursuite des combats à Rafah risque de coûter la vie à encore plus de personnes. Ils risquent également d'entraver davantage une opération humanitaire déjà limitée par l'insécurité, les infrastructures endommagées et les restrictions d'accès », a déclaré le 7 février, le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordinateur des secours d'urgence, Martin Griffiths.

Une hausse sensible des cas de malnutrition aiguë

Par ailleurs, le risque de famine à Gaza augmente de jour en jour, en particulier pour les quelque 300.000 personnes vivant dans le nord de la bande de Gaza, qui ont été principalement coupées de l'aide et où les évaluations de la sécurité alimentaire révèlent les besoins les plus importants, selon le Programme alimentaire mondial (PAM). La dernière fois que l'UNRWA a pu effectuer une distribution de nourriture dans le nord de Gaza, c'était le 23 janvier dernier.

Ces hostilités couplées à de graves pénuries alimentaires, l'effondrement des services de santé accroissent les risques de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes et celles qui allaitent. Une nouvelle étude des partenaires humanitaires pointe vers une augmentation sensible des cas de malnutrition aiguë, soit 12 fois plus que le taux qui prévalait avant les hostilités.

En outre, les résultats récents des dépistages de la malnutrition font état d'une forte augmentation du taux de malnutrition aiguë globale chez les enfants âgés de 6 à 59 mois, le taux de malnutrition aiguë globale pour le nord de Gaza (16,2%) étant supérieur au seuil critique de 15% fixé par l'OMS.

Ces premières conclusions suggèrent que sans des services adéquats de prévention et de traitement, la situation ne peut que s'aggraver. A noter que les partenaires humanitaires ont apporté la semaine dernière une aide nutritionnelle supplémentaire à près de 42.000 enfants de moins de 5 ans et de 4.000 femmes enceintes et qui allaitent.

- **February 12, 2024 – UJFP, « Témoignage poignant de Gaza : les gens cherchent à fuir les bombardements, mais ne savent pas où aller »**

<https://ujfp.org/temoignage-de-gaza-le-12-fevrier-2024/>

(par téléphone et par WhatsApp)

Actuellement, il y a des bombardements sévères tout au long de la bande de Gaza.

Hier, il y a eu des tirs sur l'école où sont réfugiés les paysans de la zone Abu-Taïma Abassan. Par des tanks, mais aussi appuyés par des tirs de snipers. Il y a deux morts et 50 blessés.

Alors aujourd'hui les paysans ont réussi à s'échapper de l'école où ils étaient assiégés, ils sont partis en face de la mer (sur la côte de Khan Younis). Ils ont juste trouvé une place où s'arrêter, ils n'ont aucun abri. Comprenez bien qu'il s'agit d'un grand nombre de personnes. Je vais les visiter demain matin et voir avec eux ce qu'il serait possible de faire. Je vous dit aussitôt.

Que faire ? On avait envisagé il y a une semaine, s'ils pouvaient venir à Rafah, des structures en bois et une couverture plastique – mais nous n'avions pas trouvé de donateurs pour ces couvertures. Rafah est maintenant un endroit très dangereux. Il faudrait avoir un peu de visibilité avant d'engager des dépenses, mais justement nous n'avons pas cette visibilité.

Les gens sont en train de s'échapper en masse de Rafah, vers Nusseirat et Deir-al-Balah. Hier (dimanche) et aujourd'hui, nous avons servi les repas dans notre zone d'al Mawasi. Quand je suis revenu vers Nusseirat, j'ai vu une quantité de camions, chargés. J'ai demandé où ils allaient, ils m'ont dit à Deir-al-Balah, et après on cherchera une place où s'arrêter.

Et effectivement on voit maintenant des « tentes » des deux côtés de la route. Est-ce qu'on va se retrouver avec tout Gaza en zone médiane ?

Netanyaou ne sait pas ce qu'il veut faire, les gens ne savent pas où aller. On ne comprend rien – mais les bombardements continuent partout dans le bande de Gaza. Les gens cherchent à fuir, mais ne savent pas où aller !

Avec l'augmentation de la fréquence des bombardements dans toutes les zones de Rafah depuis plus de deux semaines, les réfugiés observent avec prudence l'accélération des conditions dans cette petite zone qui compte plus d'un million de personnes. Au cours des deux derniers jours, l'occupation a intensifié ses attaques dans cette zone bondée de personnes déplacées, tuant plus d'une centaine de personnes lors d'une opération de sauvetage d'otages dans la zone d'Al-Shaboura dans la ville de Rafah. Cette opération, au cours de laquelle l'occupation a réussi à libérer deux otages, donnera à l'occupation une excuse pour envahir Rafah après que la communauté internationale a refusé à l'occupation d'entrer dans la ville de Rafah en raison du grand nombre de personnes déplacées qui s'y trouvent, pour une sécurité qui n'existe plus dans toutes les parties de la bande de Gaza.

Lors de notre retour de notre travail dans la zone de Mawasi Rafah, où nous fournissons des repas aux personnes déplacées, nous avons constaté une forte affluence vers le nord, et le voyage de retour vers Nusseirat nous a pris plus de deux heures, alors que cette route nous prend habituellement une vingtaine de minutes, et ce parce que les personnes déplacées fuient vers Deir al-Balah et Nusseirat.

Nous suivons attentivement la situation sur place et agissons en fonction de l'évolution de la situation sur le terrain.

Quant à la ville de Khan Yunis, l'occupation a détruit des centaines de maisons, d'écoles, de cliniques et certains hôpitaux, entraînant le déplacement de la plupart de ses habitants. L'occupation ne s'est pas limitée à cela, mais a également visé des écoles remplies de personnes déplacées qui ont été informées par l'UNRWA qu'elles étaient en sécurité, alors que c'est le contraire qui s'est produit. Hier soir, des chars ont bombardé l'école de familles d'agriculteurs avec un obus, tuant deux personnes et blessant cinquante personnes des familles d'agriculteurs qui étaient en sécurité à l'intérieur de l'école. Aujourd'hui, l'école a été complètement évacuée et ces familles croupissent depuis cet après-midi dans une zone située au bord de la mer de Khan Yunis, au milieu du froid et à l'air libre.

Demain matin, nous nous rendrons dans la zone de Khan Yunis où se trouvent les familles de fermiers, pour leur apporter de l'aide et faire le nécessaire pour eux.

3

L'UNRWA

JANVIER 2024

Le 23 janvier, le commissaire général de l'UNRWA, Philippe Lazzarini, a rapporté que l'un des plus grands abris de l'UNRWA, le centre de formation de Khan Younis, avait été frappé la veille lors d'opérations militaires, tuant au moins six personnes déplacées. Le centre accueille 40 000 personnes déplacées et 140 naissances y ont été enregistrées depuis le début de la guerre²²⁸ :



Le 27 janvier, le Commissaire général de l'UNRWA a mis en garde contre la menace qui pèse sur le travail humanitaire en cours de l'Agence, notamment à Gaza, suite à la décision d'un certain nombre de pays donateurs de suspendre temporairement leur financement²²⁹ :

²²⁸ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-100>

²²⁹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-104>;

<https://www.unrwa.org/newsroom/official-statements/unrwa%E2%80%99s-lifesaving-aid-may-end-due-funding-suspension>

« Nine countries have as of today temporarily suspended their funding to UNRWA. These decisions threaten our ongoing humanitarian work across the region including and especially in the Gaza Strip.

It is shocking to see a suspension of funds to the Agency in reaction to allegations against a small group of staff, especially given the immediate action that UNRWA took by terminating their contracts and asking for a transparent independent investigation. The United Nations Office of Internal Oversight Services (OIOS), the highest investigative authority in the UN system, has already been seized of this very serious matter.

UNRWA is the primary humanitarian agency in Gaza, with over 2 million people depending on it for their sheer survival. Many are hungry as the clock is ticking towards a looming famine. The Agency runs shelters for over 1 million people and provides food and primary healthcare even at the height of the hostilities.

In its ruling yesterday, the International Court of Justice ordered that “Israel must take immediate and effective measures to enable the provision of urgently needed basic services and humanitarian assistance to address the adverse conditions of life faced by Palestinians in the Gaza Strip”. These measures are aimed at preventing irreparable damage to the rights of Palestinians.

The only way that this can be done is through cooperation with international partners, especially UNRWA as the largest humanitarian actor in Gaza. Some 3,000 core staff out of 13,000 in Gaza continue to report to work, giving their communities a lifeline which can collapse anytime now due to lack of funding.

It would be immensely irresponsible to sanction an Agency and an entire community it serves because of allegations of criminal acts against some individuals, especially at a time of war, displacement and political crises in the region.

UNRWA shares the list of all its staff with host countries every year, including Israel. The Agency never received any concerns on specific staff members.

Meanwhile, an investigation by OIOS into the heinous allegations will establish the facts. Moreover, as I announced on 17 January, an independent review by external experts will help UNRWA strengthen its framework for the strict adherence of all staff to the humanitarian principles.

I urge countries who have suspended their funding to re-consider their decisions before UNRWA is forced to suspend its humanitarian response. The lives of people in Gaza depend on this support and so does regional stability ».

Le 28 janvier, le Secrétaire général de l'ONU a également vivement appelé « les gouvernements qui ont suspendu leurs contributions à garantir au moins la continuité des opérations de l'UNRWA²³⁰ :

« The United Nations is taking swift action following the extremely serious allegations against several UN Relief and Works Agency (UNRWA) staff members. An investigation by

²³⁰ <https://www.un.org/sg/en/content/sg/statement/2024-01-28/statement-the-secretary-general-unrwa>

the UN's Office of Internal Oversight Services (OIOS) was immediately activated.

Of the 12 people implicated, nine were immediately identified and terminated by the Commissioner-General of UNRWA, Philippe Lazzarini; one is confirmed dead, and the identity of the two others is being clarified.

Any UN employee involved in acts of terror will be held accountable, including through criminal prosecution. The Secretariat is ready to cooperate with a competent authority able to prosecute the individuals in line with the Secretariat's normal procedures for such cooperation.

UNRWA had also previously announced a full, independent review of the organization on 17 January.

Meanwhile, 2 million civilians in Gaza depend on critical aid from UNRWA for daily survival but UNRWA's current funding will not allow it to meet all requirements to support them in February. While I understand their concerns – I was myself horrified by these accusations – I strongly appeal to the governments that have suspended their contributions to, at least, guarantee the continuity of UNRWA's operations.

The abhorrent alleged acts of these staff members must have consequences. But the tens of thousands of men and women who work for UNRWA, many in some of the most dangerous situations for humanitarian workers, should not be penalized. The dire needs of the desperate populations they serve must be met ».

Le 28 janvier, le secrétaire général adjoint de l'ONU aux affaires humanitaires et coordonnateur des secours d'urgence, Martin Griffiths, a déclaré : «



Le 29 janvier, selon l'UNRWA, 10 personnes déplacées ont été tuées et plusieurs autres blessées à la suite d'une frappe de missile israélien dans une salle de classe d'une école de la ville de Gaza²³¹. Au moins 372 personnes déplacées hébergées dans les abris de l'UNRWA ont été tuées et 1 335 blessées depuis le 7 octobre²³².

Le 30 janvier, les dirigeants du Comité permanent inter-organisations ont évoqué les récentes décisions prises par divers États membres de suspendre le financement de l'UNRWA, avertissant que de telles actions auraient « des conséquences catastrophiques pour la population de Gaza », car aucun autre service n'a la capacité de fournir l'aide dont ont besoin les 2,2 millions de personnes à Gaza. Ils ont appelé les donateurs à reconsidérer ces décisions, qui font suite aux allégations israéliennes selon lesquelles plusieurs membres du personnel de l'UNRWA seraient impliqués dans les attaques du 7 octobre contre Israël. Qualifiant ces attaques d'odieuses, les dirigeants ont rappelé la déclaration du Secrétaire général selon laquelle "tout employé de l'ONU impliqué dans des actes de terrorisme sera tenu pour responsable"²³³ :

« The allegations of involvement of several UNRWA staff in the heinous attacks on Israel on 7 October are horrifying. As the Secretary-General has said, any UN employee involved in acts of terror will be held accountable.

However, we must not prevent an entire organization from delivering on its mandate to serve people in desperate need.

The harrowing events that have been snowballing in Gaza since 7 October have left hundreds of thousands of people homeless and on the brink of famine. UNRWA, as the largest humanitarian organisation in Gaza, has been providing food, shelter and protection, even as its own staff members were being displaced and killed.

Decisions by various Member States to pause funds from UNRWA will have catastrophic consequences for the people of Gaza. No other entity has the capacity to deliver the scale and breadth of assistance that 2.2 million people in Gaza urgently need.

We appeal for these decisions to be reconsidered.

UNRWA has announced a full, independent review of the organization, and the UN's Office of Internal Oversight Services has been activated.

Withdrawing funds from UNRWA is perilous and would result in the collapse of the humanitarian system in Gaza, with far-reaching humanitarian and human rights consequences in the occupied Palestinian territory and across the region.

The world cannot abandon the people of Gaza ».

²³¹ <https://mailchi.mp/unrwa/unrwa-situation-report-71-on-the-gaza-strip-and-west-bank-including-east-jerusalem-12675941?e=eacfc6d62b>

²³² <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-106>

²³³ <https://www.ochaopt.org/content/statement-principals-inter-agency-standing-committee-we-cannot-abandon-people-gaza>

Signatories:

- Mr. Martin Griffiths, Emergency Relief Coordinator and Under-Secretary-General for Humanitarian Affairs (OCHA)
- Dr. Qu Dongyu, Director-General, Food and Agriculture Organization (FAO)
- Ms. Jane Backhurst, Chair, ICVA (Christian Aid)
- Mr. Jamie Munn, Executive Director, International Council of Voluntary Agencies (ICVA)
- Ms. Amy E. Pope, Director General, International Organization for Migration (IOM)
- Mr. Volker Türk, United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR)
- Ms. Paula Gaviria Betancur, United Nations Special Rapporteur on the Human Rights of Internally Displaced Persons (SR on HR of IDPs)
- Mr. Achim Steiner, Administrator, United Nations Development Programme (UNDP)
- Dr. Natalia Kanem, Executive Director, United Nations Population Fund (UNFPA)
- Mr. Filippo Grandi, United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR)
- Mr. Michal Mlynár, Executive Director a.i., United Nations Human Settlement Programme (UN-Habitat)
- Ms. Catherine Russell, Executive Director, UN Children's Fund (UNICEF)
- Ms. Sima Bahous, Under-Secretary-General and Executive Director, UN Women
- Ms. Cindy McCain, Executive Director, World Food Programme (WFP)
- Dr. Tedros Adhanom Ghebreyesus, Director-General, World Health Organization (WHO)

Le 31 janvier, le chef des secours de l'ONU a fait une déclaration au Conseil de sécurité :

« Each day that passes only deepens the misery and suffering of people in Gaza.

The number of people killed in Gaza has reportedly now surpassed 26,000, and the number of injured reportedly more than 65,000, according to Gaza's Ministry of Health. The vast majority are women and children. Just 14 of the 36 hospitals in Gaza are functional, and those only partially. They face severe shortages of medical staff and supplies. Fierce fighting has continued in the vicinity of the Nasser and Al-Amal hospitals in Khan Younis, jeopardizing the safety of medical staff, the wounded and the sick, as well as the thousands of internally displaced persons seeking refuge there.

This intense fighting around Khan Younis continues to drive thousands of people into Rafah, which is already hosting over half of Gaza's population of 2.2 million people. Across Gaza, over 60 per cent of housing units are reportedly destroyed or damaged. We now estimate that some 75 per cent of the total population are displaced. Their living conditions are abominable and worsening by the day. Heavy rains are flooding the makeshift tent camps, forcing children, parents and the elderly to sleep in the mud.

Food insecurity continues to mount. And clean water is almost completely inaccessible. With little public health support available, preventable diseases are rife, and will continue to spread.

Mr. President,

As I mentioned in my briefing to the Council a couple of weeks ago, the further spread of hostilities southwards – along with the increasing deprivation and desperation of people there - can only be expected to increase the pressure for mass displacement into neighbouring countries. Some Palestinians in Gaza have already been able to leave through Egypt.

In the meantime, there are also seriously injured or sick patients unable to receive care in Gaza and for whom medical evacuations should be swiftly facilitated. This is in line with international humanitarian law, which in certain circumstances encourages arrangements for the evacuation of the wounded and sick, persons with disabilities, older persons, children and pregnant women. I want to emphasize once again that any persons displaced from Gaza must be guaranteed the right to voluntarily return, as international law demands.

Mr. President,

I know the Council heard yesterday from Under-Secretary-General Kaag, the Senior Humanitarian and Reconstruction Coordinator, regarding her efforts to expedite the delivery of humanitarian assistance to Gaza. The ability of the humanitarian community to reach the people of Gaza with relief remains grossly inadequate. This is not for want of trying.

Despite the hazardous conditions on the ground, we are distributing food items to shelters and supporting the remaining bakeries. We are delivering medicines and medical supplies and helping to relocate patients. And we are delivering water, hygiene kits and cleaning kits, tents, tarpaulin sheets, and blankets. But all in quantities that are far from adequate. If the people of Gaza are to receive anything approaching the amount of humanitarian assistance they need and deserve, urgent steps must be taken.

First, we need to be able to deliver and distribute supplies safely. This means we need significantly improved security assurances.

Second, we need to establish a predictable flow of supplies.

Finally, we need rapid and unimpeded access.

Humanitarian supplies must be able to enter Gaza via multiple points, from Egypt and Israel. This would help clear bottlenecks and speed up delivery of supplies.

We continue to face the frequent rejection for entry of much needed items into Gaza by Israel, for unclear, inconsistent and often unspecified reasons. We must also have access to civilians in need across Gaza.

At present, our access to Khan Younis, the Middle Area and North Gaza is largely absent. Jamie McGoldrick, Deputy Special Coordinator/Resident Coordinator /Humanitarian Coordinator ad interim, is leading efforts to scale up operations in critical areas. His efforts depend on security assurances and the facilitation of both entry and movement of personnel and critical supplies. And we will of course be working closely with Under-Secretary-General Kaag on efforts to expedite the entry of assistance into Gaza.

Mr. President,

The breadth of the humanitarian community – including UN agencies, non-governmental organizations, the Red Cross and the Red Crescent -- is collaborating to ensure that aid reaches people in need to the greatest extent possible. At the heart of what we have been able to do has been UNRWA.

UNRWA has provided shelter. It has provided food and water. It has provided medical assistance. All this, even as its own staff are being killed, injured and displaced.

I am appalled that some UNRWA employees were allegedly involved in the attack in Israel on 7 October. These allegations must be addressed. UNRWA has taken swift action, and an investigation is underway. But UNRWA's lifesaving services to over three-quarters of Gaza's residents should not be jeopardized by the alleged actions of a few individuals.

Likewise, UNRWA's support for Palestinians in need in the West Bank, where we have significant concerns over the worsening situation, as well as in Lebanon, Jordan, and Syria, must also be safeguarded. To put it bluntly and simply: Our humanitarian response for the Occupied Palestinian Territory is dependent on UNRWA being adequately funded and operational.

UNRWA is playing an indispensable role in terms of distribution, warehousing, logistics and human resources, with 3,000 staff responding to the current crisis. Decisions to withhold funds from UNRWA must be revoked.

Mr. President,

In closing, I reiterate my demand for compliance with international humanitarian law, including the protection of civilians and the infrastructure they depend on. Hospitals, medical personnel and patients must be protected. Food sources, water infrastructure, homes and shelters must be protected.

I reiterate my call for the immediate release of all hostages and their humane treatment. And I reiterate my call for a ceasefire.

I urge this Council to do everything in its power to bring this tragedy to an end ».

Au 31 janvier, l'UNRWA a signalé qu'au moins 270 attaques avaient touché ses installations abritant des familles déplacées. En conséquence, au moins 372 personnes déplacées hébergées dans les abris de l'UNRWA ont été tuées et 1 335 blessées depuis le 7 octobre. Dans l'ensemble, entre 150 et 155 installations de l'UNRWA continuent d'abriter des personnes déplacées²³⁴.

FEVRIER 2024

²³⁴ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-108>

Le 5 février, un convoi dirigé par l'UNRWA transportant de l'aide alimentaire vers le nord de Gaza a été touché à Deir Al Balah, malgré une notification préalable²³⁵ et une coordination avec les parties au conflit, le troisième incident de ce type selon l'UNRWA²³⁶.



Le 5 février, neuf personnes déplacées ont été tuées par balle dans des écoles de Khan Younis lors de trois incidents distincts, selon l'UNRWA²³⁷.

Le 5 février, les partenaires du Cluster Éducation sont préoccupés par les rapports, vidéos et photos montrant que les écoles sont utilisées pour des opérations militaires, notamment comme centres de détention et d'interrogatoire ou comme bases militaires²³⁸.

²³⁵ <https://twitter.com/UNLazzarini/status/1754511426406744518?s=20>

²³⁶ <https://twitter.com/UNRWA/status/1754908868172185774?s=20>

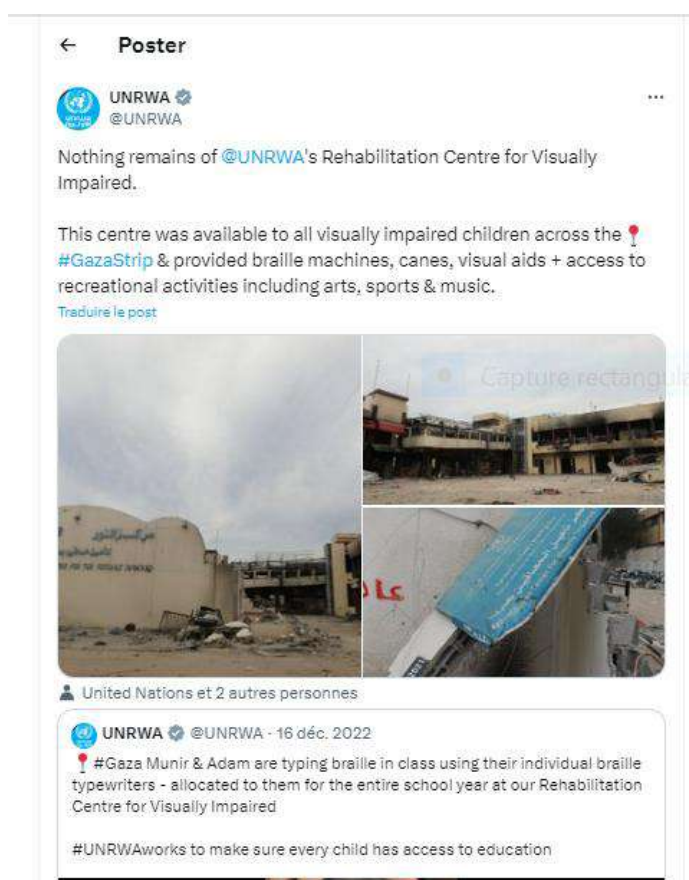
²³⁷ <https://www.unrwa.org/resources/reports/unrwa-situation-report-74-situation-gaza-strip-and-west-bank-including-east-Jerusalem> ; <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-111>

²³⁸ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-111>

Le 10 février, l'armée israélienne a tiré sur une école abritant des personnes déplacées à Khan Younis, tuant un Palestinien, selon l'UNRWA²³⁹. L'Agence estime qu'au moins 396 personnes déplacées hébergées dans ses abris ont été tuées et au moins 1 379 autres blessées depuis le 7 octobre²⁴⁰.

Entre le 25 janvier et le 13 février, les combats intenses à Khan Younis ont causé des pertes en vies humaines et des dégâts aux infrastructures civiles, notamment au plus grand abri de l'UNRWA dans la zone sud, le Centre de formation de Khan Younis (KYTC). Cela contraint des milliers de Palestiniens à fuir plus au sud, vers Rafah, qui est gravement surpeuplé²⁴¹

Le 15 février, l'UNRWA a signalé que son centre de réadaptation pour malvoyants de la ville de Gaza, qui offrait des services et des activités récréatives aux enfants touchés dans toute la bande de Gaza, avait été détruit²⁴² :



Entre le 7 octobre 2023 et le 15 février 2024, quelque 321 incidents ayant touché les locaux de l'UNRWA à Gaza ont été signalés depuis le 7 octobre 2023, dont au moins 45 incidents d'utilisation militaire et/ou d'ingérence dans les locaux de l'UNRWA. Au cours de la même période, au moins 396 personnes déplacées hébergées dans les abris de l'UNRWA ont été tuées et au moins 1 383 blessées.

²³⁹ <https://www.unrwa.org/resources/reports/unrwa-situation-report-76-situation-gaza-strip-and-west-bank-including-east-jerusalem>

²⁴⁰ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-117>

²⁴¹ <https://www.unrwa.org/resources/reports/unrwa-situation-report-76-situation-gaza-strip-and-west-bank-including-east-jerusalem>

²⁴² <https://twitter.com/UNRWA/status/1758204246560846215>

Au 15 février, le nombre total de membres du personnel de l'UNRWA tués depuis le début des hostilités s'élevait à 158²⁴³.

Au 18 février, selon l'UNRWA, seuls sept de ses 23 centres de santé étaient désormais opérationnels²⁴⁴.

²⁴³ <https://mailchi.mp/unrwa/unrwa-situation-report-78-on-the-gaza-strip-and-west-bank-including-east-jerusalem-12679228?e=eacfc6d62b>

²⁴⁴ <https://www.unrwa.org/resources/reports/unrwa-situation-report-80-situation-gaza-strip-and-west-bank-including-east-Jerusalem>

PRESSE

- January 30, 2024 - The Guardian, « Israel-Gaza war: aid agencies ‘outraged’ by ‘reckless’ decision to cut UNRWA funding »
- February 12, 2024 - The Nation : « UNRWA’s Demise Would Be Catastrophic for Gaza »
- February 15, 2024 - UN News : « Despite myriad challenges, UNRWA continues lifesaving work in Gaza »
- February 17, 2024 - AP : « The head of the UN’s lead agency helping Palestinians accuses Israel of seeking to destroy it »
- February 17, 2024 - Al Jazeera : « Which countries are still funding UNRWA amid Israel’s war on Gaza? »
- February 18, 2024 - Washington Post : « Israel is trying to undo UNRWA, but few options remain for Gaza aid »

- **January 30, 2024 – The Guardian, « Israel-Gaza war: aid agencies ‘outraged’ by ‘reckless’ decision to cut UNRWA funding »**

Agencies including Oxfam and Save the Children note Gaza population already facing famine due to Israeli siege and bombardment

Helen Livingstone *with agencies*

International aid agencies have said they are “deeply concerned and outraged” at the “reckless” decision by major donors to cut funding to a UN Palestinian aid agency after Israel accused some of its workers of taking part in Hamas’ 7 October attack.

“We are shocked by the reckless decision to cut a lifeline for an entire population by some of the very countries that had called for aid in Gaza to be stepped up and for humanitarians to be protected while doing their job,” the coalition of 21 agencies, including Oxfam, Save the Children and ActionAid, said in a statement on Monday.

More than 10 western countries including the US, UK and Germany said they would suspend funding to UNRWA, which provides aid to more than 5.6 million Palestinian refugees across the Middle East, after the agency said it had launched a probe into 12 staff members who allegedly took part in abductions and killings on 7 October.

The agency has sacked nine of those accused. Two others are missing and one is dead. The UN in New York has also launched a high-level investigation into the alleged acts, which its secretary general, António Guterres, described as “abhorrent”.

In their Monday statement, the aid agencies noted that 2 million civilians, over half of them children, rely on UNRWA aid in Gaza. “The population faces starvation, looming famine and an outbreak of disease under Israel’s continued indiscriminate bombardment and deliberate deprivation of aid in Gaza,” they said.

“If the funding suspensions are not reversed we may see a complete collapse of the already restricted humanitarian response in Gaza,” it added, pointing out that the aid cuts came directly after the international court of justice (ICJ) ordered Israel to provide immediate humanitarian assistance to Gaza.

UNRWA said on Monday it would be unable to continue operations in Gaza and across the region beyond the end of February if funding were not resumed.

Guterres is due to meet with major UNRWA donors in New York on Tuesday, UN spokesperson Stephane Dujarric said.

Guterres spoke on Monday with the leaders of Jordan and Egypt and also met with the head of UN internal investigations to ensure that an inquiry into the Israeli accusations “will be done swiftly and as efficiently as possible,” Dujarric said.

Washington would be looking very hard at the steps UNRWA takes in response to the allegations, US secretary of state Antony Blinken said at a news conference, describing the allegations as “highly credible” and “deeply, deeply troubling.”

Asked under what circumstances and how soon the US could consider resuming support for UNRWA, Blinken said, “It is imperative that UNRWA immediately, as it said it would, investigate, that it hold people accountable as necessary, and that it review its procedures.”

National security council spokesperson John Kirby also appeared to leave the door open for a resumption of aid. He said it would be wrong to “impugn the good work of a whole agency because of the potential bad actions here by a small number.” UNRWA employs about 13,000 people in Gaza.

An Israeli intelligence dossier seen by Reuters alleges that about 190 UNRWA employees, including teachers, have doubled as Hamas or Islamic Jihad militants. It has names and pictures of 11 them. A 12th Palestinian whose name and picture are provided is said to have no factional membership and to have infiltrated Israel on 7 October. The UN has not formally received a copy of the dossier, Dujarric said.

The dossier said one of the 11 is a school counsellor who helped his son abduct a woman during the Hamas infiltration in which Israel says 1,200 people were killed and 253 kidnapped.

Another, an UNRWA social worker, is accused of unspecified involvement in the transfer to Gaza of a slain Israeli soldier’s corpse and of coordinating the movements of pickup trucks used by the raiders and of weapons supplies.

A third Palestinian in the dossier is accused of taking part in a rampage in the Israeli border village Beeri, one-tenth of whose residents were killed. A fourth is accused of participating in an attack on Reim, the site of an army base that was overrun and also a rave where more than 360 revellers died.

Also in the list of 12 men are an UNRWA teacher accused of arming himself with an anti-tank rocket, another teacher accused of filming a hostage and the manager of a shop in an UNRWA school accused of opening a war-room for Islamic Jihad.

Israeli foreign minister Israel Katz said he had cancelled a Wednesday meeting between Israeli officials and UNRWA chief Philippe Lazzarini, and called on the UNRWA head to resign.

Israel has long criticised the UN agency, accusing it of perpetuating conflict by discouraging the resettlement of refugees and on occasions in the past has said agency staff took part in armed attacks.

UNRWA has denied these accusations, describing its role as relief only.

Palestinian prime minister Mohammad Shtayyeh accused Israel of a “premeditated political attack” on UNRWA and called for restoration of aid funds.

Chris Gunness, who was UNRWA’s director of communications for 13 years until 2020, accused Israel of “news management”.

“It is likely the Israelis have had this information for months and, in the interests of justice and closure for the grieving Israeli families, they could have presented it to the UN much earlier. Instead, they chose to put it out the day after the international court of justice’s ruling,” he said.

He said the funding withdrawal was “collective punishment – like cutting funding to the NHS because of the actions of Lucy Letby”, a British nurse convicted of murdering seven newborn babies.

More than 26,000 people have been killed in Israel's military campaign against Hamas in Gaza, the enclave's health ministry said. With flows of aid like food and medicine just a trickle of pre-conflict levels, deaths from preventable diseases as well as risk of famine are growing, aid workers say.

- **February 12, 2024, The Nation : « UNRWA’s Demise Would Be Catastrophic for Gaza »**

Louis Charbonneau

As Israel’s military assault on the Gaza Strip enters its fifth month, questions are emerging about what evidence states relied on to justify their rush to suspend funding for the UN Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East (UNRWA), the United Nations’ main aid agency for Palestinian refugees. Israel presented the UN with information alleging that at least a dozen staff members participated in the Hamas-led attacks on October 7, 2023, which killed hundreds of civilians.

The focus on the allegations has overshadowed the impact of the cuts on the humanitarian situation for Gaza’s 2.3 million residents. But amid these claims and counterclaims, one thing is certain: The people of Gaza need UNRWA operating at full strength. Governments should immediately restore funding to UNRWA, and clarify what information they used to justify their funding suspensions.

After Israel briefed UNRWA chief Philippe Lazzarini on the allegations, the UN not only promised an investigation but fired most of the accused employees. Yet despite this clear evidence that the matter was being treated seriously, the United States and other top donors hastily announced that they would freeze all payments to the agency, which has 30,000 employees in the region and is providing food, water, shelter, and other vital services to hundreds of thousands of Gazans.

It remains unclear what information Israeli authorities shared with Lazzarini. Secretary General António Guterres opened an investigation by the UN’s Office of Internal Oversight Services, saying that any UN employee “involved in acts of terror will be held accountable, including through criminal prosecution.”

The UN also commissioned a comprehensive review of UNRWA, led by the former French foreign minister Catherine Colonna and including three Scandinavian research organizations, to ensure that the agency is “doing everything it can to ensure neutrality and to respond to allegations of serious breaches when they arise.”

UNRWA had already paid a high price for its presence in Gaza. By the agency’s count, at least 154 UNRWA staff had been killed during the fighting in Gaza as of February 8. UNRWA also reported that its facilities have been hit at least 290 times in the hostilities, which have claimed the lives of over 27,000 Palestinians, according to the Gaza Health Ministry.

Initially, there was little questioning of the Israeli allegations. But, after Israeli officials reportedly began circulating a six-page summary of their claims to the media, journalists reported that Israel was offering no concrete evidence to back the allegations. (It is unclear whether donor governments have received additional information from the Israeli authorities.

Britain’s Channel 4 TV also obtained the dossier and concluded that it “contains no evidence to support Israel’s explosive new claim.” Questions about the summary were also raised by France24 and the UN-focused news site PassBlue.

Human Rights Watch has also reviewed the six-page summary, which includes an introduction and photos of 12 alleged UNRWA participants in the October 7 attacks – but offers scant details about what evidence, if any, is behind its claims.

Israeli Prime Minister Benjamin Netanyahu has made clear that Israel’s objection to UNRWA goes beyond allegations of cooperation with Hamas. He suggested that UNRWA deserves much of the blame for the ruling against Israel by the International Court of Justice (ICJ). Israeli authorities have long campaigned against UNRWA and called for its closure. UNRWA has defended itself against an array of Israeli allegations in the past. UNRWA has cited several cases in which the Israeli media has reported and later retracted false allegations about the agency.

Israel had an ally against UNRWA in the Trump administration, which cut off US funding in 2018. The Biden administration restored US payments to UNRWA in 2021.

The latest allegations are serious and need to be fully investigated. It is possible that they are true. Israel most likely has more information than what is summarized in the dossier. But even if the allegations turn out to be true, that is no justification for suspending funding for the most important humanitarian agency in the midst of Israel’s military operation, which has destroyed much of the infrastructure in Gaza and left its civilian population on the brink of famine.

As for the investigations, Guterres has said that Israel’s cooperation “will be critical to the success of the investigation.” But France24 reported that Israel has so far refused to share any more information with UNRWA beyond what it initially gave Lazzarini.

The funding suspensions have brought UNRWA to the brink of collapse, with Lazzarini warning that the agency has just weeks before it ceases to function. But while the United States, Australia, Britain, Canada, Germany, and others said they that they were pausing payments to UNRWA, the governments of Belgium, Ireland, Luxembourg, Slovenia, Spain, and Norway appropriately issued statements confirming their continued financial support to UNRWA.

UNRWA was established by the General Assembly in 1949 after more than 700,000 Palestinians were expelled or forced to flee their homes in what is now Israel during the events that led to the establishment of the state of Israel (what Palestinians call the Nakba). It is active in Gaza and the occupied West Bank, including East Jerusalem, Lebanon, Jordan, and Syria.

Government contributions to UNRWA are voluntary. But canceling payments during full-scale hostilities and amid a humanitarian crisis is callous and irresponsible. Humanitarian aid organizations active in the region have said that UNRWA is irreplaceable.

The ICJ ordered provisional measures on January 26 as part of South Africa’s case against Israel alleging violations of the Genocide Convention. Among other things, the court ordered Israel to ensure the provision of urgently needed essential services and humanitarian aid to Palestinians in Gaza.

In contrast to their lightning-fast suspension of funding to UNRWA even as multiple UN investigations are underway, the United States, the United Kingdom, Canada, and Germany continue to provide arms and military assistance to Israel despite mounting evidence of violations that could

amount to war crimes. Human Rights Watch has urged Israel's allies to suspend military assistance and arms sales to Israel²⁴⁵ so long as its forces continue to commit, with impunity, serious violations of international humanitarian law, including war crimes such as the use of starvation as a weapon of war.

The US and other donors should lead the way by pledging to resume payments to what other aid organizations call the only UN agency capable of keeping many Palestinians alive.

Louis Charbonneau is the United Nations director at Human Rights Watch.

²⁴⁵ <https://www.hrw.org/news/2023/11/06/suspend-arms-israel-palestinian-armed-groups>

- **February 15, 2024, UN News : « Despite myriad challenges, UNRWA continues lifesaving work in Gaza**

Ziad Taleb

An UNRWA shelter operating at a school in Deir Al-Balah.

Despite unprecedented challenges, the UN relief agency for Palestine refugees (UNRWA) continues to provide lifesaving supplies and services to more than 1.5 million displaced people in southern Gaza.

Agency employees and volunteers at the UNRWA-affiliated Deir Al-Balah Preparatory School in central Gaza told *UN News* that despite difficult conditions restricting the movement of workers at many international aid organizations, they continue preparing and distributing food rations.

“People cannot buy any supplies due to their lack [of availability], and even if they are available, they are expensive,” said Youssef Saqr, a support counselor at the school. “We thank UNRWA for the services it provides to people, and we call on everyone to redouble their efforts so that aid continues to reach everyone.”

The school had been turned into a centre for sheltering the displaced following Israeli strikes and bombardment triggered by Hamas’s surprise attack on Israel on 7 October that left 1,200 dead and 240 taken hostage.

Since then, the school-turned-shelter has become home to hundreds of displaced Palestinians fleeing the ongoing violence.

Relief services urgently needed

UNRWA provides diverse and integrated services to the displaced in the shelter centre, Mr. Saqr said, the most important of which are relief aid in addition to health, social and psychological services.

His job focuses on the psychological aspect, he explained, adding that he works to educate families and holds special sessions for children on a daily basis.

Mr. Saqr stressed the urgent need for relief services, noting that the interruption of aid leads to unimaginable suffering in shelters because people depend entirely on the aid provided by UNRWA.

Spread of diseases among children

Supervisor Inaam Rabeh agreed, emphasizing that the aid supplies that arrive at the school are insufficient.

Working to provide health and social services at the Deir Al-Balah centre to people with special needs and the elderly, she warned that dangers were on the rise.

Hepatitis and other diseases have spread widely among children over the past two weeks due to the lack of hygiene supplies, medicines, clothing and blankets, which doubles the suffering of people in the centre, she said.

Delivering aid while facing multiple threats

With the continued bombing and displacement, which also affects UNRWA employees, the agency's teams are still focused on providing relief in Gaza.

Since the war began, more than 150 UNRWA employees have been killed and dozens of the agency's headquarters and warehouses destroyed in various parts of the Gaza Strip.

The main arm of humanitarian efforts in Gaza, the agency runs shelters housing more than one million people, providing them with necessary humanitarian relief and primary healthcare.

No other entity has the capacity to provide assistance on the scale necessary to meet the needs of 2.2 million people in the Strip, UNRWA said.

Looming funding cuts threaten services

A number of donors suspended their funding to UNRWA last month following Israel's allegations of the involvement of 12 agency employees in the 7 October attacks on Israel.

UNRWA quickly fired nine employees due to the seriousness of the allegations and is currently investigating the matter. The UN Office of Internal Oversight Services – the highest investigative body in the organization – is also investigating the allegations.

UN Secretary-General António Guterres has appealed to governments that suspended their funding to UNRWA to reconsider and ensure the continuation of the agency's critical operations.

If funding for UNRWA is not resumed, the agency said it will be forced to cease its operations across the region – including Gaza – by the end of February. UNRWA serves 5.9 million Palestine refugees in Gaza, the West Bank, Jordan, Lebanon and Syria.

- **February 17, 2024, AP : « The head of the UN's lead agency helping Palestinians accuses Israel of seeking to destroy it »**

BY CARA ANNA

February 17, 2024

<https://apnews.com/article/gaza-israel-palestinians-united-nations-unrwa-refugees-3400ea1f1ce125ed2cb4e47cc39bf105>

The head of the main United Nations agency supporting people in Gaza alleged that Israel is intent on “destroying” the organization along with the idea that Palestinians are refugees and have a right to return home one day.

Philippe Lazzarini accused Israel in an interview with the Swiss newspaper Tages-Anzeiger of having a “long-term political goal” of eliminating the U.N. aid agency he leads, which is known by the acronym UNRWA. It was created more than 70 years ago to assist Palestinians who fled or were forced from their homes during the 1948 Mideast war over Israel’s creation.

“At the moment, we are dealing with an expanded, concentrated Israeli campaign, which is aimed at destroying UNRWA,” Lazzarini said in the interview published Saturday. His remarks provided his most sweeping pushback yet against Israeli accusations that the agency ignored alleged attempts by Hamas to infiltrate its Gaza operation.

Lazzarini, who has served as UNRWA’s commissioner-general since 2020, said Israel apparently believes that “if the aid agency is abolished, the status of the Palestinian refugees will be resolved once and for all – and with it the right of return.”

The fate of Palestinian refugees and their descendants was a key point of dispute between Israelis and Palestinians in previous failed peace talks more than a decade ago. Israel rejects Palestinian demands to allow descendants of refugees to return to what is now Israel, arguing it would dilute Israel’s Jewish majority.

The U.N. agency had no further comment beyond the published remarks.

In response to Lazzarini’s claims, Israeli Ministry of Foreign Affairs spokesperson Lior Haiat said “the problem is not the campaign. The problem is Hamas infiltrating UNRWA’s activity in the Gaza Strip.”

Israel has alleged that 12 of UNRWA’s thousands of staff members participated in the Oct. 7 Hamas attack that sparked the war in Gaza. The United States, the agency’s largest donor, has suspended funding to it and is looking at alternatives to UNRWA.

Without that money from the U.S. and other key backers who also suspended their support – totaling \$438 million, or more than half this year’s expected funding – Lazzarini said UNRWA will have to halt operations in April.

Congress has made clear that U.S. funding for the agency will stop for good, the U.S. special envoy for Middle East humanitarian issues, David Satterfield, told an event hosted by the Carnegie Endowment for International Peace on Friday.

“It’s not a suspension. It is prohibition on providing further funding,” Satterfield said.

At the same time, the U.S. wants UNRWA’s critical functions of aid delivery and support to Palestinians to continue.

“We are working aggressively as possible with the U.N. family, with U.N. agencies, to see how these key functions can be sustained, as we look to the months ahead,” Satterfield said.

It is not clear how UNRWA’s central role in sheltering and supporting hundreds of thousands of Gaza’s 2.3 million people would be shifted to organizations with a far smaller presence inside the besieged territory. About 80% of Gaza’s people have been displaced, and medical, food and other aid allowed into the territory is far below what came in before the war.

“Nobody else can do what UNRWA is doing,” European Union foreign policy chief Josep Borrell said last week.

When UNRWA was created, it was meant to provide health care, education and welfare services to about 700,000 Palestinians. Today, it provides such services to about 6 million Palestinian refugees and their descendants in the West Bank, Gaza, Jordan, Syria and Lebanon.

All of those areas will be affected when UNRWA halts operations, Lazzarini said.

In his interview, he said Israel’s government has applied pressure in multiple ways in what he called its attempt to destroy the agency.

“The Israeli parliament, for example, has introduced a bill to ban the UNRWA headquarters from Jerusalem,” Lazzarini told the Swiss newspaper. “They no longer want to exempt UNRWA from VAT (value-added tax) in the future. Israeli authorities have ordered contractors at the port in Ashdod to stop handling certain food deliveries for UNRWA. And all these demands come from the government.”

Israel also wants his resignation, Lazzarini said — a demand that he said no other government has made during the agency’s current crisis.

Israel has long accused UNRWA of collaborating with Hamas or turning a blind eye to the militant group’s activities. Throughout the war, it has released images of tunnels built next to UNRWA facilities.

UNRWA denies collaborating with Hamas. It has dismissed the employees accused in the Oct. 7 attacks and launched investigations. The agency says 158 of its employees, out of a Gaza staff of 13,000, have been killed in the war.

On Friday, Israeli Defense Minister Yoav Gallant released new allegations against UNRWA, saying Israeli intelligence had “significant indications” that more than 30 additional agency workers joined the Oct. 7 attack.

He alleged that nearly 1,500 workers, or 12% of the agency’s work force, were members of Hamas or the Islamic Jihad militant group, and that more than 230 were in the groups’ armed wings.

“UNRWA has lost legitimacy and can no longer function as a U.N. body,” Gallant said. He said he ordered Israeli authorities to begin working with organizations that could replace UNRWA.

The U.N. agency did not comment on Gallant’s latest accusations but has said it regularly provides the names of its workers to Israel and takes action against anyone found to be violating U.N. neutrality rules.

- **February 17, 2024 - Al Jazeera : « Which countries are still funding UNRWA amid Israel's war on Gaza? »**

By Alasdair Soussi

Philippe Lazzarini, head of the United Nations Relief and Works Agency (UNRWA), visited Ireland this week following the country's decision to pledge 20 million euros (just under \$21.5m) in support for the crisis-hit agency.

The UNRWA, which provides healthcare, education and other vital services to the Palestinian people, was accused by Israel last month of having links to the Hamas attack on southern Israel on October 7, prompting more than 10 donor countries, including the United States, Germany, the European Union and Canada, to suspend financial support.

The funding from these countries makes up the bulk of all funding received by the UNRWA. Being cut off in this way means the agency will run out of money altogether within weeks, it said.

Ireland is one of the few countries to hold firm, however. "In Gaza, we are bearing witness to a humanitarian catastrophe," said Irish Minister for Foreign Affairs Micheál Martin on Thursday. "People are in dire need of the most basic life-saving provisions – food, water, shelter. In these most harrowing conditions, facing the prospect of further military escalation, UNRWA is the backbone of the humanitarian response. It urgently needs support from all UN member states."

Why is the UNRWA so important?

The UNRWA was established in 1949 in the wake of the creation of the State of Israel.

Indeed, between November 29, 1947, when the UN General Assembly voted to partition the fading British Mandate of Palestine into one Jewish and one Arab state, and the establishment of Israel itself on May 14 the following year, armed fighters had ethnically cleansed thousands of Palestinians from their homes.

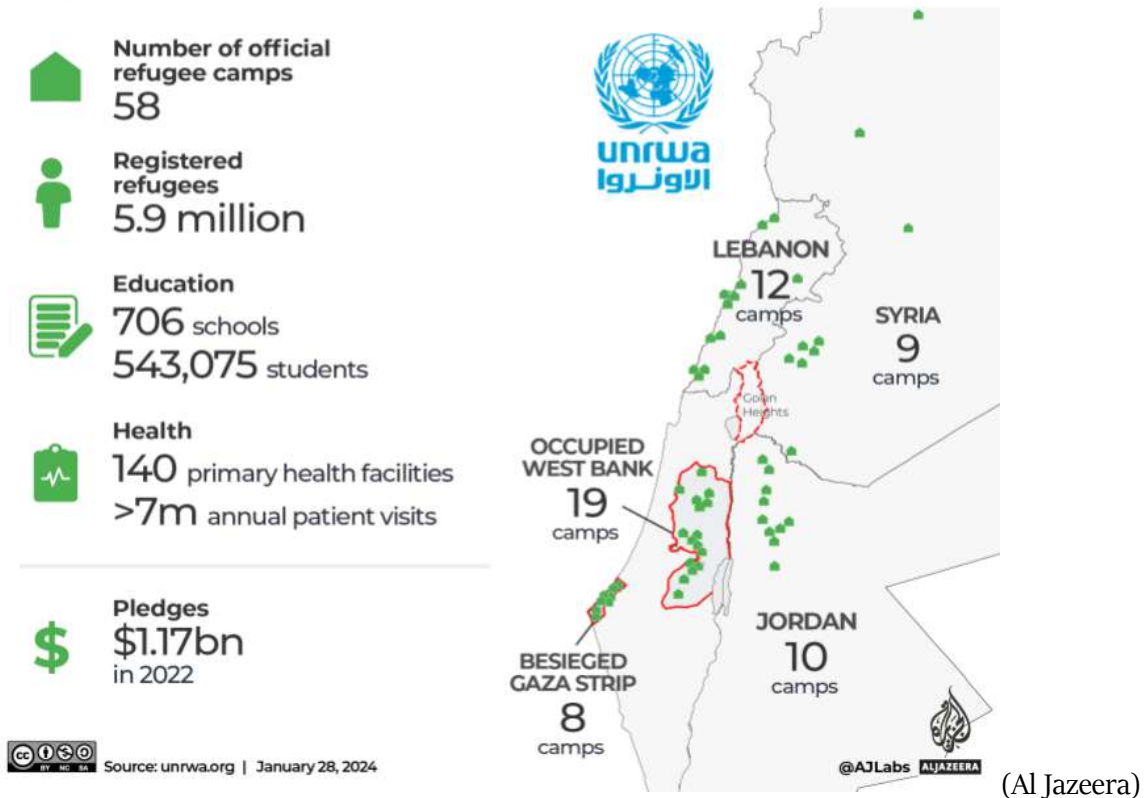
This clearance of Palestinians from their homes and land continued even after armies from surrounding Arab nations invaded Israel on May 15, 1948 and by the first half of 1949, at least 750,000 Palestinians in total had been forcibly expelled or had fled from their homeland.

From the ashes of what Palestinians still refer to as the Nakba (the "catastrophe") was born the UNRWA, which operates not only in the Israeli-occupied Palestinian territories, but also in Jordan, Lebanon and Syria where Palestinian refugees today number in the millions.

ISRAEL'S WAR ON GAZA

UNRWA at a glance

Founded in 1949, the United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East (UNRWA) is a specialised UN agency that provides Palestinian refugees with humanitarian aid, education, health and social services.



How much of a shortfall in funding is the UNRWA facing and why?

Israel, which has killed nearly 30,000 Palestinians in the Hamas-run Gaza Strip since it began shelling the impoverished enclave on October 7 last year, alleges that 12 UNRWA staff from the body's 13,000 workers in Gaza were involved in the Hamas assault on Israel, which killed 1,139 Israelis.

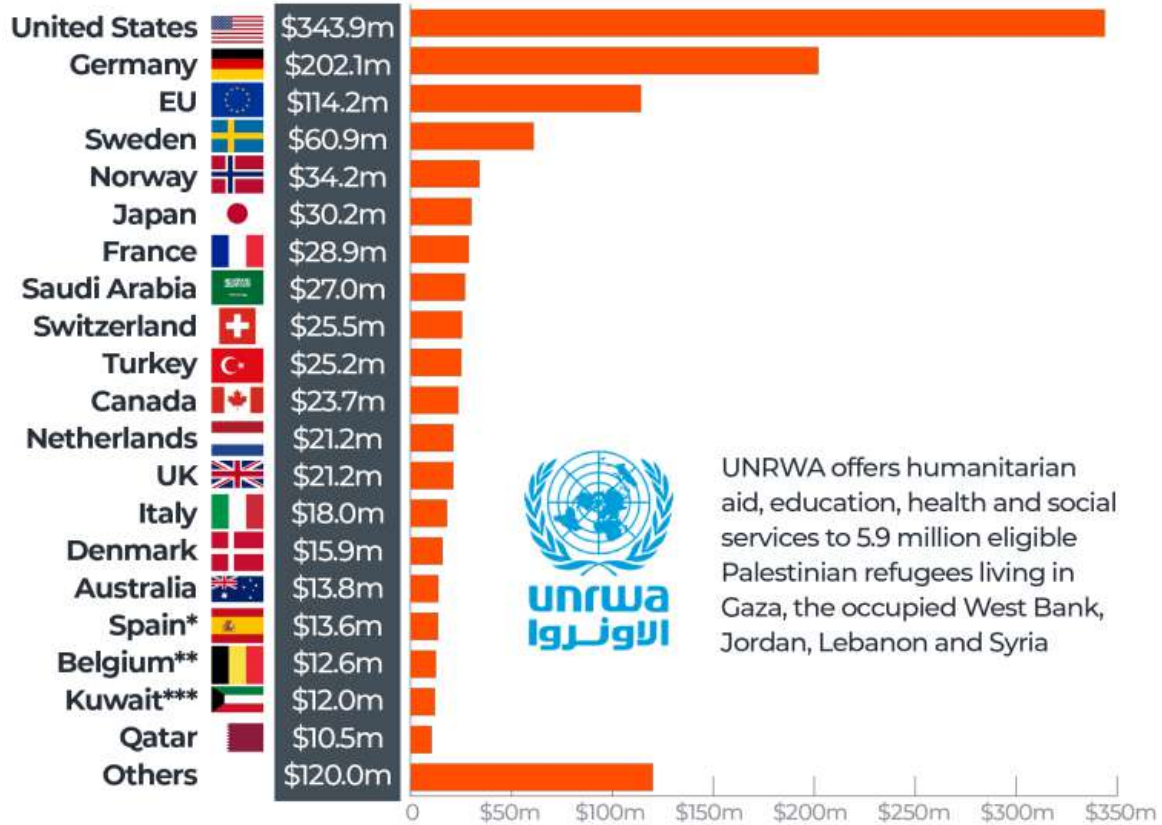
Israel's allegations, compiled in a six-page dossier, were enough for the likes of the US, Germany and the EU to pause their contributions to the UNRWA which, in 2022, were worth \$343.9m, \$202.1m and \$114.2m respectively.

The UNRWA estimates that donor suspensions will leave it with a \$440m funding shortfall.

ISRAEL'S WAR ON GAZA

Who funds UNRWA?

The UN agency received some \$1.17bn in total pledges in 2022, with the largest contributions coming from the US, Germany and the European Union.



*Spain (including Regional Governments) **Belgium (including Government of Flanders)
 ***Kuwait (including Kuwait Fund for Arab Economic Development)
 Source: unrwa.org | January 28, 2024



Which countries have suspended funding?

As the top three funders to the UNWRA's \$1.17bn budget in 2022, the decision by the US, Germany and the EU to suspend donations has come as a bitter blow to the nearly 75-year-old UN body.

Ilan Pappé, author of *The Ethnic Cleansing of Palestine*, issued a withering criticism of those countries choosing to suspend funding, telling Al Jazeera that this was “the Global North following blindly here the Israeli cue on UNRWA”.

The full list of countries to have suspended funding to UNRWA is as follows:

- Australia
- Austria
- Canada
- Estonia
- Finland

- Germany
- Iceland
- Italy
- Japan
- Latvia
- Lithuania
- The Netherlands
- New Zealand
- Romania
- Sweden
- Switzerland
- United Kingdom
- United States

Which countries are continuing to support the UNRWA?

Countries including Belgium, Norway, Saudi Arabia, Spain, Turkey and, of course, Ireland, have decided to continue supporting the UNRWA.

On February 1, the Belgian deputy prime minister, Petra De Sutter, whose country provided the UNRWA with \$12.6m in 2022, posted on X: “Belgium will continue to fund UNRWA. The agency is irreplaceable in providing urgent and crucial humanitarian relief within Gaza.”

Speaking at Tuesday’s World Governments Summit in Dubai, Turkish President Recep Tayyip Erdogan, whose country funded the UN body to the tune of \$25.2m in 2022, said: “It hurts us to see the attacks against the staff of the UN Palestinian agency and we must extend our support.”

The day before Lazzarini secured funding for the UNRWA from the Irish government, the country’s prime minister, Leo Varadkar, summed up the feelings of his government towards Israel’s war on Gaza.

“It’s very, very clear to me ... that Israel is not listening to any country in the world, I don’t even think they’re listening to the Americans anymore,” he told the Irish parliament on Tuesday. “They have become blinded by rage.”

Why does Ireland feel an affinity for the Palestinian people?

The historical Irish struggle to free itself from the yoke of British domination is one reason why many in the Republic of Ireland feel a strong affinity with Palestine, which, as Israel’s brutal war on Gaza illustrates, has suffered under Israeli occupation for generations.

The Irish Free State, which Northern Ireland opted not to join, was established in 1922 after several years of conflict between Irish nationalists and the British government, with the country officially becoming a republic 27 years later.

In 1980, Ireland became the first member of the European Community (now the EU) to endorse Palestinian statehood and the country’s support resonates to this day.

Indeed, in the early weeks of Israel's continuing war on Gaza, when countries in the West were rushing to support Israel's "right to self-defence" in the wake of the Hamas assault, Varadkar offered a more nuanced view.

"What I'm seeing unfolding at the moment isn't just self-defence," said the Irish prime minister in November last year. "It looks, resembles, something more approaching revenge. That's not where we should be. And I don't think that's how Israel will guarantee future freedom and future security."

- **February 18, 2024 - Washington Post : « Israel is trying to undo UNRWA, but few options remain for Gaza aid »**

By Shira Rubin and Michael Birnbaum

<https://www.washingtonpost.com/world/2024/02/18/unrwa-hamas-gaza-israel/>

TEL AVIV — With new allegations that more UNRWA employees participated in the deadly Oct. 7 Hamas attack, the Israeli government is trying to delegitimize and work around the principal U.N. agency for Palestinian aid, even as officials acknowledge it's the main distributor of emergency supplies for besieged Gazans facing mass starvation.

In the past week, the U.N. Relief and Works Agency sent about 80 truckloads of aid into Gaza, but it was in collaboration with the World Food Program, one of the organizations Israel has suggested could replace it. That's about half the volume UNRWA was delivering to the enclave last month, spokeswoman Tamara Alrifai said.

A month's worth of flour, rice, chickpeas and cooking oil from Turkey has been stuck for weeks at Israel's Ashdod port, where authorities have been instructed not to release it, UNRWA chief Philippe Lazzarini said Feb. 9. The processing fees for unloading the containers had been "impacted," he said, because an Israeli bank froze the agency's account.

Aid organizations say Gaza, with its food supplies sharply limited and its hospital system battered by three months of war, is approaching famine. The majority of its 2.2 million residents do not have access to sufficient food or water.

Israeli Defense Minister Yoav Gallant said Friday that 30 additional UNRWA employees participated in the Hamas attack, which Israeli authorities say killed about 1,200 people in communities near Gaza and took more than 253 more hostage. That was in addition to the 12 employees Israel accused last month.

"UNRWA has lost legitimacy and can no longer function as a U.N. body," Gallant told reporters Friday. "I have instructed the defense establishment to begin transferring responsibilities related to the delivery of aid to additional organizations."

Gallant said 12 percent of UNRWA's staff of 13,000 are affiliated with Hamas or Palestinian Islamic Jihad.

UNRWA has denied knowledge of its employees' alleged involvement in the Oct. 7 assault.

"The government of Israel has indicated that even with its highly professional intelligence services and security forces, the planning of the attack went undetected by them, implying that all involved, including people who allegedly work for UNRWA, participated illicitly in ways that UNRWA also would have been unable to detect," spokesman Jonathan Fowler said.

The allegations have led the United States, UNRWA's largest supporter, and 15 other governments to suspend funding for the agency pending the findings of multiple investigations. The Biden administration says it's exploring other ways to deliver aid to Gaza.

Israel responded to the Oct. 7 assault by launching a military campaign that authorities say is aimed at eradicating Hamas. The fighting has killed more than 28,900 people in Gaza, the Health Ministry there says, and forced more than 80 percent of the survivors from their homes. The dead include at least 258 UNRWA workers, the agency says.

As the IDF has expanded its campaign, it says it has uncovered new details of UNRWA collaboration with Hamas.

The army released video this month of what it said was a subterranean Hamas server complex 65 feet beneath UNRWA's Gaza headquarters. On Tuesday, the army released video of what it said was the hideout of Hamas leader Yehiya Sinwar under Khan Younis with UNRWA packages among the stash.

Lazzarini has denied that the group knew about "all the situations where U.N. premises have been blatantly disrespected." He has ordered an internal investigation.

Israel is proceeding cautiously. Officials familiar with the strategy say the country's defense establishment is reluctant to shut the group down immediately, given its role providing food and shelter to Gazans.

"In the short term, the idea is to find alternate providers that are not connected to Hamas," said an Israeli official who spoke on the condition of anonymity to describe confidential government discussions. "In the long term, the idea is that UNRWA will not be part of the 'day after' in Gaza."

"Israel has long believed that UNRWA is in bed with Hamas, but what has changed is that the red lines crossed are clear for the international community, too," said another Israeli familiar with the discussions. "No taxpayers abroad are going to want to support that."

In Washington, the Biden administration continues to back UNRWA's work but believes it's unlikely to find support for further funding any time soon. With congressional Republicans firmly opposed and Democrats divided, few see UNRWA funding as an issue worth burning political capital on in an election year. A Senate-approved version of the supplemental bill to fund aid to Ukraine, Israel and other allies contained a passage barring funding for the agency. It received significant bipartisan support.

"As a general principle, we support the work that UNRWA does," State Department spokesman Matthew Miller told reporters last week. "We support delivering humanitarian assistance to the Palestinian people in Gaza. The United States has been the largest funder of humanitarian assistance to Palestinians, and we expect to continue funding humanitarian assistance to Palestinians."

But the administration is exploring other ways to fund some of the work that UNRWA has done in Gaza and elsewhere, including possibly redirecting money to the World Food Program.

There's also the potential for a budgetary workaroud, Miller said. U.S. allies could increase their own funding for UNRWA with money diverted from other programs, which Washington could then backfill.

Ireland pledged 20 million euros on Thursday to help UNRWA address the “humanitarian catastrophe” in Gaza and said the agency, as the “backbone of the humanitarian response, ... urgently needs support from all U.N. members states.”

Norway accelerated payment this month of its planned contribution of \$26 million for the year, and officials have spoken of boosting the amount.

But Norwegian Foreign Minister Espen Barth Eide cautioned that budgetary workarounds aside, the agency’s stability depends on a broad base of support.

“It’s unfortunate not to have the U.S. as one of the donors, even if we could make up for the money, so it doesn’t solve the whole problem,” he told *The Washington Post*.

“There is no replacement for UNRWA’s role in the absence of a genuine political solution,” Lazzarini, the UNRWA head, tweeted Thursday. “Claiming otherwise not only puts the lives of desperate people at risk but also compromise chances of a successful transition.”

Alrifai, the UNRWA spokeswoman, told *The Post* that the agency has and would continue to work alongside other aid organizations, but the question of being dismantled “is something the General Assembly should decide on, as that’s where we get our mandate from.”

Since Israel withdrew from the Gaza Strip in 2005, it has seen UNRWA as a means of managing humanitarian issues for Palestinians. The agency attends to the needs of the civilian population — food distribution, shelter, health care, schooling, salaries — promoting stability.

“It was important for the security establishment to have a point of contact that was not Hamas, especially during the rounds of conflict, so that Israel wouldn’t need to work directly with Hamas at the same time that it was fighting Hamas,” said Michael Kobi, a former deputy director general and head of the Palestinian desk at Israel’s Ministry for Strategic Affairs.

When the Trump administration ended U.S. funding for UNRWA in 2018, the Israeli official said, “there was a lot of pushback from the Israeli defense community, warning [president Donald] Trump not to rock the boat.”

When the Biden administration resumed the funding in 2022, the official said, “behind closed doors, there was a sigh of relief in Israel, which is very much a status quo country.”

“For Israel, like Hamas, UNRWA was convenient,” said Kobi, now a senior researcher at the Institute for National Security Studies at Tel Aviv University. “But it was a terrible mistake.”

Birnbaum reported from Washington. Miriam Berger in Jerusalem and Itay Stern in Tel Aviv contributed to this report.

5

LA SANTE PUBLIQUE

Le 22 janvier, l'OMS et ses partenaires ont achevé une mission à haut risque visant à réapprovisionner en carburant l'hôpital Al Shifa, dans le nord de Gaza, où des centaines de milliers de personnes restent privées de l'aide. La mission, qui a livré 19 000 litres de carburant, a connu des retards au point de contrôle. Les routes menant à l'hôpital ont été gravement endommagées et le désespoir dans le nord de Gaza était évident, alors que des milliers de civils ont encerclé les véhicules et les camions-citernes de l'ONU dans l'espoir de trouver de la nourriture et de l'eau, retardant également la mission. Selon l'OMS, la fonctionnalité s'est améliorée depuis leur dernière visite dix jours auparavant. Il y a 120 agents de santé et de soins et 300 patients. L'hôpital effectue entre cinq et dix interventions chirurgicales par jour, principalement pour des cas de traumatismes nécessitant des soins immédiats. Les services essentiels tels que les installations de laboratoire et de radiologie de base restent opérationnels, ainsi que les soins d'urgence, une unité chirurgicale, des soins postopératoires et une unité de dialyse. Il est prévu de rouvrir une unité de soins intensifs de 9 lits dans les prochains jours. Une diminution significative du nombre de personnes déplacées hébergées à l'hôpital, de 40 000 à 10 000, a également été observée²⁴⁶.

Le 22 janvier, les forces israéliennes ont attaqué l'hôpital Al Kheir, dans l'ouest de Khan Younis, ordonnant aux femmes et aux enfants d'évacuer vers Rafah, dans le sud de Gaza, et ont arrêté le personnel médical. L'Organisation mondiale de la santé s'est déclarée préoccupée par le fait que l'établissement faisait face à des incursions militaires et que plusieurs agents de santé avaient été arrêtés. La communication avec l'hôpital n'est plus possible²⁴⁷.

Le 22 janvier, en raison des ordres d'évacuation dans les quartiers entourant l'hôpital Nasser et des hostilités continues à proximité de l'hôpital, le ministère de la Santé signale qu'un grand nombre de blessés se trouvent dans l'enceinte de l'hôpital. Une équipe médicale d'urgence internationale déployée à l'hôpital rapporte que personne ne peut entrer ou sortir de l'établissement en raison des bombardements en cours dans les environs. Le personnel de santé creuserait des tombes dans l'enceinte de l'hôpital en raison du grand nombre de décès attendus et de la nécessité de gérer les enterrements²⁴⁸.

Le 22 janvier, la Société du Croissant-Rouge palestinien (PRCS) a signalé que les forces israéliennes avaient encerclé leur quartier général d'ambulances à Khan Younis, pour empêcher les ambulances de fournir une assistance dans la région. Les forces israéliennes auraient frappé les environs de l'hôpital Al Amal et du quartier général des ambulances, alors que d'intenses combats se poursuivaient dans la région, faisant des dizaines de victimes. Les patients, les blessés et environ 13 000 personnes déplacées qui ont trouvé refuge à l'hôpital Al Amal et au siège du PRCS n'ont pas pu partir. Selon les partenaires humanitaires sur le terrain, les habitants des environs d'Al Kheir, à l'est d'Al Mawasi, ont perdu l'accès aux centres de santé et n'ont aucune alternative pour obtenir une assistance médicale dans la région²⁴⁹.

Entre le 7 novembre 2023 et le 24 janvier 2024, outre les attaques généralisées contre les établissements de santé et les travailleurs, 12 incidents d'attaques contre les équipes médicales

²⁴⁶ <https://www.emro.who.int/media/news/who-and-partners-bring-fuel-to-al-shifa-as-remaining-hospitals-in-gaza-face-growing-threats.html> ; <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-100>

²⁴⁷ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-100>

²⁴⁸ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-100>

²⁴⁹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-100>

d'urgence et de contraintes d'accès ont été enregistrés Il s'agissait notamment de dix cas de tirs directs et indirects résultant de dans sept décès et 12 blessés, y compris des membres des ambulanciers, des patients et d'autres personnes à proximité, et deux blocages d'entrée. Ces équipes ont entrepris des opérations chirurgicales vitales dans des hôpitaux surchargés, partiellement fonctionnels, à travers Gaza²⁵⁰.

Le 24 janvier, le ministère de la Santé de Gaza a signalé que l'hôpital Nasser était assiégé et que personne ne pouvait entrer ou sortir de l'établissement en raison des bombardements continus dans les environs. Les autorités israéliennes réfutent cette affirmation, affirmant qu'elles facilitent l'accès. Le personnel de santé aurait creusé des tombes dans l'enceinte de l'hôpital en raison du grand nombre de décès attendus et de la nécessité de gérer les enterrements²⁵¹.

Le 24 janvier, la Société du Croissant-Rouge palestinien (PRCS) a signalé que les forces israéliennes continuaient à assiéger leur quartier général d'ambulances et l'hôpital Al Amal à Khan Younis, restreignant ainsi tout mouvement dans la zone. En outre, l'entrée du quartier général du PRCS aurait été frappée, tuant au moins trois Palestiniens et en blessant deux autres²⁵².

Le 24 janvier, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a déclaré²⁵³ :



Capture rectangulaire

Today, for approximately 2 million people, the Nasser Medical Complex and the European Gaza Hospital (EGH) – both located in the south of the Gaza Strip – are the only two referral hospitals that provide advanced surgical and medical emergency services with

large bed capacities, which is not sufficient for the current wounded and sick across Gaza. Nasser, and a third facility, Al Amal Hospital, operated by the Palestinian Red Crescent Society, are in the midst of the current hostilities.

Less than 20% of Gaza's land – roughly 60 square kilometers – is now refuge to over 1.5 million people. These people are living in desperate circumstances in the south of the Gaza Strip where the dramatic escalation of the fighting threatens their survival

²⁵⁰ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-105>

²⁵¹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-103>

²⁵² <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-101>

²⁵³ https://www.icrc.org/en/document/gaza-risk-complete-medical-shut-down-without-urgent-action-preserve-services?utm_source=twitter&utm_medium=social

The humanitarian imperative to protect Gaza's health facilities is clear. If these medical facilities – especially Nasser and EGH – cease to function, the world will bear witness to untold thousands of preventable deaths given the size of the population, the current extreme living conditions, a collapsing health system, and the intensity of the fighting.

Le 25 janvier, la Société du Croissant-Rouge palestinien (PRCS) a signalé que les forces israéliennes continuaient d'assiéger leur quartier général d'ambulances et l'hôpital voisin Al Amal à Khan Younis, restreignant ainsi tout mouvement dans la zone²⁵⁴.

Au 25 janvier, selon l'OMS, 14 des 36 hôpitaux de Gaza ne fonctionnaient que partiellement ; sept au nord et sept au sud. « Fonctionnalité partielle » indique qu'un hôpital est accessible aux personnes ayant besoin de soins de santé ; il peut admettre de nouveaux patients et entreprendre un certain niveau de chirurgie. De plus, l'hôpital Nasser de Khan Younis « fonctionne de manière minimale », car il est encerclé par l'armée israélienne et connaît d'intenses combats et n'est plus en mesure de recevoir des patients ou des fournitures²⁵⁵.

Le 25 janvier, l'hôpital Al Kheir de Khan Younis, qui était auparavant désigné comme « fonctionnant de manière minimale » et l'un des trois seuls dans la bande de Gaza à fournir des services de maternité, n'est plus opérationnel, et des patients, qui venaient de subir des opérations critiques, devaient fuir l'établissement²⁵⁶.

Le 26 janvier, la Société du Croissant-Rouge palestinien (PRCS) a signalé que les forces israéliennes continuaient d'assiéger leur quartier général d'ambulances et l'hôpital voisin Al Amal à Khan Younis, restreignant ainsi tout mouvement dans la zone. Les autorités israéliennes réfutent cette affirmation, affirmant qu'elles facilitent l'accès. Le même jour, le PRCS a signalé des dommages au bâtiment de l'hôpital et des fragments de tirs d'artillerie éparpillés à l'intérieur en raison d'une attaque signalée à proximité de l'hôpital. Le 25 janvier, dans l'après-midi, 11 cadavres palestiniens déplacés, vraisemblablement déplacés de Jabalya, auraient été retrouvés sous les décombres, à Al Maghazi, Deir al Balah. Vingt-six autres personnes déplacées restent toujours sous les décombres²⁵⁷.

Le 26 janvier, Médecins Sans Frontières a rapporté que l'hôpital Nasser ne pouvait plus fournir de services médicaux vitaux, laissant de nombreux patients blessés sans possibilité de traitement dans un contexte de violents combats et de bombardements. La capacité chirurgicale de l'hôpital est

²⁵⁴

https://twitter.com/PalestineRCS/status/1750502791296995678?ref_src=twsrc%5Etfw%07Ctwcamp%05Etweetembed%07Ctwterm%05E1750502791296995678%07Ctwgr%05Edebb2eb1b186cbff46156291450d86e8e7a56cc8%07Ctwcon%05Es1&ref_url=https%03A%02F%02Fwww.aljazeera.com%02Fnews%02Fliveblog%02F2024%02F1%02F25%02Fisraels-war-on-gaza-live-israel-kills-9-in-un-shelter-sparking-outrage

²⁵⁵ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-103>

²⁵⁶ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-103>

²⁵⁷ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-103> ;

https://twitter.com/PalestineRCS/status/1750502791296995678?ref_src=twsrc%5Etfw%07Ctwcamp%05Etweetembed%07Ctwterm%05E1750502791296995678%07Ctwgr%05Edebb2eb1b186cbff46156291450d86e8e7a56cc8%07Ctwcon%05Es1&ref_url=https%03A%02F%02Fwww.aljazeera.com%02Fnews%02Fliveblog%02F2024%02F1%02F25%02Fisraels-war-on-gaza-live-israel-kills-9-in-un-shelter-sparking-outrage

quasiment inexistante, et la poignée de personnel médical restant à l'hôpital tente de se débrouiller avec des fournitures très faibles, insuffisantes pour faire face à l'afflux massif de blessés. Entre 300 et 350 patients blessés par la guerre restent à l'hôpital, incapables d'évacuer en raison du danger et du manque d'ambulances. Le 24 janvier, au moins un patient de l'hôpital est décédé faute de chirurgien orthopédiste disponible. Des bombardements à proximité de l'hôpital ont de nouveau été signalés le 27 janvier²⁵⁸.

Le 27 janvier, la Société du Croissant-Rouge palestinien (SCRCP) a signalé que les forces israéliennes continuaient de bombarder les environs de l'hôpital Al Amal et le siège de la branche du Croissant-Rouge palestinien à Khan Younis, mettant ainsi en danger la sécurité du personnel médical, des blessés, des patients et des environ 7 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) qui y avaient trouvé refuge²⁵⁹ :

« The Palestine Red Crescent Society condemns the siege and targeting by the Israeli occupation of PRCS Al-Amal Hospital, and its branch headquarters in Khan Yunis for the sixth consecutive day. The occupation continues to bombard the vicinity of the hospital and open fire, jeopardizing the safety of medical staff, the wounded, patients, and approximately 7000 displaced individuals who sought refuge there to escape Israeli bombardment.

Since the beginning of the continuous targeting of the hospital and the PRCS's headquarters for about four weeks, dozens have been killed and injured inside our facilities and in their surroundings. This is in addition to the state of terror and panic experienced by the medical staff and the displaced in the corridors and various sections of the building, which has been severely damaged due to continuous bombardment in the vicinity of the hospital and the PRCS's headquarters. The curfew and the continued blockade in the hospital's vicinity hinder the movement of ambulances and their emergency medical teams in the city, preventing them from reaching the injured, providing first aid services, and transporting them to the hospital for necessary medical care.

The PRCS emphasizes that this direct Israeli targeting of Al-Amal Hospital in Khan Yunis is part of a series of systematic attacks on its centers and its teams throughout the Gaza Strip. This siege and its consequences are a blatant violation of international agreements, especially the provisions of international humanitarian law that require the Israeli occupation to respect the Red Crescent emblem, medical missions, facilitate its humanitarian work, and allow medical teams access to civilians entitled to receive medical care.

The PRCS denies the false claims of the Israeli occupation about the presence of armed individuals inside the hospital building. It confirms that it doesn't have direct coordination with the Israeli occupation, and there has been no communication from the Israeli forces with the hospital administration. The hospital, still besieged with all its staff, patients, and

²⁵⁸ <https://www.doctorswithoutborders.org/latest/nasser-hospital-collapses-cutting-access-health-care-southern-gaza> ; <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-104>

²⁵⁹ <https://reliefweb.int/report/occupied-palestinian-territory/palestine-red-crescent-society-calls-international-community-protect-its-headquarters-and-medical-and-ems-teams-khan-yunis-enar> ; <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-104>

displaced individuals, cannot receive the wounded due to the continuous bombardment of the city.

The Palestine Red Crescent urges the international community and partners in the International Red Cross and Red Crescent Movement to intervene immediately and urgently to protect Al-Amal Hospital and protect the medical teams, the wounded, patients, and displaced individuals who are threatened every moment by the continuous siege and bombardment by the Israeli occupation ».

Le 29 janvier, vers 14 heures, la Société du Croissant-Rouge palestinien (PRCS) a signalé que le service de chirurgie de l'hôpital Al Amal avait cessé ses activités en raison de l'épuisement des réserves d'oxygène. Le PRCS a également signalé au moins trois morts et quatre blessés parmi les déplacés internes soignés, et de nombreux autres blessés dans les environs qui n'ont pas pu être atteints en raison des violents combats. De plus, beaucoup plus de personnes ont été évacuées vers le siège de l'organisation et l'établissement de santé. Les bombardements continus mettent en danger la sécurité du personnel médical, des blessés, des patients et des quelque 7 000 personnes déplacées qui y ont trouvé refuge²⁶⁰.

Entre le 7 octobre et le 29 janvier, plus de 90 établissements de santé et plus de 80 ambulances ont été touchés depuis l'escalade des hostilités. D'autres facteurs incluent les interruptions de l'alimentation électrique et les pénuries de carburant²⁶¹.

Le 29 janvier, selon MSF, la capacité chirurgicale de l'hôpital Nasser est désormais quasiment inexistante, et les quelques membres du personnel médical qui sont restés à l'hôpital doivent composer avec des stocks de matériel médical très faibles. La plupart du personnel de l'hôpital, ainsi que des milliers de personnes déplacées qui avaient trouvé refuge dans l'hôpital, ont fui dans les jours précédant l'ordre d'évacuation des zones environnantes par les forces israéliennes. Entre 300 et 500 patients se trouvent toujours à l'hôpital Nasser, n'ayant pu être évacués en raison du danger et faute d'ambulances. Ces patients souffrent de plaies ouvertes, de lacérations dues à des explosions, de fractures et de brûlures²⁶².

Le 29 janvier, l'hôpital européen de Gaza est le deuxième plus grand établissement après l'hôpital Nasser, avec une grande capacité chirurgicale. A l'heure actuelle, il est également inaccessible au personnel médical et à la population, car les zones avoisinantes font l'objet d'un ordre d'évacuation²⁶³.

Le 29 janvier, le PRCS a envoyé une équipe d'ambulances pour atteindre une jeune fille dans la ville de Gaza qui avait besoin d'être secourue, lors d'attaques, et qui avait perdu tout contact avec elle

²⁶⁰ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-105>

²⁶¹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-105>

²⁶² <https://www.msf-azg.be/fr/news/lh%C3%B4pital-nasser-mis-hors-d%E2%80%99%C3%A9tat-de-fonctionner-par-les-combats-le-sud-de-gaza-n%E2%80%99est-plus-en>

²⁶³ <https://www.msf-azg.be/fr/news/lh%C3%B4pital-nasser-mis-hors-d%E2%80%99%C3%A9tat-de-fonctionner-par-les-combats-le-sud-de-gaza-n%E2%80%99est-plus-en>

depuis. Le 31 janvier, le PRCS a signalé que l'on ne savait toujours pas où se trouvaient l'équipe d'ambulance et la jeune fille²⁶⁴.

Le 29 janvier, Guillemette Thomas, coordinatrice médicale de MSF en Palestine, a déclaré : « Avec la mise hors d'état de fonctionner de l'hôpital Nasser et de l'hôpital Européen de Gaza, il n'y a virtuellement plus de système de santé à Gaza. Cette mise à terre systématique des structures de santé est inacceptable et doit cesser immédiatement pour que les blessés puissent recevoir les soins dont ils ont besoin. L'intégralité du système de santé est désormais hors service »²⁶⁵.

Le 30 janvier, la Société du Croissant-Rouge palestinien (PRCS) a signalé que des éclats d'obus tombés sur l'hôpital Al Amal et sur le siège adjacent du PRCS à Khan Younis avaient fait un mort et neuf blessés parmi les personnes déplacées qui y avaient trouvé refuge²⁶⁶.

Le 30 janvier, le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Dr Tedros Ghebreyesus, a déclaré : « L'hôpital Nasser accueille actuellement 400 patients. Autrefois l'hôpital de référence le plus important du sud de Gaza, Nasser est passé en une semaine de partiellement à très peu fonctionnel, ce qui reflète le démantèlement injustifié et en cours du système de santé²⁶⁷.

Le 30 janvier, plus tard dans la journée, le PRCS a rapporté que les deux bâtiments de l'hôpital Al Amal avaient été attaqués par l'armée israélienne et que les équipes du PRCS et les personnes déplacées avaient été priées d'évacuer les lieux. L'armée israélienne a nié cette affirmation²⁶⁸.

Au 30 janvier, selon l'OMS, 1 243 malades, dont des blessés et des personnes souffrant de problèmes de santé préexistants, ainsi que 1 025 accompagnants, ont été évacués de Gaza via Rafah au 30 janvier ; il s'agit notamment de personnes qui reçoivent un traitement en Égypte et dans d'autres pays²⁶⁹.

Le 31 janvier, la Société du Croissant-Rouge palestinien a signalé qu'un membre du personnel de l'hôpital Al Amal avait été tué par balle près des portes de l'hôpital²⁷⁰.

Le 31 janvier, une femme âgée et un nourrisson sont décédés à l'hôpital d'Al Amal en raison du manque d'oxygène dont ils dépendaient et ont été enterrés dans la cour de l'hôpital, selon le PRCS²⁷¹.

Le 31 janvier, le PRCS a signalé que la cour de l'hôpital Al Amal avait été prise d'assaut et que les forces israéliennes étaient positionnées devant la porte extérieure des urgences. Le 30 janvier, des victimes palestiniennes ont été signalées lors d'attaques à proximité de l'hôpital Nasser et de ses

²⁶⁴ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-107>

²⁶⁵ <https://www.msf-azg.be/fr/news/lh%C3%B4pital-nasser-mis-hors-d%E2%80%99%C3%A9tat-de-fonctionner-par-les-combats-le-sud-de-gaza-n%E2%80%99est-plus-en>

²⁶⁶ <https://twitter.com/PalestineRCS/status/1752355885832110114>

²⁶⁷ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-108>

²⁶⁸ <https://twitter.com/PalestineRCS/status/1752355885832110114>

²⁶⁹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-110>

²⁷⁰ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-107>

²⁷¹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-107>

environs. Les 31 et 30 janvier, des attaques ont été signalées près de l'hôpital Al Amal et du siège du PRCS à Khan Younis²⁷².

Le 31 janvier, le PRCS a rapporté que ses équipes avaient réussi à transporter 25 bouteilles d'oxygène de l'hôpital Nasser dans des conditions risquées à l'hôpital Al Amal²⁷³.

Le 31 janvier, l'UNRWA a signalé que quelque 184 000 personnes s'étaient inscrites pour bénéficier d'une aide humanitaire dans la banlieue ouest de Khan Younis, après avoir été déplacées de la ville occidentale de Khan Younis ces derniers jours en raison des ordres d'évacuation et de la poursuite des hostilités. Outre les personnes déplacées, l'UNRWA lui-même a dû déplacer une partie de ses opérations de la ville occidentale de Khan Younis, perdant ainsi des centres de santé et des abris. L'Agence a rétabli ses opérations dans la banlieue ouest de Khan Younis²⁷⁴.

Le 31 janvier, Médecins Sans Frontières dont le chef des activités médicales a réussi à visiter l'hôpital Shifa dans la ville de Gaza le 22 janvier dans le cadre d'un convoi organisé par l'ONU, a rapporté que le personnel « a du mal à soigner les patients parce que les besoins sont énorme." MSF rapporte en outre que l'établissement fonctionne avec trois salles d'opération pour les interventions chirurgicales urgentes, bien que gravement endommagées et avec peu de ressources. Un patient serait décédé faute de sang pour les transfusions, a indiqué MSF. L'établissement accueille des personnes déplacées en quête de sécurité²⁷⁵.

FEVRIER

Le 1er février, la Société du Croissant-Rouge palestinien (PRCS) a signalé que l'armée israélienne avait pris d'assaut les cours de l'hôpital pour la troisième fois et avait ouvert le feu, touchant cinq véhicules, dont trois ambulances²⁷⁶.

Le 1^{er} février, le PRCS a rapporté que deux membres du personnel avaient été tués la veille par des tirs israéliens près de la porte de l'hôpital²⁷⁷ :

²⁷² <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-107>

²⁷³ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-108>

²⁷⁴ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-107>

²⁷⁵ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-107>

²⁷⁶ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-108>

²⁷⁷ <https://twitter.com/PalestineRCS/status/1752999193239580683>



Le 1^{er} février, le PRCS a réitéré que le sort des deux membres du personnel de l'équipe d'ambulance dépêchée pour atteindre une jeune fille à la date du 29 janvier dans la ville de Gaza reste inconnue²⁷⁸ :

²⁷⁸ <https://twitter.com/PalestineRCS/status/1752999193239580683>



Le 2 février, la Société du Croissant-Rouge palestinien (PRCS) a signalé que le directeur du département de la jeunesse et des volontaires du PRCS avait été tué par balle à son siège à Khan Younis. Le même jour, selon le PRCS, le sort de deux membres de l'équipe d'ambulances envoyées le 29 janvier pour secourir une fillette de six ans dans la ville de Gaza restait inconnu²⁷⁹.

Le 2 février, de violents combats près des hôpitaux Nasser et Al Amal à Khan Younis se sont poursuivis, mettant en danger la sécurité du personnel médical, des blessés et des malades, ainsi que celle de milliers de personnes déplacées cherchant refuge dans les hôpitaux.

Le 2 février, deux fois plus d'enfants ont désormais besoin d'un soutien en matière de santé mentale et psychosociale (MHPSS) dans la bande de Gaza, par rapport aux estimations d'avant-guerre²⁸⁰.

Le 2 février, l'UNICEF estime que la quasi-totalité des 1,2 million d'enfants de Gaza ont besoin de SMSPS. Selon l'UNICEF, « au moins 17 000 enfants à Gaza sont non accompagnés ou séparés » de leurs parents et « en raison du manque flagrant de nourriture, d'eau et d'abris, les familles élargies sont en détresse et ont du mal à s'occuper immédiatement d'un autre enfant. eux-mêmes ont du mal à subvenir aux besoins de leurs propres enfants et de leur famille²⁸¹ :

²⁷⁹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-109>

²⁸⁰ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-109>

²⁸¹ <https://www.unicef.org/press-releases/stories-loss-and-grief-least-17000-children-are-estimated-be-unaccompanied-or> ; <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-109>

« UNICEF estimates that at least 17,000 children in the Gaza Strip are unaccompanied or separated. Each one, a heartbreaking story of loss and grief. This corresponds to 1% of the overall displaced population - 1.7 million people. Of course, this is an estimation since it is nearly impossible to gather and verify information under the current security and humanitarian conditions.

I returned from Gaza this week. I met many children, each one with her or his own devastating story to tell.

Of 12 children I met or interviewed, more than half of them had lost a family member in this war. Three had lost a parent, of which, two had lost both their mother and their father. Behind each of these statistics is a child who is coming to terms with this horrible new reality.

11 year old Razan was with her family in her uncle's house when it was bombed in the first weeks of the war. She lost almost all her family members. Her mother, father, brother, and two sisters were killed. Razan's leg was also injured and had to be amputated. Following the surgery, her wound got infected. Razan is now being taken care of by her aunt and uncle, all of whom have been displaced to Rafah.

In a center where unaccompanied children are hosted and cared for, I also saw two very young children aged 6 and 4. They are cousins and their entire respective families were killed in the first half of December. The four year old girl - in particular - is still very much in shock.

I met these children in Rafah. We fear that the situation of children who have lost their parents is much worse in the North and the Center of the Gaza Strip.

In the middle of a conflict, it is common for extended families to take care of children who lost their parents. But currently, due to the sheer lack of food, water or shelter, extended families are distressed and face challenges to immediately take care of another child as they themselves are struggling to cater for their own children and family.

In these situations, immediate interim care must be made available at scale while keeping children connected to or tracing their families so that they can be reunited when the situation stabilizes.

Razan, like most of the children who went through such a traumatic experience, is still in shock. Each time she recalls the events, she falls in tears and gets exhausted. Razan's situation is also particularly distressing since her mobility is severely limited and specialized support and rehabilitation services are not available.

Children's mental health is severely impacted. They present symptoms like extremely high levels of persistent anxiety, loss of appetite, they can't sleep, they have emotional outbursts or panic every time they hear the bombings.

Before this war, UNICEF was considering that more than 500,000 children were already in need of Mental Health and Psychosocial support in the Gaza Strip. Today, we estimate that almost all children are in need of MHPSS, more than 1 million children.

UNICEF and its partners have provided mental health and psychosocial support to more than 40,000 children and 10,000 caregivers since the beginning of this conflict. I attended one of these activities and it is really a relief to see children play, draw, dance, sing and smile. It helps them to cope with the terrible situation they are going through. But of course, this is far from sufficient when we see the scale of the needs.

The only way to have this mental health and psychosocial support delivered at scale is with a ceasefire. Before this war, in 2022, the child protection cluster led by UNICEF provided this support to nearly 100,000 children. It is possible to scale up now. We have done it before. But it is not possible under the current security and humanitarian conditions.

Before I conclude, I would like to add just one thing. These children don't have anything to do with this conflict. Yet they are suffering like no child should ever suffer. Not a single child, whatever the religion, the nationality, the language, the race, no child should ever be exposed to the level of violence seen on the 7th of October, or to the level of violence that we have witnessed since then ».

Le 2 février, la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) a exprimé sa consternation face au récent assassinat de trois membres de la Société du Croissant-Rouge palestinien (PRCS) à Gaza²⁸² :

The International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies (IFRC) is shocked and deeply saddened by the killing of three members of the Palestine Red Crescent Society (PRCS) in the Gaza Strip - one staff member and one volunteer on 31 January 2024 and one staff member on 2 February 2024.

In the first incident, two colleagues, Naeem Hasan Al-Jabali and Khalid Kulab, were both near the gate of the PRCS Al-Amal Hospital in Khan Younis when they were killed. Today, Hedaya Hamad was killed at the PRCS headquarters, which is in the same compound as the Al-Amal hospital.

These deaths came after several days of shelling and fighting around the hospital which hindered access to the premises and created panic and distress among patients and thousands of displaced people.

The IFRC sends its deepest condolences to the families of those killed and to their friends and colleagues at the Palestine Red Crescent Society.

²⁸² <https://reliefweb.int/report/occupied-palestinian-territory/ifrc-three-palestine-red-crescent-members-killed-unacceptable>

Under International Humanitarian Law, hospitals, ambulances, healthcare workers, and their patients must be respected and protected in every situation.

Any attack on healthcare workers, ambulances, and medical facilities is unacceptable.

We strongly reiterate our call for unwavering respect for the Red Cross, Red Crescent and Red Crystal emblems and the crucial humanitarian services they represent.

The IFRC stands with the PRCS, urging protection for all medical facilities and workers.

We commend the dedication of PRCS volunteers and paramedics, many of whom have lost family members or been affected yet continue to respond.

Since the beginning of the conflict, the IFRC network has lost 14 members. Eleven PRCS staff and volunteers have been killed, and three from Israel's Magen David Adom. This is unacceptable.

Le 31 janvier 2024, le bureau de l'organisation Humanité et Inclusion (HI) situé dans la ville de Gaza a été détruit lors d'une attaque²⁸³ :

« HI's office located in Rimal neighbourhood in Gaza City, has been destroyed in a bombing strike on 31 January 2024.

The building is completely destroyed. No HI staff were present, but we do not have information about potential other victims in the surrounding areas. No alert or warning was given to HI, even though the coordinates of the building were duly communicated to the notification system put in place by the United Nations and Israeli forces to avoid the inadvertent targeting of humanitarian premises.

The priority of our organization is ensuring the safety and well-being of our staff and volunteers in Gaza, as well as to be able to provide assistance to civilians affected by the conflict.

Since October 7, at least 26,751 Palestinians in Gaza have been killed and some 65,636 injured by the ongoing bombardment by Israeli forces. The Israeli retaliation follows the Hamas attacks on October 7, that killed 1,200 Israelis and took 240 Israelis and foreigners hostage.

We are calling on the parties to the conflict to respect International Humanitarian Law. They must ensure the protection of civilians or civilian objects. They must ensure the provision of rapid and unimpeded humanitarian assistance. Medical and humanitarian workers and infrastructure must be protected.

“We are deeply concerned about the pattern of the past months of destroying civilian buildings where NGOs have their offices, schools or civilian's houses. It's again the

²⁸³ <https://www.hi.org/en/news/hi-office-in-gaza-destroyed>

demonstration that nowhere in Gaza is safe. This must stop, and an immediate, long-lasting ceasefire is the only solution," says Federico Dessi, HI Regional Director in Middle East.

HI firmly and loudly asks to stop the use of explosive weapons in Gaza, as they have a systematic indiscriminate impact on civilians and threatens access to essential services for hundreds of thousands of people, including shelter, water, electricity, and humanitarian assistance. It also impedes the ability of humanitarian aid agencies to respond adequately and quickly to the vast and growing needs of civilians.

Entre le 7 octobre et le 31 janvier, plus de 375 personnes déplacées et membres du personnel humanitaire ont été tués et 1 350 blessés dans plus de 290 incidents qui ont eu un impact direct ou collatéral sur les complexes humanitaires dont les coordonnées avaient été notifiées aux parties au conflit. En plus de mettre en danger la vie des civils, de tels incidents compromettent la sécurité des opérations humanitaires²⁸⁴.

FEVRIER 2024

Le 4 février, les soins de santé à Gaza restent extrêmement précaires, selon l'OMS. Depuis deux semaines, de violents combats continuent d'être signalés près des hôpitaux Nasser et Al Amal à Khan Younis, mettant en danger la sécurité du personnel médical, des blessés et des malades, ainsi que celle des milliers de personnes déplacées cherchant refuge dans les hôpitaux²⁸⁵.

Le 4 février le PRCS a rapporté que des centaines de familles déplacées avaient commencé à partir des abords des hôpitaux « dans une atmosphère de terreur et de panique due à la panique et aux tirs continus ». Le PRCS a également rapporté que l'armée israélienne avait convoqué trois cadres supérieurs du PRCS, dont le directeur de l'hôpital Al Amal, pour interrogatoire²⁸⁶.

²⁸⁴ <https://www.ochaopt.org/content/humanitarian-access-snapshot-gaza-strip-end-january-2024>

²⁸⁵ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-111>

²⁸⁶ <https://twitter.com/PalestineRCS/status/1754474442875359275?s=20>

← **Poster**

 **PRCS** ✓
@PalestineRCS

Hundreds of displaced families are leaving Al-Amal Hospital and the PRCS's headquarters in #KhanYunis after being besieged for more than two weeks by the occupation forces, amid an atmosphere of terror and panic due to the ongoing shelling and gunfire.
#NotATarget ✗ #IHL #Gaza
#AlAmalHospital
[Traduire le post](#)



1:14 @PalestineRCS 0:12 / 1:27

12:57 PM · 5 févr. 2024 · 16 k vues

418 Reposts · 28 citations · 503 J'aime · 21 Signets

Le 5 février, le PRCS a rapporté que le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) avait reçu l'approbation des autorités israéliennes pour permettre le passage en toute sécurité des personnes déplacées situées à l'hôpital d'Al Amal et au siège du PRCS à Khan Younis afin d'évacuer vers la région d'Al Mawasi, également en Khan Younis²⁸⁷.

²⁸⁷ <https://twitter.com/PalestineRCS/status/1754449790274850935?s=20>

 **PRCS** 
@PalestineRCS

 Urgent: The occupation forces summoned both the Executive Committee member of the PRCS and the General Manager of Al-Amal Hospital, Dr. Haider Al-Qaddura, along with the hospital's Administrative Director, Maher Atallah, and took them to an unknown location.

 This follows the ICRC informing PRCS of occupation approval for a safe passage, enabling displaced individuals to leave Al-Amal Hospital and PRCS headquarters towards Mawasi in #KhanYunis . Hundreds have started leaving after a two-week siege.

[#NotATarget](#)  [#IHL](#) [#AlAmalHospital](#)
[#Gaza](#)

[Traduire le post](#)



11:20 AM - 5 févr. 2024 - 58,2 k vues

1075 Reposts 84 citations 1302 J'aime 64 Signets

Le 5 février, le CRP a diffusé une séquence vidéo montrant les dégâts qui auraient été causés par les opérations des forces israéliennes au centre d'ambulances du CRP à Jabalya, dans le nord de Gaza, qui ont entraîné la destruction d'un nombre indéterminé d'ambulances. Le 6 février, l'UNRWA a indiqué que 84 % de ses établissements de santé à Gaza avaient été touchés par des attaques et qu'en raison de la poursuite des bombardements et des restrictions d'accès, seuls quatre des 22 établissements de santé de l'UNRWA étaient opérationnels²⁸⁸.

²⁸⁸ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-112>

Le 5 février, le PRCS a rapporté que l'armée israélienne avait convoqué deux de ses cadres supérieurs, dont le directeur adjoint de l'hôpital Al Amal, pour les interroger. Le directeur adjoint est toujours détenu²⁸⁹.



Le 6 février, le PRCS a signalé que deux de ses volontaires avaient été arrêtés alors qu'ils traversaient le couloir humanitaire mis en place la veille. En outre, on ignore toujours où se trouvent les deux membres du personnel du PRCS et la petite fille de six ans qu'ils avaient été chargés de sauver le 29 janvier²⁹⁰.

Le 6 février, depuis plus de deux semaines, de violents combats continuent d'être signalés près des hôpitaux Nasser et Al Amal à Khan Younis, mettant en danger la sécurité du personnel médical, des blessés et des malades, ainsi que des milliers de personnes déplacées internes (PDI) cherchant refuge dans les deux hôpitaux²⁹¹.

²⁸⁹ <https://twitter.com/PalestineRCS/status/1754862866304282793>

²⁹⁰ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-112>

²⁹¹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-112>

Le 6 février, le ministère de la Santé de Gaza a annoncé que les forces israéliennes avaient intensifié leur siège de l'hôpital Nasser, mettant en danger la vie de 300 membres du personnel médical, 450 blessés et quelque 10 000 personnes déplacées cherchant refuge dans l'enceinte de l'hôpital²⁹². Il y a une grave pénurie de fournitures chirurgicales et de sutures et il reste environ quatre jours de carburant nécessaire pour alimenter les générateurs des hôpitaux²⁹³.



Le 7 février, l'UNRWA a signalé une « propagation alarmante de la maladie due au manque d'assainissement et d'eau potable »²⁹⁴

Au 7 février, il n'y avait pas d'hôpitaux pleinement fonctionnels à Gaza tandis que 36 pour cent des hôpitaux et 17 pour cent des centres de soins de santé primaires ne sont que partiellement fonctionnels, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

²⁹² <https://www.facebook.com/MOHGaza1994>

²⁹³ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-112>

²⁹⁴ <https://twitter.com/UNRWA/status/1755164169718931728?s=20>

Le 7 février, de violents combats près des hôpitaux Nasser et Al Amal à Khan Younis continuent de compromettre la sécurité du personnel médical, des blessés et des malades ainsi que des personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) qui ont cherché refuge dans ces hôpitaux²⁹⁵.

Le 7 février, la Société du Croissant-Rouge palestinien (PRCS) a signalé ²⁹⁶que des véhicules militaires israéliens positionnés devant l'hôpital Al Amal tiraient directement sur le bâtiment, faisant deux blessés²⁹⁷ :



²⁹⁵ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-113>

²⁹⁶ <https://twitter.com/PalestineRCS/status/1755293918294315297?s=20>

²⁹⁷ <https://twitter.com/PalestineRCS/status/1755316988430176271?s=20>

Le 7 février, le même jour, le PRCS a également signalé qu'un patient de 77 ans était décédé en raison du manque d'oxygène à l'hôpital Al Amal²⁹⁸. Deux jours plus tôt, quelque 8 000 patients et personnes déplacées auraient évacué cet hôpital et le siège du PRCS, après que l'armée israélienne eut garanti un passage sûr vers la zone d'Al Mawasi à Khan Younis. Cependant, une centaine de membres du personnel médical et bénévoles ainsi que des patients âgés et des personnes handicapées, qui ne pouvaient pas être déplacés, sont restés à l'hôpital :



Le 7 février, un ambulancier du PRCS a été tué et d'autres ont été blessés lorsqu'une équipe d'ambulances, déployée depuis le sud de Gaza pour évacuer les Palestiniens blessés de la ville de Gaza, a été touchée entre l'hôpital baptiste Al Ahli et l'hôpital Shifa, selon le PRCS²⁹⁹

Le 8 février à l'hôpital européen de Gaza, le coordinateur humanitaire par intérim, Jamie McGoldrick, a souligné la nécessité d'apporter davantage de fournitures pour alléger la pression sur les hôpitaux, notant que « les systèmes ici sont en panne. Nous n'avons pas suffisamment de matériel ici pour soutenir les médecins »³⁰⁰.

²⁹⁸ <https://twitter.com/PalestineRCS/status/1755164919790542943?s=20>

²⁹⁹ <https://twitter.com/PalestineRCS/status/1755284100284342325?s=20>

³⁰⁰ <https://twitter.com/WHO/status/1757388346916065343?s=20>

Le 8 février, la coordinatrice médicale du projet HOPE a décrit³⁰¹ les « conditions inhumaines » dont elle a été témoin alors qu'elle travaillait à l'hôpital Al Aqsa de Deir al Balah entre le 17 et le 31 janvier, notant qu'« il n'y avait pas assez d'agents de santé, de médicaments ou de fournitures pour soigner tout le monde :

« In Gaza, the convergence of overcrowding, hunger, limited electricity and connectivity, restricted access to toilets and running water, and ongoing violence has resulted in “inhumane conditions” affecting over two million people. In Rafah, where the population has increased five-fold due to forced displacement, Palestinians live in congested homes, tents, and makeshift shelters amidst constant fear and challenging weather conditions. Approximately 500 people share a single toilet, and open defecation is evident in camps. Clean water is difficult to access, as available sources are often contaminated, contributing to the spread of disease.

Communities in Deir al Balah face isolation from crucial services. Displaced health workers live in hospitals, crammed into single rooms with limited access to food. The hospitals are inundated with patients from Khan Yunis and surrounding areas seeking urgent care for pregnancy complications, life-threatening injuries, and infections arising from poorly managed wound dressings. To address the widespread suffering, Project HOPE continues to advocate for a sustained ceasefire, the release of hostages, and a more efficient and substantial aid delivery process ».

Le 9 février, les combats intenses à Khan Younis, en particulier près des hôpitaux Nasser et Al Amal, continuent de compromettre la sécurité du personnel médical, des blessés et des malades ainsi que des personnes déplacées à l'intérieur du pays, poussant des milliers de personnes vers Rafah³⁰².

Le 9 février, le PRCS a signalé la poursuite des attaques près de l'hôpital Al Amal, qui serait assiégé depuis 19 jours³⁰³ :

³⁰¹ <https://www.projecthope.org/gaza-health-workers-witness-inhumane-conditions/>

³⁰² <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-115>

³⁰³ <https://twitter.com/PalestineRCS/status/1755947828294140047> ; <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-115>



Le 9 février, le PRCS a déclaré qu'en raison des hostilités, il avait perdu le contact avec les équipes opérant à l'intérieur de l'hôpital ³⁰⁴:



Le 9 février, les allégations de tirs de tireurs isolés près de l'hôpital Nasser se sont poursuivies, deux Palestiniens auraient été tués à proximité de l'établissement. Lors de deux incidents survenus le 8 février, les forces israéliennes auraient tiré sur un groupe de personnes à l'entrée de l'hôpital et sur un autre groupe à proximité, tuant respectivement quatre et trois Palestiniens³⁰⁵.

Le 10 février, la Société du Croissant-Rouge palestinien (PRCS) a annoncé que les corps de deux membres d'une équipe d'ambulance avaient été découverts dans leur véhicule détruit, ce qu'elle attribue aux bombardements israéliens. Selon le PRCS, 14 membres d'équipage du PRCS ont été tués

³⁰⁴ <https://twitter.com/PalestineRCS/status/1755967456508555445> ; <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-115>

³⁰⁵ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-115>

depuis le début des hostilités dans la bande de Gaza. L'équipage avait été dépêché le 29 janvier pour secourir une fillette de six ans dans la ville de Gaza, survivante d'une frappe contre son véhicule qui a tué cinq membres de sa famille. Le véhicule avec les corps de la famille, dont l'enfant, a été découvert après le retrait des forces israéliennes de la zone³⁰⁶ :



Le 10 février, quatre personnes déplacées de l'hôpital Nasser ont été tuées par balle dans la cour de l'hôpital³⁰⁷.

Le 10 février, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et OCHA ont livré des médicaments, du matériel de traumatologie et des kits de santé maternelle à l'hôpital Al Aqsa, après coordination avec les autorités israéliennes³⁰⁸. L'hôpital est l'un

³⁰⁶ <https://twitter.com/PalestineRCS/status/1756223629912613294>

³⁰⁷ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-116>

³⁰⁸ <https://twitter.com/ochaopt/status/1757148195270819960?s=20>

des six hôpitaux qui ne restent que partiellement fonctionnels au sud de Wadi Gaza, selon l'OMS. Comme d'autres hôpitaux partiellement fonctionnels à Gaza où le taux d'occupation moyen des lits est de 388 pour cent³⁰⁹, l'hôpital Al Aqsa est submergé par le flux constant de patients et de blessés, dans un contexte de pénurie critique de fournitures médicales, de produits pharmaceutiques, de carburant et de personnel de santé, et a élargi ses services pour les cas moins critiques vers deux écoles adjacentes pour faire face à l'augmentation du nombre de cas³¹⁰.

Le 11 février, le PRCS a signalé que les forces israéliennes avaient attaqué l'hôpital Al Amal, arrêté 18 personnes, dont neuf membres du personnel médical et bénévole, quatre blessés et cinq accompagnateurs, et causé d'importants dégâts au matériel médical et logistique³¹¹. Le PRCS allègue en outre que de l'argent a été retiré du coffre-fort de l'hôpital ainsi qu'à celui des patients et des personnes déplacées, et que l'opération a entraîné des violences physiques et un refus d'accès aux installations sanitaires. L'hôpital Al Amal continue de faire face à de graves pénuries de carburant et de fournitures médicales et ne dispose actuellement que d'une seule salle d'opération fonctionnelle³¹².

Le 11 février, le PRCS a signalé que des dommages structurels avaient été causés à l'entrée principale de l'hôpital en raison des frappes israéliennes et que le véhicule restant de l'hôpital avait été mis hors service³¹³ :



³⁰⁹ https://www.emro.who.int/images/stories/Sitrep_-_issue_22.pdf?ua=1

³¹⁰ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-118>

³¹¹ <https://www.palestinercs.org/public/files/image/2024/latestResponse/en%20300%202024.pdf>

³¹² <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-116>

³¹³ <https://twitter.com/PalestineRCS/status/1756612941284069431>; <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-116>

Le 12 février, le PRCS a diffusé une séquence vidéo montrant les dégâts infligés à sa flotte d'ambulances par les tirs israéliens³¹⁴.

Le 12 février, les combats intenses à Khan Younis, en particulier près des hôpitaux Nasser et Al Amal, continuent de compromettre la sécurité du personnel médical, des blessés et des malades ainsi que des personnes déplacées à l'intérieur du pays³¹⁵.

Le 12 février, Médecins du Monde (Mdm) a condamné la destruction de ses bureaux dans la ville de Gaza quelques jours auparavant, qu'ils qualifient de délibérée³¹⁶ :

« Médecins du Monde condamne avec la plus grande fermeté la destruction délibérée de ses bureaux à Gaza City. Aucun personnel de l'ONG, ni civils, n'étaient présents à l'intérieur lorsque l'immeuble a été démoli. Cette attaque, survenue il y a quelques jours, est un signe supplémentaire des violations flagrantes et quotidiennes du droit international humanitaire dans la bande de Gaza.

Selon les informations transmises par les équipes de Médecins du Monde (Mdm) sur place, les bureaux de l'ONG, situés dans le quartier d'Al Rimal à Gaza City, ont été détruits de manière intentionnelle il y a quelques jours. Mdm n'a reçu aucun avertissement concernant cette attaque, alors que les bureaux étaient clairement identifiés comme étant ceux d'un acteur humanitaire, et que l'adresse de l'immeuble avait été partagée à l'organe israélien dédié à la coordination avec les ONG pour qu'il ne soit pas pris pour cible.

Le 3 février dernier, des soldats sont entrés dans les bureaux de Mdm. Ils ont fait sortir des personnes âgées, des femmes et des enfants. Tous les hommes présents ont été sortis d'une manière extrêmement dégradante et humiliante, les soldats les forçant à sortir nus.

Mdm était ensuite conservé sans nouvelle concernant ses bureaux, jusqu'à réception d'images choquantes où il est clairement établi que l'immeuble qui abritait les bureaux de l'ONG a été de manière quelconque détruit. « Nous sommes une fois de plus indignés face à ce qui apparaît comme une violation flagrante du droit international humanitaire. La destruction de nos bureaux est une preuve supplémentaire qu'absolument aucun endroit n'est sûr à Gaza. Les bâtiments des ONG sont démolis, alors que l'aide humanitaire est insuffisante et que des civils continuent de mourir chaque jour. Démolir les infrastructures des ONG est aussi une manière de limiter, voire empêcher l'aide humanitaire de s'organiser », condamne Helena Ranchal, Directrice des opérations internationales de Médecins du Monde.

Le 12 février, le ministère de la Santé de Gaza a rapporté que sept Palestiniens avaient été tués et 14 autres blessés par des tirs de tireurs isolés dans la cour de l'hôpital Nasser. Les plafonds suspendus de l'hôpital ont également été endommagés par des explosions à proximité ; des eaux usées se sont

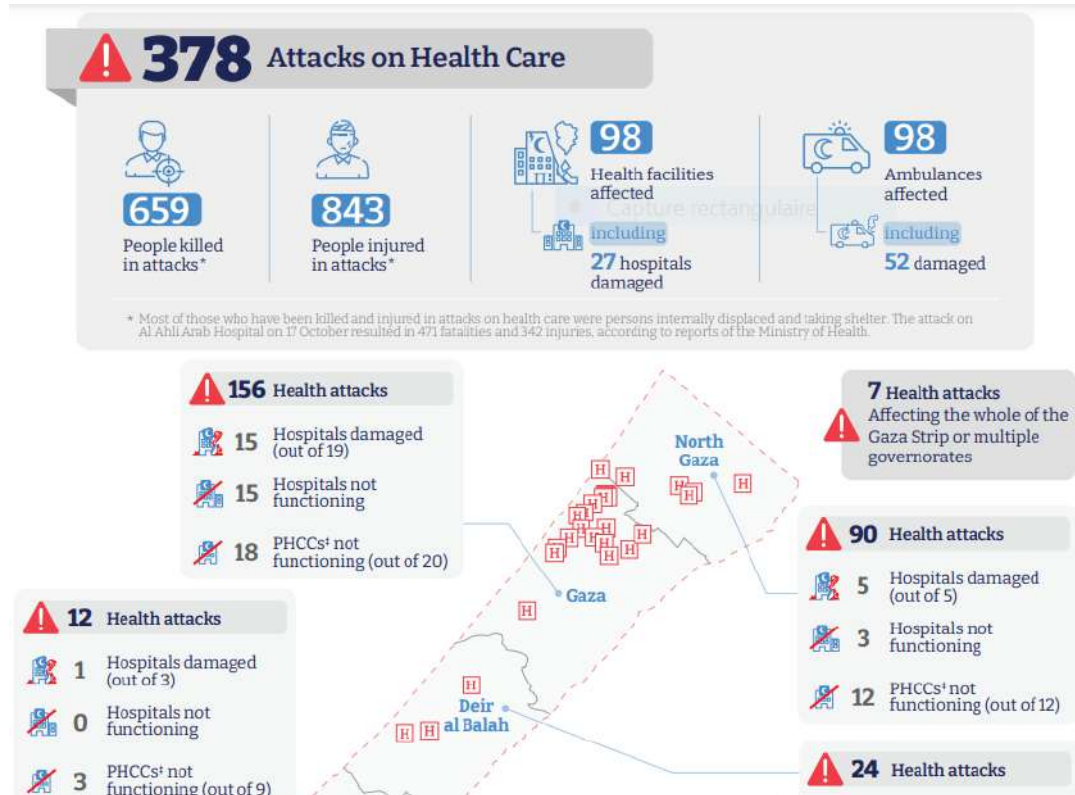
³¹⁴ <https://twitter.com/PalestineRCS/status/1756983492536119504>; <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-116>

³¹⁵ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-116>

³¹⁶ https://www.medecinsdumonde.org/actualite/medecins-du-monde-condamne-la-destruction-de-ses-bureaux-a-gaza-city/?fbclid=PAAaa6w50Kdv-vSH8JFJOqg1EPo86or_NnW2Bnx2lxIczLwqTudL3VIxD8z7M

infiltrées dans le service des urgences, selon le ministère de la Santé de Gaza. L'hôpital Al Amal continue de faire face à de graves pénuries de carburant et de fournitures médicales et ne dispose actuellement que d'une seule salle d'opération fonctionnelle³¹⁷.

Entre le 7 octobre et le 12 février, selon l'OMS, 378 attaques ont eu lieu contre des établissements de santé à Gaza, touchant 98 établissements de santé et 98 ambulances. Environ 65 pour cent de ces attaques ont été signalées dans les gouvernorats de Gaza et du nord de Gaza³¹⁸.

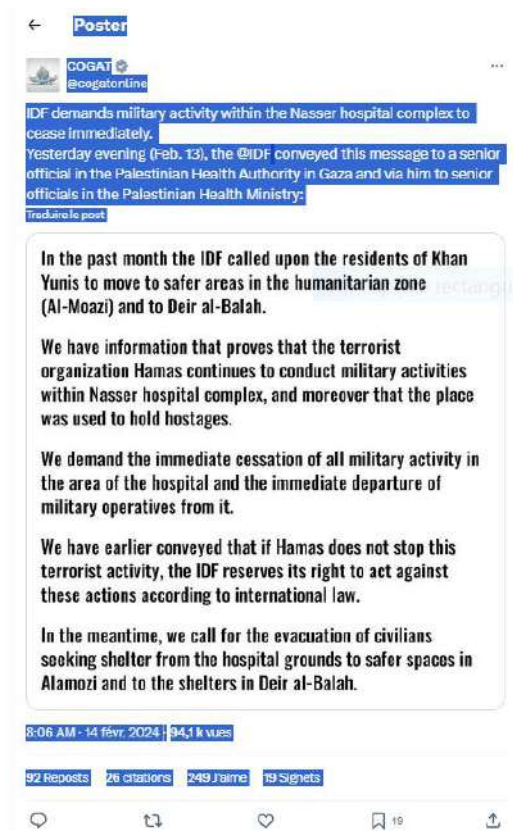


Les 13 et 14 février, l'armée israélienne a appelé à l'évacuation des civils cherchant refuge à l'hôpital Nasser, affirmant que des activités militaires étaient menées depuis l'enceinte de l'hôpital³¹⁹.

³¹⁷ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-117>

³¹⁸ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-119>

³¹⁹ <https://twitter.com/cogatonline/status/1757662477108568249?s=20>



Le 13 février, selon le ministère de la Santé de Gaza, trois personnes ont été tuées et 10 autres blessées à l'intérieur du complexe médical Nasser par des tirs de tireurs isolés israéliens dans l'après-midi du 13 février³²⁰.

Le 13 février, les générateurs diesel de l'hôpital Nasser ont cessé de fonctionner, ce qui a entraîné la mort d'un enfant de 10 ans³²¹.

Le 13 février, l'OMS a signalé que les patients et les agents de santé avaient évacué début février l'hôpital de l'Association des Amis des Patients, dans le nord de Gaza, et que l'hôpital avait été mis hors service après avoir subi de graves dommages³²² :

³²⁰ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-118>

³²¹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-118>

³²² <https://twitter.com/WHOOpt/status/1757354850814218424>

WHO in occupied Palestinian territory @WHOoPt

This is what remains of the Patients Friends Association hospital in northern #Gaza.

Patients and health workers evacuated in search of safety in early February.

60% of hospitals in the Gaza Strip are non-functional.

Over **70%** of civilian infrastructure - including homes, hospitals, schools, water, and sanitation facilities - have been destroyed or severely damaged.

Nowhere is safe.

Gaza needs a #CeasefireNOW

Traduire le post



OCHA oPt (Palestine) et 2 autres personnes

11:43 AM · 13 févr. 2024 · 4 597 vues

84 Reposts 3 citations 68 J'aime 6 Signets

Le 14 février, l'hôpital Nasser de Khan Younis continue d'être assiégé par les chars israéliens et des allégations de tirs de tireurs d'élite en direction de l'hôpital et de ses environs continuent de se produire, mettant en danger la vie de 300 membres du personnel médical, 450 blessés et quelque 10 000 personnes déplacées qui se seraient réfugiées dans l'hôpital. composé³²³.

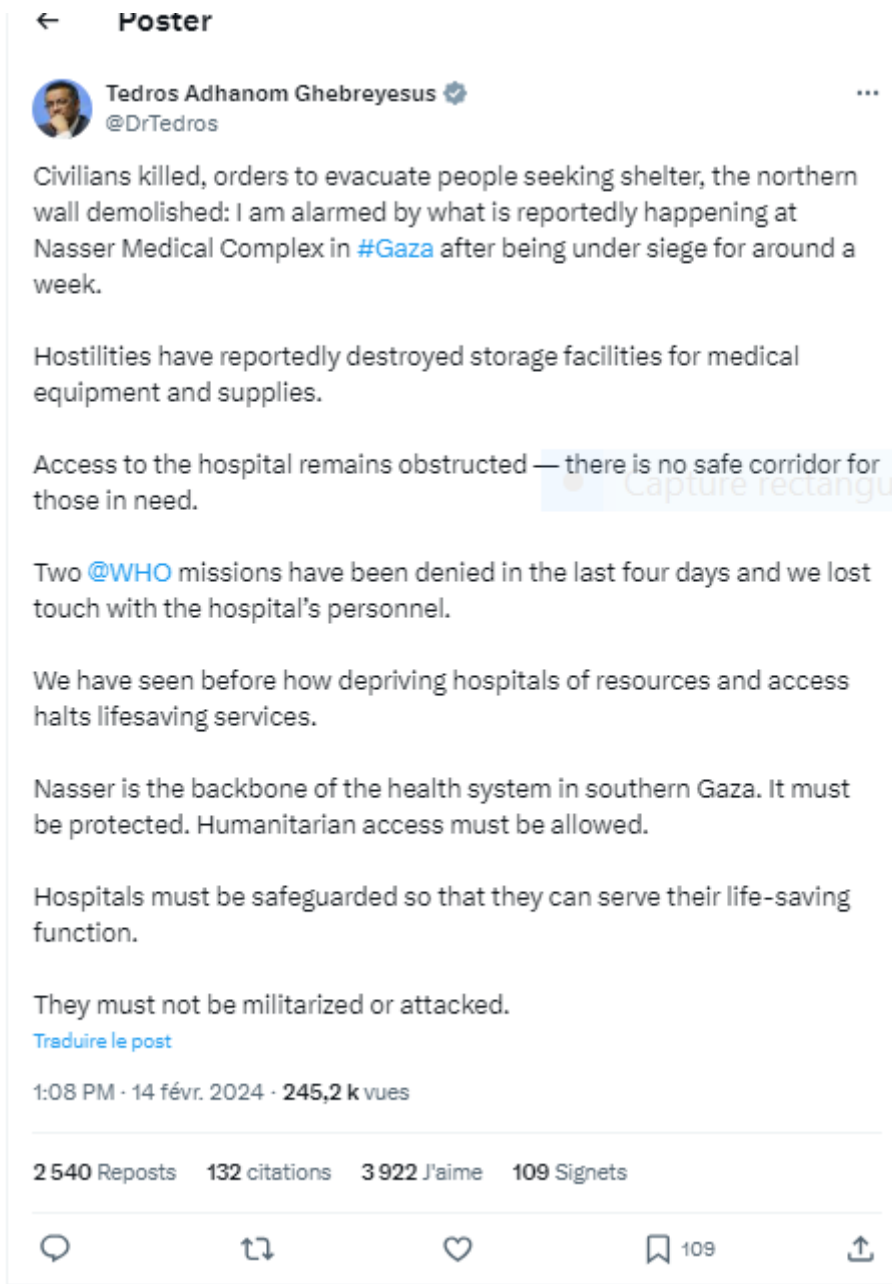
Le 14 février à 13 heures, les personnes déplacées, notamment des femmes enceintes et des personnes âgées, ont été contraintes de commencer à évacuer l'hôpital au milieu de tirs nourris dans la zone³²⁴.

Le 14 février, un médecin avait été blessé lorsque le troisième étage de l'hôpital avait été touché. Le service d'orthopédie a également été touché, tuant un patient et en blessant de nombreux autres.

³²³ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-118>

³²⁴ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-118>

Le 14 février, le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé, Tedros Adhanom Ghebreyesus, a signalé que deux missions prévues pour atteindre l'hôpital au cours des quatre derniers jours s'étaient vu refuser l'accès et que son personnel avait perdu le contact avec le personnel hospitalier³²⁵ :



Le 14 février, les travailleurs humanitaires et de santé continuent de faire face à d'énormes défis et risques pour servir les personnes ayant besoin d'une aide urgente et sauver des vies, en particulier compte tenu des attaques continues contre les établissements de santé, du manque de fournitures et de la surpopulation³²⁶.

³²⁵ <https://twitter.com/DrTedros/status/1757738485824311673?s=20>

³²⁶ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-119>

Les 14 et 15 février, le PRCS a signalé que le bâtiment de l'hôpital Al Amal avait été endommagé par des bombardements intenses à proximité de l'hôpital³²⁷.

Le 15 février, le ministère de la Santé de Gaza a signalé que des centaines de patients et de membres du personnel avaient été transférés dans un bâtiment situé à l'intérieur de l'hôpital, où ils manquaient de nourriture, d'eau et de préparations pour nourrissons, et que les générateurs de l'hôpital avaient cessé de fonctionner, mettant ainsi la vie de six patients sous respirateurs dans l'unité de soins intensifs (USI) et de trois bébés prématurés en danger³²⁸.

Le 15 février, Médecins Sans Frontières (MSF) a signalé que l'hôpital avait été bombardé, tuant et blessant un nombre indéterminé de personnes, et qu'un membre du personnel était porté disparu³²⁹ :



Le 15 février, les forces israéliennes ont pénétré dans l'hôpital Nasser de Khan Younis, y compris dans le service de maternité, selon le ministère de la Santé de Gaza. L'armée israélienne a affirmé que le Hamas détenait des otages ou retenait les corps d'Israéliens dans l'enceinte. Ces événements surviennent à la suite du siège de l'hôpital, des allégations de tirs continus de tireurs d'élite dans les environs et des eaux usées qui continuent d'inonder le service des urgences. Selon le ministère de la Santé de Gaza, suite à l'évacuation forcée de milliers de personnes de l'hôpital sous les ordres de l'armée israélienne, et dans la soirée du 14 février, plus de 2 500 personnes étaient toujours à l'hôpital, dont environ 1 500 personnes déplacées à l'intérieur du pays, environ 490 agents de santé et leurs familles, et 600 patients et leurs accompagnants, dont des personnes en soins intensifs et trois bébés en couveuse³³⁰.

Le 15 février, Martin Griffiths, secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et coordonnateur des secours d'urgence, exprimant son inquiétude quant à l'évolution de la situation à l'hôpital, a déclaré que « les blessés et les malades, ainsi que le personnel et les installations médicales doivent être protégés »³³¹:

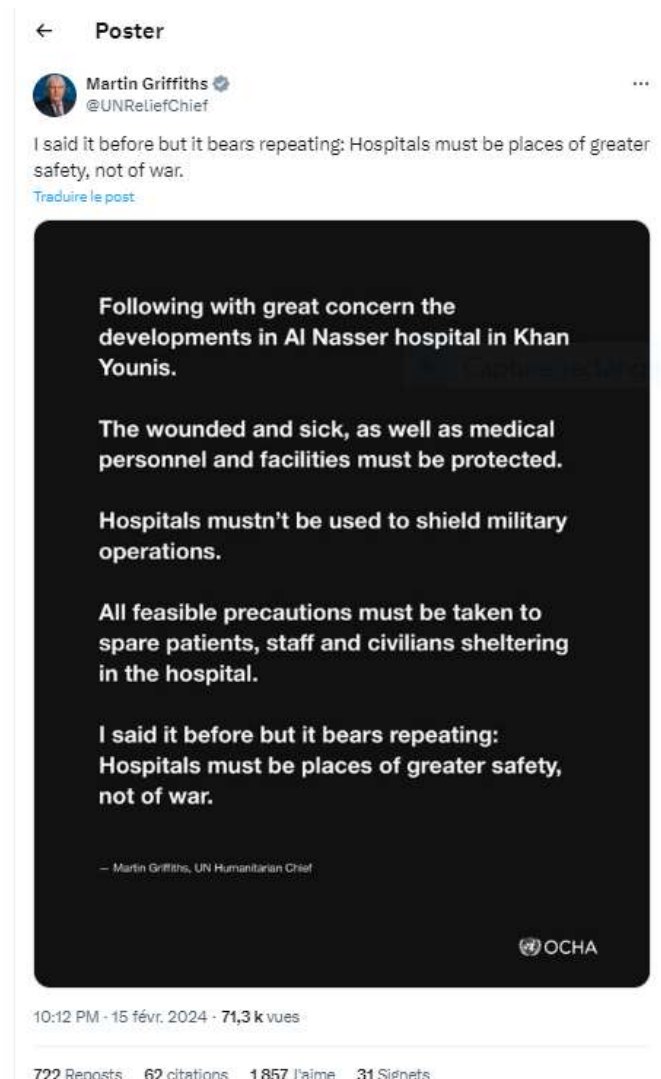
³²⁷ <https://twitter.com/PalestineRCS/status/1757913574431920631?s=20>

³²⁸ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-120>

³²⁹ <https://twitter.com/MSF/status/1758107841297105037>

³³⁰ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-119>

³³¹ <https://twitter.com/UNReliefChief/status/1758237800787308652>



Dans la matinée du 16 février, le ministère de la Santé a signalé que cinq patients des soins intensifs étaient décédés en raison d'un manque d'oxygène. Depuis le 16 février, les opérations des forces israéliennes dans le complexe de l'hôpital Nasser à Khan Younis se poursuivent. L'armée israélienne a affirmé que le Hamas détenait des otages ou retenait les corps d'Israéliens dans l'enceinte de l'enceinte, et a ensuite indiqué que ses forces avaient arrêté vingt des suspects des attaques du 7 octobre en Israël³³².

Le 18 février, le PRCS a signalé que le troisième étage de l'hôpital avait été endommagé par des tirs d'artillerie et que la salle centrale de maintenance avait été détruite³³³.

Le 18 février, l'ONU et la Société du Croissant-Rouge palestinien (PRCS) ont visité l'hôpital et évacué 14 patients. Auparavant, le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, avait signalé qu'une équipe de l'OMS n'était pas autorisée à entrer dans l'hôpital pour évaluer l'état des

³³² <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-120>

³³³ <https://twitter.com/PalestineRCS/status/1759115199854850395?s=20> ;

<https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-121>

patients et les besoins médicaux critiques, bien qu'elle soit arrivée dans l'enceinte de l'hôpital pour livrer du carburant³³⁴ :



Depuis le 19 février, l'opération militaire israélienne dans le complexe de l'hôpital Nasser à Khan Younis se poursuit³³⁵.

Au 19 février, selon le ministère de la Santé de Gaza, les forces israéliennes ont arrêté 70 membres du personnel médical, dont un médecin de soins intensifs et le directeur de la chirurgie, et huit patients sont décédés à cause du manque d'oxygène. Des négociations sont en cours pour permettre l'évacuation des patients restants³³⁶.

Le 19 février, la situation à l'hôpital Al Amal à Khan Younis reste critique, après 28 jours de siège par l'armée israélienne. Le 19 février, le PRCS a signalé une diminution des réserves de carburant pour produire de l'électricité pour les patients à haut risque et un quasi-épuisement des réserves alimentaires³³⁷.

Le 19 février, douze membres du personnel du PRCS sont toujours détenus par les forces israéliennes, selon le PRCS³³⁸.

Le 19 février, les problèmes de santé publique s'intensifieraient à Gaza, affectant de manière disproportionnée les femmes. Cela est dû aux bombardements continus, au manque de nourriture et d'eau essentielles, à l'effondrement du système de santé et à l'accès limité à ceux qui ont besoin d'une aide urgente³³⁹.

³³⁴ <https://twitter.com/drtedros/status/1759104945993761060?s=46&t=FY3aRVR3ZaKVrABjS3VXXg>

³³⁵ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-121>

³³⁶ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-121>

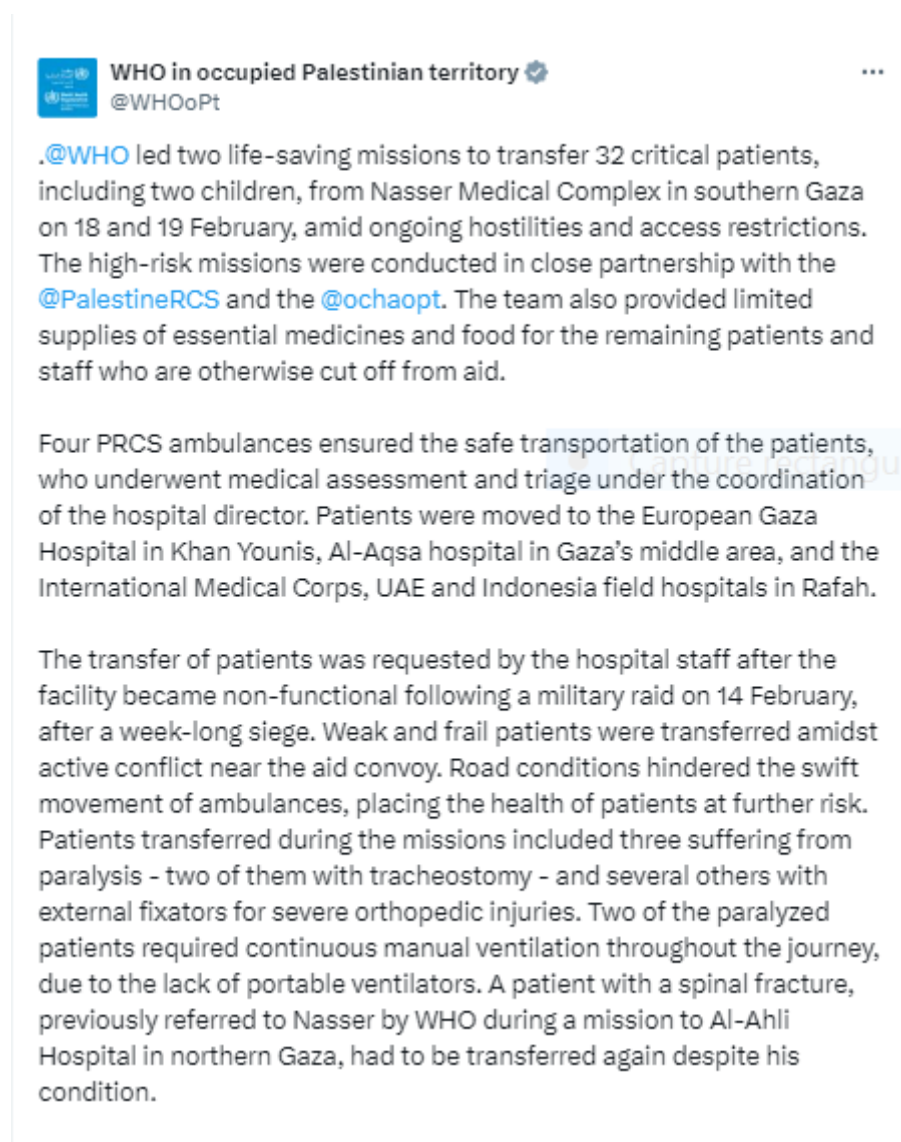
³³⁷ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-121>

³³⁸ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-121>

³³⁹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-121>

Le 19 février, le PRCS a rapporté que, pour l'hôpital Al Amal à Khan Younis, la station de dessalement de l'eau de l'installation n'est plus fonctionnelle après avoir été touchée par les forces israéliennes et que l'eau potable disponible n'est suffisante que pour trois jours. L'établissement est déjà confronté à un manque de réserves de carburant pour produire de l'électricité pour les patients à haut risque et à un quasi-épuisement des réserves alimentaires. Il aurait subi des dommages dus aux récents bombardements d'artillerie³⁴⁰.

Le 20 février, l'OMS a indiqué qu'au cours des deux jours précédents, elle avait réussi à transférer 32 patients dans un état critique de l'hôpital Nasser de Khan Younis vers trois autres hôpitaux de Gaza, avec le soutien de la Société du Croissant-Rouge palestinien (PRCS) et d'OCHA³⁴¹ :



WHO in occupied Palestinian territory @WHOoPt

.@WHO led two life-saving missions to transfer 32 critical patients, including two children, from Nasser Medical Complex in southern Gaza on 18 and 19 February, amid ongoing hostilities and access restrictions. The high-risk missions were conducted in close partnership with the @PalestineRCS and the @ochaopt. The team also provided limited supplies of essential medicines and food for the remaining patients and staff who are otherwise cut off from aid.

Four PRCS ambulances ensured the safe transportation of the patients, who underwent medical assessment and triage under the coordination of the hospital director. Patients were moved to the European Gaza Hospital in Khan Younis, Al-Aqsa hospital in Gaza's middle area, and the International Medical Corps, UAE and Indonesia field hospitals in Rafah.

The transfer of patients was requested by the hospital staff after the facility became non-functional following a military raid on 14 February, after a week-long siege. Weak and frail patients were transferred amidst active conflict near the aid convoy. Road conditions hindered the swift movement of ambulances, placing the health of patients at further risk. Patients transferred during the missions included three suffering from paralysis - two of them with tracheostomy - and several others with external fixators for severe orthopedic injuries. Two of the paralyzed patients required continuous manual ventilation throughout the journey, due to the lack of portable ventilators. A patient with a spinal fracture, previously referred to Nasser by WHO during a mission to Al-Ahli Hospital in northern Gaza, had to be transferred again despite his condition.

³⁴⁰ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-122>

³⁴¹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-122>

Nasser Hospital has no electricity or running water, and medical waste and garbage are creating a breeding ground for disease. WHO staff said the destruction around the hospital was 'indescribable.' The area was surrounded by burnt and destroyed buildings, heavy layers of debris, with no stretch of intact road.

An estimated 130 sick and injured patients and at least 15 doctors and nurses remain inside the hospital. As the ICU was no longer functioning, WHO staff transferred the only remaining ICU patient to a different part of the complex where other patients are receiving basic care.

WHO fears for the safety and well-being of the patients and health workers remaining in the hospital and warns that further disruption to lifesaving care for the sick and injured would lead to more deaths. Efforts to facilitate further patient referrals amidst the ongoing hostilities are in process.

Prior to the missions, WHO received two consecutive denials to access the hospital for medical assessment, causing delays in urgently needed patient referral. Reportedly, at least five patients died in the Intensive Care Unit before any missions or transfers were possible.

On 17 February, an UNRWA-led mission, which included WHO staff, delivered 24,000 liters of fuel and limited food and water supplies to the hospital, after not being able to reach it on 16 February due to unforgiving road conditions, including a deep, muddy, impassable ditch 50 meters from the hospital. That day, despite the risks, WHO staff, accompanied by an engineer, managed to reach Nasser Medical Complex on foot. However, they were only permitted to examine the generator, which had ceased functioning after running out of fuel. During both missions, senior WHO staff clearly identified themselves upon entering the hospital compound and requested approval to assess patients and evaluate hospital functionality. These requests were denied.

As the raid continues, any further damage to Nasser Medical Complex will mean even more delays in restoring functionality. The hospital's large medical warehouse, along with supplies provided by WHO and partners, has burnt down, and the warehouse for day-to-day medical supplies is partly damaged. The WHO-supported limb reconstruction center, housed within the hospital, is no longer operational. These are tragic developments that will further limit access to health care in a context where needs continue to soar.

The dismantling and degradation of the Nasser Medical Complex is a massive blow to Gaza's health system. Facilities in the south are already operating well beyond maximum capacity and are barely able to receive more patients.

WHO repeats its calls for the protection of patients, health workers, health infrastructure, and civilians. Hospitals must not be militarized, misused, or attacked.

WHO reiterates its calls for all parties to uphold international humanitarian law and the principles of precaution, distinction, and proportionality, and to ensure sustained access so hospitals can continue providing lifesaving care.

[Traduire le post](#)

Le 20 février, la situation à l'hôpital Al Amal à Khan Younis reste critique, après 29 jours de siège par l'armée israélienne³⁴².

Le 20 février, le PRCS a rapporté que l'hôpital Al Amal de Khan Younis continuait d'être directement touché par les bombardements d'artillerie qui ont causé d'importants dégâts à ses installations et fait des victimes. L'hôpital est déjà confronté à un manque de réserves de carburant pour produire de l'électricité pour les patients à haut risque et à un quasi-épuisement des réserves alimentaires³⁴³.

Le 20 février, les ambulances du PRCS ont évacué 21 blessés de l'hôpital Nasser, également à Khan Younis, vers deux hôpitaux de campagne à Rafah, en collaboration avec l'OMS et OCHA³⁴⁴. Les deux jours précédents, les mêmes partenaires avaient évacué 32 patients dans un état critique de l'hôpital Nasser vers trois autres hôpitaux de Gaza suite au siège et au raid du complexe hospitalier par l'armée israélienne³⁴⁵.

Le 21 février, quelque 110 patients malades et blessés, ainsi qu'une quinzaine de médecins et d'infirmières, sont toujours hospitalisés, sans électricité ni eau courante, les eaux usées inondent

³⁴² <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-122>

³⁴³ <https://twitter.com/PalestineRCS/status/1759982450933944757?s=20>

³⁴⁴ <https://twitter.com/PalestineRCS/status/1760213956625313869>

³⁴⁵ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-123>

certaines départements, les déchets médicaux s'accumulent et les corps sont en décomposition. de huit patients en soins intensifs décédés par manque d'oxygène³⁴⁶.

Au 21 février, il y avait 12 hôpitaux partiellement fonctionnels dans la bande de Gaza, dont six au nord de Gaza et six au sud, en plus de trois hôpitaux de campagne partiellement fonctionnels, selon l'OMS³⁴⁷.

³⁴⁶ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-123>

³⁴⁷ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-123>

PRESSE

- February 15, 2024 - New York Times, Palestinians Flee as Israeli Forces Raid a Major Hospital in Gaza
- February 16, 2024 - Le Monde : L'armée israélienne attaque l'hôpital Nasser de Khan Younès, le plus grand encore en service à Gaza
- February 16, 2024 - WHO : « Lifesaving medical care collapsing under assault in Gaza »
- February 18, 2024 - New York Times : « Overwhelmed by War, Another Gazan Hospital Is Declared 'Not Functional' »
- February 18, 2024 - Al Jazeera : « Gaza's Nasser Hospital 'completely out of service' as Israeli attacks mount

- **February 15, 2024 - New York Times, Palestinians Flee as Israeli Forces Raid a Major Hospital in Gaza**

Israel says Hamas routinely operates within — and beneath — places like Nasser hospital in Khan Younis, using them as shields, and has held Israeli hostages there. The group denies the charges.

By Vivian Yee

Reporting from Cairo

The Israeli military on Thursday raided the largest hospital still functioning in the Gaza Strip, in what it called a search for Hamas fighters and the bodies of hostages. Many people who had sought shelter there were forced to flee from combat once again.

Explosions and gunfire rocked the hospital in the city of Khan Younis, the Nasser Medical Complex, before the predawn raid, killing and wounding several people including at least one doctor and a patient, according to a doctor there, as well as the charity Doctors Without Borders, which had staff members at the hospital, and Gaza health authorities. The specific casualty claims, like many assertions in the conflict, could not be immediately confirmed.

Videos posted on social media on Thursday and voice messages sent by doctors during the night, both before and after Israeli forces smashed through the perimeter wall and entered the compound, depicted scenes of chaos and fear inside the damaged, smoke-filled hospital, punctuated by automatic gunfire, explosions and shouting.

Health care workers shared videos of a chaotic scene at Nasser Medical Center in Khan Younis, Gaza Strip, as Israeli troops raided the hospital and ordered people to evacuate. CreditCredit...Obtained by Reuters

One video, verified by The New York Times, showed damage to the hospital and injured people being rushed through a smoke-filled corridor among debris amid sounds of gunfire. Witnesses said people by the hundreds — possibly thousands — later stood in long lines as Israeli troops screened them, a few at a time, for evacuation.

The Israeli military said it had detained dozens of people, but did not say who or why.

“We have credible intelligence from a number of sources, including from released hostages, indicating that Hamas held hostages at the Nasser hospital in Khan Younis, and that there may be bodies of our hostages in the Nasser hospital facility,” Rear Adm. Daniel Hagari, the chief spokesman for the Israeli military, said in a video statement.

The military did not say whether hostages or Hamas fighters had been found. Ashraf al-Qudra, spokesman for the health ministry in Gaza, said that Israeli forces had used bulldozers to dig up graves on the hospital grounds.

For two days before the raid, Israeli forces surrounding the medical center had told displaced people over loudspeakers to evacuate, signaling that a raid was coming, though international rights and medical groups warned of dire consequences. Some of the Palestinians who took refuge there did

leave, but others said it was too dangerous — some had tried and said that gunfire and airstrikes had forced them to turn back.

Doctors and health officials said that some people who tried to flee on Tuesday were killed. Asked for comment, the Israeli military did not respond to specific allegations about people coming under fire.

“We really don’t know what to do,” a local journalist, Mohammed Salama, said in a video posted on Wednesday to social media. In the background, people lined up with sacks of belongings to leave the hospital, but he said people who tried to evacuate were forced to stand at checkpoint lines for hours.

The Israeli military said Thursday that it had opened a “humanitarian corridor” for people leaving the hospital, but even then witnesses who fled said it was a harrowing and perilous experience.

Gazan officials said that about 300 medical workers, 450 wounded patients and 8,000 people displaced from their homes elsewhere in the territory were on the hospital grounds when the week began. It was unclear how many were still there by Thursday morning.

While trying to crush Hamas in Gaza, Israel also faces a conflict with Hezbollah, an Iran-backed group based in Lebanon, which has stepped up its rocket fire on Israel in solidarity with Hamas. The two sides have traded dozens of attacks across Israel’s northern border since October, and both have threatened further escalation. U.S. officials have counseled calm, trying to avoid the opening of a full-fledged second front in the war.

Israeli forces carried out multiple airstrikes in Lebanon on Thursday, a day after a series of strikes that Lebanese state media said had killed 10 civilians, and that Hezbollah said had killed several of its fighters.

The raid on Nasser hospital was “a precise and limited operation,” conducted by “special forces who underwent special training for this mission,” Admiral Hagari said. Israeli forces had not told patients or medical staff to leave, he added, saying that Israel in fact wanted the hospital to continue functioning.

But by multiple accounts, most of the medical workers and patients did evacuate. Mr. Salama said that Israeli troops were telling doctors to leave, though not by the same route as others. Doctors Without Borders said in a statement, “our medical staff have had to flee the hospital, leaving patients behind,” and that “one of our colleagues was detained” by the Israelis.

Dr. Islam Sawaly, a doctor at Nasser, said she and a group of others left the hospital around 3 a.m. and walked for more than four hours along a dark road pocked with potholes. “We fell into sewage ditches,” she said. Finally, they reached the area of Miraj, between Khan Younis and Rafah, the city along the border with Egypt where more than a million Gazans have sought refuge.

Doctors Without Borders said only the sickest patients had stayed behind at Nasser, though the number was unclear. In voice memos shared by the group, a doctor at the hospital, whose name it withheld for his safety, said Israeli troops had ordered all remaining staff and patients into one building, the oldest in the complex, and that only about 40 employees were left.

Before the raid began, a rocket struck the hospital at about 2 a.m., killing a patient in his bed and injuring six others, the doctor said in the voice message. Dr. Sawaly said another rocket strike had killed a doctor and left two other people with burns, though Gazan health officials said the doctor was injured but not killed.

Hospitals have been a flashpoint throughout the war that began with the Oct. 7 Hamas-led assault on Israel that Israeli officials say killed about 1,200 people and took more than 250 hostage, of whom more than 130 are still thought to be held in Gaza. Talks mediated by Egypt and Qatar, on a cease-fire and the release of the remaining hostages, are underway this week in Cairo, but the two sides appear to be far apart.

Israel has faced widespread international condemnation for its conduct in the war, which has killed more than 28,000 people in Gaza, the health authorities there say, and destroyed much of the enclave's infrastructure. Much of that criticism has focused on attacks on hospitals, mosques and schools, which are supposed to be protected under the laws of war.

Israel has long accused Hamas, which had governed Gaza since 2007, of using such places as de facto military bases and the civilians there as human shields — itself a violation of international law — wagering that they are less likely to be targeted directly. In some cases, the Israelis contend, beneath those facilities are important nodes in Hamas's vast tunnel network. Hamas and hospital administrators deny the claims.

Most of Gaza's hospitals have stopped operating as hospitals. Those that still do are overcrowded, many have been damaged, and they lack critical supplies. Israel says it has ensured the delivery of needed supplies to Nasser; the United Nations says Israel has blocked such deliveries.

Israel has repeatedly ordered civilian evacuations, beginning in northern Gaza and working its way southward, displacing many people multiple times and steadily forcing them into more crowded spaces. Palestinians and aid groups say that amid falling bombs, street battles and scarce supplies, there is no safe place in Gaza.

Khan Younis, one of the major cities of southern Gaza, has been the focus of ground combat for weeks, and Israeli officials describe it as a Hamas stronghold.

More than half of Gaza's roughly 2.3 million people have sought refuge in Rafah, many of them sleeping in makeshift shelters and tents. Israeli officials have said the military will eventually enter Rafah in force, as well.

Reporting was contributed by Rawan Sheikh Ahmad from Haifa, Israel; Ameera Harouda from Doha, Qatar; Patrick Kingsley from Jerusalem, Adam Sella from Tel Aviv, Euan Ward from Beirut and Richard Pérez-Peña from New York.

- **February 16, 2024, Le Monde : L'armée israélienne attaque l'hôpital Nasser de Khan Younès, le plus grand encore en service à Gaza**

https://www.lemonde.fr/international/article/2024/02/16/l-armee-israelienne-attaque-l-hopital-al-nasser-de-khan-younes-le-plus-grand-encore-en-service-a-gaza_6216877_3210.html

Une partie des soignants et des patients ont dû évacuer l'établissement, ainsi que des milliers de déplacés qui avaient trouvé refuge dans ses murs. Durant le siège qui a précédé l'assaut, une vingtaine de Palestiniens ont été tués par des tirs de snipers israéliens, à l'intérieur ou à proximité du complexe de santé.

Par Clothilde Mraffko

Terrifié, le docteur Mohammed Harara se filme, errant dans une salle de l'hôpital Nasser à Khan Younès, dans le sud de la bande de Gaza. Tout autour, les débris d'une explosion jonchent le sol, l'air est saturé de poussière. « *Y a-t-il encore quelqu'un à l'intérieur ?* », répète le médecin dans cette courte vidéo postée jeudi 15 février sur Instagram, sur fond de tirs d'artillerie. L'armée israélienne vient alors de lancer son assaut sur le plus important complexe hospitalier encore en service dans la bande de Gaza. Une autre vidéo tournée par le journaliste palestinien Mohammed Salama montre des patients évacués dans le chaos, après une frappe sur le service d'orthopédie, qui a tué un malade. Face à l'assaut, plus de 400 personnes, dont 191 patients, ont été transférées dans une aile de l'hôpital, sans eau ni nourriture, selon le ministère de la santé local. D'après la même source, 5 patients qui étaient traités dans l'unité de soins intensives, ont trouvé la mort, en raison d'une pénurie d'oxygène.

« *L'hôpital Nasser de Khan Younès a été touché par des tirs d'obus tôt ce matin, alors que l'armée israélienne avait annoncé au personnel médical et aux patients qu'ils pouvaient rester dans l'hôpital* », a rapporté sur X l'ONG Médecins sans frontières (MSF), faisant état d'un « *nombre indéterminé de personnes tuées et blessées* ». Les militaires israéliens ont affirmé avoir lancé leur raid après avoir collecté des « *renseignements crédibles provenant de différentes sources, dont des otages libérés, indiquant que le Hamas avait retenu des otages* » dans l'hôpital Nasser – ce que dément le mouvement islamiste palestinien.

L'armée espère retrouver des traces de la centaine d'Israéliens encore détenus dans la bande de Gaza depuis le 7 octobre 2023 ou celles des dépouilles des vingt-neuf otages qui y ont été tués depuis. Jeudi soir, le porte-parole des soldats, Daniel Hagari, indiquait qu'ils « *cherchaient toujours* » – seules des grenades ont été pour l'instant découvertes dans le complexe. Selon l'armée israélienne, plusieurs dizaines de Palestiniens ont été arrêtés dans l'opération, certains étant accusés d'avoir participé à la sanglante attaque du 7 octobre, orchestrée par le Hamas.

Le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme a, lui, dénoncé la « *tendance des forces israéliennes à attaquer des infrastructures essentielles pour sauver des vies à Gaza, notamment des hôpitaux* ». Déjà étranglé par le siège israélien de l'enclave et débordé par l'afflux de morts et de blessés causés par les bombardements, le système de santé gazaoui est systématiquement pris pour cible par les militaires israéliens. L'assaut sur l'hôpital Nasser s'est d'ailleurs déroulé selon un schéma similaire aux attaques infligées à la plupart des hôpitaux du nord de Gaza ces derniers mois : Al-Shifa, Kamal-Adwan, Al-Awda, Al-Rantissi...

« Exécuté de sang-froid »

D'abord, l'armée resserre son étau : pendant trois semaines, les combats se sont peu à peu rapprochés de l'hôpital Nasser. Dans la semaine précédant l'assaut, environ vingt-trois Palestiniens ont été tués par des tirs de snipers dans l'enceinte ou aux environs immédiats de l'hôpital, selon le bureau humanitaire des Nations unies, qui s'appuie sur les chiffres du ministère de la santé local. Le corps d'un adolescent a été filmé, gisant près de la grille d'entrée sans que personne n'ose venir le chercher. Puis, le 13 février, l'armée israélienne a ordonné l'évacuation de l'hôpital – un appel réitéré le lendemain.

Le message « *sortez, animaux !* » a d'abord été diffusé en arabe avec un mégaphone. Le journaliste Mohammed Al-Helou raconte que les soldats ont ensuite envoyé un jeune Palestinien qu'ils détenaient relayer leur ordre auprès des quelque 10 000 déplacés ainsi que des centaines de patients et de soignants présents dans l'hôpital. Une vidéo montre ce jeune homme, en combinaison blanche de protection, hagard, les mains liées et un bandeau sur la tête, argumentant avec des déplacés. Quand il est revenu vers les soldats, comme ceux-ci le lui avaient ordonné, « *ils l'ont exécuté de sang-froid, de trois balles, à l'intérieur de l'enceinte du complexe* », explique Mohammed Al-Helou sur Instagram. L'armée, interrogée par le magazine américain *The Intercept*, a affirmé que l'« *incident en question* » était « *examiné* ».

Plusieurs personnes, dont un collaborateur de MSF, ont été arrêtées au checkpoint érigé par les soldats pour filtrer ceux qui fuyaient l'hôpital. Au moins un journaliste et un médecin ont été blessés par des tirs après avoir évacué Nasser. Le 14 février, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) rapportait que deux missions avaient été interdites d'accès à l'hôpital. « *Nasser est la colonne vertébrale du système de santé dans le sud de Gaza. Il doit être protégé. L'accès humanitaire doit être autorisé* », demandait alors le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus.

Le 9 février, l'organisation dénombrait 645 Palestiniens tués et 818 autres blessés dans les quelque 378 attaques recensées contre le système de santé depuis le 7 octobre 2023. « *Ces attaques ont touché 98 établissements de santé ; 27 hôpitaux sur 36 ont été endommagés* », expliquait alors l'un des porte-parole de l'OMS, Tarik Jasarevic.

- **February 16, WHO : « Lifesaving medical care collapsing under assault in Gaza »**

<https://news.un.org/en/story/2024/02/1146632>

There have been reports of damage to Nasser Hospital's orthopedic unit, reducing its ability to provide urgent medical care, WHO spokesperson Tarik Jašarević told correspondents at a press briefing in Geneva.

“More degradation to the hospital means more lives being lost,” he said.

According to the UN agency, of the 36 hospitals in the war-ravaged enclave, only 11 are functioning. There are also reports that several patients have died during the Israeli operation.

The Israeli military has alleged that Hamas was holding hostages or withholding the bodies of Israelis within the Nasser compound, situated in Khan Younis.

Places of healing, not burial

The hospital has been providing lifesaving services to the most critically ill and has been a refuge to countless civilians displaced from elsewhere in the Gaza Strip.

Mr. Jašarević added that WHO was trying to gain urgent access to the complex.

“We really need to get there to bring fuel so [the] hospital can continue to function and those patients who are still there can continue to receive medical care,” he said, also stressing the need to assess the conditions of patients and for their safe referral to other facilities.

“We have been saying all this time...that patients, health workers and civilians who are seeking refuge in hospitals deserve safety and not a burial in those places of healing,” he added.

Intense bombardment continues

Meanwhile, intense Israeli bombardment from air, land and sea continues to be reported across much of the Gaza Strip, resulting in further civilian casualties, displacement and infrastructure damage, the UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA) said.

“Widespread ground operations and heavy fighting between Israeli forces and Palestinian armed groups also continue to be reported, especially in the centre of Khan Younis and east of Deir Al-Balah,” OCHA noted in a flash update issued on Friday³⁴⁸.

Between the afternoon of 15 February and 11am on 16 February (local times), according to the Ministry of Health in Gaza, 112 Palestinians were killed, and 157 Palestinians were injured, and since 7 October, at least 28,775 Palestinians were killed in Gaza and a further 68,552 reported injured.

Tiny sliver of land

³⁴⁸ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-120>

OCHA also relayed reports that intensified airstrikes on Rafah and statements by Israeli officials of a ground operation have led to the movement of people sheltering there towards the town of Deir Al-Balah in central Gaza.

Over half of Gaza's population are crammed into Rafah, which is located at the southern end of the Strip, in an area that represents just one fifth of the entire enclave.

'Humanity must prevail'

The situation is particularly dire for pregnant women, new mothers and newborns.

The UN Population Fund (UNFPA) warned that the Al-Helal Al-Emirati Maternity Hospital in Rafah is "overwhelmed and struggling" to provide adequate care.

"Put simply, if the bombs don't kill pregnant women, if disease, hunger and dehydration don't catch up with them, simply giving birth could," the UN agency, which works for safe motherhood, said.

Further attacks, UNFPA warned, would mark another devastating turn in the war, and thousands more could die in the violence or through lack of access to food, water and critical lifesaving services.

Humanity must prevail, it added, reiterating the call for an immediate humanitarian ceasefire in Gaza and the safe and immediate release of all hostages.

'Clock is ticking fast'

The UN independent committee monitoring the implementation of the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women echoed that call.

It urged Israel to allow the provision of medicines and medical personnel and humanitarian assistance, including the special needs of women and girls such as sexual and reproductive health services, and sanitary and hygiene products.

"The clock is ticking fast towards famine and an outbreak of epidemics. The lives and health, physical and mental, of the women and girls of Gaza are severely compromised," said the committee, which is composed of experts independent of any government and the United Nations.

- **February 18, 2024 - New York Times : « Overwhelmed by War, Another Gazan Hospital Is Declared 'Not Functional' »**

<https://www.nytimes.com/2024/02/18/world/middleeast/haza-nasser-hospital-rafah.html>

Conditions at Nasser Hospital in the southern Gaza Strip were described as desperate after Israeli forces raided it in search of Hamas militants.

By Isabel Kershner, Vivek Shankar and Talmon Joseph Smith

Feb. 18, 2024

The largest medical facility still managing to function in wartime Gaza is now a hospital in little more than name only, the head of the World Health Organization said on Sunday.

After a week of siege by the Israeli military, there are only about 20 critically ill patients left at Nasser Hospital – but even that is too many for it to handle, said Tedros Adhanom Ghebreyesus, the W.H.O. director general.

“Nasser hospital in Gaza is not functional anymore,” Dr. Tedros said on social media.

Dr. Tedros said on Sunday that some 200 patients remained at the hospital in Khan Younis, in the southern Gaza Strip, and that about 20 of them urgently needed to be transferred elsewhere. “The cost of delays will be paid by patients’ lives,” he said.

Israel has justified its military actions at the hospital by saying that Hamas militants have been using it and other medical centers to conceal military activities, and on Sunday it said it had found both weapons and Hamas militants at the Nasser complex.

Hamas has repeatedly denied using hospitals as cover.

On Thursday, after days of repeated orders for the thousands of civilians taking shelter at the hospital to leave, Israeli forces began staging a raid.

Asked about the W.H.O. statement, a spokesman for the Israeli military, Lt. Col. Richard Hecht, said in a briefing that “it’s in our best interest that the hospital keeps functioning.” He said that work was being done to fix a broken generator there and that a temporary generator was in use.

But the Israeli military also said that its troops were continuing to deploy at Nasser hospital and in nearby areas, and that they had uncovered more weapons there.

Dr. Tedros said that W.H.O. workers who reached the hospital over the weekend had not been permitted to enter it to assess the conditions of the patients, but he said a fuel delivery was made to the medical facility.

His statement came a day after the Israel Prime minister, Benjamin Netanyahu, said that talks to reach a cease-fire and a deal for the release of the hostages taken in the Hamas-led Oct. 7 attack were at an impasse. Mr. Netanyahu said his government was pushing ahead with plans for a ground

offensive in Rafah, in the southern Gaza Strip, despite mounting international warnings over the humanitarian cost.

With Israel under pressure to suspend its military assault in Gaza, begun after the Hamas-led cross-border attack in October, the Israeli cabinet met on Sunday and approved a resolution rejecting any attempts by the international community to impose a Palestinian state on Israel.

The action – largely symbolic – followed recent comments from some of Israel’s allies suggesting that they might consider simply recognizing a Palestinian state ahead of any agreement between Israel and the Palestinians.

Mr. Netanyahu, who brought the resolution to his cabinet, described its approval as a “declarative decision” that was needed “in light of remarks that have been heard recently in the international community.”

While the Biden administration has been trying to broker a deal for the normalization of ties between Israel and Saudi Arabia, American and Saudi officials have said that its prospects of success hinges on Israel’s agreeing to work toward a two-state solution – meaning the establishment of a Palestinian state alongside it.

Mr. Netanyahu has rebuffed recent pressure from President Biden to agree to that path after the war in Gaza is over, and in recent weeks doubled down on his opposition.

The final wording of the Israeli resolution approved on Sunday appeared to have been carefully crafted with the aim of accommodating both ultranationalist members of Mr. Netanyahu’s right-wing government, who oppose the very notion of negotiations with the Palestinians, and the centrists who joined the government after the war began.

The resolution did not explicitly rule out the possibility of Palestinian statehood, focusing instead on the process.

“Israel utterly rejects international diktats regarding a permanent settlement with the Palestinians,” it read, adding that “a settlement, if it is to be reached, will come about solely through direct negotiations between the parties, without preconditions.”

A Netanyahu rival who joined the war cabinet after the Hamas attack, Benny Gantz, echoed the prime minister’s remarks about an invasion of Rafah.

“The world must know, and Hamas leaders must know: If by Ramadan our hostages are not home, the fighting will continue to the Rafah area,” he said in a speech on Sunday. The holy month of fasting for Muslims is expected to begin on March 10.

Addressing concerns about the humanitarian toll, Mr. Gantz pledged that any military action would be done “in a coordinated manner, facilitating the evacuation of civilians” with the help of American and Egyptian officials.

After the raid on the hospital, Israeli forces reported detaining “hundreds” of people, including some it said had taken part in the Oct. 7 attack. The Israeli military also said that it discovered weapons in the medical complex and evidence tied to the attack. One vehicle found there was from Nir Oz, an Israel kibbutz that was the scene of a massacre that day, the Israelis said.

It was not possible to independently verify either claim about the situation there.

On a visit to Israeli forces operating at the hospital, the chief of Israel’s southern command, Maj. Gen. Yaron Finkelman, described the raid there as a “precise, high-quality, focused operation.”

But on Sunday, the Palestinian Red Crescent said that Israeli shelling had struck another hospital in Gaza, Al-Amal, causing severe damage.

Isabel Kershner, a Times correspondent in Jerusalem, has been reporting on Israeli and Palestinian affairs since 1990. [More about Isabel Kershner](#)

Vivek Shankar is a senior staff editor on the International desk. Previously, he worked for Bloomberg News in San Francisco, Sydney and Washington. [More about Vivek Shankar](#)

Talmon Joseph Smith is a Times economics reporter, based in New York. [More about Talmon Joseph Smith](#)

- **February 18, 2024 - Al Jazeera : « Gaza's Nasser Hospital 'completely out of service' as Israeli attacks mount**

The strip's second-largest hospital in the southern Khan Younis city has many patients and other Palestinians sheltering.

Published On 18 Feb 2024

Ground and air assaults by the Israeli forces have now rendered Gaza's second-largest hospital nonoperational.

The besieged enclave's Ministry of Health and the World Health Organization (WHO) on Sunday said the Nasser Hospital in southern Gaza's Khan Younis is no longer functioning after a weeks-long siege that intensified this week, followed by deadly raids.

"There are only four medical staffers currently caring for patients" inside the hospital, ministry spokesperson Ashraf al-Qudra told Reuters news agency on Sunday. Video Duration 05 minutes 55

In a post on X, WHO chief Tedros Adhanom Ghebreyesus said the organisation's team has not been permitted by the Israeli military to enter the hospital since Friday to assess the condition of critical patients and medical needs, even though they reached the hospital along with partners to deliver fuel.

"There are still about 200 patients in the hospital. At least 20 need to be urgently referred to other hospitals to receive health care; medical referral is every patient's right," he said, adding that "the cost of delays will be paid by patients' lives".

In the past few days, Israeli soldiers had raided the hospital, where displaced Palestinians were also sheltering. The Health Ministry on Saturday said Israeli forces "arrested a large number of the directors and staff" of the hospital while they were tending to the wounded.

On Friday, the ministry said an aid convoy led by the United Nations was detained for seven hours and prevented from reaching the hospital.

Meanwhile, al-Amal Hospital, the only other major medical facility still operational in Khan Younis, continues to be a target of Israeli attacks. The Palestine Red Crescent Society (PRCS) on Sunday said Israeli forces targeted the third floor of the hospital with artillery fire.

The Israeli military has expanded its siege on Khan Younis and its medical facilities as it pushed further south into Rafah on the border with Egypt.

Israeli Prime Minister Benjamin Netanyahu has remained adamant about an imminent ground attack on Rafah, where more than 1.4 million displaced Palestinians have been sheltering, creating a humanitarian crisis.

"In the overnight [air] attacks on Rafah, we've seen the horror of displaced Palestinians trying to find shelters in the city where they were ordered to evacuate and told it would be a 'safe zone' only to find

themselves targeted and killed inside their homes,” Al Jazeera’s Hani Mahmoud, reporting from Rafah, said on Sunday.

“On top of that, there is a lack of available medical staff and a shortage of medical supplies, which literally leaves people lying on the floors of hospitals for hours, waiting for help. Israel has put restrictions on the delivery of aid worsening the shortage.”

The UN, along with the United States and other Israel allies, have said they would not accept an invasion of Rafah but have not discussed what they would do if Israel proceeds with its “total victory” approach.

6

LA MATERNITE ET L'ENFANCE

JANVIER 2024

Le 13 janvier, lors de ses missions, l'OMS a observé ce que la maternité de l'hôpital Al Aqsa ne fonctionne pas et oriente toutes les femmes enceintes vers l'hôpital Al Awda, plus éloigné, ce qui met les patientes en danger pendant le temps de trajet supplémentaire, en raison des hostilités en cours. L'hôpital Nasser connaît actuellement une diminution significative du nombre de ses effectifs, avec plus de 50 pour cent du personnel. La capacité de l'hôpital, y compris les services de maternité, où il ne reste que deux obstétriciens, a été gravement affectée³⁴⁹.

Le 13 janvier, à l'hôpital Al Amal, les consultations d'urgence et les services de maternité sont toujours assurés³⁵⁰.

Le 24 janvier 2024, l'UNRWA rapporte que dans l'ensemble, à Gaza, il y a plus de 690 000 femmes et adolescentes menstruées qui ont besoin de produits d'hygiène menstruelle, en plus de l'accès à l'eau potable, aux toilettes et à l'intimité, mais la demande de kits d'hygiène reste insatisfaite, car les stocks de l'agence sont épuisés ou sont à des niveaux extrêmement bas. Cette rareté expose les femmes et les filles à des risques d'infections des voies reproductives et urinaires et à des risques liés à la protection³⁵¹.

Le 29 janvier, Médecins Sans Frontières (MSF) a exprimé son inquiétude face à la détérioration du manque de soins obstétricaux à Gaza, provoqué par les bombardements continus, les restrictions sur l'aide humanitaire et les attaques contre les établissements de santé³⁵².

Le 29 janvier, dans la région de Rafah, la maternité des Émirats arabes unis est le principal établissement restant pour les femmes enceintes déplacées, mais ne peut répondre qu'aux accouchements les plus urgents et les plus dangereux, car elle peine à gérer trois fois plus d'accouchements qu'avant la guerre. Avec si peu d'accès aux services de santé maternelle, de nombreuses femmes enceintes n'ont reçu aucun soin depuis le début de la guerre et ne peuvent pas contrôler la santé de leurs enfants. Les femmes déplacées accouchent dans des tentes en plastique et dans des bâtiments publics et celles qui parviennent à accoucher à l'hôpital retournent souvent dans leurs abris de fortune quelques heures seulement après avoir subi une césarienne. MSF soutient l'hôpital émirati en matière de soins post-partum en ajoutant 12 lits au service, pour atteindre une capacité de 20 lits, permettant ainsi à davantage de patients de bénéficier d'un suivi approprié après l'accouchement. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), environ 50 000 femmes sont enceintes et, selon l'UNICEF, 20 000 bébés sont nés depuis le début de la guerre³⁵³.

Le 29 janvier, les rapports indiquent que les femmes enceintes n'ont pas pu atteindre les centres de santé ou appeler des ambulances pour y être transférées et ont donc été forcées d'accoucher dans les abris de l'UNRWA, qui ne sont pas équipés des installations médicales et sanitaires nécessaires pour garantir un accouchement en toute sécurité. Les points focaux de protection ont fourni des kits

³⁴⁹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-102>

³⁵⁰ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-102>

³⁵¹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-100>

³⁵² <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-106>

³⁵³ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-106>

d'hygiène et de dignité, face à la pénurie de kits ; cependant, les besoins spécifiques des femmes après l'accouchement ne sont toujours pas satisfaits³⁵⁴.

Le 29 janvier, la malnutrition chez les enfants et les femmes enceintes et allaitantes reste une préoccupation majeure, dans un contexte de manque de systèmes de santé et WASH fonctionnels et de détérioration de la situation de la sécurité alimentaire³⁵⁵.

Le 29 janvier, les hostilités en cours à Gaza ont entraîné de graves pénuries alimentaires, des installations WASH inadéquates et une panne des services de santé, plaçant les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes et allaitantes (PBW) dans un état de vulnérabilité nutritionnelle. En l'absence de données anthropométriques et de mortalité appropriées pour l'alimentation dans l'analyse de la phase de classification intégrée de la sécurité alimentaire (IPC), une approche alternative est proposée pour surveiller l'état nutritionnel des enfants de moins de cinq ans et des enfants PBW à travers une évaluation continue de la vulnérabilité nutritionnelle. L'analyse en cours est menée par le Groupe de travail mondial sur l'information sur la nutrition dans les situations d'urgence, coprésidé par l'UNICEF et le PAM, et impliquant divers partenaires tels qu'Action contre la faim, les Centers for Disease Control and Prevention, le Global Nutrition Cluster, l'IPC, Save the Children et l'OMS³⁵⁶.

Le 29 janvier, compte tenu des stocks et du financement, les partenaires en nutrition ne peuvent répondre qu'à 25 pour cent des besoins nutritionnels des enfants malnutris et des mères vulnérables au cours des deux prochains mois. Sans financement immédiat et sans réponse élargie, 375 000 personnes risquent de souffrir de grave sous-alimentation. Une action urgente est cruciale pour éviter cette situation potentiellement mortelle³⁵⁷.

FEVRIER 2024

Le 5 février, la maternité Al-Emirati de Rafah a reçu de l'UNFPA 900 ampoules d'ocytocine, cinq kits interinstitutions de santé reproductive d'urgence (IARH) et 500 kits de santé maternelle et néonatale (MNH). Ce don important améliorera grandement la capacité de l'hôpital à fournir des soins maternels de qualité et un soutien aux femmes enceintes et aux nouvelles mamans³⁵⁸.

Le 5 février, soulignant l'impact sexospécifique de la crise à Gaza, ONU Femmes a souligné que près d'un million de femmes et de filles déplacées à Gaza sont souvent touchées de manière disproportionnée par l'insécurité alimentaire, les bombardements quotidiens, les abris surpeuplés et les installations WASH inadéquates³⁵⁹ :

[...] Despite the distinct vulnerabilities that women face, gender-specific services — as with all other services — have been severely disrupted, with the only functional maternity hospital in northern Gaza expected to run out of fuel imminently, as the delivery of fuel is severely

³⁵⁴ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-106>

³⁵⁵ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-106>

³⁵⁶ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-106>

³⁵⁷ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-106>

³⁵⁸ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-111>

³⁵⁹ <https://www.unwomen.org/sites/default/files/2024-01/Gender%20Alert%20The%20Gendered%20Impact%20of%20the%20Crisis%20in%20Gaza.pdf>

challenged by insecurity³⁶⁰. UNFPA estimates that 5,500 women are expected to give birth in Gaza in the next month, of whom 840 are likely to experience pregnancy or birth-related complications, needing additional medical care that is not available. UN Women has documented that Gaza's only two women's shelters, both in Gaza City, are now closed, and telecommunications and electricity blackouts are severely restricting remote gender-based violence service provision precisely while risks are highest.

Women-led and women's rights organizations continue to operate despite the escalation of hostilities. Many of their staff, however, are themselves forcibly displaced, and the majority of their physical infrastructure has been destroyed. Ten out of twelve women's organizations in the Gaza Strip reported being partly operational in November 2023, with work including sourcing and distributing emergency items, providing services remotely where possible, documenting and responding to protection concerns, and addressing the needs of the most vulnerable. [...] ».

Le 16 février, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) a souligné que 500 000 cas de maladies transmissibles, notamment de méningite et de diarrhée aiguë, ont été signalés à travers Gaza, soulignant les vulnérabilités particulières auxquelles sont confrontées les femmes : « Tout le monde à Gaza a faim, y compris 50 000 femmes enceintes, la malnutrition les rendant plus vulnérables aux maladies et moins capables de se rétablir »³⁶¹.

Le 16 février, soulignant les immenses risques auxquels sont confrontées les femmes enceintes à Gaza, l'UNFPA a averti : « Si les bombes ne tuent pas les femmes enceintes, si la maladie, la faim et la déshydratation ne les rattrapent pas, le simple fait d'accoucher pourrait le faire »³⁶².

Le 21 février, plus de 90 pour cent des enfants âgés de 6 à 23 mois et des femmes enceintes et allaitantes sont confrontés à une grave pauvreté alimentaire (consommant deux groupes alimentaires ou moins chaque jour). Environ 90 pour cent des enfants de moins de 5 ans sont touchés par une ou plusieurs maladies infectieuses. Environ 81 pour cent des ménages manquent d'eau salubre et propre, l'accès moyen des ménages étant estimé à moins d'un litre par personne et par jour. Un enfant sur six (15 %) âgé de 6 à 23 ans dans le nord de Gaza souffre de malnutrition aiguë. À Rafah, cinq pour cent des enfants âgés de 6 à 23 ans souffrent de malnutrition aiguë ; ce taux inférieur est principalement dû à l'aide humanitaire limitée fournie, démontrant que l'aide humanitaire peut atténuer les pires conséquences³⁶³.

³⁶⁰ OCHA, 20 December 2023. Hostilities in the Gaza Strip and Israel: Flash Update #74

³⁶¹ <https://news.un.org/en/story/2024/02/1146632>

³⁶² <https://news.un.org/en/story/2024/02/1146632>

³⁶³ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-123>

PRESSE

- February 4, 2024 - Haaretz : 11,500 Children Have Been Killed in Gaza. Horror of This Scale Has No Explanation
- February 19, 2024 - WHO : « Children's lives threatened by rising malnutrition in the Gaza Strip »

- **February 4, 2024 - Haaretz : 11,500 Children Have Been Killed in Gaza. Horror of This Scale Has No Explanation**

Gideon Levy

Two hundred and sixty names of babies whose age was 0; names of babies who didn't get to celebrate their first birthday, nor will they ever celebrate anything else. Here are some of their names: Abdul Jawad Hussu, Abdul Khaleq Baba, Abdul Rahim Awad, Abdul Rauf al-Fara, Murad Abu Saifan, Nabil al-Eidi, Najwa Radwan, Nisreen al-Najar, Oday al-Sultan, Zayd al-Bahbani, Zeyn al-Jarusha, Zayne Shatat. What dreams did their parents have for them? Then there are hundreds of names of one- and two-year old children; toddlers three or four years of age; children who were five, six, seven or eight, up to the youths who were 17 when they died.

Thousands of names, one after the other, out of the 11,500 children killed by the Israel Defense Forces in Gaza over the last four months. The list flows like credits at the end of a long movie, a mournful tune in the background. The Al-Jazeera network posted the list of names known to it over the weekend, a total of half the 11,500 who were killed, according to Hamas' health ministry. A child killed every 15 minutes, one out of every 100 children in Gaza.

Around them remained the children who witnessed the deaths of their loved ones, the parents who buried their babies, the people who had extricated their bodies from the fire and rubble, thousands of crippled children and tens of thousands forever in shock. According to UN figures, 10,000 children lost both parents in this war, a war in which two mothers die every hour.

No explanation, no justification or excuse could ever cover up this horror. It would be best if Israel's propaganda machine didn't even try to. No stories of " Hamas is responsible for it all," and no excuses pointing to Hamas hiding among civilians. Horror of this scope has no explanation other than the existence of an army and government lacking any boundaries set by law or morality.

Think of these babies, who died in their cribs and their diapers, of the children who tried to run for their lives to no avail. Close your eyes for a moment and imagine the 10,000 tiny bodies lying side by side; open them and see the mass graves, the overcrowded emergency rooms, with ambulances spewing out more and more children who are rushed in, unclear if dead or alive.

It's happening, even now, just over a one-hour drive from Tel Aviv. It's happening without being reported in Israel, without any public debate over the violent rampage Israel has allowed itself to wage in Gaza this time, more than ever before. This is also happening without anyone in Israel reflecting on what will come of this mass killing, on what Israel might gain from it and what price it will pay for it. Don't bother us, we are killing children.

The clichés are hackneyed and pathetic: "They started," "there is no choice," "what would you have us do?" "The IDF is doing everything it can to avoid the killing of innocent people." The truth is that Israel doesn't care, it doesn't even take any interest. After all, Palestinians don't love their children, and in any case, they would have only grown up to become terrorists.

In the meantime, Israel is erasing generations in Gaza, and its soldiers are killing children in numbers competing with the cruellest of wars. This will not and cannot be forgotten. How can a people ever

forget those who killed its children in such a manner? How can people of conscience around the world remain silent over such mass killing of children? The fact that Israel is not deliberating this issue internally, with no tears or conscience in evidence, only desiring more of this war, until a "final victory" is achieved, does not bind the world. The world sees and is shocked.

The truth is, it's impossible to remain silent. Even Israel, so absorbed in its grief and its concern for the fate of the hostages; Israel, which itself sustained horrors on October 7, cannot ignore what is happening in Gaza. It takes seven minutes to display the list of thousands of dead children, passing at the same speed as their miserable lives did. By the end, one cannot remain silent; these are seven minutes that leave you choked up, distressed and deeply ashamed.

- **February 19, 2024 - WHO : « Children’s lives threatened by rising malnutrition in the Gaza Strip »**

The situation is especially serious in the north, where 1 in 6 children under the age of 2 is acutely malnourished

<https://www.who.int/news/item/19-02-2024-children-s-lives-threatened-by-rising-malnutrition-in-the-gaza-strip>

Geneva/New York/Rome

Reading time: 5 min (1226 words)

A steep rise in malnutrition among children and pregnant and breastfeeding women in the Gaza strip poses grave threats to their health, according to a comprehensive new analysis released by the Global Nutrition Cluster.

As the ongoing conflict in the Gaza Strip enters its 20th week, food and safe water have become incredibly scarce and diseases are rife, compromising women and children’s nutrition and immunity and resulting in a surge of acute malnutrition.

The report “Nutrition Vulnerability and Situation Analysis - Gaza” – finds that the situation is particularly extreme in the Northern Gaza Strip, which has been almost completely cut off from aid for weeks. Nutrition screenings conducted at shelters and health centres in the north found that 15.6 per cent – or 1 in 6 children under 2 years of age – are acutely malnourished. Of these, almost 3 per cent suffer from severe wasting, the most life-threatening form of malnutrition, which puts young children at highest risk of medical complications and death unless they receive urgent treatment. As the data were collected in January, the situation is likely to be even graver today.

Similar screenings in the Southern Gaza Strip, in Rafah, where aid has been more available, found 5 per cent of children under 2 years are acutely malnourished. This is clear evidence that access to humanitarian aid is needed and can help prevent the worst outcomes. It also reinforces agencies’ calls to protect Rafah from the threat of intensified military operations.

“The Gaza Strip is poised to witness an explosion in preventable child deaths which would compound the already unbearable level of child deaths in Gaza,” said UNICEF Deputy Executive Director for Humanitarian Action and Supply Operations, Ted Chaiban. “We’ve been warning for weeks that the Gaza Strip is on the brink of a nutrition crisis. If the conflict doesn’t end now, children’s nutrition will continue to plummet, leading to preventable deaths or health issues which will affect the children of Gaza for the rest of their lives and have potential intergenerational consequences.”

Before the recent months’ hostilities, wasting in the Gaza Strip was rare with just 0.8 per cent of children under 5 years of age acutely malnourished. The rate of 15.6 percent of wasting among children under 2 in Northern Gaza suggests a serious and rapid decline. Such a decline in a population’s nutritional status in three months is unprecedented globally.

There is a high risk that malnutrition will continue to rise across the Gaza Strip due to the alarming lack of food, water and health and nutrition services:

- 90 per cent of children under the age of 2 and 95 per cent of pregnant and breastfeeding women face severe food poverty – meaning they have consumed two or less food groups in the previous day – and the food they do have access to is of the lowest nutritional value.
- 95 per cent of households are limiting meals and portion sizes, with 64 per cent of households eating only one meal a day.
- Over 95 per cent of households said they had restricted the amount of food adults received in order to ensure small children had food to eat.

“The steep rise in malnutrition that we are seeing in Gaza is dangerous and entirely preventable”, said WFP Assistant Executive Director for Programme Operations, Valerie Guarneri. “Children and women, in particular, need continuous access to healthy foods, clean water and health and nutrition services. For that to happen, we need decisive improvements on security and humanitarian access, and additional entry points for aid to enter Gaza.”

Inadequate safe drinking water, as well as insufficient water for cooking and hygiene purposes, are compounding poor nutrition. On average, households surveyed had access to less than one litre of safe water per person per day. According to humanitarian standards, the minimum amount of safe water needed in an emergency is 3 litres per person per day, while the overall standard is 15 litres per person, which includes sufficient quantities for drinking, washing and cooking.

Hungry, thirsty and weak, more Gazans are falling sick. The report finds at least 90 per cent of children under 5 are affected by one or more infectious disease. Seventy per cent had diarrhoea in the past two weeks, a 23-fold increase compared with the 2022 baseline.

“Hunger and disease are a deadly combination,” said Dr Mike Ryan, Executive Director of WHO’s Health Emergencies Programme. “Hungry, weakened and deeply traumatised children are more likely to get sick, and children who are sick, especially with diarrhea, cannot absorb nutrients well. It’s dangerous, and tragic, and happening before our eyes.”

Without more humanitarian assistance, the nutritional situation is likely to continue to deteriorate rapidly and at scale across the Gaza Strip. With the majority of health, water and sanitation services severely degraded, it is essential that those that remain functional are protected and reinforced to stem the spread of diseases and stop malnutrition from worsening.

UNICEF, WFP and WHO call for safe, unimpeded and sustained access to urgently deliver multi-sectoral humanitarian assistance throughout the Gaza Strip. This includes nutritious foods, nutrition supplies and essential services for malnourished and at-risk children and women to safely access health and nutrition care and treatment services, particularly infants and young children under 5. Hospitals and health workers must be protected from attack so they can safely provide critical treatment and care. An immediate humanitarian ceasefire continues to provide the best chance to save lives and end suffering.

7

L'EAU

JANVIER 2024

Entre le 15 et le 21 janvier, quelque 3 100 mètres cubes étaient accessibles chaque jour grâce aux usines de dessalement à court terme, contrairement à la période précédant les hostilités, où 22 000 mètres cubes étaient disponibles quotidiennement. Quelque 560 mètres cubes d'eau sont accessibles quotidiennement via les puits municipaux, tandis que la capacité de production atteignait 255 000 mètres cubes chaque jour³⁶⁴.

À la mi-janvier, une analyse d'images satellite de l'UNOSAT montre que 87 pour cent des installations WASH dans le gouvernorat de Gaza ont été détruites ou ont subi des dommages. De même, 82 pour cent des installations WASH dans le nord de Gaza, 54 pour cent à Deir al Balah, 46 pour cent à Khan Younis et environ 8 pour cent dans les gouvernorats de Rafah sont soit détruites, soit ont subi des niveaux de dégâts variables. Avec l'intensification du conflit à Deir al Balah et en particulier à Khan Younis depuis le 22 janvier, il est probable que les infrastructures encore fragiles risquent d'être encore plus endommagées et détruites. Dans le même temps, l'absence de dommages visibles sur l'infrastructure WASH ne garantit pas sa fonctionnalité. D'autres outils habilitants, tels que des générateurs, du carburant et des pompes, sont impératifs pour le fonctionnement des infrastructures d'eau et d'assainissement³⁶⁵.

Le 22 janvier, la disponibilité de l'eau potable et domestique diminue à Gaza. Selon les partenaires humanitaires de WASH, la disponibilité en eau des puits municipaux est actuellement de 21 000 mètres cubes par jour, soit le dixième de leur capacité de production de 255 000 mètres cubes par jour avant l'escalade des hostilités³⁶⁶.

Le 22 janvier, la disponibilité en eau des usines de dessalement à court terme s'élève actuellement à 1 600 mètres cubes par jour, soit 7 % de la capacité d'avant la crise, qui était de 22 000 mètres cubes par jour. En raison des restrictions à l'importation de produits essentiels, les kits d'analyse de l'eau et le chlore pour traiter l'eau à Gaza ne sont actuellement pas disponibles. En outre, l'amalgame de déchets solides et fécaux, exacerbé par les pluies et les inondations, donne lieu à de graves menaces sanitaires et environnementales. Alors que l'OMS signale déjà 158 000 cas de diarrhée, l'incapacité de procéder à la chloration de l'eau pour tuer les bactéries exacerbe une situation déjà préoccupante. À l'heure actuelle, les partenaires Santé et WASH ont élaboré un plan de préparation et de réponse à la diarrhée aqueuse aiguë. Les obstacles à l'importation d'articles essentiels doivent être supprimés pour permettre une réponse adéquate³⁶⁷.

Le 24 janvier, les restrictions à l'importation, ainsi que les procédures de dédouanement complexes et imprévisibles pour les articles critiques considérés par Israël comme à double usage, tels que les générateurs, les pompes et les canalisations, empêchent une intensification de la réponse WASH³⁶⁸.

³⁶⁴ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-104>

³⁶⁵ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-101>

³⁶⁶ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-100>

³⁶⁷ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-100>

³⁶⁸ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-101>

Le 28 janvier, la petite usine de dessalement des Émirats arabes unis située à Rafah, en Égypte, continue de fonctionner en dessous de sa capacité, fournissant 1 140 mètres cubes par jour sur un potentiel de 2 400. Toute l'eau dessalée de cette usine est distribuée via des camions-citernes.

Le 28 janvier, la fourniture quotidienne de 10 000 mètres cubes d'eau aux personnes touchées et déplacées par camion et en bouteille se poursuit³⁶⁹.

FEVRIER 2024

Le 5 février, les inondations constituent un problème important ; par exemple, la zone autour de la station de pompage 7B est actuellement inondée, ce qui pose une menace potentielle en matière d'hygiène à proximité de la station. Cette situation est encore aggravée par la pénurie de carburant, qui entrave le fonctionnement des stations d'épuration, déclenchant des alarmes environnementales et de santé publique, là où l'accès aux fournitures et services d'assainissement essentiels est restreint. Les informations selon lesquelles la population locale serait en contact direct avec les eaux de crue contaminées par les eaux usées dans les rues sont profondément troublantes. Cela nécessite également des évaluations techniques pour estimer les dégâts et la taille de la population touchée³⁷⁰.

Le 5 février, décrivant les conditions dramatiques auxquelles sont confrontés les déplacés internes, l'UNICEF rapporte que la plupart des nouveaux déplacés disposaient de 1,5 à 2 litres d'eau par jour pour boire, cuisiner et se laver, et a souligné une augmentation significative des cas de diarrhée chronique chez les enfants³⁷¹.

Le 5 février, deux usines de dessalement sur trois fonctionnent partiellement : l'usine de dessalement du Moyen-Orient produit en moyenne 1 500 mètres cubes par jour, distribués par camion-citerne, et l'usine de dessalement du sud de Gaza produit 1 700 mètres cubes par jour, soit environ 600 m³ sont distribués par camion-citerne. La petite usine de dessalement des Émirats arabes unis, située à Rafah, en Égypte, fonctionne actuellement à pleine capacité, fournissant 2 400 mètres cubes par jour³⁷².

Le 8 février, le château de Khuza'a a été détruit

- **February 8, 2024 – UJFP : « La destruction du château d'eau de Khuza'a, un acte antisémite »**

<https://blogs.mediapart.fr/jf-clopeau/blog/080224/la-destruction-du-chateau-deau-de-khuzaa-un-acte-antisemite>

Le château d'eau offert par l'Union Juive Française pour la Paix au village de Khuza'a à Gaza vient d'être sciemment détruit par l'armée israélienne

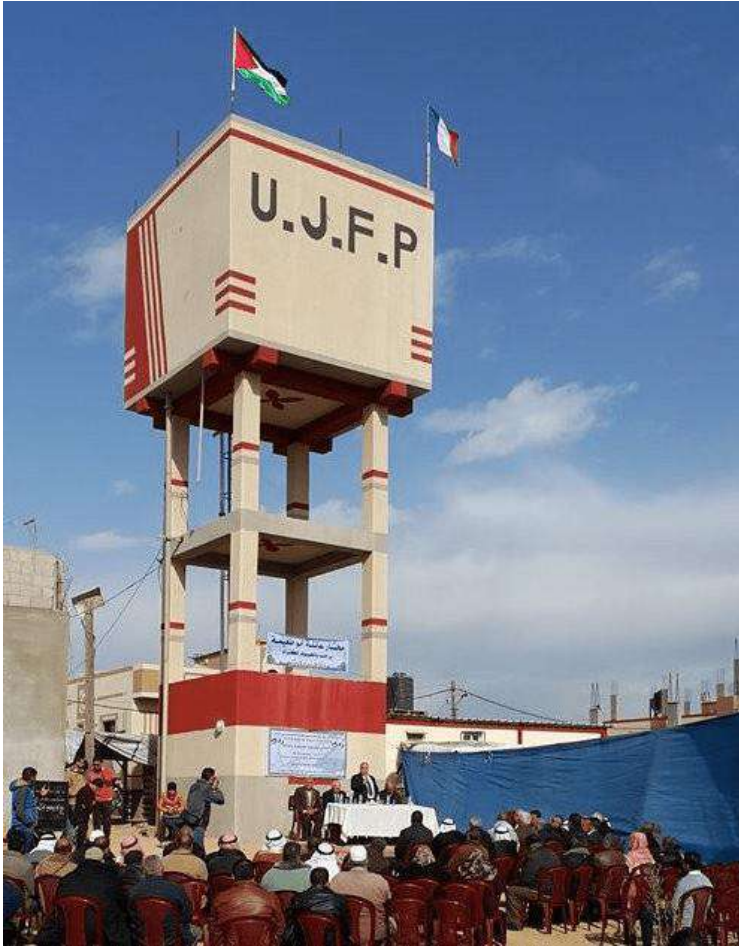
JF Clopeau

³⁶⁹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-104>

³⁷⁰ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-111>

³⁷¹ <https://www.youtube.com/watch?v=buHiEUF9u4o>

³⁷² <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-111>



C'est une plaisanterie que beaucoup d'entre nous ont reprise. À propos du château d'eau entouré d'une fière banderole UJFP, partie la plus visible de notre activité de solidarité politique avec le village de Khuza'a, dans le sud de la bande de Gaza, nous disions : « si Israël le bombarde, ce sera un attentat antisémite ». Et cela déclenchait rires ou sourires parmi nos auditoires.

Le château d'eau, notre fierté, le symbole de notre soutien à la résistance d'un peuple occupé, est à terre. Un château d'eau qui était alimenté par un captage d'une des seules nappes encore capables de fournir une eau potable, les autres ayant été envahies par l'eau de mer en raison d'un pompage israélien irraisonné.

Alors oui, disons-le, priver d'eau la population de Gaza, comme la priver de nourriture, de soins et d'énergie, participe d'une opération que nous pouvons qualifier de génocidaire. Et prétendre le faire au nom des Juifs du monde entier ne peut que faire porter l'opprobre sur les Juifs du monde entier. Sans rire ni sourire, avec colère, nous l'affirmons : la destruction du château d'eau de Khuza'a est un acte antisémite perpétré par l'armée israélienne, devenue génocidaire et la plus immorale du monde. Honte à jamais à tous ceux qui le couvrent.

Avec les paysans de Khuza'a, nous reconstruirons le château d'eau.

La Coordination nationale de l'Union Juive Française pour la Paix (UJFP) le 8 février 2024

8

L'ELECTRICITE ET LES TELECOMMUNICATIONS

JANVIER 2024

Depuis le 19 novembre, des quantités limitées de carburant sont entrées dans la bande de Gaza depuis Rafah. Cependant, ces ressources étant insuffisantes, les hôpitaux, les installations d'approvisionnement en eau et autres installations critiques ne fonctionnent toujours qu'à capacité limitée. Une équipe d'évaluation rapide des besoins en cas de catastrophe a identifié environ 570 kilomètres de lignes d'alimentation électrique qui avaient été endommagées au 12 janvier. Cela représente environ 57 pour cent des lignes d'alimentation, et les dégâts devraient encore s'aggraver depuis lors. Les équipes de la Gaza Electricity Distribution Company (GEDCO) ont besoin de carburant de toute urgence pour évaluer les dégâts et effectuer les réparations sur le terrain³⁷³.

Le 22 janvier, vers 18 heures, la société de télécommunications palestinienne Paltel a annoncé que les services à Gaza avaient de nouveau été interrompus en raison des dégâts causés par les opérations militaires israéliennes. Les services Internet n'ont pas été rétablis depuis la précédente panne de télécommunications du 12 au 19 janvier³⁷⁴.

Le 23 janvier, la société palestinienne de télécommunications Paltel a annoncé le rétablissement progressif des services à Gaza. Les premiers rapports indiquent que les lignes téléphoniques n'ont pas été rétablis dans les zones du centre et du nord, et que les services Internet n'ont pas été rétablis dans l'ensemble de la bande de Gaza depuis le début de la précédente panne de télécommunications le 12 janvier³⁷⁵.

FEVRIER 2024

Le 5 février, les coupures récurrentes des télécommunications dans la bande de Gaza empêchent les gens d'accéder à des informations vitales et entravent d'autres formes de réponse humanitaire³⁷⁶.

Le 20 février, les coupures récurrentes des télécommunications dans la bande de Gaza continuent d'empêcher les populations d'accéder à des informations vitales et entravent d'autres formes de réponse humanitaire³⁷⁷.

³⁷³ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-101>

³⁷⁴ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-100>

³⁷⁵ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-101>

³⁷⁶ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-111>

³⁷⁷ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-122>

9

LES BOULANGERIES

Le 17 janvier, seules 15 boulangeries étaient opérationnelles dans la bande de Gaza ; six à Rafah et neuf à Deir al Balah. Aucune boulangerie ne fonctionne au nord de Wadi Gaza. Le PAM a soutenu huit des boulangeries fonctionnelles (six à Rafah et deux à Deir al Balah), en leur fournissant de la farine de blé, du sel, de la levure et du sucre. Grâce à cette initiative, environ 250 000 personnes ont pu acheter du pain à un prix subventionné. Avant le 7 octobre, au total, 97 boulangeries étaient opérationnelles dans la bande de Gaza, notamment : 25 à Deir al Balah, 20 à Khan Younis, 19 à Rafah, 8 au nord de Gaza et 25 dans la ville de Gaza³⁷⁸.

³⁷⁸ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-100>

10

L'AIDE HUMANITAIRE

JANVIER 2024

Le 24 janvier, des manifestants israéliens ont bloqué l'entrée de l'aide humanitaire par le passage de Kerem Shalom, bloquant les camions pendant plusieurs heures. En conséquence, seuls neuf camions ont pu entrer, et les autres (114) ont été contraints de se réorienter vers l'Égypte et le passage de Rafah³⁷⁹.

Le 24 janvier, 153 camions transportant de la nourriture, des médicaments et d'autres fournitures sont entrés dans la bande de Gaza par les points de passage de Rafah et Kerem Shalom³⁸⁰.

Les 25 et 26 janvier, des manifestants israéliens ont bloqué l'accès des camions humanitaires à Gaza par le passage de Kerem Shalom. Ces camions contenaient de la farine, de la nourriture, des articles d'hygiène, des tentes et d'autres articles non alimentaires. Les camions n'ont pas pu accéder à Gaza³⁸¹.

Entre le 15 et le 25 janvier, les partenaires humanitaires continuent d'observer une tendance à la baisse de l'accès aux zones nord et centrales de la bande de Gaza. Les raisons en sont notamment les retards excessifs des convois d'aide humanitaire avant ou aux points de contrôle et l'intensification de l'activité militaire dans la zone centrale de la bande de Gaza. Les menaces contre la sécurité du personnel et des sites humanitaires sont également monnaie courante, entravant non seulement l'acheminement d'une aide urgente et vitale, mais posant également de graves risques pour la vie des personnes impliquées dans les efforts humanitaires³⁸².

Entre le 1er et le 25 janvier, 51 mouvements d'aide humanitaire étaient prévus vers le nord de Wadi Gaza, mais seulement huit ont été autorisés et 29 ont été refusés. La plupart des missions facilitées étaient liées à la distribution de nourriture, tandis que le soutien aux hôpitaux critiques et aux services WASH a été largement refusé. Deux missions ont été partiellement facilitées (par exemple, des évaluations uniquement au lieu d'une livraison planifiée de fournitures d'aide) et quatre autres ont été reportées (en raison de la sécurité et d'autres exigences concurrentes en matière d'évacuation sanitaire). Une nouvelle tendance se dessine : huit missions supplémentaires planifiées ont été initialement facilitées, mais ont ensuite été entravées par la mise en place d'itinéraires impraticables ou par l'imposition de retards excessifs aux points de contrôle ou avant le départ³⁸³.

Entre le 1er et le 25 janvier, les partenaires humanitaires ont coordonné 87 mouvements d'aide humanitaire vers la zone médiane, dont 63 pour cent (55 missions) ont été facilités et 25 pour cent (22 missions) ont été refusés. En raison de l'intensification de l'activité militaire, dix missions ont été reportées. Il s'agit d'une tendance émergente depuis le 12 janvier, où l'intensification de l'activité militaire entrave les mouvements humanitaires vers et depuis les hôpitaux et les sites humanitaires. La nécessité de coordonner les mouvements vers le sud de Wadi Gaza n'était pas non plus une nécessité avant décembre³⁸⁴.

Entre le 1er et le 25 janvier, à 22 reprises, les demandes des Nations Unies adressées à l'armée israélienne pour qu'elle ouvre rapidement des points de contrôle pour accéder au nord de Gaza n'ont

³⁷⁹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-101>

³⁸⁰ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-101>

³⁸¹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-103>

³⁸² <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-103>

³⁸³ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-103>

³⁸⁴ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-103>

pas été facilitées. Compte tenu de la forte congestion autour des entrepôts de l'ONU et des niveaux élevés de besoins, des mouvements précoces sont essentiels pour des raisons de sécurité, de programmation et de protection. La communauté humanitaire a toujours demandé que les deux principales routes d'approvisionnement soient ouvertes à Gaza et que les points de contrôle ouvrent à 6 heures du matin tous les jours³⁸⁵.

Le 29 janvier, le transfert de fournitures humanitaires vers Gaza via le passage de Kerem Shalom avec Israël a repris après quatre jours de perturbations dues aux manifestations israéliennes³⁸⁶.

Le 29 janvier, une mission humanitaire a réussi à atteindre l'hôpital Nasser de Khan Younis et à livrer du matériel médical essentiel à 1 000 patients. Cependant, le 30 janvier, la livraison de nourriture à cet hôpital a été retardée à un point de contrôle, où de nombreuses personnes ont pris de la nourriture dans les camions arrêtés. Commentant l'incident, le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Dr Tedros Ghebreyesus, a déclaré : « Cela souligne le désespoir total de la population de Gaza, qui vit dans des conditions infernales, notamment une faim extrême. Nous continuons à demander l'autorisation de livrer le carburant à l'hôpital... Autrefois l'hôpital de référence le plus important du sud de Gaza, Nasser est passé en une semaine de partiellement à peu fonctionnel, reflétant le démantèlement injustifié et en cours du système de santé³⁸⁷.

Le 30 janvier, le Conseil de sécurité a publié une déclaration commune saluant la nomination de la Coordinatrice principale des Nations Unies pour les affaires humanitaires et la reconstruction à Gaza, Mme Sigrid Kaag, a exprimé son inquiétude face à « la situation humanitaire désastreuse et qui se détériore rapidement dans la bande de Gaza » et a souligné « la Il est urgent d'élargir le flux d'aide humanitaire aux civils de Gaza³⁸⁸.

Le 30 janvier, a été publiée une déclaration des dirigeants du Comité permanent interorganisation : « Nous ne pouvons pas abandonner les population de Gaza³⁸⁹.

« The allegations of involvement of several UNRWA staff in the heinous attacks on Israel on 7 October are horrifying. As the Secretary-General has said, any UN employee involved in acts of terror will be held accountable.

However, we must not prevent an entire organization from delivering on its mandate to serve people in desperate need.

The harrowing events that have been snowballing in Gaza since 7 October have left hundreds of thousands of people homeless and on the brink of famine. UNRWA, as the largest humanitarian organisation in Gaza, has been providing food, shelter and protection, even as its own staff members were being displaced and killed.

³⁸⁵ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-103>

³⁸⁶ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-105>

³⁸⁷ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-107>

³⁸⁸ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-107>

³⁸⁹ <https://www.ochaopt.org/content/statement-principals-inter-agency-standing-committee-we-cannot-abandon-people-gaza>

Decisions by various Member States to pause funds from UNRWA will have catastrophic consequences for the people of Gaza. No other entity has the capacity to deliver the scale and breadth of assistance that 2.2 million people in Gaza urgently need.

We appeal for these decisions to be reconsidered.

UNRWA has announced a full, independent review of the organization, and the UN's Office of Internal Oversight Services has been activated.

Withdrawing funds from UNRWA is perilous and would result in the collapse of the humanitarian system in Gaza, with far-reaching humanitarian and human rights consequences in the occupied Palestinian territory and across the region.

The world cannot abandon the people of Gaza ».

Signatories:

- Mr. Martin Griffiths, Emergency Relief Coordinator and Under-Secretary-General for Humanitarian Affairs (OCHA)
- Dr. Qu Dongyu, Director-General, Food and Agriculture Organization (FAO)
- Ms. Jane Backhurst, Chair, ICVA (Christian Aid)
- Mr. Jamie Munn, Executive Director, International Council of Voluntary Agencies (ICVA)
- Ms. Amy E. Pope, Director General, International Organization for Migration (IOM)
- Mr. Volker Türk, United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR)
- Ms. Paula Gaviria Betancur, United Nations Special Rapporteur on the Human Rights of Internally Displaced Persons (SR on HR of IDPs)
- Mr. Achim Steiner, Administrator, United Nations Development Programme (UNDP)
- Dr. Natalia Kanem, Executive Director, United Nations Population Fund (UNFPA)
- Mr. Filippo Grandi, United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR)
- Mr. Michal Mlynár, Executive Director a.i., United Nations Human Settlement Programme (UN-Habitat)
- Ms. Catherine Russell, Executive Director, UN Children's Fund (UNICEF)
- Ms. Sima Bahous, Under-Secretary-General and Executive Director, UN Women
- Ms. Cindy McCain, Executive Director, World Food Programme (WFP)
- Dr. Tedros Adhanom Ghebreyesus, Director-General, World Health Organization (WHO)

Le 31 janvier, le chef des secours de l'ONU a fait une déclaration au Conseil de sécurité :

« Each day that passes only deepens the misery and suffering of people in Gaza.

The number of people killed in Gaza has reportedly now surpassed 26,000, and the number of injured reportedly more than 65,000, according to Gaza's Ministry of Health. The vast majority are women and children. Just 14 of the 36 hospitals in Gaza are functional, and those only partially. They face severe shortages of medical staff and supplies. Fierce fighting has continued in the vicinity of the Nasser and Al-Amal hospitals in Khan Younis, jeopardizing the safety of medical staff, the wounded and the sick, as well as the thousands of internally displaced persons seeking refuge there.

This intense fighting around Khan Younis continues to drive thousands of people into Rafah, which is already hosting over half of Gaza's population of 2.2 million people. Across Gaza, over 60 per cent of housing units are reportedly destroyed or damaged. We now estimate that some 75 per cent of the total population are displaced. Their living conditions are abominable and worsening by the day. Heavy rains are flooding the makeshift tent camps, forcing children, parents and the elderly to sleep in the mud.

Food insecurity continues to mount. And clean water is almost completely inaccessible. With little public health support available, preventable diseases are rife, and will continue to spread.

Mr. President,

As I mentioned in my briefing to the Council a couple of weeks ago, the further spread of hostilities southwards – along with the increasing deprivation and desperation of people there – can only be expected to increase the pressure for mass displacement into neighbouring countries. Some Palestinians in Gaza have already been able to leave through Egypt.

In the meantime, there are also seriously injured or sick patients unable to receive care in Gaza and for whom medical evacuations should be swiftly facilitated. This is in line with international humanitarian law, which in certain circumstances encourages arrangements for the evacuation of the wounded and sick, persons with disabilities, older persons, children and pregnant women. I want to emphasize once again that any persons displaced from Gaza must be guaranteed the right to voluntarily return, as international law demands.

Mr. President,

I know the Council heard yesterday from Under-Secretary-General Kaag, the Senior Humanitarian and Reconstruction Coordinator, regarding her efforts to expedite the delivery of humanitarian assistance to Gaza. The ability of the humanitarian community to reach the people of Gaza with relief remains grossly inadequate. This is not for want of trying.

Despite the hazardous conditions on the ground, we are distributing food items to shelters and supporting the remaining bakeries. We are delivering medicines and medical supplies and helping to relocate patients. And we are delivering water, hygiene kits and cleaning kits, tents, tarpaulin sheets, and blankets. But all in quantities that are far from adequate. If the people of Gaza are to receive anything approaching the amount of humanitarian assistance they need and deserve, urgent steps must be taken.

First, we need to be able to deliver and distribute supplies safely. This means we need significantly improved security assurances.

Second, we need to establish a predictable flow of supplies.

Finally, we need rapid and unimpeded access.

Humanitarian supplies must be able to enter Gaza via multiple points, from Egypt and Israel. This would help clear bottlenecks and speed up delivery of supplies.

We continue to face the frequent rejection for entry of much needed items into Gaza by Israel, for unclear, inconsistent and often unspecified reasons. We must also have access to civilians in need across Gaza.

At present, our access to Khan Younis, the Middle Area and North Gaza is largely absent. Jamie McGoldrick, Deputy Special Coordinator/Resident Coordinator /Humanitarian Coordinator ad interim, is leading efforts to scale up operations in critical areas. His efforts depend on security assurances and the facilitation of both entry and movement of personnel and critical supplies. And we will of course be working closely with Under-Secretary-General Kaag on efforts to expedite the entry of assistance into Gaza.

Mr. President,

The breadth of the humanitarian community – including UN agencies, non-governmental organizations, the Red Cross and the Red Crescent -- is collaborating to ensure that aid reaches people in need to the greatest extent possible. At the heart of what we have been able to do has been UNRWA.

UNRWA has provided shelter. It has provided food and water. It has provided medical assistance. All this, even as its own staff are being killed, injured and displaced.

I am appalled that some UNRWA employees were allegedly involved in the attack in Israel on 7 October. These allegations must be addressed. UNRWA has taken swift action, and an investigation is underway. But UNRWA's lifesaving services to over three-quarters of Gaza's residents should not be jeopardized by the alleged actions of a few individuals.

Likewise, UNRWA's support for Palestinians in need in the West Bank, where we have significant concerns over the worsening situation, as well as in Lebanon, Jordan, and Syria, must also be safeguarded. To put it bluntly and simply: Our humanitarian response for the Occupied Palestinian Territory is dependent on UNRWA being adequately funded and operational.

UNRWA is playing an indispensable role in terms of distribution, warehousing, logistics and human resources, with 3,000 staff responding to the current crisis. Decisions to withhold funds from UNRWA must be revoked.

Mr. President,

In closing, I reiterate my demand for compliance with international humanitarian law, including the protection of civilians and the infrastructure they depend on. Hospitals, medical personnel and patients must be protected. Food sources, water infrastructure, homes and shelters must be protected.

I reiterate my call for the immediate release of all hostages and their humane treatment. And I reiterate my call for a ceasefire.

I urge this Council to do everything in its power to bring this tragedy to an end ».

En janvier, dix des 61 missions d'aide humanitaire prévues dans le nord de Wadi Gaza (16 pour cent) ont été facilitées par les autorités israéliennes, deux (3 pour cent) ont été partiellement facilitées, 34 missions (56 pour cent) se sont vu refuser l'accès, et six (10 pour cent) ont été reportés par les organisations humanitaires en raison de contraintes opérationnelles internes. Une tendance émergente est que l'accès de neuf missions supplémentaires (15 %) a été initialement facilité, mais ensuite entravé lorsque les routes désignées par l'armée israélienne se sont révélées impraticables, ou en raison de l'imposition de délais excessifs avant le départ des troupes. missions ou aux points de contrôle en cours de route. Les missions facilitées impliquaient principalement la distribution de nourriture, tandis que l'accès des missions destinées à soutenir les hôpitaux et les installations critiques fournissant des services d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) restait largement refusé³⁹⁰.

FEVRIER 2024

Le 4 février, un groupe de personnes attendant des camions d'aide humanitaire près du rond-point Al Koweït, dans le sud de la ville de Gaza, a essuyé des tirs. C'est la cinquième fois que des allégations de tirs sur des personnes rassemblées pour obtenir de l'aide humanitaire sont signalées³⁹¹.

Entre le 29 janvier et le 4 février, 20 partenaires au total ont fourni une aide alimentaire dans la bande de Gaza, et environ 1,8 million de personnes ont été touchées, avec pour répartition géographique³⁹² :

- le gouvernorat de Rafah a reçu environ 33 pour cent de l'aide alimentaire totale ;
- Deir al Balah a reçu environ 27 pour cent de l'aide alimentaire totale ;
- Khan Younis a reçu environ 17 pour cent de l'aide alimentaire ;
- 13 et 10 pour cent ont atteint respectivement le nord de Gaza et les gouvernorats de Gaza.

Le 5 février, un convoi attendant de se diriger vers le nord de Gaza a été touché par des tirs mais il n'y a eu aucune victime, a rapporté le coordonnateur humanitaire adjoint³⁹³ :

³⁹⁰ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-110>

³⁹¹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-111>

³⁹² <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-111>

³⁹³ <https://twitter.com/TomWhiteGaza/status/1754444582433996857?s=20>



Le 5 février, le PRCS a rapporté que le CICR l'avait informé de l'approbation par les autorités israéliennes d'un passage sûr pour permettre aux personnes déplacées qui avaient cherché refuge à l'hôpital d'Al Amal et au siège du PRCS à Khan Younis de rejoindre la région d'Al Mawasi, également à Khan Younis³⁹⁴ :

³⁹⁴ <https://twitter.com/PalestineRCS/status/1754449790274850935?s=20>

← Poster

 **PRCS** 
@PalestineRCS

 Urgent: The occupation forces summoned both the Executive Committee member of the PRCS and the General Manager of Al-Amal Hospital, Dr. Haider Al-Qaddura, along with the hospital's Administrative Director, Maher Atallah, and took them to an unknown location.

 This follows the ICRC informing PRCS of occupation approval for a safe passage, enabling displaced individuals to leave Al-Amal Hospital and PRCS headquarters towards Mawasi in #KhanYunis . Hundreds have started leaving after a two-week siege.

#NotATarget  #IHL #AlAmalHospital
#Gaza

Traduire le post



11:20 AM · 5 févr. 2024 · 58,2 k vues

1075 Reposts · 84 citations · 1302 l'aime · 64 Signets

Le 6 février, l'OCHA publie l'aperçu de l'accès humanitaire pour la bande de Gaza, fin janvier 2024³⁹⁵

In January, amid ongoing intense hostilities, the ability of humanitarian missions to support people in need wherever they are across Gaza deteriorated compared with October-December 2023. Departing from the southern-most governorate of Rafah, aid missions increasingly had their access denied to areas north of Wadi Gaza (hereafter “the north”); as well as to areas south of Wadi Gaza, which are increasingly requiring coordination with Israeli Defense Forces (IDF) due to geographical shifts in conflict activity. Additionally, such missions were increasingly interfered with programmatically or delayed by Israeli forces.

³⁹⁵

<https://www.ochaopt.org/sites/default/files/Humanitarian-Access-Gaza-Strip-January-2024.pdf>;
<https://www.ochaopt.org/content/humanitarian-access-snapshot-gaza-strip-end-january-2024>

Amidst the above, threats to the safety of humanitarian personnel and sites continue to reduce the ability of humanitarian staff to operate.

Aid to North of Wadi Gaza: 16% of planned aid missions were facilitated. Of 61 planned missions to the north, ten (16%) were facilitated by the Israeli authorities, two (3%) were partially facilitated, 34 (56%) were denied access, and six (10%) were postponed by aid organizations due to internal operational constraints. In an emerging pattern, the access of an additional nine missions (15%) was initially facilitated, but subsequently impeded as routes designated by the Israeli military proved to be unpassable, or due to the imposition of excessive delays prior to the departure of the missions or at checkpoints en route. Facilitated missions primarily involved food distribution, while the access of missions to support critical hospitals and facilities providing water, hygiene and sanitation (WASH) services remained amongst those overwhelmingly denied.

Aid to South of Wadi Gaza: 57% of planned aid missions were facilitated. Of 114 planned missions to areas assessed as necessitating coordination to the south of Wadi Gaza, 65 (57%) were facilitated, one was partially facilitated, eight (7%) were initially facilitated but then impeded, 28 (25%) were denied access, and 12 (11%) were postponed internally. The 25% denial rate represents an increase compared with December 2023, where two (12%) of 16 missions were denied access. The 12 postponed missions, all destined for or returning from hospitals and humanitarian sites, were an emerging trend related to the geographical spread of military activities. The denials included critical resupply missions to hospitals and to address unexploded ordnance (UXOs).

Areas not requiring coordination are excluded from these statistics. 0 of 22 requests for military checkpoints to open early materialized. To facilitate aid and mitigate security risks in a congested environment, where people desperate for support gather around UN warehouses or trucks, multiple main supply routes must remain accessible, particularly by dawn, when operational conditions are optimal. It is thus critical that Israeli checkpoints open at 6:00. While a formal mechanism to facilitate early openings has been established, it has not materialized even once. Checkpoints at Wadi Gaza were typically scheduled to open at 9:00 or later, but opened consistently after the announced hour (only one checkpoint at a time). In a single case, an early opening was coordinated in advance, but it too did not operationalize, resulting in a convoy waiting for over an hour at the closed checkpoint, ultimately having to turn back as people gathered around it. Overall, on eight occasions, the UN was unable to facilitate missions due to extensive delays at checkpoints.

Fuel to North Wadi Gaza: 2 (10%) of 21 planned missions were facilitated. Unimpeded access would allow for the delivery of at least 386,400 litres, based on allocations for the planned missions, whereas in reality only 38,400 litres could be delivered. Both deliveries were facilitated to a single hospital, leaving other hospitals and WASH facilities unfueled. Among the planned convoys that were not facilitated, there were 13 consecutive access denials for missions destined to water and wastewater pumping stations. Fuel numbers should be considered indicative only, as some missions were denied multiple times.

Fuel to South Wadi Gaza: 15 (71%) of 21 planned missions to areas requiring coordination were facilitated. A total of 300,600 litres were delivered. However, convoys to Nasser hospital were denied access five times in a row. Fuel shortages in hospitals force them to cease most operations and could lead to preventable deaths. Not fueling or repairing water and sewage pumps would likely result in immediate and long-term health and environmental hazards spreading in Gaza and across borders.

Rising programmatic interference. Aid is delivered on the basis of independent assessments of humanitarian needs and prioritization. In some cases, Israeli forces interfered with mission programmes, often forcing their cancellation. At times, the Israeli military required the provision of justifications for fuel quantities for health facilities. In other cases, it facilitated access under the condition that no delivery is made to hospitals. In some instances, it imposed reductions on the volume of assistance, such as the quantity of food. Finally, it repeatedly denied access to Nasser hospital for the delivery of fuel, even as other aid missions to the same location were facilitated. The coordination mechanism, which was developed to improve security to aid missions, is undermined when used to restrict their operations. Should agencies move away from coordinating with parties to the conflict, it would expose them further; whereas agencies are already vulnerable due to Israeli restrictions on the import of critical equipment, including those related to communications.

Incidents impacting humanitarian compounds. Since 7 October, over 375 internally displaced persons and humanitarian staff have been killed and 1,350 injured in over 290 incidents that directly or collaterally impacted humanitarian compounds which had been notified to parties to the conflict. These include impacts by munitions as well as the use of such facilities by conflict actors. Such incidents undermine the efficacy and credibility of the notification system by compromising the safety of humanitarian operations.

Le 5 février, un convoi dirigé par l'UNRWA transportant de l'aide alimentaire vers le nord de Gaza a été touché à Deir Al Balah, malgré une notification préalable³⁹⁶ et une coordination avec les parties au conflit, le troisième incident de ce type selon l'UNRWA³⁹⁷.

³⁹⁶ <https://twitter.com/UNLazzarini/status/1754511426406744518?s=20>

³⁹⁷ <https://twitter.com/UNRWA/status/1754908868172185774?s=20>

← **Poster**

 **Philippe Lazzarini** 
@UNLazzarini

#Gaza, although we send notifications about all aid convoys and we coordinate all our movements, aid convoys continue to come under fire.

Civilians & aid to civilians must be protected at all times.

[Traduire le post](#)

 **Thomas White** @TomWhiteGaza · 5 févr.
#Gaza this morning a food convoy waiting to move into Northern Gaza was hit by Israeli naval gunfire - thankfully no one was injured

@UNRWA



3:24 PM · 5 févr. 2024 · 65,2 k vues

675 Reposts · 44 citations · 1 014 J'aime · 36 Signets

    36 

To put it simply: This war must stop ».



Le 7 février, Martin Griffiths, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, déclare : Alors que la crise entre dans son cinquième mois, la poursuite des combats à Rafah risque de faire encore plus de victimes et d'exacerber les besoins humanitaires »³⁹⁸:

« With the Gaza hostilities entering their fifth month, hope is dwindling for the millions of people affected and the humanitarians striving to assist them.

More than half of Gaza's population is now crammed in Rafah, a town of originally 250,000 people right on Egypt's doorstep. Their living conditions are abysmal – they lack the basic necessities to survive, stalked by hunger, disease and death.

As the war encroaches further into Rafah, I am extremely concerned about the safety and well-being of families which have endured the unthinkable in search of safety.

More than 27,500 people in Gaza have already been killed over the past four months, according to Gaza's Ministry of Health. Further fighting in Rafah risks claiming the lives of

³⁹⁸ <https://www.ochaopt.org/content/crisis-enters-fifth-month-further-fighting-rafah-risks-claiming-more-lives-and-exacerbating-humanitarian-needs> ; <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-113>

even more people. It also risks further hampering a humanitarian operation already limited by insecurity, damaged infrastructure and access restrictions.

Entre le 1er janvier et le 12 février, 51 % des missions prévues par les partenaires humanitaires pour acheminer de l'aide et entreprendre des évaluations dans les zones situées au nord de Wadi Gaza se sont vu refuser l'accès par les autorités israéliennes. Au cours de la même période, 25 % des missions prévues dans les zones jugées nécessitant une coordination au sud de Wadi Gaza ont été refusées par les autorités israéliennes. Les missions dans les zones ne nécessitant pas de coordination au sud de Wadi Gaza ne sont pas incluses dans ces statistiques³⁹⁹.

Le 12 février, les personnes déplacées à Gaza continuent de faire face à une détérioration des conditions humanitaires dans un contexte de pénurie aiguë d'abris, d'eau potable, de nourriture et de médicaments⁴⁰⁰.

Le 12 février, les personnes déplacées à Gaza continuent de faire face à une détérioration des conditions humanitaires dans un contexte de pénurie aiguë de zones sûres, d'abris, d'eau potable, de nourriture et de médicaments⁴⁰¹.

Entre le 1er janvier et le 12 février, 51 % des missions prévues par les partenaires humanitaires pour acheminer de l'aide et entreprendre des évaluations dans les zones situées au nord de Wadi Gaza se sont vu refuser l'accès par les autorités israéliennes. Au cours de la même période, 25 % des missions prévues dans les zones jugées nécessitant une coordination au sud de Wadi Gaza ont été refusées par les autorités israéliennes. Les missions dans les zones ne nécessitant pas de coordination au sud de Wadi Gaza ne sont pas incluses dans ces statistiques⁴⁰².

Le 13 février, les travailleurs humanitaires et de santé continuent de faire face à d'énormes défis et risques pour servir les personnes ayant besoin d'une aide urgente et sauver des vies, en particulier compte tenu du manque de matériel et de fournitures que les organisations humanitaires sont en mesure d'apporter, selon le coordonnateur humanitaire par intérim pour les territoires palestiniens occupés, Jamie McGoldrick⁴⁰³.

Entre le 1er janvier et le 15 février, moins de 20 pour cent des missions (15 sur 77) prévues par les partenaires humanitaires pour acheminer l'aide et entreprendre des évaluations dans les zones au nord de Wadi Gaza ont été facilitées en totalité ou en partie par les autorités israéliennes et 51 pour cent pour cent ont été refusées (39 sur 77). Les missions facilitées impliquaient principalement la distribution de nourriture, tandis que l'accès des missions pour soutenir les hôpitaux et les installations fournissant des services d'eau, d'hygiène et d'assainissement (WASH) figurait parmi celles qui ont été massivement refusées⁴⁰⁴.

³⁹⁹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-120>

⁴⁰⁰ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-116>

⁴⁰¹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-117>

⁴⁰² <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-119>

⁴⁰³ <https://twitter.com/WHO/status/1757388346916065343?s=20> ; <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-118>

⁴⁰⁴ <https://twitter.com/WFPChief/status/1760211554778091713?s=20>

Entre le 21 octobre et le 14 février, l'UNRWA a livré à la bande de Gaza⁴⁰⁵ :

- 15 364 tonnes de farine ;
- Médicaments et fournitures médicales pour une valeur totale de plus de 6,8 millions de dollars ;
- Plus de 22 millions de litres d'eau ;
- 2,7 millions d'unités de biscuits et biscuits énergétiques ;
- Près de 6,8 millions de boîtes de conserve d'aliments à base de protéines, dont des haricots et de la viande en conserve ;
- Plus de 6,5 millions d'unités de produits laitiers (fromage) ;
- Autres produits alimentaires , y compris les dattes et les jus ;
- Articles non alimentaires (NFI) dont près de 136 000 matelas ; 104 000 kits d'hygiène familiale ; plus de 3,1 millions de couches ; environ 185 000 couvertures ; et plus de 3,7 millions d'articles de nettoyage .

Le 19 février, les frappes aériennes en cours et les violents combats à Gaza continuent d'affecter le flux d'approvisionnement alimentaire, posant des défis pour la sécurité et l'efficacité des opérations. Les fermetures fréquentes des frontières, les restrictions et les problèmes de sécurité entravent la capacité d'assurer un approvisionnement alimentaire constant et fiable⁴⁰⁶.

Le 19 février, selon le Secteur de la sécurité alimentaire (FSS), un approvisionnement alimentaire constant et fiable pour l'ensemble de la population de Gaza continue d'être entravé par les fréquentes fermetures de frontières, les restrictions de longue date à l'importation de marchandises à Gaza, les dommages causés aux infrastructures critiques et la situation sécuritaire. L'insécurité alimentaire dans le nord de Gaza et dans les gouvernorats de Gaza a atteint un état extrêmement critique, compte tenu des restrictions importantes imposées à l'acheminement de l'aide humanitaire. À Rafah, les conditions humanitaires sont devenues de plus en plus difficiles, avec des rapports continus selon lesquels des personnes arrêtent les camions humanitaires pour prendre de la nourriture. Les segments vulnérables de la population, notamment les enfants, les personnes âgées et les personnes souffrant de problèmes de santé sous-jacents, sont particulièrement exposés au risque de malnutrition⁴⁰⁷.

Le 19 février, des incidents de ciblage de personnes alors qu'elles attendent des convois d'aide humanitaire continuent d'être signalés dans la ville de Gaza⁴⁰⁸.

Le 19 février, vers 14 heures, cinq Palestiniens ont été tués et plusieurs autres blessés lorsque des personnes qui s'étaient rassemblées pour une éventuelle livraison d'aide humanitaire au rond-point d'Al Koweït ont été attaquées par des quadricoptères des Forces de défense israéliennes⁴⁰⁹.

⁴⁰⁵ <https://www.unrwa.org/resources/reports/unrwa-situation-report-79-situation-gaza-strip-and-west-bank-including-east-jerusalem>

⁴⁰⁶ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-121>

⁴⁰⁷ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-120>

⁴⁰⁸ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-122>

⁴⁰⁹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-122>

Le 20 février, le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies a annoncé qu'il suspendait ses livraisons d'aide alimentaire au nord de Gaza. Cela fait suite aux incidents des 18 et 19 février au cours desquels les convois du PAM n'ont pas pu acheminer l'aide comme prévu, en grande partie à cause de troubles de l'ordre civil, qui ont conduit au pillage de camions et au passage à tabac d'un chauffeur le 19 février⁴¹⁰ :

UN Food Agency pauses deliveries to the North of Gaza

ROME – The UN World Food Programme (WFP) is pausing deliveries of life-saving food aid to northern Gaza until conditions are in place that allow for safe distributions.

The decision to pause deliveries to the north of the Gaza Strip has not been taken lightly, as we know it means the situation there will deteriorate further and more people risk dying of hunger. WFP is deeply committed to urgently reaching desperate people across Gaza but the safety and security to deliver critical food aid - and for the people receiving it - must be ensured.

Deliveries resumed on Sunday after a three-week suspension following the strike on an UNRWA truck and due to the absence of a functioning humanitarian notification system. The plan was to send 10 trucks of food for seven straight days, to help stem the tide of hunger and desperation and to begin building trust in communities that there would be enough food for all.

On Sunday, as WFP started the route towards Gaza City, the convoy was surrounded by crowds of hungry people close to the Wadi Gaza checkpoint. First fending off multiple attempts by people trying to climb aboard our trucks, then facing gunfire once we entered Gaza City, our team was able to distribute a small quantity of the food along the way. On Monday, the second convoy's journey north faced complete chaos and violence due to the collapse of civil order. Several trucks were looted between Khan Younes and Deir al Balah and a truck driver was beaten. The remaining flour was spontaneously distributed off the trucks in Gaza city, amidst high tension and explosive anger.

In December, the Integrated Phase Classification report compiled by 15 agencies including WFP warned of the risk of famine in northern Gaza by May unless conditions there improved decisively. At the end of January, after delivering food to the north, we reported on the rapid deterioration of conditions. In these past two days our teams witnessed unprecedented levels of desperation.

The latest reports confirm Gaza's precipitous slide into hunger and disease. Food and safe water have become incredibly scarce and diseases are rife, compromising women and children's nutrition and immunity and resulting in a surge of acute malnutrition. People are already dying from hunger-related causes.

⁴¹⁰ <https://www.wfp.org/news/un-food-agency-pauses-deliveries-north-gaza>;
<https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-122>

A report issued Monday by UNICEF and WFP, based on recent data, finds that the situation is particularly extreme in the Northern Gaza Strip. Nutrition screenings conducted at shelters and health centres in the north found that 15.6 per cent - or 1 in 6 children under 2 years of age - are acutely malnourished.

WFP will seek ways to resume deliveries in a responsible manner as soon as possible. A large-scale expansion of the flow of assistance to northern Gaza is urgently needed to avoid disaster. To achieve this, WFP needs significantly higher volumes of food coming into the Gaza strip from multiple routes, additionally, crossing points to the north of Gaza must open. A functioning humanitarian notification system and a stable communication network are needed. And security, for our staff and partners as well as for the people we serve, must be facilitated.

Gaza is hanging by a thread and WFP must be enabled to reverse the path towards famine for thousands of desperately hungry people ».

Le 20 février, le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies a annoncé qu'il suspendait les livraisons d'aide alimentaire au nord de Gaza, en grande partie à cause de l'effondrement de l'ordre civil combiné à l'absence d'un système de notification humanitaire opérationnel⁴¹¹.

Le 21 février, la chef du PAM, Cindy McCain, a déclaré : « Nous avons dû faire le choix impossible de suspendre les distributions d'aide dans le nord de Gaza. Il y a un niveau de désespoir incroyable sur fond d'immenses besoins humanitaires. Une famine ne doit pas nécessairement se produire. Mais si les choses ne changent pas, cela changera »⁴¹².

Le 21 février, les opérations humanitaires continuent de se heurter à d'immenses défis, les travailleurs humanitaires eux-mêmes étant tués⁴¹³.

Le 21 février, les hostilités intenses, les limitations de l'entrée et de la livraison de l'aide et l'insécurité croissante continuent d'entraver gravement la fourniture de services vitaux à travers Gaza⁴¹⁴.

Le 21 février, la situation humanitaire dans le nord de Gaza et dans les gouvernorats de Gaza est extrêmement critique. La situation de la sécurité alimentaire à Deir al Balah et dans les gouvernorats du sud est particulièrement grave, la majorité de la population souffrant de faim extrême. À Rafah, la situation devient de plus en plus préoccupante. Les habitants de Rafah arrêteraient les camions humanitaires pour prendre de la nourriture, soulignant la gravité de leur désespoir et de leur faim. Il est urgent d'augmenter la flotte de camions de livraison pour garantir que les besoins nutritionnels de l'ensemble de la population soient satisfaits et pour améliorer les services de santé, notamment

⁴¹¹ <https://www.wfp.org/news/un-food-agency-pauses-deliveries-north-gaza>

⁴¹² <https://twitter.com/WFPChief/status/1760211554778091713?s=20>

⁴¹³ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-123>

⁴¹⁴ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-123>

les services de santé primaires, la couverture vaccinale de routine et la fourniture de médicaments contre les maladies non transmissibles⁴¹⁵.

⁴¹⁵ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-123>

PRESSE

- February 10, 2024 – The Guardian « Israel appears to be in breach of ICJ orders on Gaza, senior UN official says »
- February 17, 2024 - L'Orient Le Jour : « Raphaël Pitti : Rafah est un camp de concentration »

- **February 10, 2024 – The Guardian « Israel appears to be in breach of ICJ orders on Gaza, senior UN official says »**

<https://www.theguardian.com/world/2024/feb/10/israel-appears-to-be-in-breach-of-icj-orders-on-gaza-senior-un-official-says>

Special rapporteur cites lack of medical supplies, food and clean water, and continued demolition of infrastructure

Patrick Wintour

Israel appears to be in breach of the orders issued a fortnight ago by the international court of justice requiring it to take immediate steps to protect Palestinians' rights and cease all activities that could constitute genocide, the UN special rapporteur on the occupied territories, Francesca Albanese, has said.

The Israeli government was given until 23 February to report to the ICJ on what it has done to comply with six orders the court issued, including one relating to ending incitement to genocide and another requiring immediate steps to improve the supply of humanitarian aid.

Senior western officials say that despite hours of negotiations with Israeli officials there is at best a marginal and incremental improvement since the 26 January ruling. "Safe to say, it's dire and getting worse," one said.

The ICJ did not direct Israel to announce a ceasefire, as South Africa had requested, but by very large majorities the judges did make orders that were intended to have practical effect.

First, Israel was required to "take all measures within its power to prevent and punish the direct and public incitement to commit genocide" in relation to Palestinians in Gaza, after the court found "discernibly genocidal and dehumanising rhetoric coming from senior Israeli government officials". Second, the ICJ required Israel to "take immediate and effective measures to enable the provision of urgently needed basic services and humanitarian assistance".

Israel was further required to take all measures within its power to prevent, within the scope of the genocide convention, the killing of Palestinians, causing them serious bodily or mental harm, inflicting conditions of life calculated to bring about its physical destruction in whole or in part, and imposing measures intended to prevent births.

Many lawyers have interpreted this to mean that the acts mentioned are not prohibited so long as Israel undertakes them without genocidal intent – which Israel says is the case, and which the court will not test in full until later. Albanese, however, said she disagreed, and that the ICJ had mandated Israel to cease all activities that could constitute genocide.

Despite this, she said, the violence and the demolition of civilian infrastructure had continued, aggravating the harsh living conditions in Gaza. "The fatalities are not solely the result of bombings and sniper attacks," she said in an interview with the Guardian. "They also occur due to a scarcity of medical supplies and treatment, and, most distressingly, due to inadequate access to food and potable water, forcing consumption of contaminated or polluted water."

At least 1,755 Palestinians have been killed in Gaza since the court order.

The Israeli prime minister, Benjamin Netanyahu, has said Israel has an “unwavering” commitment to international law and a “sacred commitment to continue to defend our country and defend our people”.

“Like every country, Israel has an inherent right to defend itself,” Netanyahu said. “The vile attempt to deny Israel this fundamental right is blatant discrimination against the Jewish state, and it was justly rejected.”

The US, which has supported Israel in the aftermath of Hamas’s 7 October attacks, has called the ICJ case “meritless”.

Lawyers have argued that the extent of Israel’s compliance with the orders is a test not only of the top UN court’s authority, but of other signatories to the genocide convention.

Yussef Al Tamimi, a visiting fellow at New York University school of law, pointed out that ICJ case law – notably the *Bosnia v Serbia* ruling in 1996 – specifies that states have the responsibility “to employ all means reasonably available to them, so as to prevent genocide so far as possible”.

He said that applied equally to states with “the capacity to influence effectively the action of persons likely to commit, or already committing, genocide”. In the *Serbia* judgment, the ICJ found “a state bore responsibility if it was aware, or should normally have been aware, of the serious danger that acts of genocide would be committed”.

This places stricter obligations on states that provide financial, intelligence and military assistance to Israel’s campaign in Gaza, he said. South Africa’s lawyers intend to press further over Israeli compliance with the ICJ’s orders and third parties over their obligations.

The case accusing Israel of genocide was brought by South Africa but others have since taken action. Nicaragua has asked to join the case on the basis, it says, that Israel is breaching the convention, and Algeria – the current lead Arab nation on the UN security council – has tabled a resolution endorsing the ICJ’s orders and adding that a humanitarian ceasefire is the prerequisite for them to be implemented, something the court itself did not say.

The US is opposed to the resolution. “This draft resolution could put sensitive negotiations in jeopardy, derailing the exhaustive, ongoing diplomatic efforts to secure the release of hostages, and secure an extended pause that Palestinian civilians and aid workers so desperately need,” the US ambassador to the UN, Linda Thomas–Greenfield, said a week ago.

Independent of the ICJ, Belgium has banned arms sales to Israel, Japan’s Itochu Aviation has informed its Israeli partner it will end strategic cooperation by the end of February, and the Dutch appeal court will decide next week whether or not the government is entitled to sell F-16s to Israel.

Yuval Shany, the Hersch Lauterpacht chair in international law at the Hebrew University of Jerusalem, said Israel’s presentation to the ICJ could become a dynamic process rather than the submission of a single report.

“It is open to South Africa, on the basis of significant factual changes on the ground, to seek a change to the language in the order, or more substantially to seek new orders,” he said. “In the case of *Armenia v Azerbaijan*, Armenia twice failed in bids to seek modifications, but twice succeeded in adding new orders ... the 26 January orders may not be the last word.”

Shany said the two most important concerns in the court’s orders last month were aid and incitement. On both, it is hard to argue that Israel has been in compliance. The central evidence on incitement is a conference organised by the ultranationalist Otzma Yehudit in Jerusalem three days after the ICJ ruling, in which the national security minister, Itamar Ben-Gvir, articulated a twin-track approach – encouraging the exodus of Gaza’s inhabitants while encouraging the influx of Israeli settlers. He argued it was “a correct, just, moral and humane solution”.

At the same event the chair of the major settler organisation Nahala, Daniella Weiss, was more explicit. Asked what would happen to the 2 million Palestinians in Gaza, she said: “The Arabs will move.” Just as Israel “doesn’t give them food” in order to pressure Hamas to release the hostages, so too should Israel “not give them anything, so they will have to move”, she said. One of the videos shown at the conference was a clip of soldiers waiting to join the ground invasion chanting: “There are no innocents in Gaza.” The conference was attended by 11 cabinet ministers and 15 members of the coalition.

The US described Ben-Gvir’s remarks as inflammatory, but Netanyahu, who depends on his support to remain in office, has been silent. Similarly, little has been done to stop the stream of Israel Defense Forces messages glorifying victory over the Palestinian people rather than Hamas.

The most serious infraction has occurred over the order concerning aid. The UN office for the coordination of humanitarian affairs reported on 5 February: “In the northern Gaza and Gaza governorates, the humanitarian situation has reached an exceedingly critical state, exacerbated by existing restrictions that impede the delivery of essential aid.”

Israeli activists set up tents to block trucks carrying humanitarian aid into Gaza Strip at the Kerem Shalom border crossing. Photograph: Tsafir Abayov/AP

It also pointed out that the Israeli authorities denied access to 56% of humanitarian aid missions planned for northern Gaza (34 out of 61) and 25% of missions planned for the middle area (28 out of 114) in January. Since 26 January the number of trucks allowed to enter Gaza, an inadequate metric, never exceeded 218 and was typically below 150.

Israeli rightwingers have blocked the Kerem Shalom crossing to prevent the entry of aid into the strip since 26 January and police have so far not removed their tents. The UN also noted that despite promises, checkpoints had not once been opened at 6am when operational conditions were optimal for delivering aid.

Many western governments which have engaged in months of fruitless negotiation to increase aid see an accumulation of bureaucratic hurdles and a reluctance to do anything that might help Hamas.

Cogat, the Israeli military body that liaises with the UN over aid, insists the humanitarian crisis is not as described by the agencies. It pointed out that 15 bakeries were operational in Gaza on Thursday, providing more than 2m loaves, rolls, and pitas a day for the local population. The number of operational bakeries had risen from 10 to 15 over the past two weeks, it said.

British and US officials think it would be possible to double the amount of aid entering Gaza relatively quickly, and are assured by Israel that its strategic intent is to “avoid a humanitarian catastrophe”. They also admit, however, that as long as Israel approaches each tactical and operational decision across the board on the basis that goods may be diverted to Hamas, the outcome can only be insufficient aid.

Kate Ferguson from Protection Approaches, a British NGO, told the UK foreign affairs select committee this week why the US and UK response to the ICJ case matters: “You cannot have approaches to mass atrocity crimes that are inconsistent. Inconsistency is the enabling factor for impunity everywhere.”

A spokesperson for the Israeli embassy said: “Israel is bound by international law and continues to act against a genocidal terrorist organisation, which commits war crimes as well as crimes against humanity.

“Israel is enabling the entrance of humanitarian aid into the Gaza Strip and is facilitating the transfer of any amount of aid requested. The scope of incoming aid is limited only by the handling capabilities of the UN and other aid agencies within the Gaza Strip.

“Claims regarding the food situation in Gaza are inaccurate and are intended to divert the focus from the ongoing failure of these organisations in handling and managing the distribution of aid to the residents who need it.”

- **February 17, 2024 - L'Orient Le Jour : « Raphaël Pitti : Rafah est un camp de concentration »**

Raphaël Pitti, médecin urgentiste et administrateur de l'ONG française Mehad, s'est rendu pendant deux semaines à Gaza bombardée par Israël.

OLJ / Par Propos recueillis par Caroline HAYEK, le 17 février 2024 à oohoo

Depuis la fin des années 1970, vous êtes intervenus dans plusieurs conflits particulièrement meurtriers (Liban, Yougoslavie, Irak, Ukraine ...) et avez notamment été témoin des massacres perpétrés par Bachar el-Assad et ses alliés en Syrie. Vous avez pourtant déclaré, en revenant de Gaza, « n'avoir jamais vu un tel niveau dans l'horreur ». Pourquoi ?

Les Israéliens ont fait déplacer 1 400 000 personnes vers Rafah, en leur disant qu'ils y seront en sécurité, alors que rien ne les attendait dans cette ville, prévue pour accueillir 240 000 habitants. De surcroît, ils sont partis à pied en emportant le strict nécessaire et ils se retrouvent dans une situation de précarité terrible. Ils sont tassés à l'intérieur de cette ville. Ils se sont construit des tentes de fortune sur les trottoirs, dans tous les espaces libres. Ils sont constamment à la recherche d'eau, à la recherche de nourriture, de soins pour leurs pathologies primaires... Les égouts de la ville ne sont pas suffisants pour cette densité de population, donc il y a de l'eau partout. Lorsqu'il pleut, c'est encore pire, ça inonde les tentes. Il fait froid et ils ont des problèmes de chauffage. Il y a très peu de nourriture, vous pouvez en trouver évidemment, comme des boîtes de conserve et même des légumes, mais ils n'ont pas d'argent. Même ceux qui avaient de l'argent en banque n'ont pas la possibilité de le retirer pour pouvoir éventuellement faire vivre leur famille. Les poubelles ne sont pas ramassées parce que la municipalité n'a pas d'argent pour payer l'essence : il y en a peu et elle coûte 35 dollars le litre. Ils vivent donc dans une situation misérable et sont pris dans une nasse. Les bombardements sont continus, jour et nuit. Les *snipers* tirent sur tout ce qui bouge.... Les déplacés sont donc enfermés dans une catastrophe humanitaire de très grande ampleur, sans possibilité d'en sortir ni de retourner chez eux au Nord ou fuir en Égypte. Ils sont enfermés dans cette nasse et condamnés à la violence qui pleut sur elle en permanence.

Vous avez récemment déclaré qu'il y avait une volonté israélienne de massacrer une population. Et dans votre description de la bande de Gaza, vous avez fait lors d'autres entretiens l'analogie avec le ghetto de Varsovie...

Oui, c'est un ghetto. Ils ne peuvent pas s'en sortir. Ils sont pris à l'intérieur et ne peuvent pas s'en sortir. Ils subissent toutes les conditions du ghetto, c'est-à-dire le manque de nourriture, le manque d'eau, être obligé de vivre dans des conditions sommaires, ils sont tassés. J'ai rencontré un avocat qui accueille 21 personnes dans un deux-pièces. Cela fait forcément penser aux descriptions que l'on a du ghetto de Varsovie, avec des gens qui vivaient sur les trottoirs, qui mouraient de faim... Avec l'apparition des petits métiers pour gagner un peu d'argent, comme celui qui s'est mis à réparer les briquets jetables, celui qui répare les vieilles chaussures, celui qui répare les vieux vêtements avec sa machine à coudre sur le trottoir, celui qui charge les téléphones portables parce qu'il n'y a pas d'électricité. Vous avez toutes les conditions du ghetto, je ne vois pas comment on pourrait appeler ça autrement.

Ce discours est-il audible en France, en Occident dans un contexte où les accusations d'antisémitisme fusent face à ce type d'analogie, ou dès lors que l'on s'interroge sur le caractère génocidaire de ces exactions ?

J'ai même utilisé le terme de camp de concentration. Et je ne vois pas comment appeler ça autrement : c'est un camp de concentration puisqu'on les a concentrés... Pourquoi ça peut choquer de rappeler justement ce qu'est la réalité des faits. Alors que ça plaise ou que ça ne plaise pas, les mots valent ce qu'ils valent, et il faut dire les choses comme elles sont. C'est un ghetto ou c'est un camp de concentration, et il y a en même temps toute la violence que l'on peut trouver dans les camps de concentration. Voilà, c'est les mots. Il y a eu des camps de concentration aussi aux États-Unis contre les Japonais (en 1942). Il y a eu des camps de concentration en ex-Yougoslavie, les Serbes avaient enfermé les Croates (durant la Seconde Guerre mondiale). Il y a des camps de concentration partout dans le monde, alors je ne vois pas pourquoi sous prétexte que c'est Israël, on n'a pas le droit d'utiliser ces termes-là. C'est un camp de concentration, c'est un ghetto et il y a bien une volonté d'avoir organisé ce ghetto.

En utilisant de tels propos, forts, on pourrait vous accuser de faire le jeu du Hamas...

Je ne m'occupe pas du Hamas, je parle d'un conflit qui touche les Israéliens et le Hamas. Et au milieu, vous avez cette population. Moi, ce que je dénonce, c'est la violence faite à la population qui est contraire au droit international. Israël ne respecte pas le droit international. Alors que l'on me prête des idées politiques, ça fait longtemps, notamment sur la Syrie... Mais j'ai toujours défendu les populations, qui doivent être protégées dans les conflits selon le droit international. Et Israël a le devoir de respecter le droit international. Or il empêche la nourriture de rentrer à l'intérieur, malgré la dernière résolution de l'ONU qui l'oblige à le faire. Il ne le fait pas et ne permet pas à des ONG comme la nôtre d'entrer à l'intérieur pour prendre en charge les populations, même si c'est au péril de notre vie, c'est de toute façon notre problème.

Du fait même qu'il ne respecte pas les lois internationales, Israël est un État qui est en train de devenir un État paria. Comment dire les choses autrement ? !

Vous avez aussi dit : « Il y a pire que tuer, c'est d'enlever la dignité des personnes. » Comment expliquer que le sort des Palestiniens ne provoque pas davantage de réactions, notamment parmi ceux qui ont à juste titre dénoncé cette logique de déshumanisation dans d'autres conflits (en Syrie notamment) ?

Je ne vais pas faire des procès d'intention à tel ou tel pays – notamment sur le fait qu'il privilégie leurs intérêts économiques ou d'autres intérêts. Ce qui est vraiment important, c'est de dire : « Arrêtez maintenant. » La Cour internationale de justice l'a bien mis en évidence. Il y a un risque de génocide. Elle le dit très très nettement. Elle demande justement au gouvernement israélien de prendre toutes les mesures pour éviter cette catastrophe génocidaire. Il appartient maintenant à tous les gouvernements du monde de prévenir cette situation, non pas par des mots, mais par des actes. Et le premier des actes est, bien évidemment, de ne pas approvisionner en armes Israël. Deuxièmement, de rappeler nos ambassadeurs pour isoler Israël sur le plan international. La France

l'a fait avec Assad : nous avons rappelé notre ambassadeur il y a douze ans, et il n'est pas revenu. Donc si nous sommes capables de le faire pour la Syrie, pourquoi ne sommes nous pas capables de le faire là maintenant avec Israël sur le plan international ? Il faut isoler ce gouvernement pour amener les humanistes israéliens, les démocrates israéliens à condamner leur gouvernement et à s'en séparer. Et je les appelle d'ailleurs à le faire !

Vous parlez d'« État paria » . Est-ce vraiment le cas alors que l'État hébreu semble jouir d'une certaine immunité, d'un droit à se défendre illimité auprès de ses alliés, malgré leurs mises en garde officielles. Le droit international humanitaire est-il plus que jamais menacé par cette séquence ?

Il l'est complètement et nous sommes dans une situation de régression après les progrès qui avaient pu être faits après la guerre de 39-45, qui avait permis justement l'émergence de ce droit humanitaire international, du respect du droit de la guerre. On est dans une totale régression par rapport à ça. L'utilisation du gaz sarin en Syrie en est un exemple frappant : on aurait dû immédiatement intervenir et Barack Obama ne l'a pas fait. Il porte une lourde responsabilité vis-à-vis de l'histoire...

Pour revenir au dossier gazaoui, comment percevez-vous la décision des États-Unis, suivis par d'autres États, de suspendre leur financement à l'Unrwa ?

Je le dis et le redis encore une fois, l'Unrwa fait un travail remarquable. Dans la situation actuelle, il n'y a personne pour la remplacer. Elle a tous les réseaux nécessaires pour assurer l'entrée de l'approvisionnement en nourriture et eau, pour autant que les Israéliens la laissent rentrer. Et elle a les capacités, les réseaux, les lieux de stockage qui permettent ensuite la distribution de cette nourriture. Il ne faut surtout pas toucher à l'Unrwa dans la situation dans laquelle se trouve la population palestinienne.

Il faut respecter l'Unrwa et continuer à la financer. Après la guerre, nous verrons éventuellement s'il y a des problèmes d'application, mais ce n'est certainement pas le moment de venir faire un procès et de suspendre l'activité de l'agence onusienne. Si les Israéliens obtiennent ça, alors on est dans la vraie volonté d'affamer une population. On est vraiment dans l'acte génocidaire.

Vous avez beaucoup reproché à la France de ne pas faire assez sur le plan humanitaire, sur la scène interne (l'accueil des migrants), mais aussi en Syrie par exemple (sur la question des armes chimiques notamment). Sur Gaza, qu'attendez-vous d'elle ?

Le président de la République a eu une position très ferme et a téléphoné à Netanyahu en lui disant que la France n'accepterait pas toute attaque sur Rafah. Je m'en réjouis très profondément, mais il faut maintenant que la France aille plus loin et comme je l'ai dit auparavant, il faut suspendre la livraison d'armes et rappeler notre ambassadeur, et d'obtenir que tous les États européens fassent la même chose. Ce serait un acte très fort.

Plus largement, ce qui est important, évidemment, c'est de demander un arrêt des combats immédiat et permettre l'entrée de l'aide humanitaire internationale le plus rapidement possible, et mener dans le même temps une négociation pour la libération des otages, bien évidemment.

Si vous regardez le bilan, après quatre mois de guerre, les Israéliens ont tué trois de leurs otages qui avaient réussi à s'enfuir. Pratiquement 200 soldats israéliens ont été tués au combat. L'armée israélienne a tué plus de 27 000 Palestiniens. Ils ont fait des centaines de milliers de victimes. Ils n'ont obtenu la libération des otages que par la négociation et par la trêve. Alors on peut se demander quel est donc le bilan de cette violence sur cette population ? Elle est nulle. Ils n'ont libéré que deux otages, eux-même, militairement. Donc on peut considérer que cette violence n'a servi à rien, que cette offensive n'a servi à rien et il faut le rappeler justement à plus de lucidité par rapport à la réalité du terrain. Et ce n'est pas en massacrant la population de Rafah qu'ils vont pour autant s'en sortir. Ils sont dans une fuite en avant. Le gouvernement israélien, qui est un gouvernement d'extrême droite, a perdu le sens de la réalité de la situation, est dans une fuite en avant et il faut le lui faire comprendre.

11

LA FAMINE

En décembre 2023, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a mené une évaluation géospatiale, à l'aide d'images satellite, pour analyser les dommages causés au secteur agricole dans la bande de Gaza. Des dégâts importants ont été enregistrés sur 27,5 pour cent de toutes les terres cultivées à Gaza et sur 20,5 pour cent des serres. Quelque 488 puits agricoles ont également été endommagés. Une autre évaluation géospatiale, menée par le Centre satellitaire des Nations Unies (UNOSAT), le 30 janvier 2024, a montré que 34 % des terres arables avaient été endommagées. La plupart des infrastructures du secteur agroalimentaire ont été endommagées, depuis les installations commerciales (fermes d'élevage, magasins de produits et d'intrants, etc.) jusqu'aux installations domestiques, telles que les granges et les refuges pour animaux. Le port de Gaza a été gravement endommagé et la plupart des bateaux de pêche ont été détruits. Vers 13 heures, huit Palestiniens, dont trois enfants et une femme, auraient été tués et 18 autres blessés lorsqu'un immeuble résidentiel situé dans le quartier de l'hôpital Al Koweït, au centre de Rafah, aurait été frappé⁴¹⁶.

Depuis le début du mois et jusqu'au 22 janvier, le Programme alimentaire mondial (PAM) a signalé avoir apporté une aide alimentaire en nature et générale à près de 930 000 personnes touchées dans la bande de Gaza, dont plus de 560 000 personnes déplacées dans des camps de fortune et dans les abris de l'UNRWA. et les personnes déplacées dans des familles d'accueil, avec des colis alimentaires. En outre, le PAM a distribué de la viande en conserve, des biscuits et de la farine de blé à 13 250 personnes dans les gouvernorats du nord de Gaza. Depuis janvier, le PAM a repris la distribution de pain subventionné, atteignant plus de 560 000 personnes à Gaza et distribué des repas chauds à 102 762 personnes⁴¹⁷.

Le 29 janvier, la malnutrition chez les enfants et les femmes enceintes et allaitantes reste une préoccupation majeure, dans un contexte de manque de systèmes de santé et WASH fonctionnels et de détérioration de la situation de la sécurité alimentaire⁴¹⁸.

Le 29 janvier, les hostilités en cours à Gaza ont entraîné de graves pénuries alimentaires, des installations WASH inadéquates et une panne des services de santé, plaçant les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes et allaitantes (PBW) dans un état de vulnérabilité nutritionnelle. En l'absence de données anthropométriques et de mortalité appropriées pour l'alimentation dans l'analyse de la phase de classification intégrée de la sécurité alimentaire (IPC), une approche alternative est proposée pour surveiller l'état nutritionnel des enfants de moins de cinq ans et des enfants PBW à travers une évaluation continue de la vulnérabilité nutritionnelle. L'analyse en cours est menée par le Groupe de travail mondial sur l'information sur la nutrition dans les situations d'urgence, coprésidé par l'UNICEF et le PAM, et impliquant divers partenaires tels qu'Action contre la faim, les Centers for Disease Control and Prevention, le Global Nutrition Cluster, l'IPC, Save the Children et l'OMS⁴¹⁹.

Le 29 janvier, compte tenu des stocks et du financement, les partenaires en nutrition ne peuvent répondre qu'à 25 pour cent des besoins nutritionnels des enfants malnutris et des mères vulnérables au cours des deux prochains mois. Sans financement immédiat et sans réponse élargie, 375 000

⁴¹⁶ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-115>

⁴¹⁷ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-102>

⁴¹⁸ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-106>

⁴¹⁹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-106>

personnes risquent de souffrir de grave sous-alimentation. Une action urgente est cruciale pour éviter cette situation potentiellement mortelle⁴²⁰.

Le 31 janvier, l'UNRWA a signalé que quelque 184 000 personnes s'étaient inscrites pour bénéficier d'une aide humanitaire dans la banlieue ouest de Khan Younis, après avoir été déplacées de la ville occidentale de Khan Younis ces derniers jours en raison des ordres d'évacuation et de la poursuite des hostilités. Outre les personnes déplacées, l'UNRWA lui-même a dû déplacer une partie de ses opérations de la ville occidentale de Khan Younis, perdant ainsi des centres de santé et des abris. L'Agence a rétabli ses opérations dans la banlieue ouest de Khan Younis⁴²¹.

FEVRIER

Le 2 février, le PAM prévient que l'aide humanitaire arrivant à Gaza n'est « pas suffisante pour prévenir une famine »⁴²²:

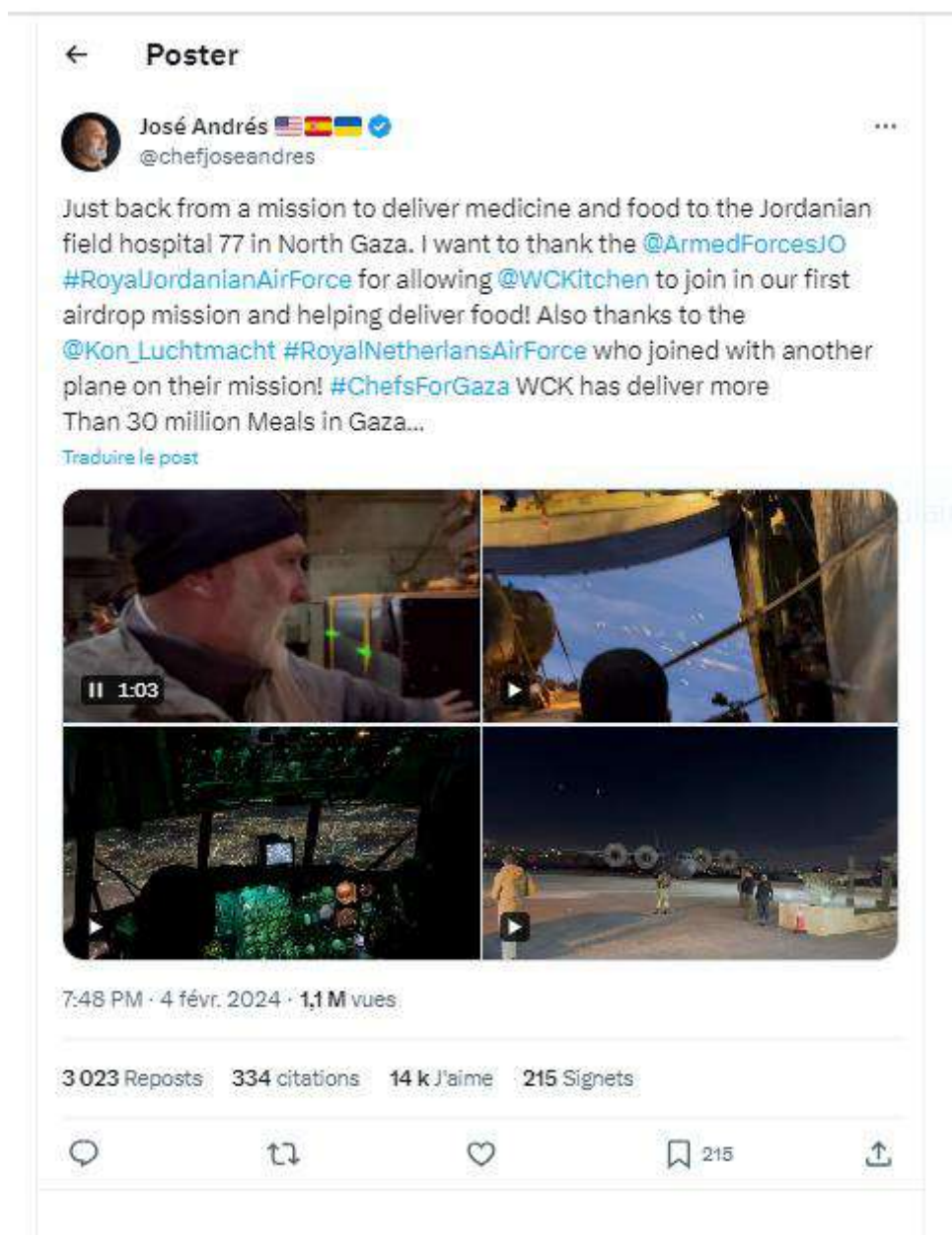


⁴²⁰ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-106>

⁴²¹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-107>

⁴²² <https://twitter.com/mfjhollingworth/status/1753437907363226045?s=20>

Le 4 février, la World Central Kitchen, avec le soutien de la Royal Jordanian Air Force et de la Dutch Air Force, a effectué des largages aériens à l'aide de parachutes guidés par GPS pour acheminer une aide humanitaire à l'hôpital de campagne jordanien au nord de Gaza⁴²³ :



Le 5 février, la malnutrition chez les enfants, en particulier les enfants de moins de cinq ans, et chez les femmes enceintes et allaitantes reste une préoccupation majeure, dans un contexte de manque de systèmes de santé et WASH fonctionnels et de détérioration de la situation de la sécurité alimentaire. Compte tenu des stocks et des financements disponibles, les partenaires en nutrition ne peuvent répondre qu'à 25 pour cent des besoins nutritionnels des enfants malnutris et des mères vulnérables au cours des deux prochains mois. Sans financement immédiat et sans réponse élargie,

⁴²³ <https://twitter.com/chefjoseandres/status/1754215357332529584?s=20>

375 000 personnes risquent de souffrir de grave sous-alimentation. Une action urgente est cruciale pour éviter cette situation potentiellement mortelle⁴²⁴.

Le 5 février, il existe une forte pénurie de tous les articles non alimentaires essentiels pour les personnes déplacées à l'intérieur et à l'extérieur des abris. Environ 100 000 familles ont besoin d'un abri, notamment de tentes hivernalisées ou de kits hermétiques. On estime qu'un peu moins d'un million de personnes ont besoin de produits non alimentaires⁴²⁵.

Le 5 février, les premiers résultats des dépistages de malnutrition effectués par cinq partenaires d'exécution du Cluster Nutrition indiquent une forte augmentation de la malnutrition aiguë. Environ 3 500 enfants âgés de 6 à 59 mois ont été dépistés dans trois sites de déplacés internes et trois établissements de santé. Le taux de malnutrition aiguë globale (MAG) a été constaté à 9,6 pour cent, soit une multiplication par douze par rapport au taux de MAG de 0,8 pour cent enregistré avant le début des hostilités. En outre, les données du nord de Gaza indiquent un taux de MAG de 16,2 pour cent, ce qui est supérieur au seuil critique de 15 pour cent de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Cette forte augmentation de la malnutrition aiguë suggère que, sans services préventifs et curatifs adéquats, la situation va s'aggraver⁴²⁶.

Le 6 février, le risque de famine à Gaza augmente de jour en jour, en particulier pour environ 300 000 personnes dans le nord de Gaza, qui ont été pour la plupart coupées de l'assistance et où les évaluations de la sécurité alimentaire montrent les plus grands besoins, selon le PAM⁴²⁷:

« The humanitarian situation in Gaza keeps deteriorating. The entire population needs food assistance, and famine is looming for over half a million people. There is particular concern for populations in northern Gaza (estimated at 300,000), who are almost entirely cut off from assistance, and where food security assessments show the greatest needs. With more funding and better access, WFP can scale up its food assistance.

We are seeing a rapid breakdown of civil order on the ground, causing serious and increasing obstacles for all humanitarian actors to distribute aid in an orderly and controlled manner.

WFP needs a step change in the operating conditions, both in terms of security and access, to scale-up food assistance and reduce the risk of widespread famine. This includes: 1) unimpeded access to all areas of Gaza and improved ability to safely move within Gaza; 2) speedy approvals and provision of humanitarian material and operational support needed for humanitarian operations; 3) the use of Ashdod port, as well as more entry points and supply routes into Gaza.

In a joint statement, Principals of the Inter-Agency Standing Committee (IASC) warn against pausing UNRWA funding, which will have catastrophic consequences on the people of Gaza.

⁴²⁴ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-111>

⁴²⁵ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-111>

⁴²⁶ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-112>

⁴²⁷ https://reliefweb.int/report/occupied-palestinian-territory/wfp-palestine-emergency-response-external-situation-report-14-2-february-2024?utm_source=rw-subscriptions&utm_medium=email&utm_campaign=country_updates_180

WFP requires a minimum of USD 314 million to sustain its emergency response for up to 1.1 million affected people until April 2024 - and more is needed beyond the three months - WFP is revising its funding requirements upwards to meet surging needs.

Au 5 février, le PAM souligne qu'un « accès plus rapide et durable » est nécessaire de toute urgence. La dernière fois que l'UNRWA a pu procéder à une distribution de nourriture dans le nord de Wadi Gaza, c'était le 23 janvier⁴²⁸.

Le 7 février, les résultats récents des dépistages de malnutrition effectués par les partenaires du Cluster Nutrition indiquent une forte augmentation du taux de malnutrition aiguë globale (MAG) chez les enfants âgés de 6 à 59 mois, le taux de MAG dans le nord de Gaza (16,2 pour cent) étant supérieur au seuil critique de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) de 15 pour cent. Pourtant, en janvier, l'accès des missions destinées à soutenir les hôpitaux et les installations critiques fournissant des services d'eau, d'hygiène et d'assainissement (WASH) dans les zones situées au nord de Wadi Gaza a été massivement refusé par les autorités israéliennes⁴²⁹.

Le 9 février, les résultats préliminaires des dépistages de malnutrition par PB effectués par les partenaires de mise en œuvre du Cluster Nutrition indiquent des taux préoccupants de malnutrition aiguë. Environ 3 500 enfants âgés de 6 à 59 mois ont été dépistés dans trois sites de déplacés internes et trois établissements de santé. La malnutrition aiguë globale (MAG) a été constatée à un taux de 9,6 pour cent. En outre, les données du nord de Gaza indiquent un taux de MAG de 16,2 pour cent. Il s'agit des premières données MUAC collectées par les partenaires depuis le début du conflit. Les partenaires du cluster Nutrition continueront à collecter davantage de données. Les données actuelles suggèrent la nécessité pour les partenaires du cluster d'étendre la portée des services préventifs et curatifs à tous les enfants dans le besoin⁴³⁰.

Le 13 février, le Programme alimentaire mondial (PAM) s'est dit préoccupé par le fait que le déplacement de Rafah pourrait diminuer davantage la résilience des personnes qui ont été précédemment déplacées vers Rafah en quête de sécurité⁴³¹ :

⁴²⁸ <https://www.unrwa.org/resources/reports/unrwa-situation-report-74-situation-gaza-strip-and-west-bank-including-east-jerusalem>

⁴²⁹ <https://www.ochaopt.org/content/humanitarian-access-snapshot-gaza-strip-end-january-2024>

⁴³⁰ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-115>

⁴³¹ <https://twitter.com/mfjhollingworth/status/1757421391870099500?s=20>;

<https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-118>



Le 13 février, Action contre la Faim a averti qu'elle serait contrainte de suspendre ses activités, si les opérations militaires s'étendent à Rafah⁴³² :

A series of airstrikes on Rafah on Feb. 12 killed at least 67 people, with the toll expected to rise. Rafah, Gaza's southern city, is home to more than 1.3 million people, including humanitarian workers and Action Against Hunger staff. Many fled to Rafah after attacks on their homes forced them to flee and seek shelter elsewhere. Now, families are trapped without access to healthcare or food as violence escalates.

“If the military operations in Rafah continue and expand, Action Against Hunger will be forced to suspend its activities in Rafah,” says Noelia Monge, Head of Emergencies for Action Against Hunger. “Although we work throughout the whole Gaza Strip, this is one of the areas where we have the most active operations, and where many of our colleagues are located.”

⁴³² <https://www.actionagainsthunger.org/press-releases/attacks-in-rafah-jeopardize-gaza-humanitarian-response/> ; <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-118>

Many families across Rafah were struggling to survive prior to the strikes, with more than half a million people suffering in the catastrophic food crisis. Most have little to no access to basic supplies. In the last four months, Action Against Hunger has distributed food, cash, and hygiene kits to 320,000 people across the city. The organization has also sought to prevent disease outbreaks by providing shelter and sanitation services.

“Our operations include water trucking, solid waste collection, cleaning services, and the distribution of hygiene kits and food,” says Monge. “If the escalation in violence in Rafah continues, these lifesaving activities would be disrupted, stripping a population of their most basic needs and forcing them to relocate yet again at a time when they need us most.”

Humanitarian aid workers are at risk, says Monge: “Ten of our staff and their families will be forced to flee, once again, and we will lose access to our newly established office, warehouse, and guesthouse.”

Action Against Hunger staff members have provided humanitarian assistance to some of Rafah’s most vulnerable people, including pregnant women, nursing mothers, newborns, and families with children. Disruption of these activities would have incalculable repercussions, especially with so many families facing a disproportionately dangerous food crisis. 2.2 million people across Gaza are at imminent risk of famine.

Lack of adequate clean water and safe sanitation has already led to disease outbreaks, including more than 161,000 cases of diarrhea, with 85,000 of these cases among children under five years old.

Since the start of the conflict in October, Action Against Hunger has reached at least 350,000 people in Rafah with cleaning services, mobile latrines, and solid waste collection and provided more than 87,000 people with shelters and hygiene kits. The airstrikes in Rafah threaten the continuity of these lifesaving services.

Action Against Hunger’s humanitarian response is already suffering severe constraints in Gaza due to the lack of security, access, supplies, and space to operate. Anything short of an immediate ceasefire and a massive increase in aid would be a historic failure to protect civilians in armed conflict. Action Against Hunger calls on the international community and donors to take all possible steps to achieve this goal. It is essential to protect civilians, secure humanitarian aid, and avoid even more severe repercussions from this crisis.

Le 19 février, la situation humanitaire dans le nord de Gaza et dans les gouvernorats de Gaza est extrêmement critique, ce qui exacerbe les difficultés rencontrées pour acheminer l'aide essentielle. La situation de la sécurité alimentaire dans les gouvernorats de la Zone du Centre et du Sud est particulièrement grave, la majorité de la population souffrant de faim extrême. Il est urgent d'augmenter la flotte de camions de livraison pour garantir que les besoins nutritionnels de l'ensemble de la population soient satisfaits et pour améliorer les services de santé, notamment les

services de santé primaires, la couverture vaccinale de routine et la fourniture de médicaments contre les maladies non transmissibles⁴³³.

Le 19 février, les segments vulnérables de la population, notamment les enfants, les personnes âgées et les personnes souffrant de problèmes de santé sous-jacents, sont particulièrement exposés au risque de malnutrition. Les partenaires s'efforcent de garantir que l'aide parvienne à ces groupes vulnérables⁴³⁴.

Le 19 février, l'établissement de couloirs humanitaires sécurisés et ininterrompus à Gaza, avec le soutien du secteur privé et en mettant l'accent sur les ressources critiques comme le carburant et le gaz de cuisine, est essentiel pour répondre aux besoins immédiats de la population touchée et soutenir la réponse humanitaire globale⁴³⁵.

Le 19 février, Global Nutrition Cluster signale une forte augmentation de la malnutrition chez les enfants et les femmes enceintes et allaitantes dans la bande de Gaza, alors que la nourriture et l'eau potable se font de plus en plus rares et que les maladies prolifèrent⁴³⁶ :

« A steep rise in malnutrition among children and pregnant and breastfeeding women in the Gaza strip poses grave threats to their health, according to a comprehensive new analysis released by the Global Nutrition Cluster.

As the ongoing conflict in the Gaza Strip enters its 20th week, food and safe water have become incredibly scarce and diseases are rife, compromising women and children's nutrition and immunity and resulting in a surge of acute malnutrition.

The report – *Nutrition Vulnerability and Situation Analysis- Gaza* – finds that the situation is particularly extreme in the Northern Gaza Strip, which has been almost completely cut off from aid for weeks. Nutrition screenings conducted at shelters and health centres in the north found that 15.6 per cent - or 1 in 6 children under 2 years of age - are acutely malnourished. Of these, almost 3 per cent suffer from severe wasting, the most life-threatening form of malnutrition, which puts young children at highest risk of medical complications and death unless they receive urgent treatment. As the data were collected in January, the situation is likely to be even graver today.

Similar screenings in the Southern Gaza Strip, in Rafah, where aid has been more available, found 5 per cent of children under 2 years are acutely malnourished. This is clear evidence that access to humanitarian aid is needed and can help prevent the worst outcomes. It also reinforces agencies' calls to protect Rafah from the threat of intensified military operations.

“The Gaza Strip is poised to witness an explosion in preventable child deaths which would compound the already unbearable level of child deaths in Gaza,” said UNICEF Deputy Executive Director for Humanitarian Action and Supply Operations, Ted Chaiban. “We’ve

⁴³³ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-121>

⁴³⁴ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-121>

⁴³⁵ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-121>

⁴³⁶ <https://www.unicef.org/mena/press-releases/childrens-lives-threatened-rising-malnutrition-gaza-strip> ; <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-122>

been warning for weeks that the Gaza Strip is on the brink of a nutrition crisis. If the conflict doesn't end now, children's nutrition will continue to plummet, leading to preventable deaths or health issues which will affect the children of Gaza for the rest of their lives and have potential intergenerational consequences."

Before the recent months' hostilities, wasting in the Gaza Strip was rare with just 0.8 per cent of children under 5 years of age acutely malnourished. The rate of 15.6 percent of wasting among children under 2 in Northern Gaza suggests a serious and rapid decline. Such a decline in a population's nutritional status in three months is unprecedented globally.

There is a high risk that malnutrition will continue to rise across the Gaza Strip due to the alarming lack of food, water and health and nutrition services:

- 90 per cent of children under the age of 2 and 95 per cent of pregnant and breastfeeding women face severe food poverty – meaning they have consumed two or less food groups in the previous day - and the food they do have access to is of the lowest nutritional value.
- 95 per cent of households are limiting meals and portion sizes, with 64 per cent of households eating only one meal a day.
- Over 95 per cent of households said they had restricted the amount of food adults received in order to ensure small children had food to eat.

"The steep rise in malnutrition that we are seeing in Gaza is dangerous and entirely preventable", said WFP Assistant Executive Director for Programme Operations, Valerie Guarnieri. "Children and women, in particular, need continuous access to healthy foods, clean water and health and nutrition services. For that to happen, we need decisive improvements on security and humanitarian access, and additional entry points for aid to enter Gaza."

Inadequate safe drinking water, as well as insufficient water for cooking and hygiene purposes, are compounding poor nutrition. On average, households surveyed had access to less than one litre of safe water per person per day. According to humanitarian standards, the minimum amount of safe water needed in an emergency is three litres per person per day, while the overall standard is 15 litres per person, which includes sufficient quantities for drinking, washing and cooking.

Hungry, thirsty and weak, more Gazans are falling sick. The report finds at least 90 per cent of children under 5 are affected by one or more infectious disease. Seventy per cent had diarrhoea in the past two weeks, a 23-fold increase compared with the 2022 baseline.

"Hunger and disease are a deadly combination," said Dr Mike Ryan, Executive Director of WHO's Health Emergencies Programme. "Hungry, weakened and deeply traumatised children are more likely to get sick, and children who are sick, especially with diarrhea, cannot absorb nutrients well. It's dangerous, and tragic, and happening before our eyes."

Without more humanitarian assistance, the nutritional situation is likely to continue to deteriorate rapidly and at scale across the Gaza Strip. With the majority of health, water and sanitation services severely degraded, it is essential that those that remain functional are

protected and reinforced to stem the spread of diseases and stop malnutrition from worsening.

UNICEF, WFP and WHO call for safe, unimpeded and sustained access to urgently deliver multi-sectoral humanitarian assistance throughout the Gaza Strip. This includes nutritious foods, nutrition supplies and essential services for malnourished and at-risk children and women to safely access health and nutrition care and treatment services, particularly infants and young children under 5. Hospitals and health workers must be protected from attack so they can safely provide critical treatment and care. An immediate humanitarian ceasefire continues to provide the best chance to save lives and end suffering.

Le 19 février, la situation est particulièrement grave dans le nord de Gaza, où un enfant de moins de 2 ans sur six (15,6 pour cent) examiné dans les refuges et les centres de santé en janvier souffre de malnutrition aiguë. Parmi eux, près de 3 pour cent souffraient d'émaciation sévère, la forme de malnutrition la plus mortelle. Ce taux d'émaciation de 15,6 pour cent chez les enfants de moins de deux ans indique un déclin de l'état nutritionnel d'une population sans précédent au niveau mondial en trois mois, selon le rapport. Avant le 7 octobre, à Gaza, seulement 0,8 pour cent des enfants de moins de cinq ans souffraient de malnutrition aiguë. À Rafah, dans le sud de Gaza, où l'aide est plus disponible que dans le nord, 5 pour cent des enfants de moins de deux ans souffrent de malnutrition aiguë, preuve que l'accès à l'aide humanitaire peut contribuer à éviter les pires conséquences. En conséquence, l'UNICEF, le PAM et l'OMS appellent à un accès sûr, sans entrave et durable pour fournir d'urgence une aide humanitaire multisectorielle dans toute la bande de Gaza. Selon l'UNICEF, « la bande de Gaza est sur le point de connaître une explosion du nombre de décès d'enfants évitables, ce qui aggraverait le niveau déjà insupportable de décès d'enfants à Gaza. Nous prévenons depuis des semaines que la bande de Gaza est au bord d'une crise nutritionnelle. Si le conflit ne prend pas fin maintenant, la nutrition des enfants continuera de chuter, entraînant des décès évitables ou des problèmes de santé qui affecteront les enfants de Gaza pour le reste de leur vie et auront des conséquences intergénérationnelles potentielles⁴³⁷.

Le 11 février, Anera a souligné la « crise silencieuse » des décès dus à la faim⁴³⁸ :

Anera's staffer Sami Mater reported today that he heard from a friend who's still in the north of Gaza that his six-year-old son just died from starvation. Sami also reported that only about 50 trucks a day have been coming into Gaza over the past several days. He told his colleagues that warehouse stocks are out completely or very low and much more needs to come into Gaza to stave off starvation. He asked, truly puzzled, "Why isn't more help coming?!"

The situation in Gaza, especially in the isolated north, continues deteriorating. Aid convoys are encountering permit denials and lengthy delays, leaving residents in desperate situations resorting to extreme measures like grinding animal feed for survival. Access to essential resources such as water, healthcare, and sanitation systems is severely limited, increasing outbreaks of diseases. Gaza's residents also face compounding crises including the destruction of the food system by Israel, mass evacuations, population upheaval,

⁴³⁷ <https://www.wfp.org/news/childrens-lives-threatened-rising-malnutrition-gaza-strip> ;

<https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-122>

⁴³⁸ <https://reliefweb.int/report/occupied-palestinian-territory/world-needs-stop-starvation-gaza>

restricted movement between governorates, and other challenges exacerbating food insecurity and humanitarian needs.

And, in the tragic circumstances of starvation in Gaza, there's a compounding issue: many who perish from starvation-related symptoms aren't accurately documented. Their deaths often get attributed to other physical causes, masking the true toll of starvation. It's a silent crisis, where deaths from hunger go unnoticed amidst the chaos of conflict. Until we see a surge in deaths with similar symptoms related to starvation, the true extent of this humanitarian catastrophe remains hidden.

In the meantime, horrific stories like Sami's friend's daughter and that of fourteen-year-old Jana Qudeih, who succumbed to extreme hunger after days of fighting for her life in a shelter center near Khan Younis, highlight the dire consequences of the situation. Jana's family even struggled to find a grave for her amidst ongoing violence.

More aid simply must get into Gaza. Normally, humanitarian aid is allowed into war zones to provide relief to civilians. However, there are so many hurdles to delivering aid in Gaza, and the scope of suffering is so huge, that most needs are going unmet and people are dying because of it. The international community should not accept this situation as status quo.

The crisis of starvation in Gaza demands urgent attention and action from the international community. With hundreds of thousands at risk of famine and many deaths going undocumented, it is imperative that more aid reaches Gaza without delay. Food should not be a controversial issue, and the world must come together to stop starvation in Gaza and ensure the protection and well-being of its people.

Le 21 février, des niveaux catastrophiques d'insécurité alimentaire aiguë s'intensifieraient à travers Gaza, avec de plus en plus de rapports faisant état de familles qui luttent pour nourrir leurs enfants et d'un risque croissant de décès dus à la faim dans le nord de Gaza⁴³⁹.

Le 21 février, Global Nutrition Cluster signale une forte augmentation de la malnutrition chez les enfants et les femmes enceintes et allaitantes dans la bande de Gaza. La situation est particulièrement grave dans le nord de Gaza, où un enfant de moins de deux ans sur six (15,6 pour cent) examiné dans les refuges pour personnes déplacées et les centres de santé en janvier souffre de malnutrition aiguë, ce qui représente une baisse de l'état nutritionnel d'une population qui est sans précédent au niveau mondial en trois mois. En comparaison, 5 pour cent des enfants de moins de deux ans à Rafah souffraient de malnutrition aiguë, preuve que l'accès à l'aide humanitaire peut aider à éviter les pires conséquences. En outre, 70 pour cent des enfants dépistés ont eu la diarrhée au cours des deux semaines précédentes, soit une multiplication par 23 par rapport à la référence de 2022. « La faim et la maladie forment une combinaison mortelle », a prévenu le Dr Mike Ryan, directeur exécutif du programme d'urgence sanitaire de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). « Les enfants affamés, affaiblis et profondément traumatisés sont plus susceptibles de tomber malades, et les enfants malades, notamment ceux souffrant de diarrhée, ne peuvent pas bien absorber les nutriments. C'est dangereux et tragique, et cela se passe sous nos yeux⁴⁴⁰.

⁴³⁹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-123>

⁴⁴⁰ <https://www.unicef.org/mena/press-releases/childrens-lives-threatened-rising-malnutrition-gaza-strip>

PRESSE

- February 1, 2024 - CNN ; « 'We are dying slowly:' Palestinians are eating grass and drinking polluted water as famine looms across Gaza »
- February 8, 2024 - UN News : « Gazans 'stalked by hunger, disease and death', warns UN's top aid official³
- February 19, 2024 - WHO : « Children's lives threatened by rising malnutrition in the Gaza Strip

- **February 1, 2024 - CNN ; « 'We are dying slowly:' Palestinians are eating grass and drinking polluted water as famine looms across Gaza »**

<https://edition.cnn.com/2024/01/30/middleeast/famine-looms-in-gaza-israel-war-intl/index.html>

By Sana Noor Haq and Rosa Rahimi, CNN

February 1, 2024

These days, the mother-of-seven finds herself begging for food on the mud-caked streets of Rafah, in southern Gaza.

She tries to feed her kids at least once a day, she says, while tending to her husband, a cancer and diabetes patient.

“They are weak now, they always have diarrhea, their faces are yellow,” El Jamara, whose family was displaced from northern Gaza, told CNN on January 9. “My 17-year-old daughter tells me she feels dizziness, my husband is not eating.”

As Gaza spirals toward full-scale famine, displaced civilians and health workers told CNN they go hungry so their children can eat what little is available. If Palestinians find water, it is likely undrinkable. When relief trucks trickle into the strip, people clamber over each other to grab aid. Children living on the streets, after being forced from their homes by Israel’s bombardment, cry and fight over stale bread. Others reportedly walk for hours in the cold searching for food, risking exposure to Israeli strikes.

Even before the war, two out of three people in Gaza relied on food support, Arif Husain, the chief economist at the World Food Programme (WFP), told CNN. Palestinians have lived through 17 years of partial blockade imposed by Israel and Egypt.

Israel’s bombardment and siege since October 7 has drastically diminished vital supplies in Gaza, leaving the entire population of some 2.2 million exposed to high levels of acute food insecurity or worse, according to the Integrated Food Security and Nutrition Phase Classification (IPC), which assesses global food insecurity and malnutrition. Martin Griffiths, the UN’s emergency relief chief, told CNN the “great majority” of 400,000 Gazans characterized by UN agencies as at risk of starving “are actually in famine.” UN human rights experts have warned “Israel is destroying Gaza’s food system and using food as a weapon against the Palestinian people.”

Over more than 100 days, Palestinians in Gaza have seen mass displacement, neighborhoods turned to ash and rubble, entire families erased by war, a surge in deadly disease and the medical system wrecked by bombardment. Now starvation and dehydration are major threats to their survival.

“We are dying slowly,” reflected El Jamara, the mother in Rafah. “I think it’s even better to die from the bombs, at least we will be martyrs. But now we are dying out of hunger and thirst.”

Israel’s strikes on Gaza since the October 7 Hamas attacks have killed at least 26,637 people and injured 65,387 others, according to the Hamas-run Ministry of Health. The Israeli

military launched its campaign after the militant group killed more than 1,200 people in unprecedented attacks on Israel and says it is targeting Hamas.

People in northern Gaza ‘eat grass’ to survive

Mohammed Hamouda, a physical therapist displaced to Rafah, remembers the day his colleague, Odeh Al-Haw, was killed trying to get water for his family.

Al-Haw was queueing at a water station in Jabalya refugee camp, in northern Gaza, when he and dozens of others were struck by Israeli bombardment, Hamouda said.

“Unfortunately, many relatives and friends are still in the northern Gaza Strip, suffering a lot,” Hamouda, a father-of-three, told CNN. “They eat grass and drink polluted water.”

Israel’s blockade and restrictions on aid deliveries mean stocks are desperately low, driving up prices and making food inaccessible to people across Gaza. Shortages are even worse in the northern parts of the strip, according to the UN, where Israel concentrated its military offensive in the early days of the war. Communication blackouts stifle efforts to report on starvation and dehydration in the region.

“People butchered a donkey to eat its meat,” Hamouda says friends in Jabalya told him earlier this month as shortages worsened.

In what could be a serious blow to humanitarian efforts, several Western countries have suspended funding to the main UN agency in Gaza, the United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East (UNRWA) in recent days over explosive allegations by Israel that several of its staffers participated in the October 7 attacks. The UN fired several employees in the wake of the allegations.

Jordan’s foreign minister urged those countries suspending funding to reconsider, saying UNRWA was a “lifeline” for more than 2 million Palestinians in Gaza and that the agency shouldn’t be “collectively punished” over allegations against a dozen of its 13,000 staff.

‘No clean water’

Gihan El Baz cradles a toddler on her knee while comforting her children and grandchildren, who she says wake each day “screaming” for food.

“In the shelters, there is not enough food, the sun sets on us, and we haven’t even had any lunch,” El Baz, who lives with 10 relatives inside a weather-worn tent in Rafah, told CNN. She nurses her husband, who she says fell and broke his arm while dizzy from exhaustion.

“There are no drinks, no clean water, no clean bathrooms, the kid cries for a biscuit and we can’t even find any to give her.”

Displaced parents in Rafah, where OCHA reported more than 1.3 million residents of Gaza have been forced to flee, say the stress of being unable to protect their children from bombardment

is compounded by their inability to provide enough food. Limited access to electricity makes perishable goods impossible to refrigerate. Living conditions are overcrowded and unsanitary.

“People are forced to cut down trees to get firewood for heating and preparing food. Smoke is everywhere and flies spread widely and transmit diseases,” said Hazem Saeed Al-Naizi, the director of an orphanage in Gaza City who fled south with the 40 people under his care – most of whom are children and infants living with disabilities.

Hamouda, the displaced health worker, used to feed his children – aged six, four and two – a mixture of fruits and vegetables, biscuits, fresh juices, meat and seafood. This year, he said, the family has barely eaten one meal a day, living on dried bread and canned meat or legumes.

“Children are being violent towards each other to get food and water,” said Hamouda, who works at Abu Youssef Al-Najjar Hospital and volunteers at a nearby shelter. “I can’t stop my tears from falling when I talk about these things, because it’s very hurtful seeing your kids and other kids hungry.”

All 350,000 children under the age of five in Gaza are especially vulnerable to severe malnutrition, UNICEF reported last month.

Increased risk of dying

The “scale and speed” of potential famine in Gaza will consign child survivors to a lifetime of health risks, said Rebecca Inglis, an intensive care doctor in Britain who regularly visits Gaza to teach medical students.

The first 1,000 days of a child’s life are “absolutely critical” for physical growth and cognitive development, Inglis told CNN. Malnourished children have an 11-fold increased risk of dying compared to well-nourished children, she said. Vitamin and mineral deficiencies force the body into an “emergency shut-down state” where it loses the ability to make energy, put on weight, or maintain kidney and liver functions, she added.

Malnourished children, especially those with severe acute malnutrition, are at greater risk of dying from illnesses like diarrhea and pneumonia, according to the World Health Organization. Cases of diarrhea in children under age five have increased about 2,000% since October 7, UNICEF said.

Hamouda said his own children have diarrhea, cold and flu symptoms. “The children’s bodies are dehydrated ... their skin is dehydrated.”

In times of severe stress, pregnant women are more likely to miscarry or give birth prematurely, health workers previously told CNN. Gaza is home to 50,000 pregnant women, according to the United Nations Population Fund (UNFPA). Babies who do survive in utero are more likely to be born underweight and are therefore at higher risk of dying, Inglis said. Starving and dehydrated mothers cannot provide enough breast milk for their babies.

Challenges to food distribution, blocked aid

Shadi Bleha, 20, is trying to feed a family of six. Twice a week, they receive two water bottles, three biscuits and “sometimes” two cans of food from UNRWA, he said.

“It is not enough to meet my family’s needs at all,” the student, who is sheltering in a tent in Rafah, told CNN.

Palestinians in southern Gaza also told CNN that poorly regulated humanitarian distribution means some civilians get no aid at all, while those who do may sell for profit.

In other cases, vendors purchase aid from merchants and trade at markets for inflated costs. Some people with cars travel further afield to get water, returning to displacement camps to resell water for hiked prices. Intensified strikes also raise prices. Three weeks ago, a 25-kilogram bag of flour cost \$20 in Khan Younis, according to Al-Naizi, but after the IDF intensified attacks on the southern city, it became \$34.

Others say they receive humanitarian parcels that have been opened, with items missing. Dates, olive oil and cooking oil found in aid packages are reportedly sold on the black market for more than double their value.

On January 21, Israel’s Coordinator of Government Activities in the Territories (COGAT), said 260 humanitarian trucks were “inspected and transferred to Gaza,” marking the highest number since the start of the war.

But aid agencies say it is not enough. The Israeli military in January only granted access to a quarter of aid missions planned by humanitarian agencies to Gaza, OCHA said on January 21. CNN reached out to COGAT for comment on OCHA’s statistics and did not get a reply.

The WFP has called for new aid entry routes, more trucks to pass through daily border checks, fewer impediments to the movement of humanitarian workers, and guarantees for their safety. On January 5, the agency reported six bakeries in Deir al-Balah and Rafah had restarted operations, but three remained out of use. “Bread is the most requested food item, particularly as many families lack the basic means for cooking,” it said.

Meanwhile, Israel’s military offensive has razed at least 22% of Gaza’s agricultural land, according to OCHA. Livestock are starving and fresh produce is hard to come by.

Juliette Touma, director of communications for UNRWA, said the needs of displaced civilians in Gaza outweigh the amount of aid allowed into the strip by authorities. “We simply don’t have enough, and we cannot keep up with the overwhelming needs of people on the ground,” she told CNN. “That makes the delivery of humanitarian assistance extremely challenging.”

Both UNRWA and WFP told CNN while they could not verify reports of individuals reselling aid for higher prices, it is entirely possible given the scale of desperation and hunger in Gaza.

“It’s absolute chaos and people are absolutely desperate, people are absolutely hungry,” added Touma. “The clock is indeed ticking for famine.”

WFP told CNN that aid distributions are based on verified beneficiary lists and observed by food monitors, who “report back that the food is delivered to its intended recipients.”

“Sometimes families make a personal decision to sell WFP food in exchange for other household items that they might need. To be clear, any food distributed by the WFP is not for sale,” the agency said in a statement.

The war has also caused widescale loss of employment in Gaza, further draining residents’ purchasing power as prices rocket.

Hamouda now spends \$250 per week to buy food and supplies for his family – compared with \$50 to \$70 before the war. In an invoice seen by CNN, monthly supplies for orphans under Al-Naizi’s care were purchased from a procurement company for \$6,814 – including \$2,160 for infant formula alone. Before the war, the same quantity of formula would have cost \$1,680.

“We live almost in a jungle where war, murder, the greed of merchants, the injustice of institutions in distributing aid, and the absence of government lead to this deadly chaos,” al-Naizi said.

Correction: This story has been corrected to reflect that CNN reached out to COGAT about OCHA’s figures on aid missions, not the IDF.

- **February 8, 2024 - UN News : « Gazans ‘stalked by hunger, disease and death’, warns UN’s top aid official »**

<https://news.un.org/en/story/2024/02/1146347>

Amid further fighting across Gaza on Thursday, including reports of deadly airstrikes in the Rafah governorate, the UN’s top aid official, Martin Griffiths, echoed widespread international fears about a further escalation of the conflict.

“As the war in Gaza encroaches further into Rafah, I am extremely concerned about the safety and wellbeing of families which have endured the unthinkable in search of safety,” Mr. Griffiths said on X, formerly Twitter.

The veteran humanitarian official’s comments came as media reports indicated that Israeli airstrikes overnight into Thursday in Rafah left 14 dead, including five children.

At the same time, the UN aid coordination office, OCHA, reported that the Israeli military on Wednesday announced “a temporary and tactical suspension of military activities in the western neighbourhood of Rafah between 10am and 2pm for humanitarian purposes”.

Guterres two-State solution call

Condemning the spreading violence in Gaza, which is now into its fifth month, UN Secretary-General António Guterres told Member States on Wednesday that he was “especially alarmed by reports that the Israeli military intends to focus next on Rafah, where hundreds of thousands of Palestinians have been squeezed in a desperate search for safety”.

In a speech to Member States outlining his priorities for the year, the UN chief reiterated that “nothing justifies” Hamas’s “horrific terror attacks” against Israel on 7 October that sparked massive bombardment and a ground operation.

Only an “immediate humanitarian ceasefire and the immediate and unconditional release of all hostages” could help to bring about peace, along with “irreversible actions towards a two-State solution”, Mr. Guterres insisted.

Relief lifeline threat

Further hostilities in the Rafah governorate, where an estimated 1.4 million people now shelter, will very likely lead to the further loss of life, the aid community has warned.

“More than half Gaza’s population is crammed in Rafah, a town of originally 250,000 people right on Egypt’s doorstep,” said Mr. Griffiths, who is the UN’s emergency relief chief and head of UN aid coordination office, OCHA. “Their living conditions are abysmal; they lack the basic necessities to survive, stalked by hunger, disease and death.”

Highlighting the increasing hopelessness felt by millions of Gazans uprooted by the violence – and the frustration of aid teams trying to help them – Mr. Griffiths warned that any further spread of

fighting could create even more obstacles to relief efforts already hobbled by Israeli forces' repeated access restrictions and damaged infrastructure.

Famine risk confirmed again

The latest nutrition assessments carried out by humanitarians indicated that the risk of famine in Gaza is increasing by the day.

Issuing that warning, the UN World Food Programme (WFP) cited particular concerns “for an estimated 300,000 people in northern Gaza who have been predominantly cut off from assistance and where food security assessments show the greatest needs”.

Humanitarian aid reaching Gaza City in the north of the Strip is “not enough to prevent a famine”, WFP said, adding that “faster and sustained access” was urgently needed. The last time the UN agency for Palestinian refugees, UNRWA, was able to carry out a food distribution in the north of Wadi Gaza was on 23 January, according to OCHA's latest situation update.

- **February 19, 2024 - WHO : « Children’s lives threatened by rising malnutrition in the Gaza Strip**

<https://www.who.int/news/item/19-02-2024-children-s-lives-threatened-by-rising-malnutrition-in-the-gaza-strip>

A steep rise in malnutrition among children and pregnant and breastfeeding women in the Gaza strip poses grave threats to their health, according to a comprehensive new analysis released by the Global Nutrition Cluster.

As the ongoing conflict in the Gaza Strip enters its 20th week, food and safe water have become incredibly scarce and diseases are rife, compromising women and children’s nutrition and immunity and resulting in a surge of acute malnutrition.

The report “Nutrition Vulnerability and Situation Analysis - Gaza” – finds that the situation is particularly extreme in the Northern Gaza Strip, which has been almost completely cut off from aid for weeks. Nutrition screenings conducted at shelters and health centres in the north found that 15.6 per cent – or 1 in 6 children under 2 years of age – are acutely malnourished. Of these, almost 3 per cent suffer from severe wasting, the most life-threatening form of malnutrition, which puts young children at highest risk of medical complications and death unless they receive urgent treatment. As the data were collected in January, the situation is likely to be even graver today.

Similar screenings in the Southern Gaza Strip, in Rafah, where aid has been more available, found 5 per cent of children under 2 years are acutely malnourished. This is clear evidence that access to humanitarian aid is needed and can help prevent the worst outcomes. It also reinforces agencies’ calls to protect Rafah from the threat of intensified military operations.

“The Gaza Strip is poised to witness an explosion in preventable child deaths which would compound the already unbearable level of child deaths in Gaza,” said UNICEF Deputy Executive Director for Humanitarian Action and Supply Operations, Ted Chaiban. “We’ve been warning for weeks that the Gaza Strip is on the brink of a nutrition crisis. If the conflict doesn’t end now, children’s nutrition will continue to plummet, leading to preventable deaths or health issues which will affect the children of Gaza for the rest of their lives and have potential intergenerational consequences.”

Before the recent months’ hostilities, wasting in the Gaza Strip was rare with just 0.8 per cent of children under 5 years of age acutely malnourished. The rate of 15.6 percent of wasting among children under 2 in Northern Gaza suggests a serious and rapid decline. Such a decline in a population’s nutritional status in three months is unprecedented globally.

There is a high risk that malnutrition will continue to rise across the Gaza Strip due to the alarming lack of food, water and health and nutrition services:

- 90 per cent of children under the age of 2 and 95 per cent of pregnant and breastfeeding women face severe food poverty – meaning they have consumed two or less food groups in the previous day – and the food they do have access to is of the lowest nutritional value.

- 95 per cent of households are limiting meals and portion sizes, with 64 per cent of households eating only one meal a day.
- Over 95 per cent of households said they had restricted the amount of food adults received in order to ensure small children had food to eat.

“The steep rise in malnutrition that we are seeing in Gaza is dangerous and entirely preventable”, said WFP Assistant Executive Director for Programme Operations, Valerie Guarnieri. “Children and women, in particular, need continuous access to healthy foods, clean water and health and nutrition services. For that to happen, we need decisive improvements on security and humanitarian access, and additional entry points for aid to enter Gaza.”

Inadequate safe drinking water, as well as insufficient water for cooking and hygiene purposes, are compounding poor nutrition. On average, households surveyed had access to less than one litre of safe water per person per day. According to humanitarian standards, the minimum amount of safe water needed in an emergency is 3 litres per person per day, while the overall standard is 15 litres per person, which includes sufficient quantities for drinking, washing and cooking.

Hungry, thirsty and weak, more Gazans are falling sick. The report finds at least 90 per cent of children under 5 are affected by one or more infectious disease. Seventy per cent had diarrhoea in the past two weeks, a 23-fold increase compared with the 2022 baseline.

“Hunger and disease are a deadly combination,” said Dr Mike Ryan, Executive Director of WHO’s Health Emergencies Programme. “Hungry, weakened and deeply traumatised children are more likely to get sick, and children who are sick, especially with diarrhea, cannot absorb nutrients well. It’s dangerous, and tragic, and happening before our eyes.”

Without more humanitarian assistance, the nutritional situation is likely to continue to deteriorate rapidly and at scale across the Gaza Strip. With the majority of health, water and sanitation services severely degraded, it is essential that those that remain functional are protected and reinforced to stem the spread of diseases and stop malnutrition from worsening.

UNICEF, WFP and WHO call for safe, unimpeded and sustained access to urgently deliver multi-sectoral humanitarian assistance throughout the Gaza Strip. This includes nutritious foods, nutrition supplies and essential services for malnourished and at-risk children and women to safely access health and nutrition care and treatment services, particularly infants and young children under 5. Hospitals and health workers must be protected from attack so they can safely provide critical treatment and care. An immediate humanitarian ceasefire continues to provide the best chance to save lives and end suffering.

12

LA DIGNITE

JANVIER 2024

Entre le 20 et le 27 janvier, un grand nombre d'hommes palestiniens ont été observés détenus à un point de contrôle dans la ville de Khan Younis. Les personnes évacuant la zone et passant par le point de contrôle ont été contrôlées par l'armée israélienne. De nombreux hommes ont été déshabillés, ont eu les yeux bandés et ont été emmenés⁴⁴¹.

Le 30 janvier, les autorités israéliennes ont restitué les corps de dizaines de Palestiniens tués à Gaza ces dernières semaines par le passage de Kerem Shalom. Selon le ministère de la Santé de Gaza, entre 80 et 100 corps ont été reçus et la plupart n'étaient pas identifiables en raison de la décomposition et ont donc été enterrés dans une fosse commune à Rafah. Selon les médias israéliens et les déclarations antérieures des autorités israéliennes, les corps sont identifiés lorsque l'on soupçonne qu'ils pourraient contenir des otages⁴⁴².

Le 30 janvier, des Palestiniens auraient découvert 30 cadavres enterrés dans des sacs noirs sous le sable dans une école de l'UNRWA à Beit Lahiya, au nord de Gaza. Les résidents n'avaient plus accès à l'école depuis le 10 décembre environ, lorsqu'un incendie s'est déclaré, causant d'importants dégâts et qui aurait forcé les personnes déplacées qui s'étaient réfugiées sur place à fuir. Le 7 décembre, les installations auraient été assiégées et des victimes auraient été signalées⁴⁴³.

Le 30 janvier, les autorités israéliennes ont restitué les corps de dizaines de Palestiniens tués à Gaza ces dernières semaines par le passage de Kerem Shalom. Selon les autorités israéliennes, les corps sont emmenés pour identification afin de déterminer s'ils ont été otages. Selon le ministère de la Santé de Gaza, entre 80 et 100 corps ont été reçus et la plupart n'étaient pas identifiables en raison de la décomposition et ont donc été enterrés dans une fosse commune à Rafah⁴⁴⁴.

Le 30 janvier également, des Palestiniens auraient découvert au moins 30 cadavres enterrés dans des sacs noirs sous le sable dans une école de l'UNRWA à Beit Lahiya, au nord de Gaza. Le 7 décembre, les installations auraient été assiégées et un nombre indéterminé de victimes aurait été signalé. Les résidents n'avaient plus accès à l'école depuis le 10 décembre environ, lorsqu'un incendie s'est déclaré, causant d'importants dégâts et qui aurait forcé les personnes déplacées qui s'abritaient sur place à fuir⁴⁴⁵.

FEVRIER 2024

Le 12 février, Médecins du Monde (MdM) a condamné la destruction de ses bureaux dans la ville de Gaza quelques jours auparavant, destruction s'accompagnant de mesures indignes ⁴⁴⁶ :

⁴⁴¹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-105>

⁴⁴² <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-107>

⁴⁴³ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-107>

⁴⁴⁴ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-108>

⁴⁴⁵ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-108>

⁴⁴⁶ https://www.medecinsdumonde.org/actualite/medecins-du-monde-condamne-la-destruction-de-ses-bureaux-a-gaza-city/?fbclid=PAaAa6w5oKdv-vSH8JFIQg1EPo86or_NnW2Bnx2lxIczLwqTudL3VixD8z7M;

<https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-117>

« Médecins du Monde condamne avec la plus grande fermeté la destruction délibérée de ses bureaux à Gaza City. Aucun personnel de l'ONG, ni civils, n'étaient présents à l'intérieur lorsque l'immeuble a été démoli. Cette attaque, survenue il y a quelques jours, est un signe supplémentaire des violations flagrantes et quotidiennes du droit international humanitaire dans la bande de Gaza.

Selon les informations transmises par les équipes de Médecins du Monde (Mdm) sur place, les bureaux de l'ONG, situés dans le quartier d'Al Rimal à Gaza City, ont été détruits de manière intentionnelle il y a quelques jours. Mdm n'a reçu aucun avertissement concernant cette attaque, alors que les bureaux étaient clairement identifiés comme étant ceux d'un acteur humanitaire, et que l'adresse de l'immeuble avait été partagée à l'organe israélien dédié à la coordination avec les ONG pour qu'il ne soit pas pris pour cible.

Le 3 février dernier, des soldats sont entrés dans les bureaux de Mdm. Ils ont fait sortir des personnes âgées, des femmes et des enfants. Tous les hommes présents ont été sortis d'une manière extrêmement dégradante et humiliante, les soldats les forçant à sortir nus ».

Le 12 février⁴⁴⁷, des experts des Nations Unies ont exprimé lundi leur inquiétude face aux allégations crédibles de violations flagrantes des droits humains dont les femmes et les filles palestiniennes continuent d'être victimes dans la bande de Gaza et en Cisjordanie. Ils se sont dits particulièrement « choqués » par les informations selon lesquelles des femmes et des filles palestiniennes détenues ont été soumises à de multiples formes d'agression sexuelle⁴⁴⁸ :

Le 17 février, le PRCS a publié des images montrant des signes de ce qu'il considère être des actes de torture infligés à deux médecins arrêtés à l'hôpital Al Amal par les forces israéliennes le 9 février⁴⁴⁹.

Le 19 février, les rapporteurs spéciaux de l'ONU se sont déclarés interpellés par les témoignages de femmes et de jeunes filles dénonçant des agressions sexuelles commises par les troupes de l'occupation⁴⁵⁰ :

UN experts today expressed alarm over credible allegations of egregious human rights violations to which Palestinian women and girls continue to be subjected in the Gaza Strip and the West Bank.

Palestinian women and girls have reportedly been arbitrarily executed in Gaza, often together with family members, including their children, according to information received. "We are shocked by reports of the deliberate targeting and extrajudicial killing of Palestinian women and children in places where they sought refuge, or while fleeing. Some of them were

⁴⁴⁷ <https://news.un.org/fr/story/2024/02/1143272>

⁴⁴⁸ <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2024/02/israelopt-un-experts-appalled-reported-human-rights-violations-against>

⁴⁴⁹ <https://twitter.com/PalestineRCS/status/1758853332926353605?s=20> ; <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-121>

⁴⁵⁰ The experts: Reem Alsalem, *Special Rapporteur on violence against women and girls, its causes and consequences*; Francesca Albanese, *Special Rapporteur on the situation of human rights in the Palestinian territories occupied since 1967*; Dorothy Estrada Tanck (Chair), Claudia Flores, Ivana Krstić, Haina Lu, and Laura Nyirinkindi, *Working group on discrimination against women and girls*

reportedly holding white pieces of cloth when they were killed by the Israeli army or affiliated forces,” the experts said.

The experts expressed serious concern about the arbitrary detention of hundreds of Palestinian women and girls, including human rights defenders, journalists and humanitarian workers, in Gaza and the West Bank since 7 October. Many have reportedly been subjected to inhuman and degrading treatment, denied menstruation pads, food and medicine, and severely beaten. On at least one occasion, Palestinian women detained in Gaza were allegedly kept in a cage in the rain and cold, without food.

“We are particularly distressed by reports that Palestinian women and girls in detention have also been subjected to multiple forms of sexual assault, such as being stripped naked and searched by male Israeli army officers. At least two female Palestinian detainees were reportedly raped while others were reportedly threatened with rape and sexual violence,” the experts said. They also noted that photos of female detainees in degrading circumstances were also reportedly taken by the Israeli army and uploaded online.

The experts expressed concern that an unknown number of Palestinian women and children, including girls, have reportedly gone missing after contact with the Israeli army in Gaza. “There are disturbing reports of at least one female infant forcibly transferred by the Israeli army into Israel, and of children being separated from their parents, whose whereabouts remain unknown,” they said.

“We remind the Government of Israel of its obligation to uphold the right to life, safety, health, and dignity of Palestinian women and girls and to ensure that no one is subjected to violence, torture, ill-treatment or degrading treatment, including sexual violence,” the experts said.

They called for an independent, impartial, prompt, thorough and effective investigation into the allegations and for Israel to cooperate with such investigations.

“Taken together, these alleged acts may constitute grave violations of international human rights and humanitarian law, and amount to serious crimes under international criminal law that could be prosecuted under the Rome Statute,” the experts said. “Those responsible for these apparent crimes must be held accountable and victims and their families are entitled to full redress and justice,” they added.

PRESSE

- February 19, 2024 - Middle East Eye : « Palestinian women and girls in Israeli detention raped and sexually assaulted, UN experts say »
- February 19, 2024 - Common Dreams ; « UN Experts Demand Investigation Into IDF Abuse of Women and Girls in Gaza »

- **February 19, 2024 - Middle East Eye : « Palestinian women and girls in Israeli detention raped and sexually assaulted, UN experts say »**

The rapporteurs also condemned incidents of 'arbitrary executions' of women and children during Israel's war on Gaza

By Katherine Hearst

The independent experts, part of the UN's fact-finding and monitoring mechanisms of the Human Rights Council, confirmed in a statement receiving reports of Palestinian female detainees being subjected to "multiple forms of sexual assault," with at least two detainees reportedly raped, while others were allegedly threatened with rape and sexual violence.

They also described women being strip-searched by male Israeli officers and noted the circulation of degrading images of detainees online by Israeli soldiers.

The statement also cited at least one report of a woman allegedly being held in a cage in the wind and rain.

According to the statement, "hundreds" of Palestinian women and girls have been arbitrarily detained since 7 October and subjected to "inhumane and degrading treatment," including sexual assault, beatings, and the denial of food, medicine and period products.

The experts also expressed "shock" over reports of arbitrary executions of Palestinian women and children who were taking shelter or fleeing Israeli aggression.

"Some of them were reportedly holding white pieces of cloth when they were killed by the Israeli army or affiliated forces," the experts said.

In January, a video published by Middle East Eye⁴⁵¹ revealed Hala Rashid Abd al-Ati being shot dead while her grandson was waving a white flag as they attempted to flee from Gaza City.

The statement stressed that an unknown number of Palestinian women and children have reportedly gone missing after contact with the Israeli military.

The experts added that they had received "disturbing reports of at least one female infant forcibly transferred by the Israeli army into Israel, and of children being separated from their parents, whose whereabouts remain unknown".

Israel rejected the allegations as "despicable and unfounded."

⁴⁵¹ <https://twitter.com/MiddleEastEye/status/1744351540435935525?s=20>

"It is clear that the co-signatories are motivated not by the truth but by their hatred for Israel and its people," the Israeli authorities said in a statement.

Codification of a trend

The experts called for an independent investigation into the allegations which they said "amount to serious crimes under international criminal law that could be prosecuted under the Rome Statute."

"Those responsible for these apparent crimes must be held accountable and victims and their families are entitled to full redress and justice," they added.

In December, the Palestinian Authority's Commission of Detainees and Ex-Detainees Affairs confirmed at least 142 females - including senior women and infants - are currently held in Israeli jails⁴⁵².

In a joint statement with the Palestinian Prisoners' Club, the commission warned that "horrific crimes" have been carried out against the female prisoners.

Women and girls constitute 70 percent of deaths in Gaza since 7 October, whereas, in the period from 2008 to 7 October 2023, women and girls represented less than 14 percent of the 6,542 Palestinian deaths documented by the UN.

"The sanctioned slaughter of tens of thousands of civilians in Gaza, of whom 70 percent are women and children, cannot be seen as anything but the codification of a trend that has been a long time coming: our official entry into a space and time that has no due consideration for the lives, dignity and humanity of women and children. Period," Reem Alsalem, the special rapporteur on violence against women and girls wrote for Middle East Eye in January⁴⁵³.

The Hamas-led attack on southern Israel on 7 October killed 1,139 people, most of them civilians. Approximately 240 people were taken back to Gaza as captives.

Israel's subsequent attack on Gaza has killed nearly 30,000 Palestinians, most of them women and children, and destroyed most of the enclave's civilian infrastructure and homes.

Israel's ferocious bombardment of civilian targets has prompted South Africa to bring a case before the International Court of Justice accusing Israel of committing genocide against the Palestinian people in Gaza.

⁴⁵² <https://www.middleeasteye.net/news/israel-palestine-war-army-arbitrarily-detains-women-girls-gaza>

⁴⁵³ <https://www.ohchr.org/en/special-procedures/sr-violence-against-women>

The court on 26 January declared provisional measures that require Israel to prevent and punish genocidal acts and incitement.

- **February 19, 2024 - Common Dreams ; « UN Experts Demand Investigation Into IDF Abuse of Women and Girls in Gaza »**

Jake Johnson

<https://www.commondreams.org/news/un-experts-demand-investigation-into-idf-abuse-of-women-and-girls-in-gaza>

A group of United Nations experts on Monday demanded an immediate and thorough investigation into reports that Israeli forces have arbitrarily detained, sexually abused, and executed Palestinian women and girls in the Gaza Strip.

"We are shocked by reports of the deliberate targeting and extrajudicial killing of Palestinian women and children in places where they sought refuge, or while fleeing," said Reem Alsalem, special rapporteur on violence against women and girls; Francesca Albanese, special rapporteur on human rights in the occupied Palestinian territories; and Dorothy Estrada Tanck, Claudia Flores, Ivana Krstić, Haina Lu, and Laura Nyirinkindi of the working group on discrimination against women and girls.

"Some of them were reportedly holding white pieces of cloth when they were killed by the Israeli army or affiliated forces," the U.N. experts continued. "We are particularly distressed by reports that Palestinian women and girls in detention have also been subjected to multiple forms of sexual assault, such as being stripped naked and searched by male Israeli army officers. At least two female Palestinian detainees were reportedly raped while others were reportedly threatened with rape and sexual violence."

Palestinian women and children have borne the brunt of Israel's large-scale assault on Gaza, making up around 70% of the more than 29,000 people who have been killed by Israeli forces since the Hamas-led attack on October 7.

The Israeli military has arrested thousands of Gazans—including many women and children—without charge across the besieged enclave over the past four months. Detainees have reported torture and other abuse at the hands of Israeli soldiers, some of whom have posted evidence of their odious actions online for the world to see.

Tamam al-Aswad, a Palestinian mother who was arrested in December and freed earlier this month, told *Reuters* following her release that she was handcuffed, blindfolded, and placed on a bus with other detainees. At one point, al-Aswad said, an Israeli soldier slammed her head into a wall and hit her on the back after she refused to kiss an Israeli flag.

The Euro-Mediterranean Human Rights Monitor, which estimates that Israeli forces have detained more than 3,000 Gazans since October, said late last year that it had received testimony confirming that Palestinian women have been abused and threatened with rape while in Israeli custody.

The U.N. experts said Monday that they have seen "credible allegations of egregious human rights violations" by Israeli forces against women and girls in Gaza.

"Many have reportedly been subjected to inhuman and degrading treatment, denied menstruation pads, food and medicine, and severely beaten," they said. "On at least one occasion, Palestinian women detained in Gaza were allegedly kept in a cage in the rain and cold, without food."

"Taken together, these alleged acts may constitute grave violations of international human rights and humanitarian law, and amount to serious crimes under international criminal law that could be prosecuted under the Rome Statute," the experts continued. "Those responsible for these apparent crimes must be held accountable and victims and their families are entitled to full redress and justice."

13

LES PRISONNIERS

Entre le 20 et le 27 janvier, un grand nombre d'hommes palestiniens ont été observés détenus à un point de contrôle dans la ville de Khan Younis. Les personnes évacuant la zone et passant par le point de contrôle ont été contrôlées par l'armée israélienne. De nombreux hommes ont été déshabillés, ont eu les yeux bandés et ont été emmenés⁴⁵⁴.

Le 29 janvier, les détenus libérés ont un besoin urgent de vêtements et de chaussures d'hiver, ainsi que de tentes, en plus d'une aide financière. Les détenus libérés ont demandé de l'aide pour récupérer leurs effets personnels, qui ont été confisqués pendant leur détention par l'armée israélienne⁴⁵⁵.

Le 21 février, il n'existe aucun chiffre disponible sur le nombre de détenus de la bande de Gaza détenus par l'armée israélienne⁴⁵⁶.

⁴⁵⁴ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-105>

⁴⁵⁵ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-106>

⁴⁵⁶ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-123>

PRESSE

- February 12, 2024 - Dépêche de santé populaire⁴⁵⁷ : « Des agents de santé palestiniens kidnappés par Israël et soumis à la torture et à l'humiliation »
- February 2024, 14 - The Intercept, IDF SENT IN HANDCUFFED PRISONER TO EVACUATE HOSPITAL, THEN KILLED HIM WHEN HE LEFT
- February 16, 2024 - Alencontre : « Gaza-Israël. Des prisonniers palestiniens torturés et filmés »
- February 19, 2024 - Middle East Monitor, « Israel films conditions of Palestinian prisoners »
- February 21, 2024 - Wafa : « Palestinian prisoner dies in Israeli prison, amid reports of widespread systematic torture »

⁴⁵⁷ People's Health Dispatch est un bulletin bimensuel publié par le People's Health Movement et Peoples Dispatch. Pour plus d'articles et pour vous abonner à People's Health Dispatch, cliquez ici .

- **February 12, 2024 – EuroMed Monitor : « ‘They brought Israeli civilians to watch our nude torture’: IDF torture of Palestinian prisoners is turned into entertainment for Israeli viewers**

<https://euromedmonitor.org/en/article/6153/%E2%80%9CThey-brought-Israeli-civilians-to-watch-our-nude-torture%E2%80%9D:-IDF-torture-of-Palestinian-prisoners-is-turned-into-entertainment-for-Israeli-viewers>

Geneva - The Israeli army introduced groups of Israeli civilians into detention centres and prisons holding Palestinian prisoners and detainees from the Gaza Strip, permitting the civilians to witness torture crimes against the detainees, with many allowed to film them on their own phones.

Euro-Med Human Rights Monitor received shocking testimonies from recently released Palestinian prisoners and detainees, in which they reported that the Israeli army invited a number of Israeli civilians during their interrogation sessions to witness torture and inhumane treatment, to which they were deliberately subjected in the presence of the civilians.

Arrested during ground incursions by Israeli army forces into the Strip, the prisoners and detainees were held for varying periods of time inside two detention centres: one located in the Zikim area on the northern border of the Gaza Strip, and another affiliated with the Naqab prison in southern Israel.

The released detainees told Euro-Med Monitor that the Israeli soldiers had purposefully presented them before Israeli civilians, falsely claiming that they were fighters affiliated with Palestinian armed factions and that they had taken part in the 7 October attack on Israeli towns on Gaza Strip borders.

According to testimony received by Euro-Med Monitor, groups of ten to twenty Israeli civilians at a time were permitted to watch and laughingly film Palestinian prisoners and detainees in their underwear while Israeli army soldiers subjected them to physical abuse, including beating them with metal batons, electric sticks, and pouring hot water on their heads. The detainees were also verbally abused.

This is the first time that these illegal practices have come to the attention of Euro-Med Monitor. It adds a new crime to the list of those committed by the Israeli army against Palestinians in the Gaza Strip, and specifically against prisoners and detainees who are subjected to cruel torture, enforced disappearances, arbitrary arrests, and denials of a fair trial, among other atrocities.

Palestinian Omar Abu Mudallala, 43, told the Euro-Med Monitor team: “I was arrested at the checkpoint set up near the Kuwait roundabout, which separates Gaza City from the central region, as part of the Israeli random arrest campaigns. I was subjected to all types of torture and abuse for approximately 52 days,” pointing out that Israeli soldiers “brought Israeli civilians to watch our nude torture.”

Abu Mudallala added: “The Israeli army brought a number of Israeli civilians into our detention centres while beating us and telling them, “These are Hamas terrorists who killed you and raped your

women on 7 October,' while the Israeli civilians were filming us being beaten, abused, and tortured while making fun of us."

"This happened five times while I was being held. The first time was in Barkasat Zikim, where we were blindfolded. However, one of the detainees who speaks Hebrew told us that the soldiers were interacting with Israeli civilians claiming that we were armed fighters. The other four incidents took place in the Negev detention facility, where successive Israeli groups were taken inside tents to witness our abuse and record the torture methods we were subjected to without allowing us to speak or interact with them. Since we were not wearing blindfolds at the time, I saw them all four times with my own eyes."

Abu Mudallalasaid that "one of the detainees who speaks Hebrew tried to explain to the Israeli civilians that we are civilians and we had nothing to do with any military activities, but that also did not help. However, he was subjected to severe psychological and physical torture. It was really shameful to bring Israeli citizens to record our torture for being allegedly involved in killing and rape incidents."

Forty-two-year-old D.H. also told Euro-Med Monitor: "Israeli civilians were brought to witness the abuse and torture that we were subjected to, which the army deliberately began when they were present. These Israelis sometimes brought their dogs with them to bark on us. They also took pictures of us and post them on social media apps, particularly "TikTok," with the soldiers themselves did the same."

Euro-Med Monitor was taken aback by the evident falsity of the Israeli army's claim that the Palestinian civilians subjected to torture in the presence of Israeli civilians were fighters involved in the October 7 attack – when the subsequent release of the detainees serves as proof that this narrative is untrue and was intended as a means of exacting revenge on Palestinian civilians and attacking their dignity.

According to Euro-Med Monitor, the Israeli army's torture and inhumane treatment of Palestinian prisoners and detainees is illegal under the Rome Statute and constitutes crimes against humanity. The army's staging of these abuses as entertainment for Israeli civilians and subsequent photography of the victims amounts to a grave violation of the dignity of these individuals, as well as the commission of war crimes.

Euro-Med Monitor warns of the dire consequences of introducing Israeli civilians into arrest and detention centres, displaying Palestinian detainees to them during torture, and letting them use their personal phones to document these inhumane practices. This is a retaliatory approach that falls within the framework of promoting false Israeli propaganda, perpetuating a state of extremism, fueling hatred, and inflaming Israeli public opinion to incite more crimes and rights violations against Palestinians.

Euro-Med Human Rights Monitor asserts that the vast majority of those arrested from within the Gaza Strip have been subjected to arbitrary detention without being charged or brought to justice, with no legal measures taken against them. They are also denied a fair trial and are subjected to forced disappearance, torture, and inhumane treatment. Euro-Med Monitor calls on the International

Committee of the Red Cross to inspect Israeli detention centres and prisons holding Palestinian prisoners and detainees, investigate the horrific violations and crimes they are subjected to, and work to bring these conditions to light immediately.

Furthermore, Euro-Med Monitor asserts that Israeli practices against Palestinian detainees are blatant violations of international conventions and standards, particularly the 1949 Fourth Geneva Convention, which forbids an occupying authority from transferring prisoners from the occupied territory to detention facilities on its territory, as well as torturing, attacking, or otherwise degrading the human dignity of those detained.

- **February 12, 2024 : Dépêche de santé populaire⁴⁵⁸ : « Des agents de santé palestiniens kidnappés par Israël et soumis à la torture et à l'humiliation »**

Il a fallu près de deux semaines pour confirmer le sort de Hind Rajab, une fillette de six ans qui a appelé la Société du Croissant-Rouge palestinien (PRCS) la dernière semaine de janvier et a supplié que quelqu'un vienne la chercher dans la voiture où elle se trouvait. a été piégée avec les cadavres de sa tante, de son oncle et de ses cousins – tous tués par les attaques des Forces d'occupation israéliennes (FOI).

Le PRCS a réussi à obtenir l'autorisation d'envoyer une ambulance dans la zone, mais a perdu le contact avec les deux membres du personnel, Ahmad Al-Madhoun et Yousef Zeino, alors qu'ils s'approchaient de l'emplacement de la voiture.

Le 10 février, le corps de Hind a été retrouvé, en décomposition, avec ceux de ses proches. À proximité immédiate de la voiture, le PRCS a trouvé les restes brûlés de son personnel et de son véhicule. Étant donné que le contact avec Zeino et Al-Madhoun a été perdu juste après le bruit d'une explosion, la scène n'a laissé aucun doute pour le PRCS sur le fait qu'ils étaient délibérément visés, bien qu'ils aient été autorisés à entrer dans la zone et clairement signalés par un panneau d'ambulance.

Il a fallu encore plus de temps aux familles, amis et collègues de Mohammed Al-Ran, chirurgien général à l'hôpital Kamal Adwan, pour le revoir. Le médecin a été disparu de force par les FOI et torturé pendant 46 jours. Il a été récemment relâché, nu, au poste frontière de Karem Abu Salem.

Le chirurgien avait initialement choisi de rester à l'hôpital avec une poignée d'autres membres du personnel de santé et des patients pendant l'évacuation du complexe. Ensuite, les FOI ont menacé de bombarder et de détruire tout l'hôpital si Al-Ran ne se rendait pas, a raconté Bilal Azzam, membre du Syndicat médical jordanien, lors d'une première série de discussions sur la reconstruction du système de santé.

Immédiatement après avoir atteint les soldats israéliens, Al-Ran « a été contraint de se déshabiller complètement devant les autres (...) et il est resté ainsi pendant toute la période de détention ». Le médecin a été attaché et battu continuellement pendant son transport vers la prison. Une fois sur place, les FOI « lui ont donné une couche à porter, très peu de nourriture », a expliqué Azzam.

Il partageait sa détention avec d'autres agents de santé palestiniens kidnappés, dont Muhammad Abu Salmiya, directeur de l'hôpital Al-Shifa. A propos d'Abu Salmiya, Azzam a déclaré que les FOI lui avaient cassé les deux mains et l'avaient forcé à marcher à quatre pattes. "Ils lui ont mis une chaîne autour du cou et l'ont traîné devant les gens, et quand ils voulaient le nourrir, ils lui apportaient une assiette et lui disaient de manger comme un chien."

Alors que tous les Palestiniens détenus par les FOI sont exposés à la violence, la torture des agents de santé est particulièrement cruelle. Lorsque les Palestiniens arrivent dans les centres de détention

⁴⁵⁸ People's Health Dispatch est un bulletin bimensuel publié par le People's Health Movement et Peoples Dispatch. Pour plus d'articles et pour vous abonner à People's Health Dispatch, cliquez ici .

israéliens, ils sont essentiellement divisés en deux catégories, a expliqué Azzam : il y a la population générale, et ensuite il y a les médecins.

« Les médecins sont maltraités », a souligné Azzam. Le ciblage des agents de santé vise à briser le moral de la population de Gaza et, plus particulièrement, à éliminer ceux qui sont appelés à jouer un rôle crucial dans la reconstruction des infrastructures et du réseau social de la bande.

Pour cette raison, la nouvelle selon laquelle les FOI ont fait disparaître dix autres membres du personnel du PRCS depuis le 8 février devient encore plus sombre à lire. Les agents de santé ont été emmenés au milieu d'un siège de l'hôpital Al-Amal qui a lieu depuis le 22 janvier, suite à une incursion dans le bâtiment de l'hôpital au cours de laquelle les FOI ont altéré les stocks de l'hôpital, l'ont pillé et endommagé du matériel médical.

Entre autres choses, les soldats israéliens ont endommagé les ambulances stationnées à l'hôpital et ont ensuite pris leurs clés, empêchant ainsi les agents de santé d'atteindre les personnes dans le besoin.

L'autre hôpital clé de Khan Younis, le complexe médical Nasser, reste également assiégé et des tireurs isolés ciblent les personnes qui se déplacent autour de l'hôpital. Rien que le 9 février, selon les rapports du Centre Bisan pour la recherche et le développement et de l'Institut palestinien pour la démocratie publique, des tireurs d'élite israéliens ont tué plus de 20 personnes à proximité de l'hôpital Nasser.

Sans surprise, une mission prévue par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour acheminer une aide médicale à l'hôpital pendant le week-end du 10 février a été refusée. Cela ne laisse aucun doute sur le fait que les FOI envisagent de poursuivre leurs crimes de guerre contre les soins de santé à Gaza alors qu'elles se préparent à une invasion terrestre de Rafah.

- **February 2024, 14 - The Intercept, IDF SENT IN HANDCUFFED PRISONER TO EVACUATE HOSPITAL, THEN KILLED HIM WHEN HE LEFT**

<https://theintercept.com/2024/02/14/gaza-nasser-hospital-evacuation-israel-prisoner/#:~:text=Abu%20Al%20Dola%20was%20killed,as%20he%20left%20the%20hospital.>

The young man, bound by zip-tie cuffs, delivered his Israeli captors' message but was shot as he tried to walk out of the hospital gate.

Kavitha Chekuru, February 14, 2024

It was early in the afternoon on Tuesday when a young man dressed head to toe in white PPE arrived at the entrance of Nasser Hospital in Khan Younis, one of two hospitals in the city that was under a prolonged siege by the invading Israeli military. A band was tied around the man's forehead and his hands were bound in front of his stomach.

In a video taken shortly after his arrival, his eyes are wide, dazed, and scared all at once. He had something to tell the thousands sheltering at the facility.

A crowd gathered around, according to Mohammed El Helou, one of the only remaining Palestinian journalists in the hospital, and the young handcuffed man said that the Israeli military had sent him with a message.

“Get out of the hospital, you need to get out of the hospital because they are going to blow it up.”

Soon after following the same evacuation order he had transmitted, the man would be dead.

When El Helou woke up on Tuesday, news had already begun to spread in the Nasser Medical Complex that the Israeli military issued an order to evacuate the facility.

The military had ordered an evacuation of Khan Younis in January as its ground offensive moved further south, but many people, including medical staff and patients, were unable to leave the hospital. The facility has also been a lifeline for displaced Palestinians with an estimated 10,000 people sheltering there.

The initial evacuation order was communicated directly from the military to the hospital administration, according to Khaled Al Serr, a doctor working in Nasser Hospital. The Israelis, he said, had assured staff of “a secure passage through the northern gate of Nasser Hospital for civilians if they want to evacuate the hospital.” Another doctor in the hospital post on social media about the order to evacuate but said he didn't feel safe following it without a guarantee from the Red Cross.

The same evacuation order started to arrive again, by other means. “We were also surprised that the bulldozers, there was sound coming from it,” El Helou told The Intercept in a voice message. “I think through the bullhorn that said, ‘Get out, you animals. Get out, animals.’” El Helou caught the insulting order on video.

It was not long after this that the young man in the white PPE arrived. The young man was Jamal Abu Al-Ola, according to El Helou. He had been at the hospital earlier, but the Israeli military had subsequently seized and detained him, and put his hands in what appears to be black, plastic zip-tie cuffs.

“He said that he was subjected to beatings and humiliation and abuse by the soldiers,” El Helou recounted.

« He said that he was subjected to beatings and humiliation and abuse by the soldiers ».

After Abu Al-Ola passed along the evacuation order, his mother, who was also sheltering at the hospital, pleaded with him to not go back out, but her son said he had to. “He said, ‘I’ve been threatened, I have to leave the hospital or it’s going to put all the civilians in danger,’” El Helou recalled.

He walked back out the door. In a video filmed by Mohammad Salama, the only other journalist in the hospital aside from El Helou, Abu Al-Ola can be seen walking away with a crowd of people around before they trail away and he walks in his own direction.

Abu Al-Ola was killed shortly after walking out of the hospital. According to El Helou, he was shot by an Israeli soldier three times in his chest and abdomen while still inside the gates of the hospital. Al Serr, the Nasser Hospital doctor, confirmed the account of Abu Al-Ola being killed as he left the hospital. El Helou later got footage of Abu Al-Ola’s corpse in a body bag, still robed in his PPE.

“In regards to the incident in question, it is being reviewed,” an Israel Defense Forces spokesperson said in an email received after publication of this story.

- **February 16, 2024 – Alencontre : « Gaza-Israël. Des prisonniers palestiniens torturés et filmés »**

Par Brett Wilkins

<https://alencontre.org/moyenorient/palestine/gaza-israel-des-prisonniers-palestiniens-tortures-et-filmes.html>

Des officiers des Forces de défense israéliennes (FDI) ont fait entrer des civils israéliens dans des centres de détention et leur ont permis de regarder et de filmer des prisonniers palestiniens torturés, selon des témoignages de survivants publiés cette semaine par l'Observatoire euro-méditerranéen des droits de l'homme (Euro-Mediterranean Human Rights Monitor), basé à Genève.

Les prisonniers détenus dans les centres de détention de Zikim, à la frontière nord de la bande de Gaza, et dans un site du sud d'Israël rattaché à la prison de Naqab (Néguev) «ont déclaré à Euro-Med Monitor que les soldats israéliens les avaient délibérément exhibés devant des civils israéliens, en prétendant faussement qu'ils étaient des combattants affiliés à des factions armées palestiniennes et qu'ils avaient participé à l'attaque du 7 octobre contre des villes israéliennes», selon les témoignages.

Les anciens détenus ont déclaré que des groupes de 10 à 20 civils israéliens étaient amenés et autorisés à enregistrer les séances de torture au cours desquelles les hommes, presque nus, étaient frappés avec des matraques métalliques, électrocutés et recevaient de l'eau chaude sur la tête. Les ex-prisonniers ont déclaré que certains Israéliens riaient en filmant leurs tortures.

«J'ai été arrêté au poste de contrôle installé près du rond-point du Koweït, qui sépare la ville de Gaza de la région centrale, dans le cadre des campagnes israéliennes d'arrestations aléatoires. J'ai été soumis à tous les types de torture et d'abus pendant environ 52 jours», a déclaré Omar Abu Mudallala, 43 ans, à Euro-Med Monitor, ajoutant que ses ravisseurs des FDI «ont amené des civils israéliens pour regarder nos tortures, dénudés».

Abu Mudallala a poursuivi: «L'armée israélienne a fait entrer un certain nombre de civils israéliens dans les centres où nous étions détenus tout en nous battant et en leur disant: "Ce sont des terroristes du Hamas qui vous ont tués et qui ont violé vos femmes le 7 octobre", tandis que les civils israéliens nous filmaient en train d'être battus, maltraités et torturés, tout en se moquant de nous. Cela s'est produit cinq fois pendant ma détention. La première fois, c'était à Barkasat Zikim, où nous avions les yeux bandés. Cependant, l'un des détenus qui parle hébreu nous a dit que les soldats interagissaient avec des civils israéliens en prétendant que nous étions des combattants armés. Les quatre autres incidents ont eu lieu dans le centre de détention du Néguev, où des groupes israéliens successifs ont été emmenés à l'intérieur de tentes pour assister à nos mauvais traitements et enregistrer les méthodes de torture auxquelles nous avons été soumis sans nous permettre de parler ou d'interagir avec eux. Comme nous ne portions pas de bandeau sur les yeux à ce moment-là, je les ai vus quatre fois de mes propres yeux.»

Abu Mudallala ajoute: «L'un des détenus qui parle hébreu a tenté d'expliquer aux civils israéliens que nous étions des civils et que nous n'avions rien à voir avec les activités militaires, mais cela n'a pas aidé. Il a toutefois été soumis à de graves tortures psychologiques et physiques. C'était vraiment

scandaleux de faire venir des citoyens israéliens pour observer nos tortures au prétexte que nous étions prétendument impliqués dans des meurtres et des viols.»

Un autre ancien prisonnier, identifié seulement comme D.H., 42 ans, a déclaré à Euro-Med Monitor que «des civils israéliens ont été conviés pour être témoins des abus et des tortures que nous avons subis, que l'armée a délibérément commencé lorsqu'ils étaient présents. Ces Israéliens amenaient parfois leurs chiens avec eux pour qu'ils aboient sur nous. Ils ont également pris des photos de nous et les ont postées sur des applications de médias sociaux, en particulier TikTok. Les soldats faisaient de même.»

Euro-Med Monitor affirme que «la grande majorité des personnes arrêtées dans la bande de Gaza ont été soumises à une détention arbitraire sans être inculpées ou traduites en justice, sans qu'aucune mesure légale ne soit prise contre eux. Elles n'ont pas droit à un procès équitable et sont soumises à des disparitions forcées, à la torture et à des traitements inhumains. Les pratiques israéliennes contre des détenus palestiniens constituent des violations flagrantes des conventions et normes internationales, en particulier de la Quatrième Convention de Genève de 1949, qui interdit à une autorité occupante de transférer des prisonniers du territoire occupé vers des centres de détention situés sur son territoire, ainsi que de torturer, d'agresser ou de dégrader de toute autre manière la dignité humaine des personnes détenues.»

Les forces israéliennes, qui torturent depuis longtemps les prisonniers palestiniens, ont été accusées, au cours de la guerre actuelle contre Gaza, de torturer des détenus civils avant de les exécuter [1]. Des photos et des vidéos de soldats israéliens maltraitant des Palestiniens, vivants ou morts, ont été publiées par les auteurs de ces actes sur les réseaux sociaux. Les défenseurs des droits de l'homme considèrent que ces images et la fierté qu'elles suscitent sont la preuve du génocide israélien dans une guerre au cours de laquelle plus de 100 000 Palestiniens ont été tués, blessés, mutilés ou portés disparus.

Le mois dernier, la Cour internationale de justice a estimé, dans une décision préliminaire, qu'Israël commettait « vraisemblablement » un génocide à Gaza, tout en ordonnant aux forces israéliennes de « prendre toutes les mesures » pour éviter de perpétrer des actes génocidaires. (Article publié sur le site *Common Dreams*, le 13 février 2024; traduction rédaction *A l'Encontre*)

[1] Clothilde Mraffko, dans *Le Monde* daté du 17 février, écrit: «L'hôpital Nasser de Khan Younès a été touché par des tirs d'obus tôt ce matin, alors que l'armée israélienne avait annoncé au personnel médical et aux patients qu'ils pouvaient rester dans l'hôpital», a rapporté sur X l'ONG Médecins sans frontières (MSF).» La journaliste poursuit ainsi: «Le message "sortez animaux!" a d'abord été diffusé en arabe avec un mégaphone. Le journaliste Mohammed Al-Helou raconte que les soldats ont ensuite envoyé un jeune Palestinien qu'ils détenaient relayer leur ordre auprès des quelque 10'000 déplacés ainsi que des centaines de patients et de soignants présents dans l'hôpital. Une vidéo montre ce jeune homme, en combinaison blanche de protection, hagard, les mains liées et un bandeau sur la tête, argumentant avec des déplacés. Quand il est revenu vers les soldats, comme ceux-ci le lui avaient ordonné, "ils l'ont exécuté de sang-froid, de trois balles, à l'intérieur de l'enceinte du complexe", explique Mohammed Al-Helou sur Instragram.» (Réd.)

- **February 19, 2024 - Middle East Monitor, « Israel films conditions of Palestinian prisoners »**

Israeli Channel 13 films the conditions Palestinian prisoners accused of carrying out the 7 October attacks are held under in Israeli prisons, with their heads on the ground and no mattresses or bathrooms.

<https://www.middleeastmonitor.com/20240219-israel-films-conditions-of-palestinian-prisoners/>

- **February 21, 2024 – Wafa : « Palestinian prisoner dies in Israeli prison, amid reports of widespread systematic torture »**

RAMALLAH, Wednesday 21, 2024 (WAFA) – Palestinian detainee Khaled Al-Shawish, 53, has died in the Israeli prison of Nafha, the Detainees and Ex-Detainees Affairs Commission and Palestinian Prisoner's Society (PPS) today announced, bringing the total number of prisoners and detainees who have died in Israeli prisons since October 7 to nine.

Al-Shawish, who is originally from Al-Fara'a camp, north of Tubas, has been detained since May 28, 2007, and was sentenced to 11 life sentences.

He was one of the chronically ill patients held in Israeli jails. He was arrested in 1993 after being kidnapped by an undercover special force. He spent nearly 4 years in the occupation prisons, without a charge being proven against him.

PPS said that Al-Shawish was suffering from constant pain and a hand fracture.

Al-Shawish was released in 1996. He was seriously injured after being shot by occupation live bullets in 2001, which led to his paralysis. Six years after his injury, the occupation forces arrested him and sentenced him to 11 life imprisonments.

PPS and the Commission said in a joint statement that 246 Palestinian prisoners died in Israeli prison since the Israeli occupation of the Gaza Strip and the West Bank, including East Jerusalem in 1967.

Al-Shawish was born on January 14, 1971. He studied in the schools of the United Nations Relief and Works Agency for Refugees (UNRWA) in Al-Fara'a camp. He is married and has four children, one of whom is Qutaiba who spent five and a half years in occupation prisons, while his brother Musa was killed by Israeli forces in 1992. His brother Nasser was sentenced to life imprisonment five times, while his brother Mohammad spent 11 years in occupation prisons.

14

LES CIMETIERES

PRESSE

- January 26, 2024 - The Electronic Intifada : « Israel desecrated my grandfather's grave », Ruwaida Amer
- January 29, 2024 - CNN : « Israel claims a tunnel ran through this Gaza cemetery it destroyed. A visit to the site raised more questions than answers »
- January 30, 2024 - Al Jazeera : « No rest for Gaza's dead with rushed burials, bodies desecrated »
- January 31, 2024 - EJIL : Talk ! : « No peace for the dead: legal questions about Israel's destruction of cemeteries in Gaza », Written by Janina Dill⁴⁵⁹

⁴⁵⁹ <https://www.ejiltalk.org/no-peace-for-the-dead-legal-questions-about-israels-destruction-of-cemeteries-in-gaza/>

- **January 26, 2024 - The Electronic Intifada : « Israel desecrated my grandfather's grave », Ruwaida Amer**

Israel has been committing heinous crimes in Gaza since the beginning of the current war. Among those crimes are the invasion of cemeteries and the desecration of graves.

At a time when Israel had imposed an internet and communications blackout, its military recently drove tanks into the area west of Khan Younis, southern Gaza.

Nasser Medical Complex is located in this area. Many of my relatives are buried in a nearby cemetery.

During the internet blackout, we relied on the radio for news. That was how we were informed that the Israeli army had dug up and bulldozed graves.

When my mother heard that news, she reminded us that members of her family were buried in the cemetery in question.

My brother went there and saw that Israel had destroyed the graves of my grandfather and grandmother. We cried a lot when we learned that.

Ragheb, my grandfather, died almost exactly two years ago. He hated wars very much.

Whenever we were under a major attack, he would try to tell us that the difficult days would pass. He would give us support.

Despite how he displayed great patience, Israel's previous wars on Gaza affected his mental health.

During this current war, I told my mother that my grandfather would have been extremely sad if he was still alive and witnessing the horrors being inflicted on Gaza.

Older people suffer terribly from being displaced and from the fears of bombing.

It is painful to have the grave of a loved one destroyed. It feels like Israel is erasing everything related to Gaza's people.

War against the dead?

Is this now a war against the dead, as well as the living?

There are no fighters in cemeteries. Or any living people.

The loss of graves adds to Gaza's grief.

These attacks violate international law, which requires that the dead must be respected at times of war.

Khaled al-Sir, 55, is a resident of Khan Younis.

After a night of intense violence – largely directed at Nasser Medical Complex and its vicinity – Israel withdrew its tanks from the area under attack. In the morning, al-Sir went to check on a local cemetery.

“We found that the graves were destroyed,” he said. “Some of them did not have bodies in them any more. The Israeli army had stolen them.”

“I saw a young man crying next to the cemetery because he could not find his mother’s grave,” al-Sir added.

“He said that he used to come to visit her grave every day and tell her about his day and what made him happy and what saddened him. That alleviated his grief for her. How can he visit her grave now that she doesn’t have one?”

Raeda Salama, 35, was shocked to hear that her father’s grave had been attacked.

“My mother cried a lot when she learned that my father’s grave had been destroyed,” Salama said. “It was as if he had died again.”

“She used to go and visit him every month, make some sweets and distribute them to people in the cemetery, asking them to pray for my father. By destroying his grave, the Israeli occupation has now forbidden her from visiting him.”

Ruwaida Amer is a journalist based in Gaza.

- **January 29, 2024 – CNN : « Israel claims a tunnel ran through this Gaza cemetery it destroyed. A visit to the site raised more questions than answers »**

By Jeremy Diamond, CNN

<https://edition.cnn.com/2024/01/29/world/israel-cemetery-bani-suheila-intl/index.html>

Israel claims a tunnel ran through this Gaza cemetery it destroyed. A visit to the site raised more questions than answers

A large void fills the space where rows of graves once stood.

The gaping hole is all that is left after the Israeli military excavated the western side of the Bani Suheila cemetery, near Khan Younis in southern Gaza, claiming a Hamas tunnel ran directly through the site and that Hamas militants attacked Israeli troops from here.

A week after a CNN investigation found that the Israeli military damaged or destroyed at least 16 cemeteries in Gaza since the beginning of the war, the Israeli military invited CNN into Gaza to explain why it partially destroyed one of those cemeteries.

But Israeli commanders failed to prove their claim during a three-hour visit to the Bani Suheila cemetery and the surrounding area.

On Saturday, the Israel Defense Forces (IDF) took CNN into a tunnel near the Bani Suheila cemetery and into an underground command center that the military said was below the cemetery.

However, IDF commanders declined to show reporters the tunnel shaft they said emerged inside the cemetery, claiming there was sensitive machinery underground and that the structure was unstable.

“The whole thing can collapse,” said Brig. Gen. Dan Goldfuss, the commander of the IDF’s 98th Division. “You have to walk to the edge. The edge is not secure, it can collapse.”

A spokesman for the Israeli military said they would provide video of the tunnel shaft in the enormous hole, but never did.

Instead, the IDF provided drone footage that showed two other tunnel entrances – one of which CNN entered – near the cemetery. CNN geolocated the tunnel entrances using footage filmed on the ground, as well as satellite imagery, and found that neither was in the cemetery grounds.

The Israeli military stood by its claims, insisting in a press release that a tunnel ran directly through the religious site.

But that press release also undermined Goldfuss’ claim that the underground command center was directly below the cemetery. A map released by the military placed the command center outside the graveyard.

Goldfuss also told CNN that his troops repeatedly came under fire from the area of the cemetery.

“My forces – at the beginning we tried to flank this area – were fired from this area, again, and again,” Goldfuss said. “They couldn’t understand why. Once we... found the military compound underneath the graveyard, we took all the measures to attack that compound.”

The Israeli military subsequently bulldozed and excavated the western section of the cemetery, where dozens of graves once stood.

Pressed on how his forces dealt with dead who were buried there, Goldfuss said, “We try and move them aside as much as we can, as much as possible.”

“But remember, this place, when you’re fighting here and your enemy is flanking you again and again and again using these compounds to hide in, there’s not much you can do,” he added.

Goldfuss maintained that the heavy damage to the cemetery was necessary to uncover what he claimed was a tunnel beneath its surface.

The IDF has also damaged at least one cemetery and disturbed bodies in its search for hostages, with a previous CNN investigation earlier this month finding bodies removed from gravesites.

Medical staff at Kamal Adwan Hospital in northern Gaza have also alleged that Israeli soldiers used bulldozers to dig up bodies buried in the hospital’s courtyard, after concluding a raid in the hospital.

According to international law, an intentional attack on a cemetery could amount to a war crime, except under very limited circumstances relating to that site becoming a military objective.

Inside the tunnel

The entrance to the tunnel CNN entered lay in the rubble of what the Israeli military said was a residential building. After uncovering the site, the military blew a hole through a section of the tunnel – exposing it on two sides in order to outflank Hamas fighters who were inside.

A dark, humid and seemingly endless labyrinth awaited us once inside. Without a light on, the tunnel was pitch-black and it was impossible to hear the outside world.

According to the IDF, the tunnel had been outfitted with wiring – electricity and telecommunications – installed by Hamas. But there were no lights on when CNN visited.

At the end of one section, CNN found what the Israeli military described as a Hamas battalion commander’s office: two large rooms, a bathroom and a kitchen linked by a hallway held up with steel beams.

There were tiled floors, painted walls, plus electricity and plumbing. Large frames also hung on the walls, which the Israeli military said once displayed maps. A large map that would fit one of the frames was sprawled on a table.

Goldfuss, standing inside the command center, said he was surprised at the scale of the tunnels he said the IDF had found.

Detained Palestinians

On the way to embed with Israeli forces in Gaza, CNN saw more than two dozen detained Palestinian men blindfolded and barefoot, their hands tied behind their backs.

The men, kneeling or sitting on the wet, cold ground, had been detained by the Israeli military in Gaza. Israeli soldiers, their faces obscured by balaclavas, stood guard around them.

Some of the men appeared to be physically exhausted, with their heads falling and swaying as they attempted to remain kneeling. One detainee lay on the ground before an Israeli soldier arrived to rouse him, propping him back up. The men appeared to be wearing nothing more than disposable white coveralls, despite the 10 degree Celsius temperature (50 degrees Fahrenheit).

The Israeli military said the men were “suspected of terrorist activity and were arrested in Gaza and transferred to Israel for further interrogation.”

“As part of the IDF activity in the combat area in Gaza, individuals suspected of involvement in terrorist activity are being detained and questioned. It is often necessary for terror suspects to hand over their clothes such that their clothes can be searched and to ensure that they are not concealing explosive vests or other weaponry. The suspects are given jumpsuits, and are provided with clothes upon arrival to the detention facility,” the IDF said in a statement.

“Relevant suspects are taken for further questioning within Israel. Individuals who are found not to be taking part in terrorist activities are released back into Gaza, as soon as possible,” the statement added.

The IDF said the men filmed on Saturday had been brought into Israel from Gaza and were about to be transferred to a “heated bus” when CNN filmed the scene. They maintained that detainees are treated in accordance with international law. It is not clear how long the men were detained outside in this way.

A bus was waiting nearby, but CNN could not confirm when the men were put onto the bus, as an Israeli soldier at the scene ordered CNN to leave the premises within minutes.

- **January 30, 2024 - Al Jazeera : « No rest for Gaza’s dead with rushed burials, bodies desecrated »**

Israeli forces have damaged or destroyed more than 2,000 graves across the Gaza Strip.

<https://www.aljazeera.com/gallery/2024/1/30/no-rest-for-gazas-dead-with-rushed-burials-bodies-desecrated>



Shallow tombs at a makeshift cemetery in a residential neighbourhood near Gaza City's al-Shabiyah district. [AFP]

Published On 30 Jan 2024 30 Jan 2024

Even the dead are not spared by the war raging in the Gaza Strip, with bodies dug up by Israeli soldiers and hurried burials taking place in hospitals and even a school.

In Gaza City’s Tuffah district, shrouded corpses of Palestinians removed from their graves lay atop muddied earth.

The desecration is part of a pattern which the Ministry of Awqaf and Religious Affairs of Palestine in the Hamas-run strip said has seen more than 2,000 graves damaged or destroyed by Israeli forces across the territory.

The Israeli military said it “in no way targets cemeteries as such, and has no policy of harming or desecrating cemeteries”.

But it also said “cemeteries or specific gravesites, like other civilian sites or structures, can come to be damaged” during the war.

Responding to allegations that soldiers have snatched bodies from graves, the military told the AFP news agency that it acts “in the specific locations where information indicates that the bodies of hostages may be located”.

“Bodies determined not [to] be those of hostages are returned with dignity and respect,” it said in a statement.

The current conflict broke out following Hamas’s October 7 attacks in southern Israel in which about 1,140 people, mostly civilians, were killed.

Hamas also took some 250 people captive. Israel says 132 of them remain in Gaza, including the bodies of at least 28 people.

Israel’s relentless military offensive has killed at least 26,637 people in Gaza, most of them women and children.



People walk at a makeshift cemetery, parts of which the Israeli army reportedly bulldozed to exhume bodies, in the eastern Tuffah neighbourhood of Gaza City. [AFP]

‘Their souls trembled’

At a school packed with displaced people in Deir el-Balah, in central Gaza, Saida Jaber recalled seeing footage on social media of the destroyed cemetery at the Jabalia refugee camp.

“I felt that my heart would stop,” said Saida, adding that her father, grandparents and other relatives were buried at the site in northern Gaza.

“I felt that their souls trembled ... I can’t imagine how anyone dares to dig up graves and violate the sanctity of the dead,” Saida said.

With no stop to the fighting, many Palestinians in Gaza have been unable to reach cemeteries and have instead turned to makeshift graveyards.

At a school-turned-shelter in the central Maghazi refugee camp, a woman touched the sandy earth where her daughter had been buried in the yard.

“My daughter died in my arms ... we waited day and night and couldn’t send her to the emergency room,” said the woman, who did not give her name.

She said missiles hit the school compound and ignited gas canisters, causing deadly explosions.

A man tending to the site said more than 50 people are buried there, each grave containing three or four bodies, with their names written either on bricks or the adjacent wall.



Young men sit by the shallow tomb of a person killed by Israeli air raids at a makeshift cemetery in a residential neighbourhood near Gaza City’s al-Shabiyah district. [AFP]

‘Die of grief’

The number of deaths is so high that victims of Israeli attacks have been buried in mass graves across Gaza.

Rows of bodies have been buried in the grounds of al-Shifa Hospital, Gaza’s largest, where people have separated graves with stones and plant branches.

“If we went to the cemetery, they [Israeli forces] might bomb us and we’d die,” said Arfan Dadar, 46, living in a tent with his family in the hospital compound.

Dadar said Israeli soldiers shot dead his 22-year-old son while he was returning to the hospital in Gaza City.

“I marked his grave, [but] now the hospital park is crammed with mass graves. I barely recognise my son’s grave,” he said.

Palestinians in Gaza have said they hope they can move their dead once the war ends.

Wael Dahdouh, Al Jazeera's Gaza bureau chief, said he had “no choice” but to bury his son in an overcrowded cemetery in southern Rafah after the young journalist was killed in an Israeli attack.

“We will transfer him to the martyrs cemetery in Gaza after the end of the war. We want his grave to be near to us so that we can visit him and pray for him,” Dahdouh said.

Jaber said she longed to return to Jabalia to check on the graves of her relatives. “I will die of grief if they were also swept away.”



A young man sits by a shallow tomb at a makeshift cemetery in a residential neighbourhood near Gaza City's al-Shabiyah district. [AFP]

Advertisement



Shrouded remains lie in the mud at a makeshift cemetery, parts of which the Israeli army reportedly bulldozed to exhume bodies, in the eastern Tuffah neighbourhood of Gaza City. [AFP]



More than 2,000 graves have been damaged or destroyed by Israeli forces across Gaza. [AFP]



Shallow tombs at a makeshift cemetery next to al-Mahatta Park in the eastern Tuffah neighbourhood of Gaza City. [AFP]



The Israeli military said it "in no way targets cemeteries as such, and has no policy of harming or desecrating cemeteries". [AFP]



Placards indicate the names of the deceased at a makeshift cemetery in Gaza City. [AFP]

- **January 31, 2024 - EJIL : Talk ! : « No peace for the dead: legal questions about Israel's destruction of cemeteries in Gaza », Written by Janina Dill⁴⁶⁰**

In Gaza not even the dead are at peace. In mid-December the New York Times⁴⁶¹ and the Euro-Med Human Rights Monitor⁴⁶² first reported that Israel had destroyed several cemeteries in Gaza, bulldozing graves, scattering human remains, and even exhuming bodies, some of which were subsequently taken to Israel. Last week, CNN⁴⁶³ filed a report documenting the destruction of sixteen cemeteries by the IDF in Gaza, indicating, if not a systematic practice, then at least a pattern of involving cemeteries in hostilities. This pattern raises two legal questions. First, under what circumstances is attacking or destroying cemeteries prohibited? Second, what are the legal protections afforded to human remains? Can removing them to Israel ever be legal? I will address these questions, arguing that, while it is unlikely that this conduct is legal in all cases, and not unlikely to be criminal in some, the destruction of cemeteries and removal of human remains raises some questions without easy answers. International law will have to grapple with these questions if Israel, or other warring parties, continue to involve the dead in their battles.

Cemeteries in Armed Conflict

Cemeteries are not military objectives. They are objects “normally dedicated to civilian purposes”⁴⁶⁴, like places of worship. That means they must not be intentionally attacked unless they become military objectives. What could turn a cemetery into a military objective? In response to a CNN request for comment, the IDF alleged that Hamas launches attacks from cemeteries and provided a photo⁴⁶⁵ (at 3:03) of a rocket launcher surrounded by gravestones. If this scenario was verified, dominant interpretations of the customary definition would still indicate that the rocket launcher was the military objective, while the cemetery and graves should be treated as surrounding civilian structures that need to be protected as much as possible. The same would be true if the IDF were targeting a tunnel under a cemetery, as claimed in another CNN report⁴⁶⁶: the military target would be the tunnel and the cemetery as a civilian object would need to be protected as much as possible.

If a Hamas position was integrated into the cemetery and could therefore not be treated as separate or the use of the cemetery was ongoing and repeated, maybe owing to the strategic value of the territory on which the cemetery was built, then the cemetery could, in principle, lose its status as a civilian object and become a military objective by use. Crucially, the military use of the cemetery could not be speculative. Because cemeteries are normally civilian objects, in case of doubt, the IDF would have to assume the civilian status of the cemetery and refrain from an attack.

⁴⁶⁰ <https://www.ejiltalk.org/no-peace-for-the-dead-legal-questions-about-israels-destruction-of-cemeteries-in-gaza/>

⁴⁶¹ <https://www.nytimes.com/2023/12/14/world/middleeast/gaza-cemeteries-damage-israel.html>

⁴⁶² <https://euromedmonitor.org/en/article/6032/Israel-demolishes-Gaza-cemeteries,-confiscates-dead-bodies-of-Palestinians>

⁴⁶³ <https://www.youtube.com/watch?v=RfFEkxvAhiE&t=2s>

⁴⁶⁴ <https://ihl-databases.icrc.org/en/ihl-treaties/api-1977/article-52#:~:text=In%20case%20of%20doubt%20whether,not%20to%20be%20so%20used.>

⁴⁶⁵ <https://www.youtube.com/watch?v=RfFEkxvAhiE&t=2s>

⁴⁶⁶ <https://edition.cnn.com/videos/world/2024/01/29/idf-gaza-graveyard-destruction-diamond-pkg-lead-vpx.cnn>

Even if a cemetery was a military objective by use, an attack would not automatically be legal. Four types of potential civilian harm would need to be considered. First, the cemetery would still also have a civilian use. An attack could impede the future operation of the cemetery, i.e. the possibility to bury the dead there. In times of war, space to bury the dead is critically important⁴⁶⁷. It is an urgent need in Gaza⁴⁶⁸. Second, when calculating civilian damage, the cultural and spiritual value of the damaged object can be considered, even if the object does not itself count as cultural property (ICRC expert guidance p. 22 and p. 61⁴⁶⁹). Third, IHL protects persons taking no active part in hostilities even after they have died (more on this below), grounding the argument that damage to human remains is comprised in the broader category of injury to civilians. Finally, although this is not without contestation, significant mental harm can be considered injury to civilians (ICRC expert guidance p.33⁴⁷⁰). The significant and foreseeable pain that the destruction of gravesites causes to the families of the deceased should therefore not be dismissed in a legal analysis. An attack against a cemetery would have to involve all feasible precautions to minimize these four types of civilian damage and civilian injury. And the IDF would have to consider whether the anticipated military advantage of attacking a specific cemetery was proportionate to these expected civilian harms.

Could a cemetery become a military object also by location? The classic case of a military object by location is a bridge over a river the destruction of which provides a definite military advantage because it will slow down the advance of the enemy. It is hard to imagine, though maybe not impossible, that the destruction of a cemetery in Gaza provides a definite military advantage to the IDF by depriving Hamas of a specific rocket launch site. The modest military advantage arising from such an attack – given that Hamas can move rocket launchers to other places – would cast doubt over the proportionality of such an attack given the four types of foreseeable civilian harm mentioned above. Of course, the facts of each case would need to be examined in detail to determine whether a cemetery was, in fact, a military object by use or location and, if so, whether an attack was reasonably expected to be proportionate. If a cemetery that was not a military objective was intentionally attacked, this would be a war crime, subject to the jurisdiction of the ICC (Article 8(2) b ii & ix, Article 8(2) e i & iv). Depending on the classification of the conflict, a clearly disproportionate attack launched intentionally against a cemetery, even if it was a military objective by use or location, would also be criminal (Article 8(2)b iv), though the crime of disproportionate attack is notoriously hard to diagnose.

Crucially, the location of cemeteries may be militarily relevant in another way, even if it does not turn a cemetery into a military objective. Hamas reportedly⁴⁷¹ uses booby traps on the roads of Gaza. Driving next to the road, rather than on it, can therefore potentially reduce the risk to IDF personnel.

⁴⁶⁷ <https://opiniojuris.org/2022/07/04/death-and-dignity-in-ukraines-armed-conflict-an-insight-into-the-protection-of-victims-remains-under-international-law-part-i/>

⁴⁶⁸ <https://apnews.com/article/palestinians-israel-graves-gaza-morgue-dead-9b0349ae914e33492c049430e6649c53>

⁴⁶⁹ <https://www.icrc.org/en/document/international-expert-meeting-report-principle-proportionality#:~:text=The%20principle%20of%20proportionality%20prohibits,and%20direct%20military%20advantage%20anticipated.>

⁴⁷⁰ <https://www.icrc.org/en/document/international-expert-meeting-report-principle-proportionality#:~:text=The%20principle%20of%20proportionality%20prohibits,and%20direct%20military%20advantage%20anticipated.>

⁴⁷¹ <https://www.washingtonpost.com/world/2023/12/22/hamas-booby-traps-gaza/>

of Crimes p. 18 & 23). Outrages upon personal dignity are war crimes if intent can be established (Article 8(2) b xxi & c ii). While Common Article 3 particularly pertains to “persons taking no active part in the hostilities”, once dead, arguably all persons are “hors de combat”. This interpretation is also supported by the fact that the war dead (see below) are protected regardless⁴⁷⁷ of their conduct or legal status prior to death. In short, IHL protects the dignity of human remains, regardless of who a person was, what they did before their death, or how they died.

There are several recent cases⁴⁷⁸ before domestic European courts that illuminate what it means to criminally violate the dignity of a dead person in the context of armed conflict. The two most frequent actions are the mutilation of a body and/or its display for instance on social media. The parading⁴⁷⁹ of bodies of hostages in Gaza after the atrocities of October 7 and recent videos released by Hamas displaying deceased hostages⁴⁸⁰ are clear cases of outrages upon personal dignity. But what about Israel’s conduct? Scattering bodies during the destruction of a cemetery may not meet the requirement of intent regarding the mutilation of human remains. However, driving over a dead body, an allegation that the IDF denies, resembles conduct which case law has deemed intentional violations of the dignity of the dead. When it comes to defining what violates the dignity of a person, there is an objective element – conduct “generally recognized as an outrage upon personal dignity” (*Katanga and Chui* [Pretrial Confirmation Decision] para. 369) – but cultural elements are also important. Domestic courts have, for instance, considered the importance of the inviolability of the dead in Muslim culture. While outrages upon personal dignity must be committed in the context of an armed conflict to be considered war crimes, they do not have to be committed against a person who died because of the armed conflict. This is relevant because many cemeteries in Gaza are not primarily dedicated to the war dead.

Still some bodies, specifically those exhumed by Israel in search for deceased hostages⁴⁸¹, likely died recently, not unlikely as a result of the devastating armed conflict. Let us therefore turn to how IHL protects the war dead. Customary international law demands that belligerents “must take all possible measures to prevent the dead from being despoiled.” (Rule 113) and “the dead must be disposed of in a respectful manner and their graves respected and properly maintained” (Rule 115). The commentary on Article 17 First Geneva Convention clarifies that respect for graves implies a prohibition on “such actions as vandalizing or removing headstones, razing or dismantling gravesites, and disinterring bodies, unless exhumation is authorized by international humanitarian law” (2016 Commentary Article 17 GV I, para 1689)⁴⁸². When does IHL authorize exhumation? Article 34 API states that exhumation is only permissible to repatriate a body (on the request of the home country or the next of kin) or as “a matter of overriding public necessity, including cases of medical and investigative necessity”. This obligation (applicable in international armed conflict and under occupation) addresses the party on whose territory the grave is. It also concerns the human remains of persons who are “not nationals of the country in which they have died.” Yet, neither most customary rules on the treatment of the war dead and their graves nor the

⁴⁷⁷ https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=3559506

⁴⁷⁸ https://www.eurojust.europa.eu/sites/default/files/Partners/Genocide/2018-02_Prosecuting-war-crimes-based-on-evidence-from-open-sources_EN.pdf

⁴⁷⁹ <https://www.hrw.org/news/2023/11/10/gaza-hostage-videos-outrage-personal-dignity>

⁴⁸⁰ <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-67987097>

⁴⁸¹ <https://edition.cnn.com/2024/01/20/middleeast/israel-gaza-cemeteries-desecrated-investigation-intl-cmd/index.html>

⁴⁸² <https://ihl-databases.icrc.org/en/ihl-treaties/gci-1949/article-17/commentary/2016?activeTab=undefined>

ICRC's Guiding Principles on the Management of the Dead⁴⁸³ are specifically tied to territory or nationality. Exhumation not for the purpose of either repatriation or investigation by a party to the conflict outside its own territory therefore violates, if not this specific treaty provision, then at minimum the spirit of IHL and the customary obligation⁴⁸⁴ to respect graves.

Israel argues that it is exhuming bodies precisely for the purposes recognized by IHL: to investigate what happened to the hostages and to bring them home. Yet, in the process of searching for dead hostages, Israel has allegedly unearthed hundreds of bodies⁴⁸⁵. CNN reports that Israel recently sent 80 bodies of Palestinians back to Gaza⁴⁸⁶, bodies that are allegedly now unidentifiable. Though staggering, the *legal* problem is neither the number of bodies dug up nor the probability that they are hostages. When exhuming mass graves to identify bodies, often after a conflict, parties typically deal with many bodies whose identity they do not know in advance. Yet, such an exhumation is for the benefit of all exhumed bodies, meaning the aspirations of identification, memorialization and repatriation are invested in *all* bodies. In contrast, Israel is disturbing the peace of bodies without then seeking to identify or repatriate them (they were home already). Israel allows some persons to lose their identity after death to be able to account for others. If those are the facts, then the practice violates a fundamental principle of IHL, one relevant to the war dead: non-discrimination. IHL demands in several places that parties to the war discharge their obligations toward the dead "without adverse distinction". Israel's treatment of the dead in Gaza seems to run counter to IHL's very quest⁴⁸⁷ to protect the war dead regardless of who they were.

Israel would be right to point out that Hamas, by obscuring the fate of the hostages, is violating yet another of its own legal obligations, namely to account for the war dead, to prevent them from becoming missing persons. However, it is one of IHL's bedrock principles that violations by one party to the war do not relieve the other of its duties. Israel owes respect for the dead not to Hamas, but to the dead and their families, to humanity, and to itself.

Concluding thoughts

Even if the IDF destroys cemeteries in Gaza for military reasons, the number of these instances raises questions. Even if the graves of Palestinians are disturbed only for the purpose of finding hostages, the practice challenges IHL's goal to protect the dead without adverse distinction. Until the facts of each case are revealed, and we can provide definitive answers to the legal questions raised, the symbolic meaning of destroying cemeteries and disturbing gravesites looms large. Conflicts in which cemeteries are attacked often have an element of religious persecution, of an assault not only on the physical life of the enemy, but their cultural and religious existence, as well. Israel's own culture places great value on the dignity of the deceased, as evidenced by the fact that the IDF took pains to

⁴⁸³ <https://www.icrc.org/en/publication/4586-guiding-principles-dignified-management-dead-humanitarian-emergencies-and-prevent>

⁴⁸⁴ <https://www.corteidh.or.cr/tablas/r23451.pdf>

⁴⁸⁵ <https://efe.com/en/latest-news/2024-01-06/gaza-accuses-israel-of-exhuming-1100-palestinian-graves-stealing-150-bodies/>

⁴⁸⁶ <https://edition.cnn.com/2024/01/20/middleeast/israel-gaza-cemeteries-desecrated-investigation-intl-cmd/index.html>

⁴⁸⁷ <https://www.corteidh.or.cr/tablas/r23451.pdf>

leave two cemeteries with Jewish veterans of war in Gaza unaffected⁴⁸⁸ when fighting in the vicinity. Moreover, since facing the allegation of genocide in front of the International Court of Justice, Israel is seeking to counter the framing⁴⁸⁹ of its military operations as an assault on Palestinian life in Gaza. From that perspective, it is not only legally and morally the right thing, but also in Israel's interest to adhere to IHL's demands to leave the dead in peace.

⁴⁸⁸ <https://edition.cnn.com/2024/01/20/middleeast/israel-gaza-cemeteries-desecrated-investigation-intl-cmd/index.html>

⁴⁸⁹ <https://edition.cnn.com/2024/01/20/middleeast/israel-gaza-cemeteries-desecrated-investigation-intl-cmd/index.html>

15

LES ARMES

DOCUMENT AND PRESSE

- February 8, 2024 – US Gvt : « National Security Memorandum on Safeguards and Accountability With Respect to Transferred Defense Articles and Defense Services »
- February 12, 2024 – Euronews : « 'A little contradictory': Borrell slams US for deploring Gaza deaths while sending weapons to Israel
- February 15, 2024 – Al Jazeera : « Which countries have stopped supplying arms to Israel? »
- February 17, 2024 – Al Jazeera, « US to send weapons to Israel amid invasion threat in Gaza's Rafah: Report »
- February 17, 2024 – The Intercept : « WITH NETANYAHU THREATENING RAFAH INVASION, BIDEN PREPARES TO SEND ISRAEL MORE BOMBS »
- February 18 – Times of Israel, « US readies new weapons shipment to Israel; embassy says no human rights concerns »

- **February 8, 2024 – US Gvt : « National Security Memorandum on Safeguards and Accountability With Respect to Transferred Defense Articles and Defense Services »**

As outlined in National Security Memorandum 18 of February 23, 2023 (United States Conventional Arms Transfer Policy) (NSM-18), supporting foreign partners of the United States through appropriate transfers of defense articles by the Department of State and the Department of Defense is a critical tool for advancing United States foreign policy and national security objectives, including to:

(a) strengthen the collective security of the United States and its allies and partners by enhancing interoperability and supporting United States-led diplomacy in building and maintaining international coalitions;

(b) promote international peace and stability, and help allies and partners deter and defend themselves against aggression and foreign malign influence;

(c) strengthen United States national security by reinforcing respect for human rights, international humanitarian law, democratic governance, and the rule of law;

(d) prevent arms transfers that risk facilitating or otherwise contributing to violations of human rights or international humanitarian law; and

(e) strengthen ally and partner capacity to respect their obligations under international law and reduce the risk of civilian harm, including through appropriate tools, training, advising, and institutional capacity-building efforts that accompany arms transfers.

Equally critical is ensuring that adequate safeguards and accountability exist with respect to transferred defense articles and defense services. Under the Arms Export Control Act (22 U.S.C. 2751, et seq.), both the Department of State and the Department of Defense implement end-use monitoring programs.

In addition, as a matter of policy, the United States always seeks to promote adherence to international law and encourages other states and partners to do the same. United States policy, including as reflected in Executive Order 13732 of July 1, 2016 (United States Policy on Pre- and Post-Strike Measures to Address Civilian Casualties in U.S. Operations Involving the Use of Force), is for executive departments and agencies to engage with foreign partners to share and learn best practices for reducing the likelihood of and responding to civilian casualties, including through appropriate training and assistance. In order to effectively implement certain obligations under United States law, the United States must maintain an appropriate understanding of foreign partners' adherence to international law, including, as applicable, international human rights law and international humanitarian law. As a matter of international law, the United States looks to the law of state responsibility and United States partners' compliance with international humanitarian law in assessing the lawfulness of United States military assistance to, and joint operations with, military partners.

For these reasons, I am issuing this memorandum, which requires the Secretary of State to obtain

certain credible and reliable written assurances from foreign governments receiving defense articles and, as appropriate, defense services, from the Departments of State and Defense, and requires the Secretaries of State and Defense to provide periodic congressional reports to enable meaningful oversight. In addition to the requirements of this memorandum, the Secretaries of State and Defense are responsible for ensuring that all transfers of defense articles and defense services by the Departments of State and Defense under any security cooperation or security assistance authorities are conducted in a manner consistent with all applicable international and domestic law and policy, including international humanitarian law and international human rights law, the applicable “Leahy Law” (22 U.S.C. 2378d, 10 U.S.C. 362), and NSM-18.

Section 1. Policy. (a) Except as provided below, the policy outlined in this memorandum applies prospectively to the provision to foreign governments by the Departments of State or Defense of any defense articles funded with congressional appropriations under their respective security assistance and security cooperation authorities, including with Foreign Military Financing and Ukraine Security Assistance Initiative funds, pursuant to 10 U.S.C. 333, and pursuant to Presidential drawdown authority under section 506 of the Foreign Assistance Act of 1961 (22 U.S.C. 2318). Prior to the Departments of State or Defense providing such defense articles to the recipient country and, as applicable, consistent with the timelines set out in subsection (c) of this section, the Secretary of State shall:

(i) obtain credible and reliable written assurances from a representative of the recipient country as the Secretary of State deems appropriate that the recipient country will use any such defense articles in accordance with international humanitarian law and, as applicable, other international law; and

(ii) in furtherance of supporting section 620I of the Foreign Assistance Act of 1961 (22 U.S.C. 2378-1) and applicable international law, obtain credible and reliable written assurances from a representative of the recipient country as the Secretary of State deems appropriate that, in any area of armed conflict where the recipient country uses such defense articles, consistent with applicable international law, the recipient country will facilitate and not arbitrarily deny, restrict, or otherwise impede, directly or indirectly, the transport or delivery of United States humanitarian assistance and United States Government-supported international efforts to provide humanitarian assistance.

The assurances described in this subsection shall be enforceable consistent with subsection (b) of this section.

(b) Upon an assessment by the Secretary of State or the Secretary of Defense that the credibility or reliability of assurances provided by the recipient country as required by subsection (a) of this section has been called into question and should be revisited, the Secretary of State or the Secretary of Defense, as appropriate, shall report to the President, through the Assistant to the President for National Security Affairs, within 45 days of such assessment and shall indicate appropriate next steps to be taken to assess and remediate the situation. Such remediation could include actions from refreshing the assurances to suspending any further transfers of defense articles or, as appropriate, defense services.

(c) Recognizing that a reasonable period of time is necessary to obtain the assurances required by subsection (a) of this section from foreign governments already receiving such defense articles from the Departments of State or Defense as of the date of this memorandum, the Secretary of State shall obtain the required assurances from those countries within the following time periods:

(i) For any country to which subsection (a) of this section applies and that is deemed by the Secretary of State to be engaged, as of the date of this memorandum, in an active armed conflict in which defense articles covered by this section are used, the Secretary of State shall obtain the assurances outlined in subsection (a) of this section not later than 45 days after the date of this memorandum and shall provide an update to the President, through the Assistant to the President for National Security Affairs, regarding the recipient countries that have provided such assurances. If the Secretary of State does not obtain such assurances within 45 days of the date of this memorandum, the transfer of defense articles and, as applicable, defense services, shall be paused until the required assurances are obtained.

(ii) For any country to which subsection (a) of this section applies and that is not deemed by the Secretary of State to be engaged, as of the date of this memorandum, in an active armed conflict in which defense articles covered by this section are used, the Secretary of State shall obtain the assurances outlined in subsection (a) of this section not later than 180 days after the date of this memorandum and shall provide an update to the President, through the Assistant to the President for National Security Affairs, regarding the recipient countries that have provided such assurances. If the Secretary of State does not obtain such assurances within 180 days of the date of this memorandum, the transfer of defense articles and, as applicable, defense services, shall be paused until the required assurances are obtained.

(d) This memorandum does not apply to (1) air defense systems; (2) other defense articles or defense services that are intended to be used for strictly defensive purposes or are exclusively for non-lethal purposes other than in armed conflict; (3) defense articles or defense services that are non-lethal in nature; or (4) transfers strictly for the operational needs of the Department of Defense.

(e) This memorandum shall apply to the provision to foreign governments by the Departments of State or Defense of any defense services the Secretary of State or the Secretary of Defense determines to be appropriate under their respective authorities in furthering the aims of the policy outlined in this memorandum.

(f) In rare and extraordinary circumstances justified by an imperative associated with the national security of the United States, and with concurrent notification to the President, including an articulation of the relevant justification, the Secretary of State or the Secretary of Defense may waive the requirements of this section. Such waiver should be as limited in time, scope, and nature as deemed necessary to advance the interests of United States national security.

Sec. 2. Congressional Reporting. (a) Not later than 90 days after the date of this memorandum, and once every fiscal year thereafter, the Secretaries of State and Defense shall report in written form and, to the extent additionally appropriate, through verbal briefings by appropriate senior officials of their respective departments, to the Committee on Foreign Relations, the Committee on Armed

Services, and the Committee on Appropriations of the Senate; the Committee on Foreign Affairs, the Committee on Armed Services, and the Committee on Appropriations of the House of Representatives; and, upon request, other congressional national security committees as appropriate. The written report shall address defense articles and, as appropriate, defense services, provided by the Departments of State or Defense described in subsections 1(a) and 1(e) of this memorandum, and shall include:

- (i) any new assurances obtained since the prior report;
- (ii) an assessment of any credible reports or allegations that such defense articles and, as appropriate, defense services, have been used in a manner not consistent with international law, including international humanitarian law; such assessment shall include any determinations, if they can reasonably be made, as to whether use has occurred in a manner not consistent with international law, and if so, whether the recipient country has pursued appropriate accountability;
- (iii) a description of the procedures used to make the assessment described in subsection (a)(ii) of this section;
- (iv) an assessment and analysis of (1) any credible reports indicating that the use of such defense articles and, as appropriate, defense services, has been found to be inconsistent with established best practices for mitigating civilian harm, including practices that have been adopted by the United States military, and including measures implemented in response to the Department of Defense's Civilian Harm Mitigation and Response Action Plan or incidents reviewed pursuant to the Department of State's Civilian Harm Incident Response Guidance; and (2) the extent to which efforts to induce effective implementation of such civilian harm mitigation best practices have been incorporated into the relevant United States security assistance program;
- (v) a description of the procedures used to make the assessment and analysis described in subsection (iv) of this section;
- (vi) a description of any known occurrences of such defense articles and, as appropriate, defense services, not being received by the recipient foreign government that is the intended recipient, or being misused for purposes inconsistent with the intended purposes, and a description of any remedies undertaken;
- (vii) an assessment and analysis of whether each foreign government recipient has abided by the assurances received pursuant to section 1(a)(ii) of this memorandum, whether such recipient is in compliance with section 620I of the Foreign Assistance Act of 1961 (22 U.S.C. 2378-1), and whether such recipient has fully cooperated with United States Government efforts and United States Government-supported international efforts to provide humanitarian assistance in an area of armed conflict where the recipient country is using such defense articles and, as appropriate, defense services; and
- (viii) a description of any challenges to conducting the assessment and analysis described in

subsections (a)(i)-(vii) of this section, including whether or not there is available information responsive to the subsections above.

(b) The written report and, where applicable, accompanying verbal briefing provided under subsection (a) of this section shall be unclassified but may be supplemented, to the extent necessary, with classified reporting as appropriate for the protection of classified national security information.

(c) The first report provided under this section shall include available information on the use, since January 2023, of defense articles and, as appropriate, defense services, provided by the Departments of State or Defense described in subsections 1(a) and 1(e) of this memorandum by recipient countries that engaged in armed conflict during calendar year 2023.

(d) The Secretaries of State and Defense shall notify the congressional committees specified in subsection (a) of this section within 7 days following any report provided to the President pursuant to section 1(b) of this memorandum and within 7 days following any notification provided to the President of the exercise of a waiver pursuant to section 1(f) of this memorandum, and shall notify the same committees of assurances newly received pursuant to section 1(a) of this memorandum within 30 days of receiving such assurances if not otherwise reported to the Congress within that time period.

Sec. 3. Definitions. For purposes of this memorandum, the terms “defense article” and “defense service” have the meanings given in section 47 of the Arms Export Control Act, 22 U.S.C. 2794.

Sec. 4. General Provisions. (a) Nothing in this memorandum shall be construed to impair or otherwise affect:

(i) the authority granted by law to an executive department or agency, or the head thereof; or

(ii) the functions of the Director of the Office of Management and Budget relating to budgetary, administrative, or legislative proposals

(b) This memorandum shall be implemented consistent with applicable law and subject to the availability of appropriations.

(c) This memorandum is not intended to, and does not, create any right or benefit, substantive or procedural, enforceable at law or in equity by any party against the United States, its departments, agencies, or entities, its officers, employees, or agents, or any other person.

(d) The requirements in this memorandum are not intended to reflect an understanding that they are required by treaty or customary international law, and this memorandum should not be understood or cited to that effect.

JOSEPH R. BIDEN JR.

- **February 12, 2024 – Euronews : « ‘A little contradictory’: Borrell slams US for deploring Gaza deaths while sending weapons to Israel**

By **Mared Gwyn Jones**

<https://www.euronews.com/my-europe/2024/02/12/a-little-contradictory-borrell-slams-us-for-deploring-gaza-deaths-while-sending-weapons-to>

Josep Borrell has sharply criticised the Biden administration for lamenting the growing death toll in Gaza while, at the same time, providing Israel with weapons to prop up its military campaign.

Speaking in Brussels on Monday, hours after Israeli forces bombarded the southern Gazan town of Rafah, the EU's foreign policy chief called on Washington to stop pleading with Israel to cease the killing of civilians and to start "doing something" instead.

"How many times have you heard the most prominent leaders and foreign ministers around the world saying: 'Too many people are being killed'? President Biden said: 'This is (over) the top'," Borrell said, referring to Biden's recent remarks.

"Well, if you believe that too many people are being killed, maybe you should provide less arms in order to prevent so many people being killed."

"It is a little bit contradictory to continue saying that there are too many people being killed, please take care of people, please don't kill so many," he went on. "Stop saying please and (start) doing something."

The reproach came hours after an appeals court in the Netherlands ordered the government to halt deliveries of parts of F-35 fighter jets to Israel for fears Dutch exports could be contributing to violations of international law in light of the ICJ ruling.

The US administration has in recent months bypassed Congress to continue sending weapons to Israel, whilst also calling for restraint in its war in Gaza, which has claimed the lives of some 28,000 Palestinians, according to the Hamas-run health ministry.

Senate Democrats have in recent days pushed on the White House to consult Congress before any future arms sales to Tel Aviv, fearing American complicity in the devastation and humanitarian crisis wrecked on Gaza.

President Biden responded to those calls last Thursday with an executive order authorising the cut-off of military aid to foreign governments that do not abide by international law. The memorandum claims to "strengthen" US national security by "reinforcing respect for human rights, international humanitarian law, democratic governance, and the rule of law," and hopes to "reduce the risk of civilian harm."

It is estimated that Israel has received more military aid from the US than any other nation since the 1950s owing to a long-standing, bipartisan policy of support.

"If the international community believes that this is a slaughter, that too many people are being killed, maybe they have to think about the provision of arms," Borrell said.

Data shared with Euronews suggests many more EU countries – including Italy and Germany – have also provided Israel with some of the military equipment and components used in its offensives.

The Delas research centre claims Europeans are together "one of Israel's main suppliers of military systems and equipment" behind the US, and that member states have licensed military contracts worth over €2 billion to Israel, including for ammunition, weapon firing equipment and components for military aircraft and vehicles.

Organisations like Amnesty International and the European Network Against Arms Trade (ENAAAT) have long called for a comprehensive arms embargo on both Israel and Hamas.

- **February 15, 2024 – Al Jazeera : « Which countries have stopped supplying arms to Israel? »**

<https://www.aljazeera.com/news/2024/2/15/which-countries-have-stopped-supplying-arms-to-israel>

The United States Senate has approved a bill committing \$14bn to support Israel's war on Gaza this week.

Even before the start of the war last October, the US firmly supported Israel with the supply of military equipment, contributing \$3bn annually in military aid. Many other countries provide military support to Israel via arms sales.

Civilian casualties continue to mount in Gaza – currently standing at more than 28,000 dead with thousands more trapped under rubble and presumed dead in just four months of bombardment and ground invasions. The rising death toll is prompting international condemnation from humanitarian and civil society groups in the form of statements, protests and lawsuits filed against countries alleged to be providing military support to Israel. Some countries are responding to this pressure.

On Monday, the European Union foreign policy chief, Josep Borrell, commented on US President Joe Biden's description of Israel's response to the October 7 Hamas attacks as "over the top". "Well, if you believe that too many people are being killed, maybe you should provide less arms in order to prevent so many people being killed," Borrell told reporters.

So which countries continue to send weapons to Israel and which are taking steps to suspend supply?

Who supplies arms to Israel?

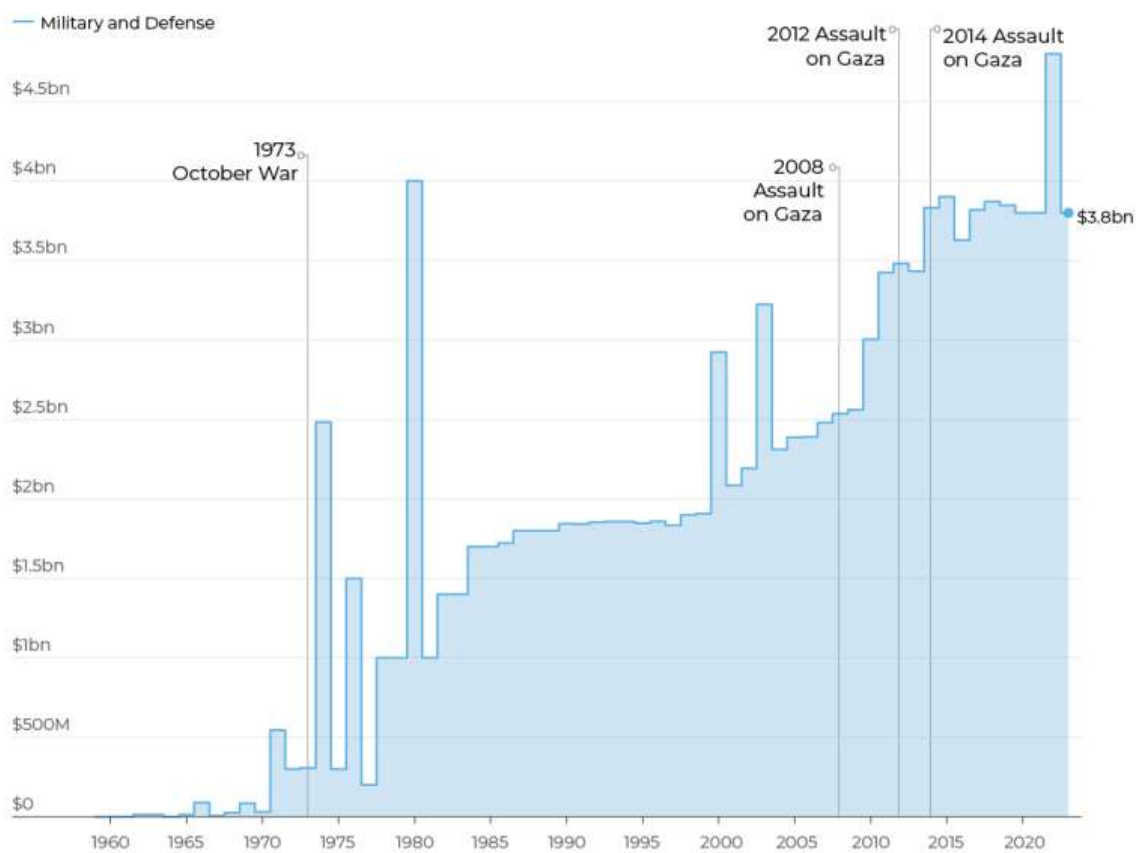
According to the Stockholm International Peace Research Institute's arms transfers database, 68 percent of Israel's weapons imports between 2013 and 2022 came from the US.

The US military also stockpiles weapons on the ground in Israel, presumably for use by the US army itself. However, the US has allowed Israel to make use of some of these supplies during the Gaza war.

MILITARY

US military aid to Israel

The US has sent Israel more than \$120bn in military aid since 1960.



Source: Congressional Research Service | Jewish Virtual Library (2023)



@AJLabs ALJAZEERA

Besides the US, Israel also receives military imports from other nations.

- Weapons imported from **Germany** make up 28 percent of Israel's military imports. Germany's military exports rose nearly tenfold in 2023 compared with 2022 after it increased sales to Israel in November, according to figures from the German Economic Ministry. Germany primarily supplies Israel with components for air defence systems and communications equipment, according to the German press agency dpa.
- **The United Kingdom** has licensed at least 474 million pounds (\$594m) in military exports to Israel since 2015, Human Rights Watch reported in December 2023. These exports included aircraft, missiles, tanks, technology and ammunition, including components for the F-35 stealth bomber used in Gaza.
- In **Canada**, dozens of civil society groups have recently urged Prime Minister Justin Trudeau to end arms exports to Israel. The government says it does not send full weapons systems to Israel, but these civil society groups claim it is downplaying the amount of military support

it provides. “Canadian companies have exported over \$84m [114 million Canadian dollars] in military goods to Israel since 2015,” said Michael Bueckert, vice president of Canadians for Justice and Peace in the Middle East, an advocacy group, adding that the government has continued to approve arms exports since the start of the war.

- **Australia’s** foreign affairs minister has said the country has not provided weapons to Israel since the start of the war. However, The Australian Greens party’s defence spokesperson, David Shoebridge, has asked for the government to be more transparent about exactly what items have been exported to Israel, adding that the country has one of the most secretive weapons export systems in the world. Amnesty International has also called on Australia to halt arms sales to Israel and claims the country has approved 322 defence exports to Israel over the past six years.
- In **France**, a pro-Palestine demonstration on February 7 called on French companies, including Dassault Aviation, to stop selling arms to Israel. Demonstrators said, according to the Anadolu news agency, “all French companies that sell arms to the Tel Aviv administration are complicit in Israel’s genocide in Gaza”.

Which countries are stopping arms supplies to Israel?

- In the **Netherlands**, a court on Monday gave the government one week to block all exports of parts for the F-35 fighter jet, which Israel is using to bomb the Gaza Strip. The ruling was the result of a lawsuit filed by Dutch humanitarian organisations Oxfam Novib, PAX Netherlands Peace Movement Foundation and The Rights Forum against the government. The concerns laid out in this lawsuit overlap with the issues the International Court of Justice (ICJ) is considering in South Africa’s apartheid case against Israel. “It is undeniable that there is a clear risk the exported F-35 parts are used in serious violations of international humanitarian law,” the court ruling stated.
- In **Belgium**, a regional government said it suspended two licences for the export of gunpowder to Israel on February 6. It was reported that the regional government cited the ICJ interim ruling which found Israel may “plausibly” be committing genocide in Gaza.
- **Japanese** company Itochu Corporation announced on February 5 that it will end its partnership with Israeli weapons manufacturer Elbit Systems by the end of February. Itochu chief financial officer Tsuyoshi Hachimura told a news conference that the suspension of a memorandum of understanding (MOU) with Elbit Systems was based on a request from Japan’s Ministry of Defense and “not in any way related to the current conflict between Israel and Palestine”. However, he added: “Taking into consideration the International Court of Justice’s order on January 26, and that the Japanese government supports the role of the Court, we have already suspended new activities related to the MOU, and plan to end the MOU by the end of February.”
- Foreign Minister Antonio Tajani said on January 20 that **Italy** had suspended all shipments of weapons systems or military material to Israel since the outbreak of the war on October

7. This was in response to Democratic Party leader Elly Schlein's calls on the government to halt the supply of weapons to Israel.

- **Spain's** foreign minister said in January the country has not sold any arms to Israel since the start of the war and that there is now an embargo on weapon sales. However, on Monday, the Spanish daily *El Diario* released a report showing that Spain had exported ammunition worth about \$1.1m to Israel in November. Spain's secretary of state for trade justified selling the ammo, telling *El Diario* that the "material was for tests or demonstrations" and "corresponds to licences granted before October 7".

What role has the ICJ ruling played in halting arms sales?

In its interim ruling on South Africa's genocide case against Israel on January 26, the ICJ stated that Israel is "plausibly" committing genocide in Gaza and ordered it to take "all measures within its power" to prevent acts that could amount to genocide against Palestinians in Gaza. This has spurred humanitarian organisations around the world to pressure their governments to halt sales of arms and military aid.

The ruling "goes beyond Israel" alone, said Raed Jarrar, advocacy director at Washington, DC-based think tank Democracy for the Arab World Now (DAWN). The interim ruling highlights the legal and political obligations of countries to prevent genocide. Advocates say weapons sales and military aid could be deemed to amount to complicity in genocide and be in violation of international law.

- **February 17, 2024 – Al Jazeera, « US to send weapons to Israel amid invasion threat in Gaza’s Rafah: Report »**

Planned delivery of bombs and other munitions comes as President Biden pushes for truce in Israel’s war on Gaza.

<https://www.aljazeera.com/news/2024/2/17/us-to-send-weapons-to-israel-amid-invasion-threat-in-gazas-rafaq-report>

The United States is preparing to send more bombs and other weapons to Israel even as it pushes for a ceasefire in the war on Gaza and has said it opposes Tel Aviv’s plans for a ground invasion in southern Rafah where more than half the enclave’s displaced population is trapped.

The proposed arms delivery includes about a thousand each of MK-82 500-pound (227kg) bombs and KMU-572 Joint Direct Attack Munitions (JDAMs) that turn unguided munitions into precision-guided bombs, The Wall Street Journal reported on Friday, citing unnamed US officials.

The US is further considering sending FMU-139 bomb fuses, with the total shipment estimated to be worth tens of millions of dollars, which will be paid from US military aid to Israel.

The report cited an assessment of the proposed arms transfer drafted by the US embassy in Jerusalem as saying the Israeli government has requested “rapid acquisition of these items for the defence of Israel against continued and emerging regional threats”.

The assessment also dismisses potential human rights concerns, saying “Israel takes effective action to prevent gross violations of human rights and to hold security forces responsible that violate those rights”.

The administration of US President Joe Biden has so far twice bypassed Congress to urgently send bombs and other munitions to Israel amid the war that has killed more than 28,000 Palestinians, mostly children and women, and left tens of thousands more injured or missing.

According to the WSJ, the US has provided roughly 21,000 precision-guided munitions to Israel since the start of the war last October. It said the remaining weapons are enough to sustain 19 weeks of bombing Gaza, but that would shrink to days if Israel also launches a full assault on Lebanon, where it has been engaged in border fighting with Hezbollah.

On Friday, Biden said he has repeatedly told Israeli Prime Minister Benjamin Netanyahu there “has to be a temporary ceasefire” in Gaza during “extensive” conversations this week.

In the face of widespread international condemnation, Israel has insisted it will soon launch a ground invasion of Rafah, the southernmost city in the Gaza Strip that borders Egypt. It is where an estimated 1.4 million of the enclave’s 2.3 million population has been forcibly displaced in Israeli attacks across Gaza in the four-month conflict.

While the Biden administration maintains that an Israeli incursion into the densely packed city would be a “disaster”, it has said that such an operation would not result in tangible consequences, such as a freeze in US weapons transfers.

Biden said he cautioned Netanyahu against moving forward with a military operation into Rafah without a “credible and executable plan” to protect Palestinians sheltering there.

“I anticipate, I’m hoping, that the Israelis will not make any massive land invasion [of Rafah] in the meantime. So, my expectation, that’s not gonna happen,” Biden said.

Reporting from Washington, DC, Al Jazeera’s Kimberly Halkett said it was “unclear” if Netanyahu was listening Biden.

“Historically he has not, especially when it comes to the US cautioning about how to conduct the Israeli military campaign,” Halkett said.

Washington, some of Israel’s other allies, in addition to the United Nations and a slew of rights groups, have said an assault on Rafah given the dire humanitarian situation suffered by Palestinians in Gaza would prove catastrophic.

Netanyahu has ordered the military to draw up plans that would evacuate civilians, but top UN officials have said there is no feasible way of moving people from the area and that there is no safe place left in Gaza.

Israeli defence minister Yoav Gallant said the country is “thoroughly planning” its ground invasion of Rafah, and Netanyahu promised early on Friday to reject “international dictates” on a long-term resolution of Israel’s conflict with the Palestinians.

- **February 17, 2024 – The Intercept : « WITH NETANYAHU THREATENING RAFAH INVASION, BIDEN PREPARES TO SEND ISRAEL MORE BOMBS »**

<https://theintercept.com/2024/02/17/joe-biden-rafah-israel-gaza-bombs/>

While pushing its tired narrative about Biden “losing patience,” the White House remains dedicated to Israel’s war on Gaza.

Jeremy Scahill

<https://theintercept.com/2024/02/17/joe-biden-rafah-israel-gaza-bombs/>

The most relevant fact about the Biden administration’s current position on the war against Gaza is this: There is no Israeli war crime too extreme for Joe Biden to consider pausing, to say nothing of cutting off, the flow of U.S. weapons and financial support for Israel’s war of annihilation. On Tuesday, the Senate passed an extraordinary \$14 billion in additional military aid for Israel to continue its occupation and bombing of the Palestinians of Gaza. Biden remains defiant in rejecting global demands for an immediate cessation of Israel’s military assault on a starving, overwhelmingly defenseless population. Not only has Biden flatly rejected suggestions that he use the threat of halting military sales to Israel, his administration is currently preparing a new shipment of powerful munitions to Tel Aviv.

As the conservative death toll in Gaza nears 30,000 – with more than 13,000 children confirmed dead – the White House spin doctors are worried about the 2024 U.S. election. They are desperately trying to project a public image of compassion for the people of Gaza and to sell the public on the idea that Biden has reached the end of his patience with his great friend of nearly 50 years, Benjamin Netanyahu. Confronted with a disastrous series of public statements by Biden where he claimed to have recently met with long-deceased world leaders and a special counsel’s assertions about his mental acumen, the president’s re-election campaign has been thrust into a scramble to stabilize their public narrative.

Since the International Court of Justice formally ruled that South Africa’s genocide suit against Israel should proceed and issued a series of emergency orders directing Israel not to engage in genocidal actions, Tel Aviv has intensified its military operations, laying siege to hospitals and bombing civilian sites as it prepares for a possible full-scale ground invasion of Rafah. The city, which is on the border with Egypt and has been subjected to intense Israeli bombardment in recent days, creating an unsecured 25-square-mile death cage in which 1.4 million Palestinians are now trapped – after being told by Israel to flee there for safety.

Israel claims it is working on an “evacuation” plan for the entrapped mass of people in Rafah. The use of that word to describe the further forced expulsion of Palestinians under threat of death is grotesque – implying that they are being saved rather than terrorized. The Biden administration is on record as saying it won’t support an Israeli ground offensive in Rafah, but with a glaring caveat: According to a White House readout of Biden’s recent call with Netanyahu, the administration’s position is “that a military operation should not proceed without a credible and executable plan for ensuring the safety of and support for the civilians in Rafah.”

The Wall Street Journal **reported**,⁴⁹⁰ “Israel is proposing the creation of sprawling tent cities in Gaza as part of an evacuation plan to be funded by the U.S. and its Arab Gulf partners ahead of an impending invasion” of Rafah. Citing Egyptian officials, the paper said Egypt would establish 15 campsites across southwestern Gaza, each containing roughly 25,000 tents, as well as a field hospital. Satellite **images** indicate such facilities are being constructed, though Egypt has been circumspect in responding to questions about its position on the issue. These developments indicate the White House understands that Israel will likely launch its large-scale ground operation in Rafah. The invasion could create an intense diplomatic crisis between Israel and Egypt at a time when the White House hopes Cairo can play a key role in brokering a deal to exchange captives as part of a deal for a 6- week temporary truce.

Throughout the past four and a half months, the White House has issued similar milquetoast declarations expressing heavily couched concerns about impending Israeli operations, including **attacks on hospitals** in Gaza, but then **publicly supporting** Israel when it carries them out. In the Rafah case, the Biden administration has reportedly told Israel it would support targeted strikes in the border city but does not want to see a full-spectrum ground campaign.

Biden’s Cynical Spin

It is possible – given the world of crass, cynical politics that permeates Washington – that the Biden administration views opportunity in the Rafah situation. If Netanyahu proceeds against the White House’s stated position, it could potentially offer Biden an opportunity to escalate the spin campaign at the heart of the monthslong drama about supposedly “losing patience” with Netanyahu. This, in turn, would help reenforce the fictitious story the president’s reelection campaign has been crafting: Biden did everything to support Israel’s right to self- defense, but he will draw a line when Netanyahu wants to take it too far. On the other hand, history is a strong guide and suggests Biden will support an Israeli ground campaign with some expression of disappointment over tactics, while also claiming victory in convincing Israel to protect civilians. The White House has regularly given itself credit for encouraging Israel to be a bit less murderous in its operations, even as the Israeli military continues to kill large numbers of Palestinian civilians.

A similar dynamic is playing out with the dance Biden and Netanyahu are performing around the issue of Palestinian statehood or a two-state solution. The administration understands that this issue is the linchpin of any deal with Saudi Arabia to fully normalize relations with Israel and moves toward that end could allow the White House to claim a pyrrhic political victory even as Gaza lies in ruins.

Administration officials are increasingly focusing on a strategy to link a roadmap for Palestinian statehood with an end to the war, while Netanyahu has militantly rejected any such notion. “Israel will continue to oppose the unilateral recognition of a Palestinian state,” Netanyahu **said** in a statement issued after a 40-minute call with Biden on February 15. “Such recognition in the wake of the October 7 massacre would give a huge reward to unprecedented terrorism and prevent any future peace settlement.”

Focusing on this issue, as with illegal settlements, is a safe battle for Biden to wage against a politically vulnerable Netanyahu. It has been clear for months that part of the Biden plan on Gaza

⁴⁹⁰ <https://www.wsj.com/world/middle-east/israel-rescues-two-hostages-held-by-amas-in-gaza-ec5ca99a>

messaging in the U.S. election campaign is to try to load his own central role in a genocidal war onto Netanyahu's political ship in the hopes it sinks in time to serve the re-election narrative.

Numerous media leaks about Biden's mounting frustration with Netanyahu are little more than a re-election campaign ploy.

A recent U.S. intelligence estimate indicated that Israel's current weapons stockpiles only enables it to wage war against Gaza for an additional 19 weeks, unless Washington sends more ammunition. The fact that Biden has outright refused to use his leverage as Israel's arms dealer is a stark indication that the occasional public platitudes, offered by U.S. officials and numerous media leaks about Biden's mounting frustration with Netanyahu, are little more than a re-election campaign ploy.

Whatever "off-ramp" Biden would eventually choose to extricate himself politically from the Gaza war will never obviate the innumerable moments over the past 134 days when Israel's murderous actions could have provided an instant justification to threaten to end military support and weapons sales to Israel. There has been a deliberate and conscious choice by Biden and company to keep the munitions flowing even as the massacres continue in full view of the world. The president was warned very early on in the war by Arab and Muslim leaders in the U.S. that his support for a gratuitous Israeli war against civilians would cost him politically, and he chose to stay the course in his fueling of Israel's mass killing campaign.

The reason Gaza has become a domestic electoral problem for Biden is because of activism, especially from Palestinian Americans. The White House seems to believe it can still salvage the Arab American vote and desperately hopes the specter of another Donald Trump term will tilt the balance in Biden's favor regardless of his atrocious role in an ongoing genocide. Whatever happens in the November election, it should never be forgotten that it was Biden, not those Americans who oppose Israel's war and the U.S. facilitation of it, that bolstered Trump's chances. That is entirely on Biden and the Democratic Party establishment.

- **February 18 – Times of Israel, « US readies new weapons shipment to Israel; embassy says no human rights concerns »**

Assessment says 'Israel takes effective action' to prevent human rights violations; Biden's continued support for Israel draws increased criticism

<https://www.timesofisrael.com/us-readies-new-weapons-shipment-to-israel-embassy-says-no-human-rights-concerns/>

The Biden administration is preparing to send a new weapons shipment to Israel that would add to its arsenal even as the US seeks to rein in the Israeli offensive in the Gaza Strip and pushes for a pause in the fighting, The Wall Street Journal reported Saturday, citing current and former US officials.

According to the report, the proposed shipment includes around a thousand units of MK-82 bombs, fuses, and Joint Direct Attack Munitions guidance kits, which add precision guidance to bombs. The package is estimated to be worth tens of millions of dollars.

A US official cited by the newspaper says the proposal is still undergoing internal administration review and could change before being sent to congressional committee chiefs for approval.

A former US official told the Journal that the weaponry would be financed by the billions of dollars of military aid the US regularly sends to Israel.

The report also cited an assessment of the proposal by the US Embassy in Jerusalem, which says the Israeli government is seeking "rapid acquisition of these items for the defense of Israel against continued and emerging regional threats."

The assessment reportedly finds no human rights concerns about the deal. "Israel takes effective action to prevent gross violations of human rights and to hold security forces responsible that violate those rights," the document says. "In the past, Israel has been a transparent partner in US investigations into allegations of defense article misuse."

US President Joe Biden for the first time last week set a new policy that requires allies who receive military aid from the US to provide "credible and reliable written assurances" of their adherence to international law including international human rights law. It also requires the State Department and the Department of Defense to issue periodic reports on whether allies are meeting these requirements.

The memorandum announcing the new conditions did not mention specific countries that would be held up to the new standard, but came amid increasing calls in the US to condition aid to Israel due to concerns over its military operations in Gaza.

According to the Journal, the precision-guided bombs in the new shipment would enable Israel to more effectively target the leadership of the terror group Hamas, which is believed to be hiding among the civilian population in Gaza.

Israel has vowed to destroy Hamas's military and governing capabilities following its October 7 shock attack on Israel, which saw terrorists kill some 1,200 people, mostly civilians amid brutal atrocities, and take 253 hostage.

Since the beginning of the war in October, the US has provided Israel with approximately 21,000 units of precision-guided munition, about half of which have been used, according to the WSJ report.

While the Biden administration has, of late, been more critical of the Israeli campaign in Gaza, the report of the new arms shipment indicates that the US is still highly supportive of Israel's stated efforts to eradicate Hamas.

Biden has received much internal backlash from the Democratic Party for his support of Israel since the beginning of the war. Many Arab-American voters have vowed not to vote for Biden in the 2024 presidential elections or to stay away from the polls, and activists have mounted a campaign to harangue the president and his staff at public engagements.

Democrats are also worried the administration's backing of Israel in the war could cost them key support for the election among young voters, some of whom may vote for a third party and ultimately give Republican frontrunner Donald Trump an advantage.

On Thursday, the Council of Bishops of the American Methodist Episcopal Church (AME) – one of the oldest and most prominent Black denominations in the US, according to the New York Times – accused Israel of “mass genocide” in the Gaza Strip and urged Washington to pull all support and aid it provides to the country.

The church put out a statement saying that Israel has “trapped 1.6 million desperate Palestinians in the southern Gaza city called Rafah. Most of them are women and children. They have denied them access to food, water, shelter, and health care. After this torture, they plan to murder them.”

Aid has continued to flow to the Gaza Strip, including Rafah, as the war soon enters its fifth month. The city is sheltering over a million people who fled the fighting from north and central Gaza.

Rafah, which sits on the Gaza-Egypt border, is the last remaining Hamas stronghold in the enclave and from which two Israeli hostages were rescued last week.

At least some of the 134 hostages remaining in Gaza are thought to be in the city, where Hamas leadership is also believed to be sheltering.

The US and several of Israel's Western allies have warned Jerusalem that an offensive in Rafah in the current conditions would be catastrophic. Israel, which has said it will draw up a plan for civilians to evacuate before it enters, believes it cannot effectively curtail Hamas without taking Rafah.

AME urged the Biden administration to "immediately withdraw all funding and other support from Israel," claiming it has shown "a willful disregard for the human dignity of Palestinians" for decades.

"Since October 7, 2023, in retaliation for the brutal murder of 1,139 Israeli citizens by Hamas, Israel has murdered over 28,000 Palestinians, mostly women and children. The United States is supporting this mass genocide. This must not be allowed to continue," AME claimed.

The death toll numbers in Gaza are provided by Hamas, and do not differentiate between combatants and civilians. Israel says at least 10,000 of those killed are terror operatives, and asserts it makes considerable effort to avoid harm to civilians while fighting in a complex urban environment. Israel also accuses Hamas of using civilians as human shields and fighting from in and near hospitals, schools and mosques.

16

LA VIE SOCIALE

I - Education

Le 24 janvier, les partenaires de l'ONU, à l'occasion de la Journée mondiale de l'éducation, ont exhorté tous les acteurs à veiller à ce que les obstacles à l'éducation soient éliminés, notamment en fournissant un abri adéquat qui facilite le rétablissement, pour permettre le droit à l'apprentissage⁴⁹¹ :

« The urgency of this message is underscored by the stark reality that learning has been devastated in the Gaza Strip since the hostilities began in October 2023. Over 625,000 students and 22,564 teachers have been deprived of education and a safe place for over three months, and thousands of learners and education personnel are amongst the more than 25,000 people who have reportedly been killed.

Children and youth, as well as educators, have lost the anchor that is education -- all UNRWA schools are closed in the Gaza Strip, depriving the 300,000 children who attended them of their education. The longer they stay out of school, the more difficult it is to catch up, with lasting consequences.

Most UNRWA schools in the Gaza Strip have been turned into shelters, hosting over 1.2 million displaced people. Communities and support networks have been fractured, and educational infrastructure damaged or destroyed. 75% of all school buildings across the Gaza Strip have been impacted, while numerous higher education institutions have also sustained damages⁴⁹². At least 340 internally displaced people have been killed while seeking safety in UNRWA shelters and more than 1,100 injured⁴⁹³. Attacks on educational premises and UN premises violate international humanitarian law.

Le 29 janvier, environ 92 pour cent de tous les bâtiments scolaires de Gaza sont utilisés comme abris pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) et/ou ont subi divers niveaux de dégâts. 386 écoles (78 % du nombre total d'écoles en construction à Gaza) ont été endommagées, dont 138 écoles ont subi des dégâts importants ou ont été entièrement détruites. Ensemble, ces écoles

⁴⁹¹ <https://reliefweb.int/report/occupied-palestinian-territory/education-day-2024-end-conflict-imperative-return-learning-palestine-enar> ; <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-101>

⁴⁹² https://reliefweb.int/report/occupied-palestinian-territory/education-under-attack-gaza-strip-8-january-2024?_gl=1*850yaf*_ga*NTg3NTY4NjgwLjE2NzMwOTk5MTY.*_ga_E60ZNX2F68*MTcwNTY2Njk5NS40NjAuMC4xNzA1NjY2OTk1LjYwLjAuMA..

⁴⁹³ <https://www.unrwa.org/resources/reports/unrwa-situation-report-67-situation-gaza-strip-and-west-bank-including-east-Jerusalem>

accueillaient auparavant quelque 433 000 enfants et plus de 16 200 enseignants. Les gouvernorats de Khan Younis, du Nord et de Gaza comptent la proportion la plus élevée (trois quarts) de toutes les écoles endommagées. Les écoles n'auront pas besoin d'être reconstruites ou réparées et les besoins des personnes déplacées seront satisfaits⁴⁹⁴.

Le 29 janvier, les partenaires de l'éducation soulignent la nécessité de protéger les écoles et les établissements d'enseignement contre les attaques, d'intensifier le plaidoyer et de donner la priorité à l'éducation en tant que programme essentiel pour la protection et le bien-être des enfants. Les principales priorités comprennent la fourniture d'activités récréatives d'éducation en situation d'urgence (EiE) et d'un soutien psychologique, y compris des activités d'apprentissage socio-émotionnel (SEL) aux enfants dans les refuges et les refuges d'urgence désignés (DES) ; créer des espaces d'apprentissage temporaires (TLS) dans les refuges/DES pour démarrer l'apprentissage non formel des enfants ; fourniture de fournitures d'urgence et de kits d'apprentissage. En outre, un besoin clé est l'identification et le soutien des enfants handicapés et ayant d'autres besoins, avec des dispositifs d'assistance pour la continuité de l'apprentissage⁴⁹⁵.

Le 29 janvier, l'UNICEF, avec trois de ses partenaires et le Teacher Creativity Center, L'UNICEF, avec trois de ses partenaires et le Teacher Creativity Center, travaillent à la création de centres d'apprentissage temporaires (TLS) pour démarrer des activités d'éducation non formelle avec les enfants déplacés dans les refuges/DES. La réponse du Cluster est guidée par un plan de réponse en trois phases : soutenir les enfants, les enseignants et les soignants touchés par le conflit dans les refuges et dans les communautés d'accueil ; préparer un environnement d'apprentissage sûr et rétablir un sentiment de normalité dès la fin des hostilités ; et se préparer à restaurer le système éducatif formel grâce à la reconstruction des infrastructures éducatives après une réduction des hostilités⁴⁹⁶.

Entre octobre 2023 et fin janvier 2024, onze partenaires ont atteint plus de 125 556 élèves et enseignants avec un soutien psychosocial, un apprentissage d'urgence, des fournitures et des activités récréatives et des séances de sensibilisation à Deir Al Balah, Khan Younis et Rafah. gouvernorats. La plupart des réponses du cluster sont fournies par des partenaires locaux⁴⁹⁷.

Les clusters Éducation et Abris mènent des activités de plaidoyer pour souligner les impacts dévastateurs de la situation actuelle à Gaza sur les enfants et les liens inextricables entre abri et scolarisation. Le 24 janvier, à l'occasion de la Journée mondiale de l'éducation, les deux clusters ont publié une note de plaidoyer commune et ont exhorté tous les acteurs à veiller à ce que les obstacles à l'éducation soient éliminés, notamment en fournissant un hébergement adéquat qui facilite le rétablissement et permet le droit d'apprendre⁴⁹⁸.

Le 10 février, le Cluster Education a publié une évaluation par satellite des dégâts causés aux écoles de la bande de Gaza afin de vérifier l'étendue des dégâts depuis le 7 octobre 2023 et jusqu'à fin janvier

⁴⁹⁴ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-106>

⁴⁹⁵ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-106>

⁴⁹⁶ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-106>

⁴⁹⁷ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-106> ;

<https://app.powerbi.com/view?r=eyJrljoiYzMOYmVIN2EtZjRiNi00M2FiLTkxOTQtNDczZjJmMzk5ZDU2liwidCI6Ijc3NDEwMTk1LTE0ZTEtNGZiOC05MDRiLWFiMTg5MjYyNyIsImMiOjIh9>

⁴⁹⁸ file:///C:/Users/Gilles%20DEVERS/Downloads/SC-EC%20Joint%20advocacy%20note_240124_Final.pdf

2024. L'évaluation a révélé que 162 bâtiments scolaires ont été directement touchés, représentant près de 30 pour cent du total des 563 bâtiments scolaires à Gaza⁴⁹⁹. Au moins 26 de ces bâtiments ont été détruits. Étant donné qu'environ 63 % des écoles de Gaza fonctionnent selon un système à double vacation, avec différents groupes d'élèves fréquentant les cours du matin et de l'après-midi, ces 162 bâtiments scolaires abritent au total 235 écoles distinctes qui, avant le 7 octobre, desservaient quelque 175 000 élèves et comptait plus de 6 500 enseignants. Il a été confirmé que 151 autres écoles ont été endommagées, et 95 le sont probablement, et 41 pourraient l'être. Environ 25 pour cent des écoles directement touchées ou endommagées sont gérées par l'UNRWA, et 45 pour cent des écoles de ces catégories ont également servi d'abris aux personnes déplacées. Au moins 55 pour cent des écoles de Gaza auront besoin soit d'une reconstruction complète, soit d'une réhabilitation majeure. Les images satellite fournissent également des preuves de l'utilisation militaire des écoles⁵⁰⁰.

Selon le ministère de l'Éducation, au 6 février, plus de 4 850 étudiants et 239 membres du personnel éducatif ont été tués et plus de 8 227 étudiants et 836 enseignants ont été blessés dans la bande de Gaza depuis le 7 octobre. Le 11 février, deux garçons palestiniens, dont un enfant de 12 ans, auraient été tués lorsque l'école de garçons Al Amal, dans l'ouest de Khan Younis, qui servait d'abri aux personnes déplacées, aurait été la cible de tirs⁵⁰¹.

Le 13 février, les besoins sont ainsi synthétisés⁵⁰² :

- Plus de 625 000 élèves et près de 23 000 enseignants dans la bande de Gaza ont été touchés par la fermeture d'écoles et les attaques contre l'éducation, les laissant sans accès à l'éducation ni à un lieu sûr.
- Selon le ministère de l'Éducation, au 6 février, plus de 4 851 étudiants et 239 membres du personnel éducatif ont été tués et plus de 8 227 étudiants et 836 enseignants ont été blessés dans la bande de Gaza depuis le 7 octobre.
- Environ 92 pour cent de tous les bâtiments scolaires de Gaza sont utilisés comme abris pour les personnes déplacées et/ou ont subi divers niveaux de dégâts. Quelque 392 écoles (79 % du total des bâtiments scolaires à Gaza) ont subi des dégâts, dont 141 écoles ont subi des dégâts importants ou ont été détruites. Ensemble, ces écoles accueilleraient auparavant quelque 457 019 enfants et plus de 17 043 enseignants. Les gouvernorats du Nord, de Gaza et de Khan Younis ont été particulièrement touchés, représentant 76 pour cent de toutes les écoles endommagées (source : Tableau de bord des écoles endommagées du Cluster Education.⁵⁰³)

⁴⁹⁹ <https://reliefweb.int/report/occupied-palestinian-territory/verification-damages-schools-based-proximity-damaged-sites-gaza-occupied-palestinian-territory-10-february-2024>

⁵⁰⁰ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-117>

⁵⁰¹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-117>

⁵⁰² <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-117>

⁵⁰³ <https://gis.unicef.org/portal/apps/dashboards/c6e0bfd744164b2f84276071b1a83e78>

Le 10 février, Cluster Education a mené une évaluation des dommages par satellite sur toutes les écoles de Gaza afin de vérifier les dommages causés aux écoles en fonction de la proximité des sites endommagés⁵⁰⁴.

Les principales conclusions comprennent⁵⁰⁵ :

- L'exercice de vérification des dommages par satellite a confirmé l'ampleur des dégâts causés aux écoles précédemment signalés par le cluster à Gaza.
- Les dommages réels causés aux infrastructures scolaires pourraient être de 15 à 20 pour cent plus élevés que ce qui a été précédemment rapporté par le Cluster Education.
- Au moins 55 pour cent des écoles de Gaza auront besoin soit d'une reconstruction complète, soit d'importants travaux de réhabilitation pour être à nouveau fonctionnelles.
- Un quart des écoles directement touchées ou endommagées sont des écoles gérées par l'UNRWA.
- Quarante-cinq pour cent des bâtiments scolaires qui ont été utilisés comme abris par les personnes déplacées ont été soit directement touchés, soit endommagés.
- Les images satellite fournissent des preuves d'une utilisation militaire des écoles.

Les principales priorités comprennent la fourniture d'activités récréatives d'éducation en situation d'urgence (EiE) et d'un soutien psychologique, y compris des activités d'apprentissage socio-émotionnel (SEL) aux enfants dans les refuges et les refuges d'urgence désignés (DES) ; créer des espaces d'apprentissage temporaires (TLS) dans les refuges/DES pour démarrer l'apprentissage non formel des enfants ; et la fourniture de fournitures d'urgence et de kits d'apprentissage. En outre, un besoin clé est d'identifier et de soutenir les enfants handicapés et ayant d'autres besoins, avec des dispositifs d'assistance à l'apprentissage.

Au vu de ces besoins, ont été apportées les réponses suivantes⁵⁰⁶ :

- Depuis octobre 2023, onze partenaires ont apporté un soutien psychosocial, un apprentissage d'urgence, des fournitures et des activités récréatives à plus de 135 126 élèves et enseignants, ainsi que des séances de sensibilisation dans les gouvernorats de Deir al Balah, Khan Younis et Rafah. La plupart des réponses du cluster sont fournies par des partenaires locaux (source : tableau de bord Education Cluster 5W ⁵⁰⁷).
- L'UNICEF, avec trois de ses partenaires et le Teacher Creativity Centre, travaille à la création de TLS pour démarrer des activités d'éducation non formelle avec les enfants déplacés dans les refuges/DES.

⁵⁰⁴ <https://reliefweb.int/report/occupied-palestinian-territory/verification-damages-schools-based-proximity-damaged-sites-gaza-occupied-palestinian-territory-10-february-2024>

⁵⁰⁵ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-117>

⁵⁰⁶ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-117>

⁵⁰⁷

<https://app.powerbi.com/view?r=eyJrljoiYzM0YmVIN2EtZjRiNi00M2FiLTkxOTQtNDczZjJmMzk5ZDU2liwidCI6Ijc3NDEwMTk1LTE0ZTEtNGZiOC05MDRiLWFiMTg5MjYyNyIsImMiOjh9>

- Les clusters Éducation et Abris mènent conjointement des activités de plaidoyer pour mettre en évidence les impacts dévastateurs de la situation actuelle à Gaza sur les enfants et les liens inextricables entre abri et scolarisation.
- Aucune activité n'a été entreprise dans le nord de Gaza et dans les gouvernorats de Gaza en raison des hostilités en cours et des difficultés d'accès.
- Au 11 février, l'action en faveur de l'éducation reste largement sous-financée, recevant moins de 10 pour cent de ses besoins. Un financement urgent est nécessaire pour répondre aux besoins d'intervention immédiats.

Le 10 février, le Cluster Education a publié une évaluation des dommages par satellite ⁵⁰⁸, qui révèle qu'au moins 55 pour cent des 563 bâtiments scolaires ont été soit directement touchés, soit confirmés comme endommagés.

II – Les soins

Le 2 février, la Société du Croissant-Rouge palestinien (PRCS) a signalé que le directeur du département de la jeunesse et des volontaires du PRCS avait été tué par balle à son siège à Khan Younis. Le même jour, selon le PRCS, le sort de deux membres de l'équipe d'ambulances envoyées le 29 janvier pour secourir une fillette de six ans dans la ville de Gaza restait inconnu⁵⁰⁹.

Le 2 février, de violents combats près des hôpitaux Nasser et Al Amal à Khan Younis se sont poursuivis, mettant en danger la sécurité du personnel médical, des blessés et des malades, ainsi que celle de milliers de personnes déplacées cherchant refuge dans les hôpitaux.

Le 2 février, deux fois plus d'enfants ont désormais besoin d'un soutien en matière de santé mentale et psychosociale (MHPSS) dans la bande de Gaza, par rapport aux estimations d'avant-guerre⁵¹⁰.

Le 2 février, l'UNICEF estime que la quasi-totalité des 1,2 million d'enfants de Gaza ont besoin de SMSPS. Selon l'UNICEF, « au moins 17 000 enfants à Gaza sont non accompagnés ou séparés » de leurs parents et « en raison du manque flagrant de nourriture, d'eau et d'abris, les familles élargies sont en détresse et ont du mal à s'occuper immédiatement d'un autre enfant. eux-mêmes ont du mal à subvenir aux besoins de leurs propres enfants et de leur famille⁵¹¹ :

« UNICEF estimates that at least 17,000 children in the Gaza Strip are unaccompanied or separated. Each one, a heartbreaking story of loss and grief. This corresponds to 1% of the overall displaced population - 1.7 million people. Of course, this is an estimation since it is

⁵⁰⁸ <https://reliefweb.int/report/occupied-palestinian-territory/verification-damages-schools-based-proximity-damaged-sites-gaza-occupied-palestinian-territory-10-february-2024>

⁵⁰⁹ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-109>

⁵¹⁰ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-109>

⁵¹¹ <https://www.unicef.org/press-releases/stories-loss-and-grief-least-17000-children-are-estimated-be-unaccompanied-or> ; <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-109>

nearly impossible to gather and verify information under the current security and humanitarian conditions.

I returned from Gaza this week. I met many children, each one with her or his own devastating story to tell.

Of 12 children I met or interviewed, more than half of them had lost a family member in this war. Three had lost a parent, of which, two had lost both their mother and their father. Behind each of these statistics is a child who is coming to terms with this horrible new reality.

11 year old Razan was with her family in her uncle's house when it was bombed in the first weeks of the war. She lost almost all her family members. Her mother, father, brother, and two sisters were killed. Razan's leg was also injured and had to be amputated. Following the surgery, her wound got infected. Razan is now being taken care of by her aunt and uncle, all of whom have been displaced to Rafah.

In a center where unaccompanied children are hosted and cared for, I also saw two very young children aged 6 and 4. They are cousins and their entire respective families were killed in the first half of December. The four year old girl - in particular - is still very much in shock.

I met these children in Rafah. We fear that the situation of children who have lost their parents is much worse in the North and the Center of the Gaza Strip.

In the middle of a conflict, it is common for extended families to take care of children who lost their parents. But currently, due to the sheer lack of food, water or shelter, extended families are distressed and face challenges to immediately take care of another child as they themselves are struggling to cater for their own children and family.

In these situations, immediate interim care must be made available at scale while keeping children connected to or tracing their families so that they can be reunited when the situation stabilizes.

Razan, like most of the children who went through such a traumatic experience, is still in shock. Each time she recalls the events, she falls in tears and gets exhausted. Razan's situation is also particularly distressing since her mobility is severely limited and specialized support and rehabilitation services are not available.

Children's mental health is severely impacted. They present symptoms like extremely high levels of persistent anxiety, loss of appetite, they can't sleep, they have emotional outbursts or panic every time they hear the bombings.

Before this war, UNICEF was considering that more than 500,000 children were already in need of Mental Health and Psychosocial support in the Gaza Strip. Today, we estimate that almost all children are in need of MHPSS, more than 1 million children.

UNICEF and its partners have provided mental health and psychosocial support to more than 40,000 children and 10,000 caregivers since the beginning of this conflict. I attended one of these activities and it is really a relief to see children play, draw, dance, sing and smile. It helps them to cope with the terrible situation they are going through. But of course, this is far from sufficient when we see the scale of the needs.

The only way to have this mental health and psychosocial support delivered at scale is with a ceasefire. Before this war, in 2022, the child protection cluster led by UNICEF provided this support to nearly 100,000 children. It is possible to scale up now. We have done it before. But it is not possible under the current security and humanitarian conditions.

Before I conclude, I would like to add just one thing. These children don't have anything to do with this conflict. Yet they are suffering like no child should ever suffer. Not a single child, whatever the religion, the nationality, the language, the race, no child should ever be exposed to the level of violence seen on the 7th of October, or to the level of violence that we have witnessed since then ».

Le 13 février, les besoins sont ainsi synthétisés⁵¹² :

- Fort besoin de services de santé primaires dans les abris informels accueillant les personnes déplacées.
- Le nombre élevé d'interventions chirurgicales et d'interventions a entraîné une demande accrue de médicaments anesthésiques et analgésiques, dont l'offre est rare.
- Il est nécessaire d'augmenter la couverture vaccinale systématique et de mener une campagne de rattrapage.
- La fourniture de médicaments contre les maladies non transmissibles et les psychotropes est nécessaire.
- Il est nécessaire de réduire la surpopulation des maternités.
- Le siège persistant autour de certains hôpitaux affecte considérablement leur capacité de gestion des cas.
- Du matériel de laboratoire et des réactifs sont nécessaires pour faciliter le diagnostic.
- Le sang et les produits sanguins dans les hôpitaux sont nécessaires en cas d'urgence et lors d'interventions médicales afin de garantir que les patients reçoivent des transfusions en temps opportun.
- L'afflux de déplacés internes migrant vers Rafah a dépassé la disponibilité des lits dans les hôpitaux, entraînant une capacité insuffisante pour répondre aux besoins de santé de la population. L'insécurité accrue à Rafah affecte également grandement les activités de réponse.
- L'accès limité à des installations WASH appropriées entrave la prévention des maladies⁵¹³.

Sont apportées les réponses suivantes :

⁵¹² <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-117>

⁵¹³ <https://www.ochaopt.org/content/hostilities-gaza-strip-and-israel-flash-update-117>

- Les partenaires du cluster atteignent en moyenne par semaine environ 450 000 personnes ayant besoin de divers services et fournitures de santé.
- Une surveillance continue de la maladie est en cours dans tous les établissements de santé pour garantir un diagnostic et un traitement précoces des cas ainsi que la détection précoce des épidémies potentielles.
- Projet d'ouvrir des centres de stabilisation pour les cas de malnutrition aiguë avec complications médicales. L'un sera à Tal en tant que Sultan et un autre dans l'un des hôpitaux de campagne.
- 12 équipes médicales d'urgence (EMT) ont été déployées, aidant plus de 16 000 patients.
- Une moyenne hebdomadaire de près de 300 000 consultations de soins de santé primaires a été signalée par les partenaires.

Le 20 février, une catastrophe de santé publique se déroule dans la bande de Gaza malgré les avertissements répétés, et cela nécessite une action urgente, ont averti les clusters eau, assainissement et hygiène (WASH) et santé du territoire palestinien occupé le 20 février⁵¹⁴ :

« February 2024 marks four months since the onset of the current hostilities in the Gaza Strip which have resulted in 1.7 million people internally displaced. The majority of people have no access to clean drinking water, sanitation services are wholly ineffective, and the repeated warnings have failed to avert a public health catastrophe. In addition, according to the latest IPC published in December 2023, over 90% of the population are facing high level of acute food insecurity.

Only one in three Mekorot water pipelines from Israel is currently operational⁵¹⁵, with Bani-Saeed operating at just 47% of its full capacity, while Al Mentar and Bani Suhaila have been non-operational since October and December 2023 respectively. Only two out of three main water desalination plants are partially functional, including the Middle region desalination plant and the South region desalination plant. The North region plant hasn't been operational since October 2023. Only 17% of groundwater wells are operating, with 39 destroyed, 93 severely or moderately damaged, and 48 possibly damaged. All wastewater treatment systems are currently not working. Since November 19th, 2023, municipalities have had limited water treatment, no water quality testing capacity, and no fuel for solid waste management, severely impacting the lives of the 1.7 million internally displaced people (IDP) in the Gaza Strip.

Existing outbreaks of diarrhoeal diseases and hepatitis A, amongst others, are further indicators of the dramatic state of health, affected by the dire water and sanitation conditions affecting everyone in the Gaza Strip. According to the World Health Organization (WHO) since 16 October until 13 February 2024, there have been 312,693 reported cases of acute respiratory infections, 222,620 cases of acute watery diarrhoea (117,989 of which are

⁵¹⁴ https://reliefweb.int/report/occupied-palestinian-territory/gaza-strip-brink-public-health-catastrophe-health-and-wash-clusters-reassert-calls-immediate-long-lasting-ceasefire?_gl=1*108ina5*_ga*MjAzNzEoMzU4OC4xNzAyODkwMTgw*_ga_E6oZNX2F68*MTcwODQxMDcyNi42Ny4xLjE3MDgoMTEoOTcuNjAuMC4w

⁵¹⁵ <https://reliefweb.int/report/occupied-palestinian-territory/hostilities-gaza-strip-and-israel-reported-impact-30-january-2024-2359>

children under 5 years old), 74,712 cases of scabies and lice, 49,052 cases of skin rashes, 6,625 cases of chickenpox and 8,829 cases of acute jaundice, surpassing by far the incidence of previous years. The cases reported so far give only a limited view of the extent of the public health catastrophe, where lack of capacities to detect, diagnose and report on infectious disease outbreaks are masking the true scale and impact of the human health emergency. Moreover, diseases spread freely, for example those presenting with hepatitis A are likely to have already been infectious to others for several weeks. Even where diseases can be detected and diagnosed based on symptoms, the availability of clean water, safe sanitation, shelter, health infrastructure and humanitarian supplies to respond to and prevent outbreaks, including isolation to prevent spread and contamination, is grossly lacking.

Response to the existing public health crisis requires a major scale-up in water, sanitation, and hygiene (WASH) capacities. At minimum, teams in the Gaza Strip urgently need water testing kits and improved water treatment solutions ; improved access for the population to temporary or permanent latrines and adequate waste management; as well as distribution of hygiene kit and cleaning supplies to families and health facilities. Infrastructure for WASH, adequate shelter, and protection are all essential elements of any public health response to infectious disease outbreaks. Likewise, a functioning system for the provision of health care is needed for effective early detection of infectious diseases and prevention of avoidable illness and death. All such systems have debilitated since the start of hostilities in October.

Despite repeated warnings from the United Nations, international aid agencies, and non-governmental organisations about the catastrophic effects of contaminated water and poor sanitation, barriers including restrictions of movement, lack of safety, and import constraints have persisted, leading to critical challenges in the humanitarian response. Access to water and sanitation are internationally recognised human rights, derived from the right to an adequate standard of living under Article 11(1) of the [International Covenant on Economic, Social, and Cultural Rights](#) and fundamental to the health, dignity, and prosperity of all people. Overall, these rights can only be realized with an immediate ceasefire and a massive increase in aid entering the Gaza Strip.

Urgent action involving multiple stakeholders and partners at all levels is needed to prevent the ongoing public health catastrophe from worsening.

Call for Action: measures immediately needed to stop the worsening of an already existing public health catastrophe in the Gaza Strip:

1. An immediate and sustained ceasefire. Integral to any effective Health and WASH response is the cessation of hostilities that allows for safe and unobstructed access to populations in need, particularly in the north of Gaza where access to water, waste-water facilities, hospitals, and health centres is close to non-existent.
2. Safe, unimpeded, and at-scale humanitarian access across and within the Gaza Strip, including in the North, ensuring that essential non-food items needed for an effective Health and WASH response enter immediately and unimpeded.
3. Ensure free and safe movement of medical and humanitarian personnel into and within the Gaza Strip. Ensuring safe access, unobstructed communication, and adequate coordination of activities is essential to an effective response. This includes free and safe movement of

WASH technical staff for the operational and maintenance of critical water and sanitation facilities and services.

4. Immediately turn to full capacity the Mekorot water pipeline into northern Gaza, which is currently partially operational and has the potential to immediately improve access to safe drinking water. Allow safe access to repair Bani Suhaela Mekorote line in South region and Bani Sae'ed in the Middle region, including safe access for technical assessments and material supplies for repair work.
5. Allow entry to the temporary latrine / shower facility related construction items for IDPs.
6. Allow for sufficient fuel for the operation of critical water and sanitation infrastructure, including desalination plants and water wells, particularly in restricted areas such as the northern Gaza where fuel has not been allowed to enter since the temporary truce in November 2023

III – La religion

February 19, 2024 – Haaretz : Israel's Decision on Ramadan Prayers Is a Farce. It Could End in Tragedy

Ben-Gvir wasn't entirely successful in his attempt to impose sweeping limits on Arab-Israeli worshippers at Al-Aqsa. That didn't stop him from gloating – and risking the start of a religious conflict

<https://www.haaretz.com/israel-news/2024-02-19/ty-article/.premium/israels-decision-on-ramadan-prayers-is-a-farce-it-could-end-in-tragedy/0000018d-be17-df10-a99f-bff71f5b0000>

Amos Harel

Although Ben-Gvir made sure to warn of Arab-Jewish violence breaking out like it did in May 2021, his prediction was wrong. The Arab public in Israel showed restraint and patience, and many forcefully condemned Hamas' actions. The West Bank has seen some considerable escalation, but not enough to view it as joining the war started by Hamas.

During Sunday's meeting, Ben-Gvir demanded severe limits be placed on Arab-Israeli worshippers at Al-Aqsa Mosque during Ramadan. Not only did all security officials object; it turns out there is are legal difficulties in banning the entrance of Israeli worshippers on the basis of sweeping categories such as age. It is possible, however, to ban certain people to prevent religious incitement.

This was the decision made at the end of the meeting. Yet Netanyahu, with his fear of Ben-Gvir, released a vague summary that all participants could read as they wish. That was enough for the National Security Minister to spread the word that his position had been accepted and that broad limitations would be imposed on Israeli-Arab worshippers. And it was enough to draw warnings from Arab lawmakers, who cautioned over an intifada breaking out among the Arab public inside the Green Line.

134 Israeli hostages are still being held hostage in the Gaza Strip. The 135th is being kept at the PM's residence on Balfour Street. He seems to be paralyzed in fear by his extremist partners.

Some steps are taken by Netanyahu independently. For example, creating the narrative in which he is the sole protector of Israel against the danger of a Palestinian state. He is busy passing decisions in the government and in the Knesset against a unilateral push towards a two-state solution. Netanyahu chants slogans about total victory against Hamas, while in Gaza, IDF deployment is down to a fourth of what it was at the start of the ground incursion.

Ben-Gvir's attempt to use the Temple Mount/Al-Aqsa to fan the flames in the West Bank, in Jerusalem and inside the green line, can't be seen separately from Netanyahu's position on the hostage deal. In only several weeks, we've gone from an Israeli "yes, but" (regarding the Paris proposal) to an outright refusal – a position that holds that Hamas' offers are not serious and there is no room for negotiations.

All this is happening while the hostages are running out of time and there is growing discomfort among War Cabinet ministers from the National Unity Party. It seems that – if seen against the backdrop of the Al-Aqsa affair and the hostage deal impasse – what happened on Sunday marks the beginning of the countdown to Gantz and Eisenkot's departure from Netanyahu's government.